

La croisade polonaise de Jean-Paul II

JEAN-PAUL II préfère le combat au dialogue. Son quatrième voyage en Pologne, qui s'est achevé dimanche 9 juin, a fourni la preuve éclatante de cette pugnacité. Mais si, hier, ses anathèmes visaient le régime communiste, qui avait fait de la Pologne une forteresse assiégée de la foi, aujourd'hui, ils sont dirigés vers un Occident soudainement assimilé, et presque sans nuances, au matérialisme, à la société de consommation, à la dissolution des valeurs et des références morales.

Il ne s'agit donc pas pour la Pologne de s'intégrer dans un ensemble européen mais d'être la fer de lance d'une « rechristianisation » du Vieux Continent. Devant les représentants du corps diplomatique à Varsovie, Jean-Paul II est ainsi allé jusqu'à proposer la création d'une sorte d'« Europe de l'esprit », veillant, sur le modèle de la Conférence d'Helsinki pour la sécurité et la paix, au respect des normes éthiques dans la législation des différents pays.

Si nul ne peut prévoir quelles seront les conséquences sur l'évolution des idées en Europe de cette nouvelle croisade de Jean-Paul II, il est évident que les divisions de la société polonaise vont être accentuées par une visite qui n'aura pas permis, bien au contraire, de clarifier les relations entre l'Eglise et l'Etat. L'effondrement du communisme marque d'une certaine façon la fin de l'âge d'or de l'Eglise polonaise, arc-boutée sur ses représentants et sur ses traditions. Autant la lutte contre un parti et un Etat totalitaires avait pu être, en Pologne, un facteur de cohésion et de mobilisation, autant la fin de ce modèle unanimiste et l'ouverture vers une Europe démocratique à dominante laïque risque de jouer en sens contraire.

Une diversification des rôles est ainsi en cours dans une société devenue démocratique et pluraliste. Le courant libre penseur et anticlérical commence à s'exprimer et les sondages montrent une distorsion croissante entre des pans entiers de la société polonaise et une Eglise qui voudrait raffermir son autorité au moyen d'un enseignement religieux récemment réintroduit à l'école publique, mais aussi imposer une surveillance des mœurs.

Or le souverain pontife a non seulement fait un rapprochement funeste et déplacé entre les victimes des camps d'extermination et des interruptions volontaires de grossesse, mettant sur le même plan les bourreaux nazis et les médecins qui pratiquent l'avortement, mais il a, de surcroît, exercé une pression directe sur les parlementaires polonais, qui auront à débattre à l'automne d'une proposition de loi visant à criminaliser l'avortement.

Ce voyage de Jean-Paul II paraît avoir été dominé par la crainte d'un effondrement de la domination du catholicisme polonais plus que par le désir d'élider l'Eglise à trouver sa place dans une société démocratique et pluraliste. En choisissant en priorité de renforcer l'identité catholique polonaise, le pape a sans doute pris le risque de diviser, et pour longtemps, son pays.

Lire l'article d'HENRI TINCO page 6

M0147 - 0611 0 - 6.00 F



Préparant un gouvernement « non partisan »

Le premier ministre algérien promet des élections loyales

Tandis que de nombreuses arrestations avaient lieu dans les milieux islamistes, le calme est revenu à Alger, où les chars se sont retirés des principaux points stratégiques. Le nouveau premier ministre a confirmé, dans une allocution radiodiffusée, dimanche soir 9 juin, qu'il allait « œuvrer pour assurer toutes les conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et propres ». M. Sid Ahmed Ghazali a précisé qu'il allait former un gouvernement « non partisan ».

Le Maghreb face au « péril vert »

par Jacques de Barrin

Comment les accommoder à la sance démocratique? Grands perturbateurs du jeu politique local, les islamistes font passer des nuits blanches aux dirigeants maghrébins, qui, de Tunis à Rabat en passant par Alger, hésitent entre la fermeté et la mansuétude, sans jamais être sûrs d'avoir fait le bon choix, une fois prise leur décision d'user du bâton ou de la carotte.

Ignorer les intégristes, les traiter par le mépris n'est plus guère possible au Maghreb, sauf à pratiquer la politique de l'autruche. L'utopie islamique se nourrit, sur place, de trop de frustrations

politiques, économiques et sociales pour qu'on la voie s'évanouir de sitôt, même si, ici et là, elle a déjà atteint son zénith. Que soit ébranlé leur pouvoir de séduction, voire de conviction, il restera toujours aux « Verts » un pouvoir de nuisance non négligeable. On vient de s'en apercevoir en Algérie. C'est, peut-être, parce que les dirigeants maghrébins ont trop attendu pour traiter avec sérieux cette menace qu'ils payent, aujourd'hui, très cher le prix de leurs attermoissements, et doivent, dans le précipitation, imaginer des parades, parfois maladroites et souvent dangereuses contre le « péril vert ».

Lire la suite et l'article de GEORGES MARION page 3

Deux propositions pour l'emploi

Pour le président de l'Assemblée nationale, la persistance d'un taux de chômage élevé chez les jeunes est la cause principale du malaise français

par Laurent Fabius

Les drames à répétition qui endeuillent plusieurs de nos cités méritent les compléments à apporter à notre « politique au quotidien ». On peut - et on doit - implanter des flottes et des éducateurs, promouvoir le sport, repenser les façades des immeubles, diversifier le tissu social des grands ensembles en y intégrant des entreprises et des équipements collectifs.

On peut et on doit faire tout cela, et bien davantage encore. Mais tant que le tiers ou la moitié des jeunes qui habitent ces cités resteront désœuvrés, sans espoir d'intégrer un jour le France des « inclus », ces cités seront des poudrières. C'est la leçon que je tire des événements

récents dans de grands ensembles, dont plusieurs ont bénéficié de toute la gamme des aides publiques existantes, et qui ont pourtant explosé.

Qui peut en douter, la persistance d'un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes, est la cause principale du malaise social français.

Si, depuis dix ans, les différences de rémunération ont été réduites entre les salariés, si des millions de personnes ont bénéficié d'importantes mesures sociales - retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés - les inégalités restent fortes dans notre société, en raison surtout du nombre particulièrement élevé des chômeurs de longue durée. Comment s'explique cette situation singulière? En simpli-

La situation dans les banlieues et le drame de Mantes-la-Jolie

Les syndicats de policiers réclament « une ligne de conduite claire »

Après la mort d'une femme policier et d'un jeune Algérien à Mantes-la-Jolie, dimanche 9 juin, dans des circonstances qu'une enquête s'efforce de préciser, les organisations syndicales de policiers manifestent leur « colère ». Pour maintenir l'ordre dans les quartiers difficiles, elles réclament « des consignes et une ligne de conduite claire ». Des mesures devraient être annoncées en faveur des banlieues, mercredi 12 juin, à l'issue d'un comité interministériel.

Opération « Tempête des banlieues »



Une double enquête

par BERTRAND LE GENDRE

Le malaise grandit chez les policiers

par ERICH INCYAN

Les projets de M. Delebarre

La hantise de l'« été chaud »

par ROBERT SOLÉ

page 11

Dossier : la population étrangère en France

lire les articles de PHILIPPE BERNARD, GUY HERZLICH et ROBERT SOLÉ

page 12

Le dollar au-dessus des 6 francs

Lundi, le dollar a dépassé les 6 francs. Les banques centrales des principaux pays européens sont intervenues afin de contenir sa poussée.

page 40

Victoire à l'arraché

pour M. Chevènement

L'ancien ministre de la défense retrouve son siège de député du Territoire de Belfort avec 52,05 % des suffrages exprimés.

page 8

Le rapport de la COB

La Commission des opérations de Bourse présente un « programme d'action » pour protéger l'épargne

page 21

Photographies aux enchères

Solidairement installé, le marché s'étioffe lentement mais sûrement

page 17

Sur le vif et le sommaire complet se trouvent page 44

Claudio Arrau, un musicien sans vanité

Le pianiste chilien est mort à Vienne le dimanche 9 juin. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans

par Alain Lompech

La mère de Claudio Arrau avait vécu cent vingt ans, dit-on. Lui-même faisait encore des projets d'avenir, malgré la perte, coup sur coup, de sa femme et de l'un de ses fils. Surmontant sa douleur, il s'était remis au piano pour préparer des enregistrements et voulait se réinstaller en Europe, après cinquante années de résidence américaine.

La dernière fois que nous l'avions rencontré, il nous avait parlé de son projet de s'attaquer à Busoni, Ravel et Schoenberg, de revenir encore à Beethoven et peut-être à Bach qu'il avait délaissé lorsque le clavier s'était imposé dans les salles de concert. Il nous avait parlé de son amour pour Paris, de la

façon extraordinaire dont le jeune public français comprenait et recevait ses interprétations. Il n'en avait pourtant pas été toujours ainsi. Ce n'est qu'au milieu des années 70, avec la publication de ses enregistrements des *Etudes transcendantales* de Franz Liszt et des *Nocturnes* de Frédéric Chopin, que la France l'avait adopté pour de bon, admirant,

avec un enthousiasme qui ne s'est jamais démenti depuis, les interprétations réfléchies et justes qu'il apportait à un jeu, il est vrai guère aimable, ne pouvant se comparer à celui d'aucun de ses confrères. Né le 6 février 1903, au Chili, Claudio Arrau donne son premier récital à l'âge de cinq ans.

Lire la suite page 18

A nos lecteurs

En raison d'un incident technique survenu sur nos rotatives nous avons été contraints de modifier la pagination de ce numéro du Monde et de reporter d'une journée notre supplément « Champs économiques ». Nous prions nos lecteurs de nous excuser.

Avec le numéro de demain nous publierons aussi, en pile séparée, deux suppléments : « Initiatives » (32 pages) et « Ile-de-France rendez-vous des affaires » (14 pages).

THIERRY BRETON
LA DIMENSION INVISIBLE
LE DÉFI DU TEMPS ET DE L'INFORMATION

THIERRY BRETON
LA DIMENSION INVISIBLE
LE DÉFI DU TEMPS ET DE L'INFORMATION

EDITIONS ODILE JACOB

LES IDEES QUI FONT AVANCER LES IDEES

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; États-Unis, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 190 PTA; Grèce, 85 p; Irlande, 1,10 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 1,50 FR; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 1,50 \$.

DÉBATS

Mœurs

Cachez ce féminin

par Benoîte Groult

«UNE femme à Maignon, qui avait été l'imaginaire...» : « Comment est-ce arrivé ? » : « Une révolution... » : « Une révolution, tous en sont d'accord, mais attention : la fonction reste virile. On peut appeler Edith Cresson la Pompadour (Philippe d'Aubert, PR), ce genre d'amalgame s'est pratiqué de tout temps aux dépens des femmes ; mais on doit dire Madame le premier (Elle du 26 mai), Madame le ministre (tous les jours), pour rappeler que, tout de même, c'est une fonction prestigieuse, donc masculine, que vient d'acquiescer cette dame !

On dit Madame la concierge, d'accord, on ne dit pas Madame la ministre, bien que ces deux substantifs se terminent par le même e muet. Ce serait un crime de lèse-majesté. Ne mélangons pas les torchons et les serviettes ministérielles. La secrétaire du patron, si elle parvient au gouvernement, deviendra Madame le secrétaire d'Etat. La loi est claire et simple : l'acceptation des formes féminines est inversement proportionnelle au prestige de la profession.

Vous êtes directrice d'école maternelle, soit, mais, dans la haute administration, vous enrez dans un bésion masculin, donc vous serez affublée d'un titre masculin : Madame le directeur est servie.

Aucun, aucune journaliste (profession milieue de gamme, donc féminin autorisé) n'a osé transgresser ce piteux tabou, même à l'occasion de l'élection qu'a été la nomination d'Edith Cresson. Ni dans les magazines féminins, ni dans la presse dite sérieuse et qui ne l'est pas en l'occurrence. Dire Madame le ne constitue pourtant ni une revendication sexiste ni une obsession féministe, moins encore un coup de force linguistique. Il s'agit tout bonnement d'adapter la langue à cette nouvelle donne sociale qu'est la présence des femmes dans des fonctions jusque-là réservées aux hommes.

La vieille dame du qual Conti

Une langue ne reste vivante qu'à condition d'évoluer. Le français a su le faire dans le passé : au Moyen Age on disait sans états d'âme une diaconesse... Mais nous avons aujourd'hui une Académie française qui s'estime propriétaire de la langue alors qu'elle n'en est que la gardienne. Elle s'est empressée de faire savoir à la

commission pour la féminisation des noms de métiers, créée en 1984 par Yvette Roudy et dont j'étais la présidente, que « le masculin avale, à lui seul, la capacité à représenter les deux sexes ». Comment s'en étonner ? L'Académie a bien cru pendant trois siècles qu'elle avait capacité, à elle seule, de représenter les deux sexes !

« Il ne faut rien changer à l'équilibre subtil de l'usage », insistait la vieille dame du qual Conti (empanée de trente-neuf messieurs et d'une femme soigneusement dénommée Madame l'académicienne pour ne pas faire d'ordres), se montrant une fois de plus aussi conservatrice que misogynne, les deux allant d'ailleurs de pair (1).

De Bredin à Panafieu

Le résultat ? Un déluge de solécismes, d'incongruités et d'absurdités dont la première fut l'annonce dans la presse par les trente-neuf académiciens du décès « de leur regretté confrère, Marguerite Yourcenar ».

Avec la nomination récente d'un nombre appréciable de femmes au gouvernement, les journalistes se trouvent plus que jamais enclavés dans un réseau de contradictions dont l'absurdité n'a pu leur échapper.

On apprend par exemple que « Frédérique Bredin est la plus jeune ministre », ce qui est une belle promotion pour « cet inspecteur des finances, élu député en 1988, puis chargé de mission à l'Elysée ».

On savait déjà que M^{me} de Panafieu tenait à se désigner comme adjoint au maire de Paris, chargé (au masculin) de la culture. Sans doute doit-on être privée de l'écriture quand on a traité sa vocation de femme au foyer pour s'immerger dans le monde politique.

Plus inattendu encore, dans mon hebdomadaire préféré j'apprends que « le nouveau ministre du travail et de la formation professionnelle, Martine Aubry, a été directeur du cabinet de Jean Auroux », mais « directrice des relations au ministère du travail ». Qu'est-ce qui préside au choix ?

Quant à M^{me} Joëlle Timsit, elle est homologue : « Ancien directeur des affaires politiques ou Quoi d'Orsay et conseiller diplomatique », on dit pourtant couramment une conseillère conjugale. Il est vrai qu'il s'agit alors des affaires du lit et non de celles de l'Etat.

On aurait tort de prendre ces remarques pour un aimable badinage. Ce qui se rapporte au langage est toujours révélateur d'une

mentalité. Les mots, on le sait aujourd'hui, ne sont jamais neutres ou innocents, et la langue est le miroir d'une société dont elle reflète les préjugés, les tabous et les désirs inconscients. L'histoire a d'ailleurs démontré l'importance d'une langue dans la formation ou le maintien d'une identité, qu'elle soit nationale, culturelle ou sexuelle. Il faut le répéter : vouloir se nommer, se désigner correctement, se mettre à l'aise dans les mots comme on l'est dans sa peau constitue plus qu'un désir, c'est un élément essentiel d'intégration dans une société. Et cette mauvaise volonté, voire cette obstination hargneuse à refuser même les féminins les plus évidents (tels que factrice, sculptrice, avocate ou policière) ne sont pas le fait du hasard. Elles témoignent de l'importance de ce pouvoir culturel où s'enracine et se perpétue le pouvoir tout court des hommes sur les femmes.

Quant aux gonzesses, bougresses, emmerdresses et traîtresses à leur sexe, qui acceptent que les injures se mettent au féminin mais pas les titres de gloire, elles devraient se hâter de changer leur stylo d'épaule sous peine d'arriver comme les carabinières... Car c'est la logique qui finira par l'emporter. On ne peut pas continuer à faire des acrobaties verbales pour éviter le féminin.

L'affreux «Madame le»

Nous devrions dédier une pensée affectueuse en passant aux premières suffragettes dans ce domaine, les Précieuses ridicules, que Molière traita comme on suit. On tourne en dérision leur tentative de s'approprier le beau langage, celui des hommes, tout comme on ironise aujourd'hui sur celles qui prétendent féminiser le nom du métier qu'elles exercent, celui des hommes jusqu'ici.

Il y a déjà vingt ans qu'un de nos meilleurs grammairiens, Albert Dauzat, analysait le phénomène : « La femme qui prêche pour le nom de sa profession le masculin au féminin accuse par là-même un complexe d'infériorité qui contredit ses revendications légitimes. Déranger son sexe derrière le genre adjectif, c'est le trahir. Dire Madame le docteur, c'est proclamer la supériorité du mâle dont le genre masculin est l'expression grammaticale ».

Et Ferdinand Brunot, autre linguiste éminent, dénonçait en 1922 l'« affreux Madame le qui gâte tant de nos textes ».

De la gauche à la droite, toutes les femmes se réjouissent qu'une

femme soit à la tête du gouvernement, et François Mitterrand restera le premier président à avoir usé faire ce pas décisif. Mais n'est-ce pas l'occasion de mettre les mots en accord avec les faits ? Peut-on dire ou écrire sans rire qu'Edith Cresson est « la première première » ?

Madame la première, c'est tellement plus beau ! Et, avantage supplémentaire : c'est français.

(1) A la suite des travaux de la commission de terminologie pour la féminisation des noms de métiers, grades et de fonctions, un arrêté préconisant le féminin dans tous les cas, au moins pour le déterminant (article ou pronom), est paru au Journal officiel en mars 1986.

► Benoîte Groult se présente comme « écrivaine » et commente : « Je défie qui que ce soit de prouver qu'écrivaine est plus laid ou plus bizarre que souveraine, châtelaine ou contemporaine. »

Deux propositions pour l'emploi

Suite de la première page.

La création française d'emplois réduit également moins le chômage. Amorcées en 1985, ces créations ont représenté 800 000 emplois sur les trois dernières années, le chômage reculant de 350 000 personnes seulement pendant la même période. Cet écart s'explique d'abord par notre dynamisme démographique : 150 000 jeunes demandeurs d'emploi supplémentaires arrivent chaque année sur le marché du travail, et il en ira ainsi au moins jusqu'en 1995. Alors, quelle compte déjà dix millions, six cent mille chômeurs, la France crece à peu près un emploi pour une entrée nouvelle sur le marché du travail, alors que le Japon en crée deux. L'écart s'explique aussi par l'inéquivalence entre l'offre et la demande de qualification : les offres d'emploi non satisfaites se multiplient mais les filles d'attente à l'ANPE continuent de s'allonger. Cela décourage les jeunes en formation : on parle de l'effet négatif du manque de formation sur l'emploi, il faudrait évoquer aussi l'effet négatif du manque d'emplois sur la formation elle-même.

La lutte contre le chômage relève évidemment d'une stratégie de long terme. Nous l'avons engagée il y a plusieurs années, elle appelle aujourd'hui des corrections. Je pense notamment à la politique industrielle qui s'est jusqu'ici trop peu soucieuse des petites entreprises : au cours des années 80, 20 % seulement des crédits de politique industrielle ont bénéficié aux PME contre 60 % en RFA ; en 1990 la France a accordé cinq fois moins d'aides publiques à ses entreprises moyennes que l'Allemagne.

Charges sociales

Notre stratégie peut donc être améliorée, comme le souligne à juste titre Edith Cresson, mais il y faudra du temps : toute adaptation de notre système éducatif à l'appareil de production demande plu-

sieurs années avant ses premiers effets. Les emplois créés bénéficient aux nouveaux entrants qualifiés, mais un million de chômeurs de longue durée restent sur le carreau, et les 100 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire sans diplôme ne trouvent pas à s'employer.

Il est donc impératif de décider des mesures nouvelles, non pas seulement sociales mais économiques, transitoires, sélectivement adressées à ceux qui ont lâché la rampe ou qui n'ont jamais pu la saisir, l'en prendrait deux exemples.

D'abord un choix politique, un choix de solidarité : protéger les emplois les moins qualifiés. J'entends d'ici les objections : combat d'arrière-garde, protectionnisme social hors de saison. Non ! Il ne s'agit pas d'alléger la contrainte de modernisation qui doit légitimement peser sur nos entreprises ou sur nos administrations, mais d'éviter la marginalisation des milliers de personnes sans formation.

Salaires

Comment faire ? En réduisant les charges sociales sur les emplois peu qualifiés ou de proximité, bref sur les emplois faiblement rémunérés. Je sais bien que notre coût moyen du travail est inférieur à celui de nos partenaires, notamment l'Allemagne : les septennaires plâtres à propos des charges ne sont donc pas vraiment fondées. Mais je sais également que notre coût du travail peu ou pas qualifié est trop élevé : les charges sociales pèsent sur les bas salaires sont d'environ 40 % chez nous contre 30 % pour la moyenne européenne.

Plutôt que de supprimer le SMIC comme on le demande parfois dans les milieux conservateurs, et d'échanger ainsi de l'emploi contre de la surexploitation, mieux vaut réduire les charges qui pèsent sur ces emplois. C'est la première proposition concrète que je formule.

Ma deuxième proposition, c'est de mieux concilier modulation salariale et équité sociale. Je ne veux heurter personne en disant cela, seulement tirer la double leçon des faits : on sait qu'un partage de la valeur ajoutée trop favorable aux salaires affaiblit l'investissement, donc l'emploi ; inversement, un partage défavorable aux salariés est socialement injuste, il fait donc rechercher un partage favorable à la fois aux salariés et à l'entreprise. La formule du salaire différé, en vigueur en Europe du Nord, est, à mon avis la solution la meilleure. Si, par exemple, les entreprises françaises affectaient une partie des augmentations salariales en dotation aux provisions pour retraite supplémentaire (garantie par des mutuelles ou par des assurances), elles satisferaient leurs salariés et amélioreraient en même temps leur capacité d'auto-financement : en 1986, les provisions pour retraites représentaient en Allemagne plus de 300 milliards de francs, soit 30 % des fonds propres des sociétés par actions. Je souhaite que nous adoptions rapidement des dispositions négociées en ce sens qui, s'ajoutant au régime par répartition, amélioreraient les retraites des salariés ; ou à des fonds salaires-retraites.

Bien d'autres mesures doivent être encouragées : meilleure organisation du travail ; réduction et aménagement contractuels de la durée de celui-ci ; aides à l'investissement productif, notamment pour les PME ; incitations au développement local ; extension des contrats de progrès de l'ANPE et des actions qui les accompagnent ; lutte contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée par des opérations comportant embauche et formation, et, surtout, par la création de familles d'entreprises pour adultes : réexamen de tout notre système fiscal et social en le passant au tamis d'une obsession : l'emploi.

Avec la récession mondiale et une croissance française de 1,5 %, le chômage a repris sa marche en avant. Chacun reconnaît que là est le véritable mal de la société française, que peut miner la démocratie elle-même. Il n'est pas question de se résigner. Ce que je propose est simple : qu'on ne néglige, vraiment, aucun moyen.

LAURENT FABRIS

COURRIER

Une lettre de l'ancien président de l'Association géorgienne en France

Dans le Monde du 28 mai, Otar Zourabichvili, représentant en France de la République de Géorgie, répondait à un président article de Thamaz Naskidachvili, ancien président de l'Association géorgienne en France, paru dans le Monde du 25 avril. S'estimant diffamé, ce dernier nous demande de publier les précisions suivantes. Ce qui, pour nous, met un terme à la polémique.

Ne pouvant contester sérieusement mes accusations, Otar Zourabichvili, me traite implicitement d'agent du KGB. La bassesse de la dispute au mensonge. O. Zourabichvili parle d'un certain T. Naskidachvili alors que nos familles sont liées depuis plusieurs générations ; il me reproche un

voyage en Géorgie, où je me rendais dans les années 60 sur « l'invitation d'un comité pour le retour dans la patrie patronné par le KGB ». Cela est parfaitement exact et je n'en ai jamais fait mystère. Mais, lorsqu'en 1981 l'Association géorgienne en France me demandait, à l'unanimité, d'accepter sa présidence, j'annonçais clairement et publiquement qu'il n'était peut-être pas souhaitable que celle-ci fût confiée à quelqu'un qui s'était rendu en Géorgie soviétique. Cette objection fut rejetée... et O. Zourabichvili me donna sa voix.

Il fit de même lors des élections qui eurent lieu pour me confier un deuxième mandat et il fut le premier à me demander d'en briguer un troisième (ce que je ne fis pas).

S'agissant de ces voyages, j'ai toujours préconisé — comme le faisaient les émigrations bulles — d'accepter ces invitations. C'était, à mon sens, un

excellent moyen de permettre aux jeunes Géorgiens de connaître la patrie ; et on pouvait leur faire confiance pour savoir faire la part des choses.

Je rappelle à O. Zourabichvili, qui est aussi le vice-président de l'Association géorgienne en France, que son actuel président a, en son temps, envoyé deux de ses fils en Géorgie par ce même canal. Je lui rappelle également que celui avec qui il travaillait de la main dans la main et qui sert souvent d'intermédiaire entre Zviad Gamsakhouria et l'administration française s'était, avant moi, rendu en Géorgie à l'invitation de ce même comité. Et si je suis « un agent du KGB », pourquoi, depuis plusieurs années, accepte-t-il de siéger avec moi au comité directeur de Solidarité Géorgie ?

THAMAZ NASKIDACHVILI



TRAIT LIBRE

ALGERIE

Le nouveau premier

Au cours d'une intervention télévisée, dimanche soir, le nouveau premier ministre a assuré, sans toutefois en donner la date, que des élections législatives et présidentielles « libres et transparentes » devaient être organisées. Il a demandé l'abaissement de 40 % des partis. Les habitants

ALGER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

LE NOUVEAU PREMIER

ETRANGER

ALGÉRIE : à la veille de la formation d'un gouvernement « non partisan »

Le nouveau premier ministre M. Ghozali promet des « élections propres »

Au cours d'une intervention télévisée, dimanche soir 9 juin, le nouveau premier ministre a assuré, sans toutefois en donner la date, que des élections législatives et présidentielle « libres et propres » se tiendraient « dès que possible ». Il a demandé l'aide de « tous les partis », les invitant

à se mobiliser « pour la défense de l'Etat algérien ». M. Sid Ahmed Ghozali a aussi souligné que le prochain gouvernement serait un « gouvernement non partisan ». Il n'a pas fait mention de l'état de siège ni évoqué la levée du couvre-feu alors que la quasi-totalité des chars ont quitté les

carrefours de la capitale qui paraît, à l'annonce de la levée du couvre-feu, avoir retrouvé son visage habituel.

Une trentaine de manifestants, en majorité partisans du Front islamique du salut (FIS), ont été présentés, samedi, au parquet d'Alger. Ils sont

accusés de « rébellion, attroupement, coups et blessures à l'arme blanche et aux armes à feu ». D'autre part M. Abassi Madani, le chef de file des intégristes, a indiqué que les émeutes d'Alger avaient causé la mort de « vingt martyrs au moins dont une femme et un enfant ».

ALGER

de notre correspondant

Ce fut qu'une toute petite phrase dans le discours de M. Ghozali, mais ce sont sans doute les mots les plus significatifs d'une intervention au demeurant bien terre : « Il faut passer de l'ère de la légalité à celle de la légitimité », a proclamé le premier ministre. On ne pouvait mieux dire : si le régime dont il venait d'hériter était apparemment légal, il lui manquait la légitimité issue des urnes. Absence qui faisait son inimmuable faiblesse.

M. Madani, dont c'est là un thème majeur, a dû savourer la remarque, de même que les partis démocrates qui en avaient soulevé l'idée. C'est l'un des paradoxes de la situation complexe que traverse l'Algérie : ce parti, le FIS, dont les objectifs proclamés sont fort peu démocratiques - « la bar la démocratie », crient ses fidèles dans les rues d'Alger - vient d'arracher au pouvoir la promesse d'élections libres, revendiquée que les partis démocrates qui l'avaient avancée y compris sous la menace d'un appel à une grève générale, avaient fini par « oublier ».

Depuis, la mémoire leur est revenue. Toutes tendances confondues, c'est un peu ce qu'ils sont venus dire au premier ministre dont le bureau ne désemplit pas depuis samedi. Après avoir reçu le FIS, M. Ghozali a ouvert ses portes aux nombreux partis, associations et personnalités de la « société civile ». Comme pour bien marquer la rupture avec son prédécesseur, il a même accepté de désinstaller technocratiquement, il consulte presque sans discontinuer, écoute et « a peu de choses » près, répète à ses visiteurs qu'il est



ouvert à toutes les suggestions pour mener à bien les prochaines élections, sa tâche essentielle.

Car il paraît entendu que le gouvernement que formera M. Ghozali, vraisemblablement plus tard que prévu, d'aura qu'une seule mission : préparer les élections législatives, qui pourraient avoir lieu en octobre. Tout le problème du nouveau premier ministre est d'obtenir l'assentiment, sinon le soutien, des partis et associations qu'il rencontre. Faites-moi confiance, a-t-il, en substance, cesse de dire à ses interlocuteurs, ces derniers jours, cette fois les élections seront franches et loyales.

Or, pour être totalement convaincu, l'opposition attend de

connaître les conditions dans lesquelles se déroulera la compétition. Elle veut ainsi savoir si les circonscriptions seront équitablement redécoupees, ou bien encore si l'administration restera neutre pendant la campagne électorale. Elle appelle de ses vœux d'autres réformes : accès impartial à la télévision et à la radio, création d'un organisme de concertation entre les partis pour examiner les nouveaux textes électoraux, distribution loyale des moyens financiers pour faire campagne.

Bref, l'opposition entend que le FIS ne soit plus le seul parti à bénéficier des moyens que l'Etat mettrait à sa disposition et que soient écartés les responsables

Remous au sein du FLN

En toile de fond de ces intenses conciliabules, une période historique est en train de se clore. A la satisfaction des principales formations de l'opposition qui dénoncent le système du parti-Etat, le FLN ne gouverne plus l'Algérie. Certes, M. Ghozali est toujours membre du comité central, mais il ne sera écarté de ce qu'il en est le représentant à la tête de l'Etat. Tout au contraire, il souhaite former un gouvernement de techniciens compétents qui, même s'ils ont une affiliation partisane, ne sauraient être soupçonnés d'être, au pouvoir, les représentants de leur formation.

Reste à trouver les « oiseaux rares » qui accepteraient de jouer ce jeu aux résultats si incertains. La médiane qui sépare le pouvoir de l'opposition est, en effet, profonde et la tâche de M. Ghozali est très délicate. Mais ses amis pressent que c'est, aujourd'hui, la seule solution que l'on pourra voir ce que pèse réellement chacun, estime l'un d'eux. Ensuite, au moins les choses seront-elles claires et il s'agit de barrer la route aux inté-

gristes, il sera possible de ouvrir des alliances saines, sans arrière-pensées.

Ces mêmes stratégies comptent ne pas être les derniers à partir à l'assaut de la direction du FLN, accusée d'avoir mené l'Algérie au bord du désastre. L'ancien parti unique a annoncé la tenue de son comité central pour le 26 juin. Constantement repoussée, notamment lorsqu'il s'agit de discuter de la réforme électorale ou de voir centraliser tout juste de créer.

telait, dimanche, un responsable du FLN, opposant de toujours, qui caressait déjà sa revanche.

Selon un autre, le parti ne pouvait se régénérer que s'il devenait une formation politique comme une autre, déconnectée de l'appareil d'Etat. Tous deux étaient, néanmoins, d'accord pour estimer que M. Abdelhamid Mehri, secrétaire général du parti et beau-frère du président Chadli Bendjedid, serait vivement contesté pour avoir soutenu sans réserve M. Hamrouche, lui-même membre du comité central où il pourrait, à l'occasion, refaire surface.

GEORGES MARION

Le « mardi noir » où l'armée intervint

ALGER

de notre correspondant

La décision d'instaurer l'état de siège semble avoir été prise, mardi soir 4 juin, lorsque les forces de l'ordre ont paru complètement débordées par les manifestants qui dressaient des barricades dans tous les quartiers populaires d'Alger. Le matin même, à 2 h 15, policiers et gendarmes étaient intervenus pour déloger les islamistes qui occupaient la place du 1^{er} Mai et le place des Martyrs.

Malgré l'effet de surprise, gardes et policiers avaient dû, très vite, faire face à une résistance inattendue. De la casbah à Bab el Oudjda défilant des manifestants venus soutenir leurs « frères lâchement agressés durant leur sommeil ». Selon les rapports de police, des unités ont été mises en difficulté par des jets intenses de cocktails molotov ou même par des agressions à l'arme blanche. Menacé par une foule de contestataires, l'immeuble de la direction générale de la sûreté nationale avait dû être précipitamment évacué par ses renforts transférés d'autras sauteurs, notamment de la place des Martyrs proche, reprise par ses occupants.

Les conditions des militaires

Pis, au dire des chefs de ces unités de police, cette nuit-là, ont fait preuve de réserve pour intervenir contre les islamistes et leurs alliés. La tension ne cessait de monter dans la journée du 4 juin, lorsque de jeunes manifestants qui, pour la plupart, n'appartenaient même pas à la mouvance islamiste, baaculant du côté des intégristes, comme lors des émeutes d'octobre 1988. Après un après-midi entier de guérilla, place du 1^{er} Mai, contre les gendarmes, les contestataires qui avaient essuyé plusieurs rafales d'armes automatiques, s'étaient dispersés dans les quartiers populaires d'Alger où, à un, s'agitaient jusqu'à atteindre un

état de quasi-soulèvement. Devant les risques de débordements généralisés, et pour éviter que les troubles ne fassent tache d'huile en province, le président Chadli se résolvait à faire intervenir l'armée. Réservée, calla-ci avait exigé le renvoi du premier ministre, rendu responsable du dérapage. Elle avait aussi fortement incité le chef de l'Etat à laisser intervenir une solution politique en concédant aux islamistes la perspective d'une élection présidentielle anticipée.

La négociation qui a été nouée, après les affrontements, pour que soient libérés les prisonniers détenus de part et d'autre, a confirmé la qualité d'intermédiaire du pouvoir reconstruit au FIS. Lors d'une conférence de presse réunie, samedi, M. Madani a regretté, à cet égard, que l'Etat n'ait pas libéré les islamistes qu'il détenait prisonniers alors que le FIS, en ce qui le concerne, avait libéré les siens, dès vendredi, après la prière du soir.

Le pouvoir n'a pas eu à affronter que les islamistes. Un groupe de « bouamédienistes », proches de certains cercles de l'armée, parmi lesquels M. Belkacem Chérif, ancien ministre du colonel Houari Boumedienne et de M. Ahmed Ben Bella, qui contribua à déposer en 1965, viennent de révéler, dans un entretien accordé à Radio-France internationale, que, pendant la crise, ils avaient, à plusieurs reprises, rencontré les dirigeants du FIS pour appeler avec eux au boycottage d'une élection. M. Ben Bella et les dirigeants de plusieurs autres partis, dont M. Chérif, ont refusé de donner les noms, se seraient ralliés à cette proposition.

Le but de l'appel au boycottage était de dénoncer la « mascarade » d'une élection où la « pourvoir illégitime » de M. Chadli cherchait une nouvelle « éradication ». Seul, le déblocage de la situation a empêché ses promoteurs de rendre public un accord devenu caduc après l'instauration de l'état de siège et le report de la consultation.

G. M.

Le Maghreb face au « péril vert »

Suite de la première page

Ne sont-ils pas aussi un peu les artisans de leur propre malheur dans la mesure où il leur est arrivé de jouer la carte intégriste pour se sortir d'un mauvais pas ? On l'a vu pendant la guerre algéro-tunisienne, agi pour eux - instinct de conservation oblige - de « caresser » les islamistes dans le sens du poil.

Si préoccupés soient-ils, aujourd'hui, de se saisir de cet épineux dossier, les dirigeants maghrébins sont partis à la bataille au ordre dispersé. La décision du président algérien, en septembre 1989, de légaliser le Front islamique du salut (FIS) prit par surprise le roi du Maroc et le chef de l'Etat tunisien, qui, quelques mois plus tôt, lors du premier sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA), à Marrakech, avait été dissuadé d'agir ainsi à l'égard de ses propres intégristes par ce même président algérien. Tout récemment encore, Tunis s'est plaint du laxisme d'Alger qui offrait des « facilités » à quelques-uns de ses opposants « verts » les plus notables, notamment M. Rachid Ghamouchi, le président du mouvement clandestin Ennahdha.

« Victoire » sur un plateau

En légalisant le FIS, le président Chadli comptait bien voir, dans l'immédiat, les disciples de MM. Abassi Madani et Ali Benhadj s'engager au contact des dures réalités politiques. C'est probablement, aujourd'hui encore, l'objectif de M. Sid Ahmed Ghozali, le nouveau premier ministre, même si, pour y parvenir, ses manœuvres paraissent plus subtiles, au point d'écarter certains de ses adversaires.

Un mode de scrutin et des circonscriptions taillées sur mesure : tout avait été « ébauché » pour que, le jeu des alliances et des désistements aidant, le « FLN réformateur » - mais le FLN quand même - sauve sa mise aux élections législatives du 27 juin. La ficelle utilisée par le pouvoir pour marginaliser le FIS était si grosse que celui-ci s'en est saisi pour descendre dans la rue et a obtenu le report de cet appel aux urnes. Pour reprendre le contrôle de la situation, M. Ghozali n'avait pas d'autre choix que de lâcher du lest et d'offrir aux islamistes la « victoire » sur un plateau.

Hassan II use et abuse, quant à lui, de son titre de « commandeur des croyants » pour rester maître du jeu face aux islamistes, qui n'ont jamais obtenu le droit de s'organiser au grand jour, sauf à faire allégeance au roi et à servir ses desseins. Tous les membres du conseil de direction du mouvement intégriste El Adl Wal Ihsane (Justice et Bienfaisance) sont, aujourd'hui, sous les verrous, tandis que leur chef, M. Abdessalam Yacine, vit à Solé, sa résidence surveillée. Les mosquées sont fermées entre les heures de prières et les prêches soimés à la censure du ministère de l'Intérieur.

Il n'empêche que les intégristes marocains commencent à sortir de l'ombre. L'an dernier, l'université de Fès a été, à plusieurs reprises, le théâtre de violents affrontements entre jeunes intégristes et « progressistes ». Le 3 février, à Rabat, lors de la manifestation monstre en faveur de l'Irak, les « barbus » défilèrent, cornes en main, au nez des forces de l'ordre. Le 18 avril, des troubles à l'université Hassan II de Casablanca se sont soldés par la mort d'un étudiant, le premier « martyr » de la cause islamique. Conséquences de cette agitation : des arrestations, des procès et de sévères condamnations, qui ne semblent pas avoir fait sensiblement retomber cette « fièvre verte ».

Loce de miel sans lendemain entre le pouvoir et les islamistes tunisiens, qui, en novembre 1987, avaient applaudi très fort à la mise à l'écart du « Combattant suprême », leur bête noire. Successeur de Habib Bourguiba, le président Ben Ali se défait alors comme « l'homme du changement ». Mais, après des hésitations, il s'interdit d'associer ouvertement au jeu politique les intégristes, dès lors contraints de se présenter, sous l'étiquette « indépendants », au scrutin législatif d'avril 1989, qui aboutit à l'élection d'un Parlement part des seules couleurs de l'ancien parti unique.

Calculs politiques

Se présentant comme la « deuxième force du pays », le mouvement Ennahdha s'impatiente de ne pas obtenir droit de cité et commença à verser dans la violence. La rupture est, aujourd'hui, consommée, et les hostilités sont ouvertes entre le pouvoir et les islamistes, pourchassés,

depuis quelques semaines, pour avoir trahi dans une « étonnante et diabolique conspiration ». Plusieurs centaines de « comploteurs » ont déjà été arrêtés, parmi lesquels - fait inquiétant - des militaires récidivistes.

En agitant ainsi, peut-être plus que de raison, l'épouvantail islamique, les dirigeants maghrébins cherchent, non sans calcul égoïste, à discipliner le jeu politique autour d'une certaine idée du consensus. Mal à l'aise pour gouverner désormais sous un éclairage démocratique, les tenants des anciens partis uniques - comme on le voit en Tunisie - essaient de se présenter comme le meilleur rempart contre l'aventurisme, en appelant les formations concurrentes à resserrer les rangs autour d'eux, sur le thème mobilisateur de « la patrie en danger ».

Paradoxalement, la reconnaissance du FIS n'était peut-être pas non plus, en son temps, une décision tout à fait innocente. N'était-il pas, en effet, dans l'intérêt bien compris du FLN, alors sur une très mauvaise pente, après la grande secousse d'octobre 1988, de légaliser une force qui n'allait pas manquer de brouiller la donne politique ? Comme le pouvoir, ce Front, « profilé » de l'existence du Front national pour compliquer la tâche de l'opposition. Reste à savoir si les dirigeants algériens sauront se déprendre de cet imbroglio, éviter de tomber dans le piège qu'ils ont tendu

à leurs adversaires démocrates.

Si les responsables maghrébins brandissent si haut l'épouvantail vert, c'est, en outre, pour attirer l'attention des bailleurs de fonds, en particulier de la France. L'argument ressassé, non sans raison, de l'autre côté de la Méditerranée n'est-il pas que le mal islamiste, nourri de pauvreté et d'exclusion, n'est guérissable que par une grande et généreuse politique de développement économique ? Politique à laquelle doivent nécessairement être associés les pays riches, et singulièrement ceux de l'Europe du Sud, les plus proches et les premiers touchés si « révolution islamique » il y a, un jour, en Afrique du Nord.

Existe-t-il un terrain d'entente entre les pouvoirs en place et les intégristes ? Même si tous, au sein de ce « monde vert », appellent de leurs vœux la naissance d'un Etat islamique, les dirigeants maghrébins peinent à s'allier, faute de mieux, aux modérés qui comptent avec le temps contre les radicaux qui veulent tout, tout de suite ? L'avenir dira quelle politique est la mieux à même de calmer le jeu. Du moins momentanément. M. Beohadi, le prédicateur choc du FIS, n'a pas cru inutile de rappeler, la semaine dernière, à Alger, que « la démocratie est un péché ».

JACQUES DE BARRIN

HANNOUN

Michel Hannoun
NOS SOLITUDES
Enquête sur...

Un véritable inventaire des solitudes : les bonnes et les mauvaises, les affaires et les découvertes, les parallèles et les partagées... Un livre clair, didactique et ambitieux.

Robert Solé / Le Monde

Michel Hannoun s'attaque au problème de la solitude, qu'il étudie avec les données de la sociologie. Sans le jargon habituel. Avec l'émotion en plus.

Alexandra Licha / L'Evénement du jeudi

Collection L'Epreuve des Faits
dirigée par H. Hannoun et P. Rotman - 90 F

Editions du Seuil

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : les propositions de paix américaines

Jérusalem souhaite exclure de la négociation tout Palestinien proche de l'OLP

Chaque nouveau détail de la réponse israélienne aux propositions américaines pour relancer un processus de paix révèle une position un peu plus négative. Le gouvernement de M. Itzhak Shamir ne conteste pas seulement certaines des modalités du projet de conférence régionale cher aux États-Unis ; il pousse également des conditions très précises quant à la participation des Palestiniens.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Alors que M. George Bush et son secrétaire d'État, M. James Baker, débattaient à Camp David, dimanche 9 juin, des suites à donner à leur initiative proche-orientale, M. Shamir a exposé à ses ministres le contenu de sa réponse à la lettre que lui avait adressée le président américain la semaine dernière (le Monde du 8 juin). M. Shamir a ainsi souligné qu'il avait fait valoir à M. Bush que la question de la composition de la délégation palestinienne à une éventuelle conférence n'était, aux yeux d'Israël, toujours pas réglée. Si les États-Unis croyaient avoir obtenu l'aval des Israéliens pour une formule vague — une liste nominative de Palestiniens des territoires disposant tous d'un passeport israélien — ils se trompaient. M. Shamir coté qu'Israël se réserve le droit d'approuver chacun des noms figurant sur la liste de Palestiniens appelés à faire partie d'une délégation jordanienne-palestinienne à la conférence.

Pas d'observateur de l'ONU

Israël veut pouvoir exclure tout Palestinien qu'il jugerait trop proche de l'OLP — c'est le cas de tous les nationalistes d'un peu d'envergure — ou qui pourrait passer pour un représentant des Arabes de Jérusalem — ce qui lui permettrait d'écarter de la ville fait partie de la négociation. Dans sa missive à M. Bush, M. Shamir rejette encore deux propositions du président des États-Unis. Celui-ci avait demandé certains revendications arabes, à quelque peu aménagées son projet de conférence régionale devait réunir à la même table l'État hébreu, ses voisins arabes et les Palestiniens, sous patronage américain-soviétique et avec un repré-

sentant européen. M. Bush suggère qu'un « observateur silencieux » de l'ONU soit également invité. Il propose encore que la conférence, après une première réunion plénière, cède la place à des conversations directes israélo-arabes, mais qu'elle puisse se rassembler une nouvelle fois au bout de six mois pour faire le point de ces pourparlers.

Dans sa lettre à M. Shamir, le président américain souligne que ce sont là des « points de procédure secondaires » et qu'il ne comprendrait pas qu'un blocage à leur sujet puisse faire capoter le projet de conférence. M. Bush observait encore qu'il est disposé à faire preuve de souplesse sur ces deux points si Israël, de son côté, mettrait fin à sa politique de colonisation accélérée des territoires occupés — ce qui ne semble nullement dans les intentions de M. Shamir.

Le premier ministre israélien répond qu'il s'agit, pour l'État hébreu, de « questions de fond ». Il explique que l'existence des Arabes à Jérusalem est une présence de l'ONU et à vouloir « institutionna-

liser » la conférence manifeste leur refus de négociations directes et d'un vrai face-à-face avec Israël. À Jérusalem, certains milieux officiels font valoir que la position israélienne est moins monolithique qu'il y paraît. « Nous ne sommes pas en faveur d'une reconnaissance de la conférence plénière tous les six mois, disent-ils, alors que nous sommes catégoriquement opposés à la présence d'un observateur de l'ONU ». La différence de formulation veut dire qu'il y a possibilité de compromis sur le premier point, mais pas au sujet de l'ONU — « une organisation », disent les mêmes sources, « dont l'hostilité à Israël ne s'est jamais démentie ».

Une partie de la gauche israélienne n'a pas moins accusé le gouvernement, ce week-end, de « trahison » le processus de paix et a déposé une motion de censure. L'opposition soupçonne M. Shamir de vouloir écarter des questions de détail en problèmes de fond afin de résister à un processus qui risquerait de le conduire à des concessions territoriales en Cisjordanie et à Gaza.

ALAIN FRACHON

Le meurtre d'un berger palestinien

JÉRUSALEM

de notre correspondant

C'est un petit fait divers — rapporté ce week-end par la presse israélienne — qui en dit long sur la mentalité et le comportement de certains enclaves des territoires occupés. Il s'est passé vendredi 7 juin, en bordure de l'implantation de Suseiya, près de Hébron, dans le sud de la Cisjordanie.

Un berger palestinien, Mohamed Nawzeh, fait patte en troupeau sur des terres communales appartenant pas à la colonie. Il est interpellé par un jeune colon israélien, évidemment équipé d'une arme de guerre et qui paraît bien décidé à ne pas supporter une présence aussi dangereuse à proximité d'un troupeau. La ton monte, il y a prise de bec. Sans doute pour bien se faire comprendre, le colon, un « religieux », ouvre le feu sur le troupeau : une vingtaine d'animaux sont ébatus.

Arrivent d'autres Palestiniens

qui commencent à frapper le colon, lequel tira à nouveau. Mohamed Nawzeh, le berger, est tué sur le coup. Il avait soixante ans. Le colon a été arrêté et sa détention, pour le moment, pralanguée. L'histoire ne s'arrête pas là. Dimanche, le suspect était présenté à un magistrat au moment où une personnalité nationale palestinienne, M. Fayyad Hussein, sortait du palais de justice ; il y avait été convoqué pour récupérer des documents saisis à son bureau. Une trentaine de colons, militants du Gush Emunim, un groupe intégriste, venus soutenir leur collègue de Suseiya, reconnaissent M. Hussein, l'insultent, lui crachent au visage, tentent de la frapper puis de briser les vitres de sa voiture.

Cela s'est passé dans le cœur du palais de justice et de l'un des plus importants commissariats de la ville : certains députés s'interrogent sur la passivité de la police...

Al. Fr.

JORDANIE : adoptée par un congrès représentant tous les courants politiques

La charte nationale consacre le pluralisme

« Le pluralisme politique est désormais chose acquise » en Jordanie, a affirmé dimanche 9 juin le roi Hussein à l'issue de l'adoption de la charte nationale par un congrès réunissant deux mille personnes de toutes tendances, politiques, économiques et sociales.

NICOSIE

de notre correspondant

Elaborée par une commission de soixante membres désignés par le roi Hussein en avril 1990 et représentant tout l'éventail politique jordanien, la charte nationale est votée par un congrès qui réunit la vie politique du pays mais servira aussi, en quelque sorte, de « contrat social » définissant les buts politiques, économiques et de sécurité de la Jordanie. Elle ne se substitue pas à la Constitution mais s'y ajoute.

Ouvrant les travaux du congrès, le roi avait souligné, dans une claire allusion aux Frères musulmans que « l'action politique sur la base d'un pluralisme doit être le résultat d'un consensus national issu d'un dialogue entre les différents groupes et aucun individu ni confédération ne doit s'approprier ». Les Frères musulmans avaient en effet bataillé sans succès lors de l'élaboration du texte pour obtenir par exemple l'interdiction du Parti communiste sans prétexte d'une idéologie contraire à la religion ou une législation tout à fait conforme à la charia.

Le souverain hachémite avait

KOWEÏT
Première condamnation à mort pour « collaboration »

Le tribunal d'exception de Koweït-Ville, pour la première fois, condamne à mort, samedi 8 juin, un homme accusé de « collaboration » avec les forces irakiennes pendant l'occupation de l'émirat. Nakhay El Chamaï, un « bidoun » (apatride) résident de Koweït où il travaillait comme technicien au ministère de la défense, avait reconnu avoir rejoint les rangs de l'armée populaire irakienne. Emed El Seif, l'avocat de plusieurs prévenus, a affirmé qu'il y aura probablement « beaucoup » d'autres condamnations à mort, quelque vingt personnes étant inculpées du même délit d'appartenance à l'armée populaire irakienne.

Critiqué une fois de plus par l'ambassadeur des États-Unis, M. Edward Graham, pour le respect des droits de l'homme dans l'émirat, le premier ministre et prince héritier, cheikh Saïd, a décidé d'instaurer un comité de trois juges chargés de le conseiller sur les recours contre les condamnations prononcées par les tribunaux d'exception.

Enfin, aucune indication n'a été donnée sur la tenue de l'entrevue que le roi Fahd d'Arabie saoudite a eu avec l'émir Jaber au cours d'une visite surprise qu'il a faite dimanche à Koweït-Ville. — (AFP, Reuters)

ÉGYPTE
Un intégriste inculpé dans l'assassinat du président du Parlement a été tué par la police

Un intégriste inculpé dans l'assassinat du président du Parlement égyptien, Riâd Mahgoub, a été tué samedi 8 juin au cours d'un accrochage avec les forces de l'ordre à Guizeh, au sud du Caire, a annoncé la police. Un deuxième intégriste, également inculpé dans l'attentat, commis le 12 octobre dernier, a été blessé.

Selon la police, les forces de sécurité assaillirent une maison dans un quartier populaire et s'approprièrent à y pénétrer pour arrêter ses occupants lorsque ceux-ci ont ouvert le feu. Au cours de l'affrontement, Yasser Abdel Hakim a été tué. Trois autres intégristes qui se trouvaient dans la même maison ont réussi à prendre la fuite, dont l'un des principaux inculpés, Safwat Abdel Chak. Ce dernier, considéré comme l'un des dirigeants de l'organisation clandestine El Jihad, s'était évadé en avril alors qu'il était transféré d'une prison à une autre. — (AFP)

ajouté qu'aucune partie ne peut prétendre posséder à elle seule la vérité sans peine d'apparaître comme l'adversaire à la fois de la partie du dialogue et de la vérité dont le cadre commun est la liberté. Fondée sur la démocratie et le pluralisme, la charte nationale souligne en effet le « droit de tous les Jordaniens de former des partis ou d'y adhérer à condition que leurs procédés soient pacifiques et que leurs règles ne violent pas la Constitution ».

Les partis légalisés
Interdits depuis 1957 en Jordanie, les partis politiques avaient repris leurs activités pour préparer les élections législatives de novembre 1989 organisées à la suite des émeutes de mai dans le sud du pays. Ceux-ci opèrent toutefois sans couverture légale, ce qui laissait planer sur eux une menace potentielle. Après l'adoption du pluralisme, la prochaine étape

devrait donc être, comme l'a souligné dimanche le roi Hussein, « la modification de la loi sur les partis conformément à la charte nationale et l'élaboration d'une loi permettant l'émergence des partis ». Le roi a toutefois souligné que « la scène jordanienne ne soit pas le théâtre d'une multitude de partis car leur prolifération entraverait toute action ».

L'adoption de cette charte, qui constitue un nouveau pas en avant dans le processus de démocratisation largement entamé et qui a montré toute sa force pendant la crise du Golfe en Jordanie, prouve que malgré, ou peut-être à cause des difficultés que traverse le royaume, le roi entend poursuivre une expérience démocratique mûrie dans cette partie du Proche-Orient, et qui lui vaut beaucoup d'inimitié de la part de certains de ses voisins.

FRANÇOISE CHIPAUX

EN BREF

BÉNIN : retour du président Soglo. — Le président Nicéphore Soglo est arrivé, samedi 8 juin, à Cotonou, après un séjour de près de deux mois en France pour raisons médicales. Il avait quitté son pays le 12 avril dernier, pour être admis à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris. — (AFP)

CAMBODGE : prochaine réunion de paix en Thaïlande. — Les quatre factions rivales cambodgiennes ont accepté de se réunir à nouveau ce jour en Thaïlande pour tenter de relancer un accord sur le cessez-le-feu après l'échec de la rencontre de Djakarta la semaine dernière. Les Khmers rouges, responsables de l'échec de cette rencontre, ont accepté de participer à ces nouveaux pourparlers. — (AFP, Reuters, AP)

CÔTE-D'IVOIRE : nouveaux affrontements à l'université. — Des heurts violents ont opposé, dans la nuit du vendredi au samedi 8 juin, étudiants et forces de l'ordre sur le campus universitaire d'Abidjan. Ces nouveaux affrontements, fort suite à l'intervention de l'armée dans la cité universitaire, dans la nuit du 17 au 18 mai. — (AFP)

CONGO : La conférence nationale a été un nouveau premier ministre. — La conférence nationale, réunie depuis plus de trois mois à Brazzaville, a élu, samedi 8 juin, M. André Milango, cinquante-six ans, au poste de premier ministre. M. Milango a été élu après quatre tours de scrutin par 454 voix contre 419 à M. Pascal Lissouba, directeur régional de l'UNESCO. Ancien administrateur de la Baouque mandiale, M. Milango a étudié en France entre 1961 et 1969, à l'École nationale d'administration. La conférence nationale a doté le premier ministre de pouvoirs étendus, jusque-là dévolus au président Sassou Nguesso — le contrôle des forces armées, la nomination des membres de son gouvernement et la présidence du conseil des ministres. — (AFP, Reuters)

CORÉE DU SUD : nouvelles manifestations à Séoul. — De nouveaux affrontements se sont produits samedi 8 juin à Séoul entre policiers et manifestants étudiants, qui protestaient contre les récentes arrestations d'opposants. A Kwangju, plus de trente mille personnes se sont rassemblées dimanche pour rendre hommage à

un lycéen contestataire qui s'était immolé par le feu. — (AFP, Reuters)

KENYA : première visite du président De Klerk. — Le président sud-africain Frederik De Klerk a effectué, du samedi 8 au dimanche 9 juin, sa première visite officielle à Nairobi, où il a été reçu par son homologue kényen, M. Daniel Arap Moi. S'adressant le « rôle constructif » que l'Afrique du Sud pouvait jouer sur le continent, M. De Klerk a estimé que ce rôle est le même que celui de l'Afrique du Nord, du Nigeria et de ses voisins.

LESOTHO : une tentative de coup d'État a été déjouée. — Un coup d'État manqué s'est produit, vendredi 7 juin, dans ce petit royaume enclavé dans l'Afrique du Sud, a annoncé, samedi, la radio nationale. Quinze ou dix-huit officiers de haut rang auraient été arrêtés, après avoir eux-mêmes tenté d'arrêter d'autres officiers. Un coup d'État s'était déjà produit le 30 avril, le colonel Elias Ramema prenant le général Masing Lekhanya. — (AFP, Reuters)

MAURITANIE : mise en résidence surveillée de huit personnalités politiques. — Huit personnalités politiques, dont deux anciens ministres du président Ould Taya, MM. Djibril Ould Abdallah et Messoud Ould Boulkheir, arrêtés après les émeutes de Nouadhibou (le Monde du 8 juin) ont été « mises en résidence surveillée », a annoncé, samedi 8 juin, le ministre de l'Intérieur. Il a précisé que, selon la loi, cette assignation à résidence peut durer jusqu'à six mois et qu'aucune poursuite judiciaire n'est, pour le moment, prévue contre les personnalités arrêtées, qui pourraient être libérées « dès que l'ordre sera rétabli ». — (AFP)

GABON : rectificatif. — Une erreur s'est glissée dans l'article consacré aux premiers ministres africains, paru dans le Monde du 8 juin. Dans le passage consacré à M. Casimir Oyé Mba, alors chef du gouvernement gabonais, confronté aux désordres universitaires, le campus évoqué était, bien sûr, celui de Libreville et non celui de Yaoundé, au Cameroun.

En visite à Téhéran

M. Waldheim souhaite évoquer le problème des otages détenus au Liban

Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, a atterri, dimanche 9 juin, une visite de trois jours en Iran, la première d'un chef d'État d'Europe occidentale à Téhéran depuis l'instauration de la République islamique. A Téhéran, comme à Damas d'État autrichien évoquera notamment avec ses interlocuteurs la question des otages occidentaux détenus au Liban.

Diverses organisations politiques et de défense des droits de l'homme ont critiqué le voyage de M. Waldheim en Iran. La section

autrichienne d'Amnesty International a dénoncé les « arrestations arbitraires » en soulignant que des « milliers de prisonniers politiques étaient détenus sans inculpation » et que la torture y était appliquée « massivement ». Le « comité pour la défense des droits de l'homme en Iran » à Vienne s'est déclaré « consterné ». Dans une lettre ouverte au chef de l'État, le comité estime que ce séjour constitue « une reconnaissance du régime islamique qui bafoue les droits de l'homme » et une « révolution politique » de ce régime. — (AFP)

A Istanbul

Le chef kurde Jalal Talabani participera à la réunion de l'Internationale socialiste

M. Jalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), est arrivé dimanche 9 juin à Istanbul, pour participer à la réunion de l'Internationale socialiste qui s'ouvrira officiellement mardi à l'hôtel Hilton. M. Talabani avait passé samedi la frontière irakienne sous la protection de l'armée irakienne.

Le chef kurde Talabani avait rencontré vendredi en Irak du Nord deux membres de la délégation, présidée par M. Massoud Barzani, du Front du Kurdistan, qui poursuivit à Bagdad les négociations avec les autorités irakiennes sur l'autonomie du Kurdistan d'Irak, sans cependant donner de détails sur l'état des négociations entre M. Saddam Hussein et M. Massoud Barzani.

A Bagdad, un porte-parole du ministère irakien de l'information a démenti samedi les informations selon lesquelles l'armée irakienne s'apprêterait à attaquer entre 400 000 et 700 000 réfugiés chiites irakiens stationnés entre Nassiriyah et Bessorah, dans le sud du pays, et qui cherchent à entrer en territoire irakien. — (AFP)

Réaction libyenne aux déclarations de député britannique Teddy Tait. — L'agence officielle libyenne JANA a réagi samedi 8 juin aux déclarations faites jeudi dernier par le député britannique Teddy Tait, à propos d'excuses qu'aurait présentées la Libye pour le meurtre en 1984 d'une femme policière britannique lors du siège de l'ambassade libyenne à Londres. Sans démentir formellement, M. Tait, l'agence affirme que « la couverture par la presse britannique de la visite du député conservateur en Libye a été menée de manière fautive » et assure que Tripoli n'est pas responsable de ce meurtre. — (AFP)

Des diplômes nationaux de 1^{er} cycle des formations universitaires pour étudiants du cadre d'entreprises

- DESS CAEE : Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de généraliste à la gestion.
☎ (1) 45 54 40 10 Inscription possible par minitel 3616 code IAE.
- DESS DEVELOPEMENT DE LA FONCTION PERSONNELLE* :
☎ (1) 45 58 00 21
- DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT :
☎ (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28
- DESS FINANCE* :
☎ (1) 45 58 00 21
- DESS SYSTEMES D'INFORMATION* :
☎ (1) 45 58 00 21

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE

IAE
DE PARIS

* Examen réservé aux cadres confirmés

Nouvelle collection

ramses

LES GRANDES QUESTIONS DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

POINTS

LES IDÉES

80 F

80 F

DUNOD

مكتبة الشارقة

EUROPE

URSS : la campagne pour l'élection présidentielle en Russie

Les militaires sont les plus courtisés

La campagne électorale pour l'élection présidentielle en Russie, mercredi 12 juin, a révélé l'importance de l'électorat militaire, qui subit de plein fouet la dégradation générale des conditions de vie en URSS.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

« Quand je pense aux images des soldats new-yorkais dormant dans des boîtes en carton, dans la propagande nous abreuvent à la télévision, ça me fait doucement rigoler. Parce que, aujourd'hui, nos officiers ne sont pas mieux traités. » Est-il possible que l'armée soviétique, pilier du régime et flot de stabilité dans une URSS en déconfiture, traite ses hommes aussi mal que nous l'affirme ce colonel ? A en juger par l'importance qu'a revêtue la question des problèmes sociaux des militaires pendant la campagne électorale pour la présidence de Russie, cela en a tout l'air.

On était, certes, habitués à voir les officiers en uniforme siéger dans les diverses instances parlementaires soviétiques, partie incontournable d'un paysage politique figé. Mais cette campagne électorale présidentielle libre, d'un genre tout à fait nouveau en URSS, aura véritablement révélé l'importance de l'électorat militaire : trois candidats sur six ont décidé d'en faire leur cible prin-

ci pale. L'un des six candidats, Albert Makachov, est lui-même un général commandant une région militaire, tandis que les deux principaux candidats, Boris Eltsine et l'ancien premier ministre Nikolaï Rykov, se sont adjoint un officier supérieur comme candidat à la vice-présidence : le colonel Routskoï pour M. Eltsine, et le général Gromov pour M. Rykov (voir encadré ci-dessous). C'est que, selon des estimations soviétiques et occidentales, les militaires et leurs familles représentent en Russie quatre à cinq millions de voix, auxquelles un expert occidental ajoute six millions de voix du « complexe militaro-industriel ».

Or ces électeurs ont quelques raisons d'être mécontents. La première tient à leurs conditions de vie, dont la dégradation, générale pour tous les Soviétiques, a été aggravée par le retour des troupes stationnées en Europe de l'Est. Pas loin de 200 000 militaires engagés et leurs familles sont actuellement sans logis, selon des chiffres officiels, et le colonel Routskoï avance même le chiffre de 292 000. Où vivent-ils donc ? Les plus chanceux louent à leurs frais des appartements, les autres sont entassés dans des foyers, séparés de leurs familles, ou dans des appartements communautaires, ou encore sous la tente.

Jusqu'à 1988, les municipalités étaient tenues de fournir à l'armée une partie de leur parc de logements. Mais le passage à de nouvelles méthodes de gestion a tout

désorganisé et là-dessus se sont greffés un important mouvement de grève mis à la retraite anticipée, le retrait d'Afghanistan, puis le retrait d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, c'est la catastrophe.

A Moscou par exemple, selon le colonel Charil Mikheev, chargé des problèmes sociaux des militaires à la municipalité, l'introduction des rapports de marché a fait exploser les prix des locations, qui dépassent facilement 600 roubles, soit le montant de la solde des officiers. Le colonel Mikheev réagit vivement quand on lui parle des fameux privilèges des militaires : « Quels privilèges ? Moi, colonel, je suis obligé d'aller faire les petites annonces sur les trottoirs pour me loger ! Les dachas, les voitures, c'est pour les généraux », assure-t-il. Le lieutenant-colonel Youchenkov, député de Russie, affirme avoir eu droit, en vingt ans d'armée, à un appartement de fonction pendant un an et demi. Le reste du temps, c'étaient des logements de fortune, comme en ce moment, dans un foyer, où il occupe une pièce avec sa femme et ses deux enfants.

S'ajoutent à cela l'absence totale de formation professionnelle pour ceux qui doivent quitter l'armée, l'impréparation du rapatriement des troupes d'Europe de l'Est et la mauvaise image dont est revêtu le militaire après les bavures des pays baltes ou du Caucase. Les officiers conservateurs s'émouvent, eux, du désarmement et de la conversion d'une partie de la production militaire en production

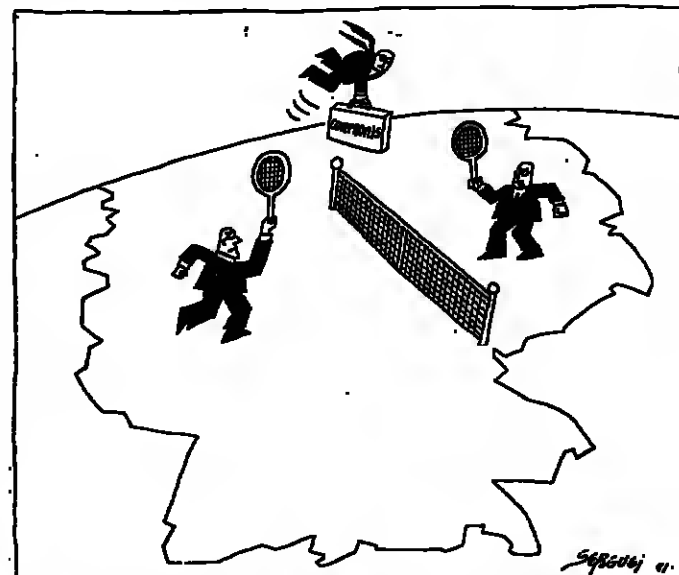
civile. La révolte ne gronde pas pour autant : les officiers les plus critiques reconnaissent que leurs familles et eux-mêmes sont habitués à « endurer stoïquement ». Mais en période électorale, les candidats savent se souvenir et visitent les garnisons à tour de bras. L'organe des forces armées, *Krasnoï Zvezda*, qui soutient la candidature de M. Rykov, s'est amusé qu'après avoir versé tant de boue sur l'armée, les politiciens de tous bords se mettent soudain à la courtoisie. Un général explique que le « tandem des renégats » Eltsine-Routskoï a été imposé par la décision de M. Rykov de choisir comme coéquipier le général Gromov. « Un adversaire digne de ce nom se devait d'être également ancien d'Afghanistan et héros de l'Union soviétique, mais aussi un colonel, ce qui se porte beaucoup mieux dans certains de nos milieux, que les généraux, tant dénigrés. »

L'Etoile rouge confirme ainsi le clivage parmi les officiers supérieurs, entre généraux conservateurs et colonels réformateurs. Le choix du colonel Routskoï a néanmoins troublé plus d'un supporter de M. Eltsine, qui a dû confesser que l'armée était son « point faible » et qu'il la connaissait mal. Pour rattraper ce retard, M. Eltsine visite le croiseur nucléaire *Kirov*, promet de « faire baisser d'un ton » les attaques contre l'armée dans les médias et évoque le projet de loi sur la protection sociale des militaires, en cours d'élaboration au Parlement russe.

SYLVIE KAUFFMANN

ALLEMAGNE : le siège des institutions

Les responsables politiques recherchent une formule de compromis entre le « tout-Bonn » et le « tout-Berlin »



A dix jours du vote historique au Bundestag, qui doit, le 20 juin, fixer le siège du gouvernement et du Parlement de l'Allemagne unifiée, les partisans des deux villes s'efforcent de trouver un compromis, susceptible de recueillir une majorité significative.

BONN

de notre correspondant

Le résultat du vote sur cette question au congrès du SPD, le 31 mai dernier, où les partisans de Bonn l'avaient emporté d'une seule voix sur ceux de Berlin, a provoqué un choc chez les principaux responsables politiques. On évoque comme un cauchemar l'hypothèse d'un Bundestag prenant à une aussi faible majorité une décision de cette importance. Et cela d'autant plus que même les plus fins stratèges des couloirs parlementaires s'avouent incapables de prédire l'issue du scrutin.

Il est maintenant devenu évident aux porte-parole des deux partis que le « tout Bonn » ou le « tout Berlin » sont des solutions ne pouvant réunir qu'une majorité de hasard, dépendant à la limite de l'état de santé d'un seul député, ou, pire encore, faisant apparaître le PDS, héritier du SED d'Erich Honecker, comme l'arbitre de ce scrutin.

Système de vidéo-conférence

Une commission d'experts, réunie sous la houlette de M. Rita Süssmuth, présidente du Bundestag, s'efforce donc, depuis le début de cette semaine, de mettre au point une solution de compromis. Elle examine actuellement deux modèles qui pourraient constituer la base d'une division du travail entre Bonn et Berlin.

Le premier compromis est proposé par M. Heiner Geissler, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU, et prévoit un déménagement du Bundestag à Berlin et le maintien du gouvernement à Bonn. Cette solution présente l'inconvénient de rendre très compliquée l'activité de contrôle au jour le jour de l'activité du gouvernement par le Parlement.

Celui-ci peut en effet à tout moment citer un ministre à comparaître devant les députés, une procédure que la distance entre les deux villes rendrait quasiment impossible. Le ministre des postes et télécommunications,

M. Christian Schwartz-Schilling, a bien suggéré de tourner la difficulté par l'installation d'un système de vidéo-conférence, mais sans vraiment convaincre.

M. Henning Voscherau (SPD), bourgmestre de Hambourg et président en exercice du Bundestag, la deuxième chambre du Parlement, propose, de son côté, de transférer à Berlin la présidence de la République, le Bundestag et le ministère des affaires étrangères. Cela entraînerait également le départ vers Berlin des missions étrangères. Ce modèle, qui semblait, au début de la semaine dernière, recueillir un large assentiment, se heurte maintenant à l'opposition de M. Hans Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères n'approuve pas du tout d'être séparé du reste du gouvernement, et, disent les mauvaises langues, des principaux journalistes de politique intérieure qui résisteraient à Bonn dans cette hypothèse.

S'il paraît aujourd'hui exclu que le Bundestag doive voter le 20 juin sur deux motions « maximalistes » prévoyant un transfert ou un maintien global du législatif et de l'exécutif dans l'une ou l'autre ville, il n'est pas certain que la commission Süssmuth parvienne à s'entendre sur un seul texte. On reviendrait alors à la case départ, les députés étant appelés à se prononcer entre une solution de compromis « bonnoise » et une autre « berlinoise ».

Le SPD avait, lors de son congrès de Brême, proposé que la question soit tranchée au moyen d'un référendum, mais les partis de la majorité s'opposent à cette solution, qui, selon eux, aurait l'inconvénient de retarder encore une décision qui devient urgente, et surtout d'étendre à l'échelle d'une population entière une controverse risquant d'approfondir le fossé entre l'Allemagne occidentale et l'Allemagne orientale.

LUC ROSENZWEIG

■ YUGOSLAVIE : l'opposition a manifesté à Belgrade. - Entre 10 000 et 20 000 personnes ont manifesté, dimanche 9 juin, à Belgrade pour réclamer la démission du gouvernement de Serbie et la formation d'une armée serbe. Cette manifestation était organisée par plusieurs partis de l'opposition, dont le Mouvement du renouveau serbe de M. Vuk Draskovic. D'autres formations, comme le Parti démocrate de M. Mitkovic, avaient refusé d'y participer. (Corresp.)

Deux anciens d'Afghanistan

Le colonel Routskoï contre le général Gromov

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Veste beige de coupe occidentale, cravate de soie, moustache impeccable et tempes grisonnantes sur un visage aux traits arrondis de bon vivant, le colonel Alexandre Routskoï tient plus à première vue de major britannique que de l'officier soviétique ; le tableau s'aggrave d'une tendance play-boy lorsqu'il allume une Marlboro avec un briquet orné d'une pin-up. A quarante-quatre ans, le colonel Routskoï n'est pourtant pas seulement pilote des forces aériennes et ancien d'Afghanistan où il a gagné la distinction de Héros de l'Union soviétique, il est aussi député de Russie et coéquipier électoral de M. Boris Eltsine qui l'a choisi comme candidat à la vice-présidence de Russie.

Le colonel Routskoï est, bien sûr, membre du Parti communiste, mais il établit une distinction subtile entre les « communistes », dont il fait partie « par conviction » et par respect d'une certaine idée de l'homme, et les « membres du PC », auxquels peut être imputée une ligne qu'ils n'approuvent pas. Le PCUS compte actuellement, assure-t-il, « six à dix millions de gens d'orientation démocratique », sur quelque seize millions de membres. Lui-même a fondé la fraction « communiste pour la démocratie » à laquelle M. Eltsine doit une fière chandelle, puisqu'elle lui a sauvé la mise lorsqu'il était menacé au dernier Congrès des députés de Russie. Le fringant colonel est donc un

communiste un peu iconoclaste, qui se déclare chrétien et trouve tout à fait naturel de faire du monastère de Zagorsk la première étape de sa tournée électorale, pour « recevoir la bénédiction de l'Eglise ». « C'est un endroit qui me plaît beaucoup, un repos pour le cœur et pour l'âme », dit-il. A part ces nourritures spirituelles, il avoue deux « hobbies » : l'écologie et la peinture.

Il ne faut pas s'attendre à voir le colonel Routskoï se lancer dans des diatribes passionnées sur le manque de démocratie au sein de l'armée ; il est extrêmement respectueux de son institution, dont il exclut qu'elle puisse céder à la tentation du coup d'Etat ou de la dictature : « Cela relève du fantasme, dit-il, cela ne s'est jamais produit dans ce pays. »

Une « tragédie sociale »

Pas question non plus de critiquer l'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan où, lorsqu'il a été fait prisonnier, il a résisté aux offres de trahison et d'un passeport pour la Canada — il fut finalement échangé contre d'autres prisonniers. Il reconnaît avoir fait partie de l'organisation nationaliste Otchetevtro (la patrie), mais assure l'avoir quittée dès qu'elle a commencé à mal tourner.

A présent, son cheval de bataille, c'est la protection sociale des militaires dont il affirme s'être occupé dès 1988.

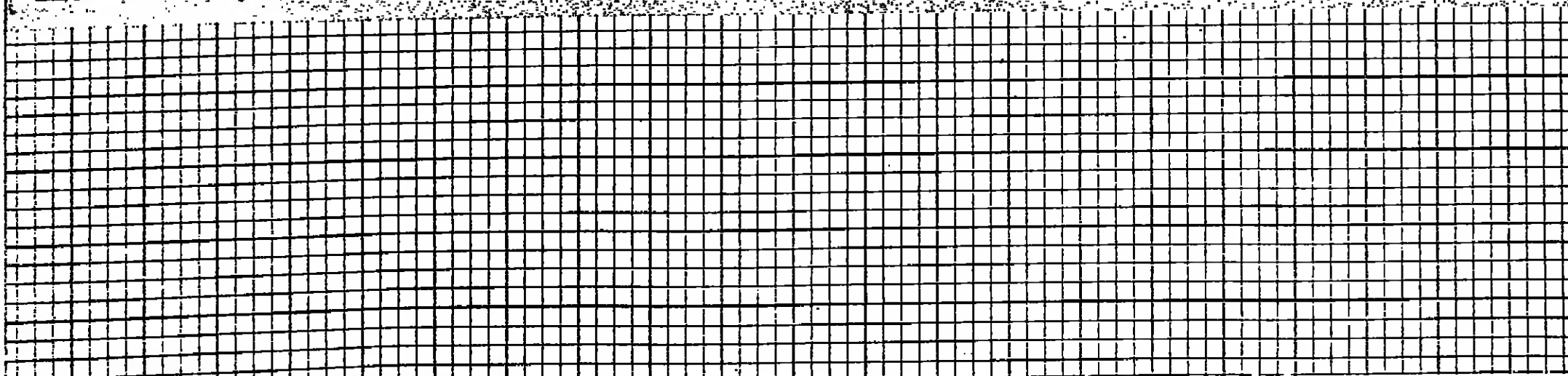
Son adversaire direct, le général Boris Gromov, candidat à la

vice-présidence de M. Rykov, est d'un style infiniment plus classique. Le général Gromov, qui, à quarante-huit ans, a servi trois fois en Afghanistan, dont la dernière pour diriger le retrait des troupes soviétiques, joue à fond la carte patriotique et militante : « La tâche de prestige de l'armée n'est pas seulement méritée, déclare-t-il, c'est une tragédie sociale dont nous n'avons pas encore pleinement conscience. Le pire est qu'elle va à l'encontre des meilleures traditions nationales, en particulier en Russie, où servir la patrie dans les rangs des forces armées a toujours été considéré comme un devoir sacré. » Le général Gromov regrette beaucoup que ses nouvelles fonctions de premier vice-ministre de l'intérieur l'empêchent de porter l'uniforme et se plie de très mauvaise grâce aux exigences d'une campagne électorale. Comme celle de vendredi, dimanche 9 juin avec M. Rykov, l'établissement d'un kolkhoze proche de Moscou : il faisait ostensiblement grise mine de se trouver les pieds dans le foin et s'est éclipse au bout de quelques minutes. Il est de toute évidence beaucoup plus à l'aise parmi « ses hommes », auxquels il a d'ailleurs consacré l'essentiel de sa tournée électorale.

Mais, solidarité militaire oblige, le général Gromov et le colonel Routskoï évitent de se critiquer mutuellement. Le colonel Routskoï est même allé jusqu'à dire que le général Gromov serait un excellent ministre de la défense...

S. K.

LES IDÉES REÇUES SE SUIVENT...



EUROPE

POLOGNE : achevant sa visite de neuf jours

Le pape a demandé à ses compatriotes d'être aux avant-postes de la « nouvelle évangélisation » de l'Europe

Jean-Paul II a quitté Varsovie, dimanche soir 9 juin, après sa quatrième visite en Pologne et regagné Rome. Outre ses rencontres avec la communauté juive, les intellectuels et les diplomates de Varsovie, il est à nouveau intervenu en faveur du projet de pénalisation de l'avortement et a insisté sur le rôle de la Pologne dans la reconquête morale de l'Europe.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Le pape fait comme Michel-Ange, dit en substance un intellectuel polonais. Il s'est passé dix ans à décrocher les blocs de marbre. Maintenant il taille dans le brut et il reconstruit. Si, grâce à l'alliance intime des nuanciers, des intellectuels, des croyants, la Pologne a hâté la décomposition de l'empire soviétique, elle doit être aujourd'hui la première sur la ligne du départ d'une reconquête morale et chrétienne de l'Europe. En neuf jours de voyage dans son pays natal et trente-huit discours, Jean-Paul II n'a pas dit autre chose.

Un « examen de conscience »

Et de quelle manière ! Ainsi, devant près d'un demi-million de fidèles massés dimanche matin aux abords du parc Łazienki de Varsovie, il a qualifié d'« humiliante » l'invitation faite à la Pologne de rentrer dans l'Europe, « pour faire ceci ou cela ». En effet, « elle n'en est jamais sortie », a martelé Jean-Paul II. Et elle a même payé le prix fort de son attachement au Vieux Continent.

La Pologne devrait-elle passer de « l'humiliation douloureuse du totalitarisme », comme il l'a dit samedi devant le corps diplomatique,

que, à l'autre « humiliation » que, proposerait l'Occident matérialiste également sans âme ? Le pape n'entend pas se résigner à la sécularisation de la Pologne et des autres pays de l'Est libérés du communisme, à cette « mise entre parenthèses de Dieu » car « il n'existe pas de pleine vérité sur l'homme sans Dieu et nous, les Polonais, cette vérité nous ne pouvons pas la trahir ! »

Son premier voyage dans la Pologne de l'après-communisme était un saut dans l'inconnu. Des interrogations pointaient, liées notamment à la lassitude de l'opinion, à un certain esprit de revanche du clergé, aux relations délicates, comme on l'a vu dans la dernière campagne présidentielle, entre cette Pologne populaire et éternelle dont Lech Wałęsa est un peu le porte-étendard et la Pologne des idées laïques et modernes. Entre la Pologne de Gdansk et celle de Cracovie.

A travers la prédication des dix commandements de la Bible, le directeur de ce voyage, Jean-Paul II a proposé à son pays — comme l'avait fait le cinéaste Krzysztof Kieslowski dans le *Décrochage* — un « examen de conscience » et touché du doigt les maux de la société polonaise : mensonge, corruption, avortement. Le pape en fait l'héritage du communisme. Mais l'adhésion à ce programme n'a pas paru immédiate, enthousiaste. Les rassemblements ont été moins nombreux que lors des trois précédents voyages et, samedi, à Varsovie, Nurew-Siat, la célèbre avenue, noire de monde en 1987, était presque vide. Mais le climat, il est vrai, n'est plus à la fronde polonaise.

Une image de rassembleur

En narrant à la Pologne — et, à travers elle, à toute l'Europe — un nouveau contrat social et moral, Jean-Paul II n'a laissé personne

dans l'ombre et il a mis à profit l'étape finale de Varsovie pour parfaire son image de rassembleur. Il a accordé un entretien privé à M. Tadeusz Mazowiecki, ancien premier ministre, et il s'est payé le luxe de recevoir sur son terrain — la nonciature apostolique qui n'est ouverte que depuis juillet 1989 — l'ancien chef de l'Etat, le général Jaruzelski. « Le Pologne nous réunit », a dit, ravi, l'homme de l'état de siège de 1981, le pape s'adresse à tous les Polonais indifféremment de leurs opinions politiques et j'apprecie beaucoup.

Au cours de ce séjour, Jean-Paul II a également rencontré, pour la première fois, l'armée et l'administration pénitentiaire qui, hier, arrêtaient et enfermaient les militants de Solidarité. Samedi soir, au Théâtre Wielki de Varsovie, il s'est adressé à deux mille intellectuels, écrivains, artistes, journalistes, scientifiques dont quelques-uns sont aussi des parlementaires, parmi lesquels Marek Rostworowski, ministre de la culture, Andrzej Walicki, Gustav Huloubek, Jerzy Turowicz, et encore Tadeusz Mazowiecki. « *Summa corda* (Haut les cœurs) leur a lancé en latin le pape, notre nation, notre patrie n'a d'avenir ».

Jean-Paul II, symbole de l'unité de la nouvelle Pologne ? Pendant la durée de son séjour, la presse, la classe politique, les intellectuels avaient rangé leurs arguments. Aucune contestation n'a été visible. Dans son bastion, le pape reste quasiment intouchable. « *Tout homme politique qui le critique aujourd'hui en Pologne se suicide* », dit le maître d'Olizty, M. Jerzy Bukowski, Seul iconaste, M. Jerzy Urban, porte-parole du général Jaruzelski, a publié samedi dans son hebdomadaire *Nie*, une pleine page de photos du pape avec pour mention : « *Décomptez-le, et penchez-le* ».

HENRI TINCQ

AMÉRIQUES

COLOMBIE : se rendant aux demandes de l'Assemblée constituante

Le président Gaviria a dissous le Congrès et annoncé des élections législatives anticipées pour octobre

Alors que des négociations de paix ont commencé la semaine dernière à Caracas (Venezuela) entre le gouvernement de Bogota et les trois mouvements de guérilla, le président Gaviria a dissous samedi 8 juin le Congrès (Parlement) et convoqué des élections législatives anticipées pour le 6 octobre 1991.

BOGOTA

correspondance

Cette double décision présidentielle pourrait marquer la fin du contrôle du pouvoir politique par les deux grandes formations traditionnelles, libéraux et conservateurs. Pour la Colombie, cette perspective est une révolution.

Les parlementaires les plus hostiles à la dissolution parlent déjà de « véritable coup d'Etat », de « décision sans précédent dans l'histoire du pays ». Les plus exaltés, comme le sénateur Alberto Santofimio, sont partisans d'une intervention des forces armées pour annuler cette décision.

La mesure était réclamée avec insistance par la majorité des membres de l'Assemblée constituante élue en décembre 1990 et dotée de tous les pouvoirs par la Cour suprême contre l'avis du gouvernement. Le Congrès, qui termine ses travaux le 5 juillet, est dominé par les deux groupes vainqueurs du scrutin de décembre : l'Alliance démocratique M. 19 (ancienne guérilla légalisée en mars 1990) dirigée par M. Antonio Navarro, et le mouvement de salut national de M. Gomez Hurtado, un dissident du Parti conservateur.

Les groupes insurgés, en particulier l'EP (Armée populaire de libération-maoïste), ayant imité, en 1991, l'exemple du M. 19, sont

représentés à la Constituante par des députés élus au scrutin. Des sièges étaient également offerts au FARC et à l'ELN (qui négocient actuellement à Caracas un cesse-le-feu avec les députés de Bogota) si les deux principales organisations de guérilla encore actives avaient accepté à temps le plan de pacification du gouvernement.

La Constituante a mis les bouches doubles. Elle a adopté des décisions qui modernisent le système politique (élection présidentielle à deux tours) ou qui visent à la moralisation (suppression des privilèges et prébendes des parlementaires empêchés d'autre part d'occuper d'autres charges publiques). Des mesures qui ont suscité une violente grogne au Congrès mais qui sont accueillies avec satisfaction par une opinion de plus en plus opposée à un système sclérosé et discrédité.

De notoriété publique, un certain nombre de députés et de sénateurs, toutes tendances confondues, acceptent les enveloppes des barons de la drogue pour financer leurs campagnes électorales. Conséquence de ce rejet populaire : le taux d'abstention tourne autour de 70 % en Colombie.

Le désarroi des vieux partis

M. Gaviria, qui a choisi l'ouverture, est certes favorable à une modernisation. Mais il doit éviter de s'aliéner les caciques, les chefs de clan libéraux ou conservateurs qui font défaut des présidents. Il a dû négocier la dissolution. Assurément, le soutien de MM. Navarro et Gomez Hurtado, il a aussi obtenu l'accord de l'ex-président libéral, Lopez Michelson. Celui-ci compte bien, à la faveur d'une redistribution totale des cartes, reprendre la direction d'un Parti libéral hier maître du jeu aujourd'hui déchiré et sans vrai chef.

C'est un pari risqué, comme l'est aussi celui de M. Gaviria, sévèrement critiqué par la classe politique pour les concessions jugées excessives qu'il accorde aux dirigeants de la guérilla disposés à faire la paix après quatre décennies de violence armée. Les élections législatives anticipées, si elles ont lieu, devraient d'abord confirmer le succès des « nouveaux partis » qui répondent aux aspirations de la majorité des Colombiens. Le vieux Parti libéral des Santos et des Lleras et les conservateurs orthodoxes regroupés derrière l'ancien président Misael Pastrana, risquent en revanche de perdre beaucoup.

D'où leur colère et leur désarroi. La dissolution est, en principe, une bonne nouvelle pour les députés de la guérilla présents à Caracas. Si un cesse-le-feu est conclu ils peuvent espérer participer à la campagne pour le nouveau Parlement qui devrait entrer en fonctions le 2 février 1992. Mais le chemin semble encore bien long et ardu. Le gouvernement a rejeté, samedi, leurs propositions de cesse-le-feu jugées « peu crédibles et sans garanties de vérification », ce qui a provoqué une suspension des pourparlers.

Le gouvernement propose la concentration des groupes de guérilla dans des zones spéciales (comme ce fut le cas pour le M. 19 et l'EP), l'arrêt de toutes les actions terroristes (sabotages, enlèvements) ainsi que la libération des personnes séquestrées, plus d'une centaine selon le délégué du gouvernement. Des exigences qualifiées d'« inadmissibles », pour le moment du moins, par les envoyés spéciaux — un peu déconçus d'être « en ville » — de la coordination Simon Bolívar qui escompte que son chef militaire, Manuel Marulanda, pourra être reçu et écouté comme il le désire par la Constituante.

MARCEL NIEDERGANG

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Les avions de la SAA peuvent désormais survoler le continent

Pour la première fois depuis 1963, les avions de la compagnie South African Airways (SAA) ont pu survoler l'Afrique occidentale, en raison de la levée de sanctions anti-apartheid au Mali et en Mauritanie, ont annoncé, dimanche 9 juin, à Johannesburg, les dirigeants de la compagnie. Les interdictions de survol contraignaient les SAA à contourner la destination ou en provenance d'Europe. L'embargo, décrété par l'OUA il y a vingt-huit ans, a été récemment levé, en reconnaissance des réformes entreprises par le président Frederik de Klerk pour supprimer l'apartheid.

Depuis vendredi, les avions de SAA en provenance de Londres survolent le Portugal, la Maroc, la Mauritanie, le Mali, la Côte-d'Ivoire et le Namibie, gagnant ainsi plus d'une heure par vol. La compagnie sud-africaine dessert désormais les Comores, la Namibie, la Zaire, le Zimbabwe et le Zimbabwe. Le Maroc a accordé l'autorisation d'atterrissage à la compagnie sud-africaine en mai, mais les SAA n'y ont pas encore de vols réguliers. — (AFP, Reuters)

ALBANIE

Le Parti communiste va procéder à de profonds remaniements

Le dixième congrès du Parti du travail albanais (PTA, communiste), qui s'est ouvert lundi 10 juin à Tirana, « va clore une époque et en ouvrir une autre », a déclaré M. Spiro Dede, secrétaire du comité central et l'un des chefs de file de la tendance réformatrice. Le PTA va « vraisemblablement changer son nom pour devenir Parti socialiste albanais », a dit M. Dede en laissant entendre que le congrès allait procéder à un important remaniement des cadres. « Ceux qui sont contre les réformes », a-t-il déclaré, et ceux qui, par leurs agissements, ont porté préjudice à l'image du parti doivent en être exclus.

Le congrès se prononcera sur « les erreurs des années passées », y compris concernant la période d'Enver Hoxha (fondateur et dirigeant jusqu'à sa mort en 1985, de l'Albanie socialiste), a indiqué M. Spiro Dede en soulignant que la vague de l'ancien numéro un, M. Nexhmije Hoxha, serait elle aussi exclue de la direction du parti. La « politique d'isolement défendue avec fanatisme » sous Enver Hoxha est l'une des causes de la crise que traverse actuellement l'Albanie, a estimé M. Dede. — (AFP)

PÉROU

Libération de neuf policiers enlevés au mois de mai

Les neuf policiers pris en otage le 10 mai dernier par le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), suite à l'attaque lancée contre les trois commissariats de la ville de Rioja (département amazonien de San-Martin), ont été libérés, sains et saufs, samedi 8 juin, à l'endroit où ils avaient été enlevés. Les bons offices de l'Eglise catholique et, notamment, de Mgr Venancio Orbe, l'évêque de Moyobamba, responsable de la région, ont permis cette libération, qui aurait eu lieu sans conditions, si l'on en croit le commandant Rios, chef de la zone de San-Martin, en état d'urgence depuis près de trois ans.

A première vue, le grande offensive du MRTA, lancée début mai dans la région, s'est soldée par un demi-échec, car si les guérilleros ont pu occuper, de façon synchronisée, les quatre principales agglomérations de San-Martin, ils s'en sont suivis une répression dirigée contre la population, dont le MRTA se prétend le défenseur. Parallèlement, l'organisation a eu un échec cuisant dans la capitale. Un de ses principaux dirigeants, Alberto Gelvez Olaseca, a été appréhendé la semaine dernière, ainsi que sept autres militants. — (Corresp.)

Les hauts et les bas du dialogue avec les juifs

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

Comme il l'avait fait en juin 1987, le pape a rencontré, dimanche 9 juin, à la nonciature apostolique de Varsovie, une délégation de la communauté juive polonaise, réduite à moins de dix mille membres, alors qu'elle en comptait plus de trois millions en 1945 avant la guerre. M. Michal Friedman, son porte-parole, a évoqué brièvement le rapprochement fait par le pape à Radom entre les camps d'extermination et l'avortement en Pologne : « La mémoire de la Shoah, a-t-il dit, n'a pas à être comparée à autre chose. » En revanche, il s'est réjoui, en la qualifiant de « tournant », de la lettre de l'épiscopat polonais en date du 30 novembre 1990, destinée à lutter contre l'antisé-

mitisme. Il a souhaité que « les relations entre le Saint-Siège et l'Etat d'Israël soient pleinement normalisées ».

Jean-Paul II a répondu que la naissance de l'Etat d'Israël a été « un acte de justice historique », mais que « la situation générale au Moyen-Orient n'est pas favorable (à une normalisation des relations), même si les événements après la guerre du Golfe ont créé quelques espoirs ». Il a rappelé que le génocide avait été « une incalculable dette de cruauté » et souligné que les documents récents de l'Eglise contre l'antisémitisme devaient « inspirer toutes les Eglises locales, y compris l'Eglise polonaise, pour surmonter les stéréotypes dommageables, les modèles établis, les préjugés qui persistent ici et là ».

M. Konstantin Gebert, intellec-

tuel juif qui participait à cette rencontre, a félicité le pape des propos qu'il avait tenus à Kleic à propos du pogrom de 1946. « C'est ici, avant dit Jean-Paul II, que nos frères juifs ont été assassinés par des mains chrétiennes. Nous recommandons leur âme à Dieu. » « J'aimerais aussi, a rétorqué M. Gebert, qu'on parle des âmes des assassins et de ceux qui se sont tués ».

L'effraie du cimetière d'Auschwitz n'est pas passée sous silence. Mgr Mujniski, président de la commission épiscopale des relations avec la judaïsme, s'est fait part de l'état d'avancement de la construction du centre de recherche et de prière sur Auschwitz, dans lequel seront brûtées les cendres. L'édifice devait être achevé au printemps 1992.

H. T.

DES AOUT 91 USA

ETUDEZ AUX

Dans une grande université de Californie ou de Floride. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Une année ne coûte que 50.000 \$ env. Cours, logement, repas inclus.

Université Studies in American French-Office 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly (1)47 45 09 19 Recherche professeurs fac, ou lycées correspondants toutes régions.

Le revenu minimum garanti

REPÈRES

La faim dans le monde

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres LA DÉCOUVERTE

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

A L'ESCP

36.15 LE MONDE

Tapez RES

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

LE PRIX, LE DÉLAI !
Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT
sans nous avoir rendu visite.

PEUGEOT NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34 • 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

مكتبة محمد

ASIE

Indonésie : un quart de siècle d'« ordre nouveau »

Même si le président n'a pas renoncé à briguer un nouveau mandat l'« après-Suharto » est au cœur du débat politique dans l'archipel

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Il y a un quart de siècle que l'ordre nouveau qui s'est établi sur les décombres du régime Sukarno perdure en Indonésie, avec le même homme à la barre, le président Suharto. Le pays, qui compte près de 180 millions d'habitants, s'est développé. Il bourgeoise même aujourd'hui, de façon désordonnée, grâce au soutien notamment du Japon et d'autres « tigres » asiatiques. L'économie a renoué avec un fort rythme d'expansion depuis deux ans. L'archipel se construit et son unité a été préservée.

L'acquis n'est donc pas mince, même si s'est fait, notamment dans le domaine public, dans un cadre contraignant. Le communisme reste interdit puisque le régime lui impute la responsabilité du coup d'État avorté de septembre 1965. La vie politique demeure très réglementée : obligation d'adhérer aux « Pancasila », idéologie nationale, pas de partis religieux et limitation à trois du nombre des partis politiques.

Mais vingt-cinq années - le changement de régime s'est fait en 1965-1966, dans un bain de sang - cela fait un bien long bail. La logique voudrait que l'orgaïsoïtion de l'« après-Suharto » soit à l'ordre du jour, et c'est effectivement le cas depuis quelques mois. Certes, le chef de l'État, aujourd'hui âgé de soixante-dix ans, n'a pas clairement renoncé à briguer un sixième mandat en 1993.

Meis l'usure du pouvoir joue et, comme partout ailleurs, les partisans du changement, les gardiens du temple et ceux qui s'estiment lésés - ou se considèrent comme tels - montent le bout du nez.

Dans un pays dont les quatre cinquièmes des habitants se réclament de l'islam, la fondation d'un Forum démocratique par le président de la plus importante organisation musulmane - le Nahdlatul Ulama, ou NU, vingt millions d'adhérents - n'est pas forcément innocente. En compagnie de quelques chrétiens et de dissidents, M. Abdurrahman Wahid, un quinquagénaire modéré, s'y est résolu le 3 avril dernier. Il a souhaité d'ailleurs d'« ouverture » et de « transparence » et s'est inquiété d'une remission du saccage. Lui-même et ses associés disent que leur décision a été provoquée par plusieurs récents développements.

En 1990, deux pièces de théâtre satiriques ont été interdites. En octobre, le *Monitor*, magazine tirant à sept cent mille exemplaires, a été fermé pour avoir publié les résultats d'un sondage de popularité auprès de ses lecteurs. Cinq mille de ces derniers avaient répondu : le prophète était arrivé en cinquième position derrière, dans l'ordre, le président Suharto, Saddam Hussein et le magazine, M. Arswendo Atmoko, ce dernier a été, le 8 avril, de cinq ans de prison, sentence maximale pour ce genre de délit.

En décembre dernier, avec l'appareil bureaucratique du pouvoir, une Association d'intellectuels musulmans a été fondée avec, comme président, le ministre de la recherche et de la technologie, M. J. B. Hebibie, un proche du président. M. Wahid s'est également inquiété du ressentiment croissant à l'égard de la communauté chinoise, à la fois l'une des locomotives et l'un des principaux bénéficiaires de l'expansion économique.

Transition en douceur

Forum démocratique n'ayant pas l'adhésion d'une bande d'extrêmes et n'étant pas participant directement à la vie politique, la réaction du gouvernement a été prudente. Sans interdire cette association, il s'est contenté de soumettre, pour l'instant, qu'elle se dote d'un label qui rappelle moins certaines organisations euro-péennes qui ont fini par renverser des régimes en place. Le débat est ouvert mais, quoi qu'il advienne, M. Wahid a pris quelque distance à l'égard d'un pouvoir avec lequel il a longtemps entretenu de serres relations. Le forum ne vise pas l'échec des législatives de 1992, dont on juge ici les résultats déjà bouclés. On préfère même généralement que le Golkar - parti gouvernemental qui s'appuie sur l'administration et qui domine l'Assemblée

actuelle - obtienne au moins les trois quarts des suffrages face aux deux autres formations autorisées, le PDI (Parti démocrate, en partie islamiste) et le PPP (Parti uni pour le développement, d'obédience musulmane).

L'émergence du forum illustre plutôt la préoccupation d'un certain nombre de gens qui souhaitent que la transition, le jour venu, se fasse en douceur. Simultanément, d'autres censeurs, plus traditionnels, ont relevé la tête. Il s'agit des Cinquante, groupe d'anciens compagnons de route du régime, connus pour avoir déjà tiré la sonnette d'alarme il y a une dizaine d'années en signant une sévère pétition, ce qui leur avait, à l'époque, valu quelques déboires. Ils se battent notamment aujourd'hui pour obtenir l'autorisation, refusée jusqu'ici, de se rendre à l'étranger.

Ces développements ne sont, cependant, que les reflets apparents d'un débat encore feutré entre les véritables tenants du pouvoir, les militaires et le président, lui-même ancien général. C'est l'armée qui avait pris le pouvoir en 1965 ; depuis, sa fameuse « double fonction » - civile et militaire - est non seulement inscrite dans la Constitution, mais aussi dans les meurs du régime. Certains militaires commencent à s'inquiéter de dérapages de plus en plus évidents.

Règle sacrée à leurs yeux, les religions ne doivent pas reprendre pied en politique. Ils s'inquiètent également de ce que font appelés ici pudiquement les « affaires des familles » : l'enrichissement très rapide

de la famille présidentielle. Tout en songeant à leurs propres intérêts, qui risquent d'être lésés quand ils ne le sont pas déjà, ils souhaitent que la fin de l'ère Suharto soit l'occasion d'une consolidation du régime, et non le contraire. L'une des figures qui domine l'establishment militaire est le général Benny Murdani, ministre de la défense, un chrétien qui n'a donc pas d'ambition présidentielle mais peut, en revanche, jouer les faiseurs de roi. « Dans l'armée, en schématisant, il y a deux pôles, Suharto et Murdani. Entre les deux existe un monde de gens qui se lèvent du premier et hésitent face au second », résume un observateur.

Épreuves de vérité

Tous les scénarios sont donc envisageables, de l'épreuve de force au compromis en passant par la poursuite d'équilibres à refaire régulièrement parce qu'ils ne peuvent être que précaires. Pour l'instant, le président joue le dénominateur commun. En flattant les sentiments des musulmans, il laisse cependant entrevoir à certains militaires qu'il pourrait, le cas échéant, recourir à cette carte qu'il conserve dans sa manche.

L'archipel connaît d'autres problèmes, liés essentiellement à son développement. L'infrastructure et la

qualification de la main-d'œuvre ne suivent pas un taux de croissance supérieur à 7 % par an depuis 1989. Des goulets d'étranglement se dessinent donc à l'horizon. Mais la politique budgétaire demeure rigoureuse et les bénéfices de la croissance se sont réinvestis, jusqu'à présent, sur place. En outre, l'agriculture se porte bien et la diversification des exportations est un succès pour un pays qui demeure le premier producteur asiatique de pétrole. Il reste que l'avenir du régime risque d'être lié assez rapidement à certaines épreuves de vérité : son aptitude, dans les années 90, à assurer une transition politique en douceur et à enrayer le développement du délitisme lié à une forte croissance ; sa capacité, également, à limiter le poids culturel et humain de quelque cent dix millions de Javanais qui, fatalement, ont tendance à étouffer d'autres insulaires, qui se sentent rejetés à la périphérie de l'archipel.

« Il n'y pas de fuite de capitaux, au contraire, et en pleine période d'expansion, personne n'a intérêt à casser la baraque », explique un observateur. « Par exemple, ajoute-t-il, les milieux d'affaires chinois ont déjà commencé à mieux réparer leurs billes. » L'un des prochains tests, dit-on encore, sera l'élection présidentielle de 1993, que la Constitution confie encore à un millier de grands électeurs choisis, en majorité, par les autorités militaires et civiles. Toutes les options restent ouvertes.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Océanie

AUSTRALIE : les suites du remaniement ministériel

Atmosphère florentine à Canberra

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

La politique australienne est d'ordinaire si polie que la moindre saute d'humeur d'un sous-secrétaire d'État suffit à mettre sens dessus dessous la *Press Gallery* de Canberra. Dans le climat incestueux de cette petite ville provinciale qui est la capitale, où journalistes, ministres et parlementaires vivent en osmose dans le labyrinthe de couloirs qui sergent le Parlement, il n'est pas rare que l'on s'enflamme pour des broutilles et que l'on compte à partir de rumeurs frottées. Faut-il donc vraiment prendre au sérieux cette atmosphère florentine qui, depuis une semaine, use les nerfs de Canberra ?

Selon des sources dignes de foi, c'est-à-dire les observateurs les plus biaisés, l'affaire ne se résume plus, cette fois, à quelques vagues lettres dans une tasse de thé. La City de Londres et Wall Street, où les banques Goldman Sachs et Merrill Lynch conseillent de se débarrasser des valeurs australiennes, ont-ils coutume de s'alarmer pour des rumeurs ?

Et que dire de l'empressement du premier ministre Bob Hawke à resserrer les boutons s'il n'y avait point périé en la demeure ? On savait que les plaies ouvertes par le divorce spectaculaire entre M. Hawke et son ancien ministre des finances, M. Paul Keating, rival éconduits lundi 3 juin par le groupe parlementaire du Labor (*le Monde* du 5 juin), mettraient quelque temps à se cicatriser. Mais de là à imaginer que le duel contraindrait des prolongations aussi saignantes...

Passé encore que l'opposition conservatrice fasse donner l'artillerie lourde en mettant en cause l'intégrité de M. Hawke, qui s'était engagé auprès de M. Keating - lors d'un pacte secret opportunément révélé par certains - à passer la main à mi-parcours après le scrutin de 1990, alors qu'il avait solennellement promis lors de la campagne électorale qu'il resterait aux commandes jusqu'à la fin de son mandat. Passé également que la nomination d'un ancien chef syndicaliste ouvrier au ministère de l'Agriculture ait soulevé la courroux des fermiers, qui crient à la provocation.

Besoucoup plus préoccupante pour M. Hawke, en revanche, est cette « fuite » -

elle aussi délibérément organisée - touchant à une affaire d'écoutes téléphoniques. On vient en effet d'apprendre que le premier ministre avait pris connaissance en 1984 du contenu d'une conversation téléphonique, enregistrée par les services secrets, entre un ministre contestataire et un journaliste. Or le recours à des écoutes dans des cas non directement liés à la sécurité nationale est formellement prosaïté par la loi et passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans.

Cette révélation a provoqué un accès de rage dans le nouveau cabinet : les partisans du premier ministre y voient un coup tordu de quelques meneurs perdants vient à déstabiliser la nouvelle alliance entre le camp de M. Hawke et l'aile gauche du Labor, très sourcilieuse sur les libertés publiques. Le bombe a fini en pétard mouillé. Mais la *Press Gallery* en est tout émue : voilà que Machiavel rôde à proximité tandis que le dollar australien pique du nez.

FRÉDÉRIC BOBIN

MANIÈRE DE VOIR 12

LE MONDE diplomatique

ALLEMAGNE, JAPON : LES DEUX TITANS

100 pages

42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PRÉPAS
aux concours d'entrée en 2^e année de :

- HEC-ESCP
- ESCAE

Entretiens individuels d'admission
• Stages intensifs de 20 jours

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Auteuil 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

L'HIERMÈS Editeur
Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur
ECONOMIE DE L'ENTREPRISE

par François MOREAU
et Jean-Louis ROMMYER

Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier-75006 PARIS

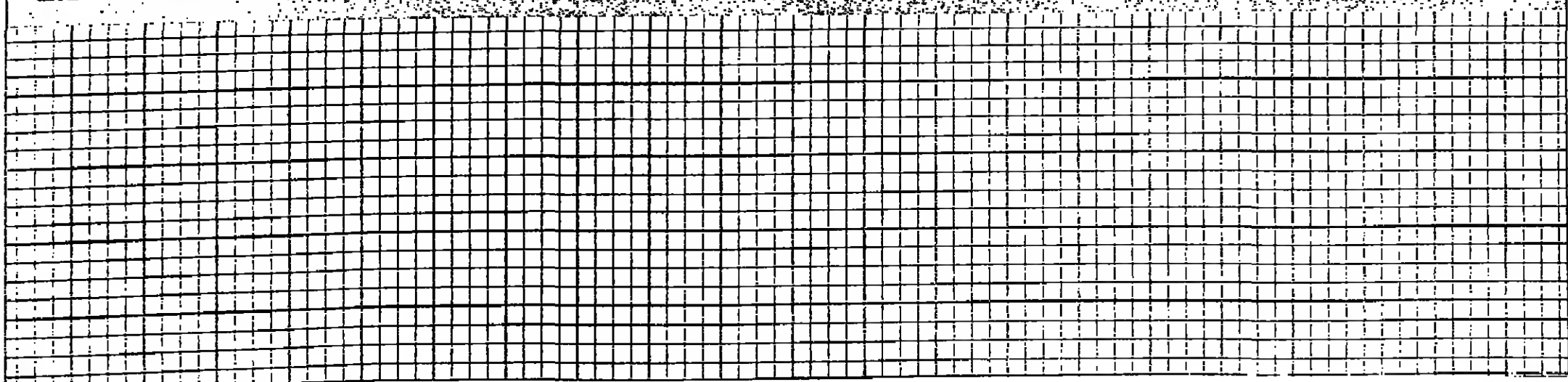
Laurent et Annie CHABRY

Politique et minorités au Proche-Orient
(Les raisons d'une explosion)

Un volume 16x24, 360 pages, 9 cartes, 2^e édition 165 francs

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LARGÈS
15, rue Victor-Cousin, 75005 Paris - Tél. : 43 54 32 70

...ET SE RESSEMBLENT.



LE DÉLAI !
...ins chez
votre P...
du via...
VEUBAU

POLITIQUE

Les élections partielles

La droite et l'extrême droite profitent d'une amélioration de la participation

Trois seconds tours étaient organisés dimanche 9 juin. Dans un cas, il s'agissait d'une législative; dans les deux autres, de cantonales. Dans la deuxième circonscription du Territoire de Belfort, l'augmentation de la partici-

pation a plus profité au candidat de droite qu'à M. Jean-Pierre Chevènement. La même constatation peut être faite dans le canton de Marseille-IV, où le candidat de droite creuse l'écart avec son adversaire de gauche: en

1988, 63 suffrages les séparaient; cette fois, la différence à l'avantage du premier est de 658.

Dans le canton de Poissy-Sud, le duel RPR-FN ne s'est pas traduit par une augmentation de l'abstention,

puisque'il y eu 227 électeurs supplémentaires, mais le nombre des bulletins blancs a quasiment triplé (382 au second tour contre 130 au premier), traduisant ainsi une insatisfaction de l'électorat appelé à trancher entre

droite et extrême droite. Le Front national, qui avait obtenu 22,27 % des suffrages au premier tour, progresse d'un peu plus de quinze points au second.

Victoire à l'arraché pour M. Chevènement

M. Jean-Pierre Chevènement a retrouvé, dimanche 9 juin, son siège à l'Assemblée nationale, mais les électeurs de la deuxième circonscription du Territoire de Belfort n'ont renoué leur confiance qu'avec parcimonie à l'ancien ministre de la défense, qui avait démissionné du gouvernement au début des opérations militaires de la guerre du Golfe. Certes il obtient 52,05 % des suffrages exprimés, mais jamais il n'avait été aussi mal élu, si l'on met à part les élections de 1986, qui avaient eu lieu au scrutin de liste départementale. En 1973, pour sa première élection, il avait obtenu, au deuxième tour, 54,55 % des voix; il avait encore fait mieux en 1978: 56,64 %; quant aux élections législatives qui avaient suivi les présidentielles de 1981 et de 1988, il les avait remportées dès le premier tour.

Le responsable - contesté - de Socialisme et République, n'atteint donc pas l'objectif qu'il s'était lui-même fixé, au soir du premier tour: 55 % des suffrages exprimés. M. Chevènement n'a pas réussi à mobiliser, autant qu'il le souhaitait, les abstentionnistes du premier tour. Certes, il y a eu 2 257 voix de plus, mais le nombre de bulletins blancs a été particulièrement important: 9,19 %. Alors qu'il y a eu 1 602 suffrages exprimés supplémentaires, le candidat socialiste n'a augmenté le total des voix de gauche du premier tour (PS, Génération écologie, PC, LO et LCR) que de 901 suffrages, alors que celui du RPR a amélioré de 2 157 suffrages l'addition de ses voix de l'autre dimanche avec celles du Front nation-

L'INFORMATIQUE, LE P.S., L'IRAK, LES ÉLECTIONS... LES CHOSSES ÉTAIENT PLUS FACILES AVANT-GUERRE!



nal. C'est donc plutôt vers la droite que paraissent s'être dirigés les électeurs des Verts et du candidat autonomiste du premier tour.

Notre correspondant dans le Territoire, François Zimmer, nous signale que M. Jean Rossetoit fait même pratiquement jeu égal avec le maire de Belfort dans les cinq cantons ruraux de la circonscription (49,59 % des suffrages exprimés), ce dernier ne l'emportant nettement que grâce aux trois cantons de sa ville.

M. Chevènement a mis en cause les communistes, les difficultés actuelles de l'établissement belfortain du groupe Bull, «le contexte national», qui n'est «pas facile», et «un certain mécontentement de l'électorat» de gauche. Aussi il a reconnu: «Il y a encore beaucoup de travail à faire d'ici à 1993 pour donner un nouvel élan. À l'Assemblée nationale, j'essaierai de jouer mon rôle de proposition et d'agitation.»

TH. B.

Trois cantonales

BOUCHES-DU-RHÔNE: canton de Marseille IV (2^e tour).

Inscr. 9 670; vot., 3 899; abst. 59,67 %; suffr. expr., 3 700. MM. Bernard Manovelli, div. d., 2 179 voix (58,89 %); REELU: Jean-Jacques Léonetti, div. g., 1 521 (41,10 %).

Cette élection partielle était rendue nécessaire par la démission de M. Bernard Manovelli, div. d., qui s'était démis de son mandat après avoir été condamné pour fraude électorale. La participation a été plus forte au second tour qu'au premier (+470 votants et +371 suffrages exprimés). M. Manovelli a obtenu 5/4 suffrages de plus qu'au premier tour alors que le total des voix recueillies par les candidats du FN et divers droite était de 813. De son côté, M. Léonetti, malgré une forte mobilisation en sa faveur des élus de la majorité municipale et présidentielle ne gagna que 504 suffrages. Au soir de sa réélection, M. Manovelli a annoncé sa candidature à la prochaine présidentielle et son soutien aux candidats de l'Union pour la démocratie directe aux prochaines législatives.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants: Inscr. 9 670; vot., 3 429; abst. 64,53 %; suffr. expr., 3 329; MM. Manovelli, 2 055 voix (61,9 %); Léonetti, 977 (29,4 %); Jean-Pierre Beaumais, FN, 601 (20,75 %); Jean Dufour, PC, 298 (8,95 %); Jean-Christophe Gognillot, Verts, 71 (2,13 %); Marcel Mazzoni, div. d., 58 (1,74 %); M^{me} Christine Mouton, div. d., 44 (1,32 %); M. Jacques Tron, div. d., 20 (0,60 %); M^{me} Raymond Jollet, écol., 15 (0,45 %).

En 1988, M. Bernard Manovelli avait été élu au second tour avec 2 283 voix (50,69 %), contre 2 220 (49,30 %) à M. Jean-Jacques Léonetti, conseiller socialiste.

INDRE: canton de Vatan (1^{er} tour).

Inscr. 3 690; vot., 2 456; abst. 33,44 %; suffr. expr., 2 352.

M. Yves Fouquet, div. d. m. de Vatan, 903 voix (38,39 %); M^{me} Claude Charbonnier, PS, 595 (25,29 %); MM. Daniel Ferragny, div., 393 (16,70 %); René Lecomte, PC, 242 (10,28 %); Hugues Didier, FN, 110 (4,67 %); Michel Devineau, div. d., 109 (4,63 %). Il y a ballottage.

Cette élection partielle est organisée à la suite de la démission pour raison de santé de M. Francis Levasseur, UDF, ancien ambassadeur de France en Roumanie qui avait été réélu au second tour des élections de 1988 sur 1 418 voix (69,61 %) contre 619 (30,38 %) à M. Pierre Rousseau, div. d., sur 3 837 suffrages exprimés, 2 393 votants (soit 56,86 % d'abstention) et 3 790 inscrits.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants: Inscr. 3 791; vot., 2 448; abst. 35,42 %; suffr. expr., 2 403; MM. Levasseur, 967 voix (40,24 %); Rousseau, 340 (14,16 %); Bernard Cognepain, div. g., 337 (14,02 %); Émile Lagrey, PC, 316 (13,15 %); Yves Daniel, div. d., 243 (10,11 %); Patrick Paquet, MRG, 200 (8,32 %).

La participation électorale a été forte pour ce premier tour: 66,55 % au lieu de 64,57 % au premier tour de 1988. Globalement, la gauche reste stable (35,58 % au lieu de 35,49 % en 1988) mais en son sein, le PC recule (10,28 % au lieu de 13,15 %) et la candidate socialiste avec 25,29 % fait mieux que le total des voix obtenues par le candidat divers gauche et celui du MRG en 1988 (22,43 %). Avec un score inférieur de 1,85 point de pourcentage à celui de M. Levasseur en 1988, le maire de Vatan, M. Fouquet, a obtenu confort de la présence d'un représentant du FN qui totalise moins de 5 % des voix.

YVELINES: canton de Poissy-Sud (2^e tour).

Inscr. 12 116; vot., 5 264; abst. 56,55 %; suffr. expr., 4 882. MM. Gilles Forray, RPR, premier

adj. au m. de Poissy, 3 056 (62,59 %); Gérard Latinière, FN, 1 826 (37,40 %).

Le candidat RPR, M. Forray succède à un divers droite, Maurice Clerc, décédé le 15 mars dernier. Face au candidat du Front National, M. Latinière, M. Forray a bénéficié du soutien du PSF dont le candidat avait été éliminé au premier tour. Le PS et le PC ont implicitement favorisé son élection en déclarant, pour le premier, qu'il fallait «éviter que le Front national passe» sans pour autant donner de consignes de vote, et pour le second, qu'il n'y avait pas lieu de le démettre et que le candidat RPR serait élu sans les voix communistes.

Alors que localement, la candidate des Verts n'avait fait aucune déclaration, MM. Ritec Labonde, ministre de l'Environnement et président de Génération écologie et Antoine Wacziarg ont appelé respectivement à voter pour M. Forray et contre le Front national. Selon les responsables des bureaux de vote, les élections se seraient déroulées dans le calme à dimanche, à Montreuil-Jolie, ont été simplement commentées par les électeurs. Atteignant 42,40 % des voix sur les bureaux de Poissy, M. Latinière a demeuré son adversaire dans un des bureaux du quartier de Beaumais, la cité HLM de la commune.

Les résultats du premier tour étaient les suivants: Inscr. 12 116; vot., 5 037; abst. 58,43 %; suffr. expr., 4 907; M^{me} Forray, 1 796 (36,60 %); Latinière, 1 093 (22,27 %); M^{me} Elisabeth Loret, sout. Verts, 713 (14,53 %); M^{me} Vincent Bloch, UDF, 563 (11,47 %); Daniel Rousseau, PS, 516 (10,51 %); Philippe Moreau, PC, 226 (4,60 %).

Maurice Clerc avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985 dont les résultats avaient été les suivants: Inscr. 12 431; vot., 7 728; abst. 37,84 %; suffr. expr., 7 541; M^{me} Clerc, RPR, 3 781 voix (50,13 %); Bloch, PS, 1 168 (15,48 %); Colombeau, FN, 1 140 (15,11 %); Quenecq, PC, 734 (9,73 %); M^{me} Loret, div., 558 (7,39 %); M^{me} Rousseau, PC, 243 (3,11 %); M^{me} Moreau, div., 76 (1 %).

A TOURNAI

Le Front national tente «l'union à la base» avec la droite

TOURNAI de notre envoyé spécial

Les dirigeants du Front national aiment les jeux de mots. Dimanche 9 juin à Tournai (Saône-et-Loire), M. Jean-Marie Le Pen et un de ses lieutenants ont rivalisé dans cette discipline. «Face à l'UFF, l'Union pour la frime», M. Michel Collinot, membre du bureau politique et conseiller régional, qui veut créer «le RPF, le Rassemblement des patriotes français», a célébré ce qu'il appelle, «le tournant de Tournai». Un véritable «événement» dont M. Le Pen n'a pas hésité à dire qu'il va donner «le tournant».

Ne pouvant obtenir d'accord politique en bonne et due forme

avec les élus-majors des partis de la droite parlementaire, le Front national se lance dans «l'union à la base», une stratégie rendue célèbre par le Parti communiste. Pour en donner toute la dimension, M. Collinot a organisé «un grand banquet pour l'union de la droite» qui n'est «pas celle des gamellards». Devant quatre cents convives, selon les organisateurs, deux notabilités locales sont venues faire allégeance au président du Front national.

Le premier, M. Alain Honoré, conseiller municipal RPR du Creusot qui a été radié des cadres de ce parti, a déclaré: «On pourra toujours exclure, censurer, rien n'arrêtera ce processus d'union. Les Français prennent conscience (...) qu'ils veulent se rassembler autour d'un homme dont l'honnêteté poli-

tique n'est pas à démontrer, dont le courage moral est encore moins à démontrer, autour d'un homme qui aime son pays.» M. Le Pen buvait du petit lait. Le second, M. Robert Schuler, ancien du Service d'action civique (SAC), ancien responsable du Mouvement initiative et liberté (MIL), ancien cadre du RPR, est venu expliquer qu'il poursuit «le combat pour les valeurs et le patriotisme» avec le Front national, dont il est un nouvel adhérent et qu'il représentera aux prochaines élections cantonales.

Après un discours de M. Le Pen consacré essentiellement à l'immigration et aux banlieues, le banquet s'est achevé par le spectacle d'un illusionniste.

O. B.

EN BREF

Deux attentats à la Réunion. - Deux attentats à la bombe ont été commis, dans la nuit de samedi 8 à dimanche 9 juin, à Saint-Denis-de-la-Réunion. Le premier visait le domicile de M. Sullivan Dindar, président-directeur-général d'un groupe, le second a eu pour cible un magasin d'électro-ménager appartenant au groupe. Ces deux attentats n'ont pas été revendiqués.

Le domicile de M. Sullivan Dindar a déjà été l'objet de deux attentats au cours de ces deux dernières années. Concessionnaire de la marque automobile Opel dans l'île, spécialiste de vidéo et d'électroménager, le groupe Dindar est une des dix premières entreprises de La Réunion.

M. Le Pen ne fera pas d'excuses publiques à M. Yamgane. - M. Jean-Marie Le Pen a indiqué, dimanche 9 juin à Tournai (Saône-et-Loire), qu'il ne se sent «pas tenu de faire des excuses publiques» à M. Kofi Yamgane, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, qu'il avait appelé «M. Miam-Miam». Le président du Front national a souligné que la demande d'excuses faite par M. Yamgane relevait de la «plaisanterie de jeune lycéen».

Naissance d'un nouveau mouvement d'extrême droite. - Le Mouvement d'initiatives nationales (MIN), qui se définit comme «une émanation politique» de la revue Espace nouveau et qui regroupe, notamment, des anciens du Front national et du Parti des forces nouvelles (PFN), s'est doté, samedi 8 juin à Paris, d'un bureau politique de douze membres lors de son premier conseil national qui a réuni soixante-dix délégués venant de treize départements. Son président est M. Jean-François Touzé, ancien dirigeant du Front national, son vice-président, M. François Papillon, et son secrétaire général, M. Roland Hélie, ancien membre du bureau politique du PFN.

Déclat de Daniel Vitry (Lutte ouvrière). - Daniel Vitry, un des dirigeants de l'organisation trotskiste Lutte ouvrière, est décédé samedi 8 juin, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de quarante-six ans. Daniel Vitry était entré à la SNCF en 1965 où il avait d'abord milité à la CGT. Mis à l'écart en 1973, il adhère à la CFDT et est nommé, en 1982, permanent régional à Paris-Sud-Ouest.

Le FLNKS maintient l'objectif d'indépendance. - Le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) a réaffirmé à l'issue de sa convention, samedi 8 juin, à Poiratimé, le maintien de son objectif qui reste «l'indépendance kanak et socialiste». Les militants du FLNKS ont reconduit à leurs postes le président du Front, M. Paul Néaouty, qui détiendait ce mandat depuis le 24 mars 1990, son vice-président, M. Rock Wamytan, ainsi que les autres membres du bureau politique.

Précision. - Dans notre bilan législatif du gouvernement Rocard (Le Monde daté 9-10 juin), nous avons omis de signaler, au titre des cas particuliers (échangeant substantiel de majorité entre deux lectures), le statut de la Corse. Ce texte a été adopté en première lecture, malgré un vote hostile du PCF, et en deuxième lecture avec l'abstention des députés communistes, face à un vote contre quasiment unanime de la droite et du centre. Nous avions généralement pris en compte dans ce bilan les votes émis en première lecture, à quelques exceptions près, dont celle de la Corse.

SCIENCES-PO

ADMISSION EN A.P.

- stage intensif d'été
- stage de pré-rentre
- classes préparatoires annuelles
- classes préparatoires semi-annuelles
- cours du soir

IPESUP

enseignement privé supérieur

16-18 rue de Clotilde Notre-Dame 75004 Paris

(1) 43 25 63 30

TERRITOIRE-DE-BELFORT, 2 ^e circonscription (Belfort-Nord, Ouest, Sud)						
	5 juin 1988		2 juin 1991		9 juin 1991	
Inscrits	44 226		43 575		43 569	
Votants	29 657		22 910		25 167	
Abstentions (%)	33,94		47,42		42,23	
Suffrages exprimés	28 659		21 251		22 853	
Candidats et étiquettes	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Jean-Pierre Chevènement, PS	15 379	53,66	8 183	38,50	11 897	52,05
Jean Rossetoit, RPR	7 659(1)	26,72	5 730	26,96	10 956	47,94
Jean-Yves Roebler, FN	3 737(2)	13,03	3 069	14,44	-	-
Alain Rousseau, Verts	-	-	1 285	6,04	-	-
Roger Hoyer, Gén. écol.	-	-	982	4,62	-	-
José Niles, PC	1 884	6,57	938	4,41	-	-
Elaine Lacaille, LO	-	-	684	3,21	-	-
Gilbert Guilhem, LCR	-	-	209	0,98	-	-
Ferdinand Moscherosch, auton.	-	-	171	0,80	-	-

(1) M. Bernard Bruder, UDC-div. d.; (2) M. Bernard Boleman.

FEDN **LE CONTROLE DE LA PROLIFERATION ET DES VENTES D'ARMES DE HAUTE TECHNOLOGIE**

jeudi 4 juillet 1991 - Paris

colloque international organisé par

La Fondation pour les Etudes de Défense Nationale

L'Institut Français des Relations Internationales

avec

Le Monde

Renseignements : 45 55 30 11 poste 56 88

POLITIQUE

Après la rencontre entre M. Marchais et M. Mauroy

L'opposition ironise sur le rapprochement PC-PS

« Une guignolade », « un cauchemar », « c'est le Bébête-show »... Les responsables de l'opposition ont fait chorus, ces derniers jours, pour dénoncer le récent rapprochement entre le PS et le PCF.

Invité de l'émission « 7 sur 7 » (TF1), le président d'honneur du PR, M. François Léotard a déclaré, dimanche 9 juin, que la rencontre entre M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, « c'est le Bébête-show en direct ». Il s'est étonné que « tout le monde considère comme normale » cette rencontre entre « des gens qui se sont tapés sur la figure pendant des mois, qui se détestent, qui disent le contraire les uns des autres, l'un d'entre eux étant le représentant du dernier parti stalinien en Europe ».

Pour M. François Bayrou, député général de l'UDF, c'est un « cauchemar franchement ridicule ». Le député centriste des Pyrénées-Atlantiques, qui s'exprimait dans le *Quotidien de Paris* du 8 juin, estime toutefois que ce rapprochement des relations PS-PCF a « un aspect heureusement pédagogique pour tous ceux qui voulaient croire à la possibilité d'une entente avec le gouvernement socialiste et à des lendemains modérateurs ». Quant au secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, il n'est guère plus tendre puisqu'il l'a qualifié de « guignolade », « comme les élections approchent, on se raccroche à toutes les bouées de sauvetage possibles (...) ». « Ce qui me paraît grave, a expliqué M. Juppé lors de la Fête du RPR à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne), c'est que le PS renforce son alliance, parce elle n'avait jamais véritablement disparu, avec un parti qui est véritablement le dernier parti stalinien d'Europe occidentale, pour ne pas dire du monde ».

Du côté de la majorité présidentielle, certaines réactions sont empreintes d'un certain scepticisme. Invité du « Forum Radio-J », M. Julien Dray a estimé, dimanche, que si l'accord PS-PCF « est un accord alimentaire pour les uns et les autres, il sera sanctionné par les électeurs ». Chef de file de la Nouvelle Ecole socialiste (NES), le député de l'Essonne a regretté que cette « rencontre des éléphants se fasse juste au moment où la refondation commence ». Il a insisté notamment que cela permettrait à M. Marchais « de mettre un terme à la contestation interne » au PCF.

M. Soisson :
« pas de risque »

Sur RMC, le ministre de la fonction publique, M. Jean-Pierre Soisson, a mis en garde ses amis socialistes contre une alliance avec un parti « non seulement marginal, mais encombrant par son symbolisme ». Il pense que « ce n'est pas le gouvernement qui a changé, mais le Parti communiste qui a changé de stratégie électorale ». Il est « à la recherche de sa propre survie, il ne veut pas disparaître et ne veut donc pas d'élections, ni les provoquer par une motion de censure » qui pourrait conduire à la dissolution de l'Assemblée. « Il n'y a pas d'infériorité de la politique gouvernementale, ni de risque d'un nouveau programme commun », en raison notamment des divergences sur l'Europe, l'économie de marché, a insisté le chef de file de France unie, « Aux socialistes de rassembler la gauche. A nous d'ouvrir vers le centre. Le président de la République m'a introduit chef de file de l'ouverture, pour que ce courant contribue à la victoire de la majorité aux prochaines élections », a rappelé M. Soisson.

□ M. Lang : les socialistes sont parfois « conformistes » ou « complaisants ». — M. Jack Lang, ministre de la culture, maire de Blois (Loir-et-Cher), a estimé, samedi 8 juin, à Blois, que les socialistes sont « parfois conformistes, parfois complaisants à l'égard de certaines puissances économiques ou financières ». M. Lang, qui participait à un forum consacré au « projet » socialiste pour l'an deux mille, a demandé aux militants PS de se montrer « beaucoup plus volontaristes ».

Fort du succès de leur première réunion publique

Les animateurs de « Refondations » vont mettre en place une coordination nationale

Encouragés à prolonger leur démarche par le succès de leur première réunion publique, qui a réuni au total plus de deux mille personnes, vendredi 7 et samedi 8 juin à la Cité des sciences de la porte de la Villette, à Paris, les trente-deux signataires du manifeste « pour la refondation de l'avenir » vont mettre en place une coordination nationale afin d'organiser les initiatives décentralisées de ceux qui les ont rejointes. Une nouvelle rencontre nationale aura lieu à l'automne pour préparer des assemblées régionales et départementales prévues au lendemain des élections cantonales et régionales du printemps 1992.

Les plus enthousiastes l'ont interprété comme « un acte politique majeur », « l'acte fondateur d'un renouveau politique aux conséquences insondables, le futur « cercle de l'espérance » de la gauche française où se formeront, après « l'âge de certitudes qui s'est achevé », « l'âge et le moule neufs ». Les plus pragmatiques l'ont assimilé au lancement d'un « syndicat d'initiatives politiques » en priant pour qu'il ne débouche pas sur un banal « centre de cure des vieilles pratiques politiques » ou ne se transforme pas en une vulgaire « macédoine dans un dé à coudre ».

Qu'ils soient communistes contestataires, socialistes critiques, baroudiers d'extrême gauche, écologistes, syndicalistes, militants de la cause antiraciste, étudiants, féministes, intellectuels en mal de repères ou observateurs discrètement dépêchés par les élus-majors du PC ou du PS, tous les participants ont vécu le colloque de « Refondations », vendredi 7 et samedi 8 juin, comme un moment fort.

Chargé de dresser, samedi après-midi, un bilan provisoire des dix heures de débats organisés en deux séances plénières et quatre « car-

rairs » thématiques, MM. Max Gallo (PS) et Jack Ralite (PCF) ont souligné, en particulier, la richesse des échanges pluralistes, souvent graves, entrecoupés de témoignages pathétiques, toujours ébouriffés et empreints de respect mutuel, comme il arrive entre gens d'une même famille qui se retrouvent avec émotion après une longue séparation : « Nous avons parlé ouvertement ».

L'ancien porte-parole du gouvernement de M. Pierre Mauroy a opposé cette volonté collective de sincérité « aux simulacres des partis politiques », en invitant chacun à « dire le réel sans se préoccuper du reste », sans avoir peur « ni de l'utopie ni de l'affectivité ». Ce retour à l'expression révolue des convictions individuelles est d'autant plus nécessaire, aux yeux de M. Gallo, que les bouleversements du monde contemporain ouvrent une période historique « radicalement nouvelle » dans laquelle la double impasse communisme - « débouchant sur la dictature d'une bureaucratie » - et social-démocratie - « débouchant sur la gestion du capitalisme » - pose à tous les hommes de gauche qui ne veulent pas se résigner à ce constat d'échec la « question philosophique centrale », celle de « la possibilité du progrès humain ».

Des cahiers d'exigences

M. Ralite, ancien ministre communiste de la santé du même gouvernement Mauroy, a prolongé ce propos en vantant l'existence des contradictions individuelles « comme modes d'existence de la société ». M. Ralite s'est référé à l'esprit de la Révolution de 1789 pour appeler à un « sursaut éthique » contre « l'éthologie du métal alé qui s'est emparée de l'Etat ». « L'argent est la nouvelle vertu publique, le critère essentiel, l'Etat ne réagit plus qu'en gestionnaire, a-t-il notamment déclaré. Nous avons un gouvernement de comptables supérieurs bardés de statistiques ».

ques à références financières qu'ils assument non comme arguments mais comme preuves. La rentabilité fait loi, au-dessus des lois, dans la nature, la culture, les salaires, les rapports Nord-Sud, les rapports Est-Ouest et dans la vie privée. Nous refusons cette société de financiarisation abusive (...) Les hommes de 1789 n'ont pas d'abord créé des structures : ils ont fait des cahiers de doléances. Pourquoi pas, aujourd'hui, sur l'ensemble du territoire national, des cahiers d'exigences ? »

« Un bon pied d'appel »

Les premières suites concrètes données à ce colloque l'ont été avec l'assentiment unanime d'un auditoire farouchement rétif à toute directive et résolu à ne pas galvauder la nébuleuse « Refondations » (« nébuleuse au sens des étoiles », selon M. Ralite) dans quelque création de parti que ce soit, mais demandeur de la mise en place d'une structure d'organisation minimale, afin de coordonner les initiatives laissées à l'appréciation « décentralisée » des signataires du manifeste. « Il ne s'agit pas de fonder de nouveaux clubs mais de bâtir une politique établie en fonction des grandes options de l'avenir et des défis humains, culturels, sociaux et écologiques, précise le communiqué diffusé à l'issue des travaux. Les participants, partout où ils se trouvent, sont invités à préparer individuellement ou dans des rencontres les nécessaires refondations, à étudier les projets et à définir les pratiques propres à apparier à la gauche et à la France les changements indispensables pour le renouvellement de la vie démocratique ».

La coordination nationale qui sera installée avant l'été « afin de donner une nécessaire organisation à ces initiatives » préparera « des dossiers analysant les perspectives à long terme ». Il y aura aussi une nouvelle rencontre nationale, à

l'automne, puis, au printemps 1992, après les élections, des assemblées nationales. Ces dispositions laissent à « Refondations » des perspectives de développement très souples.

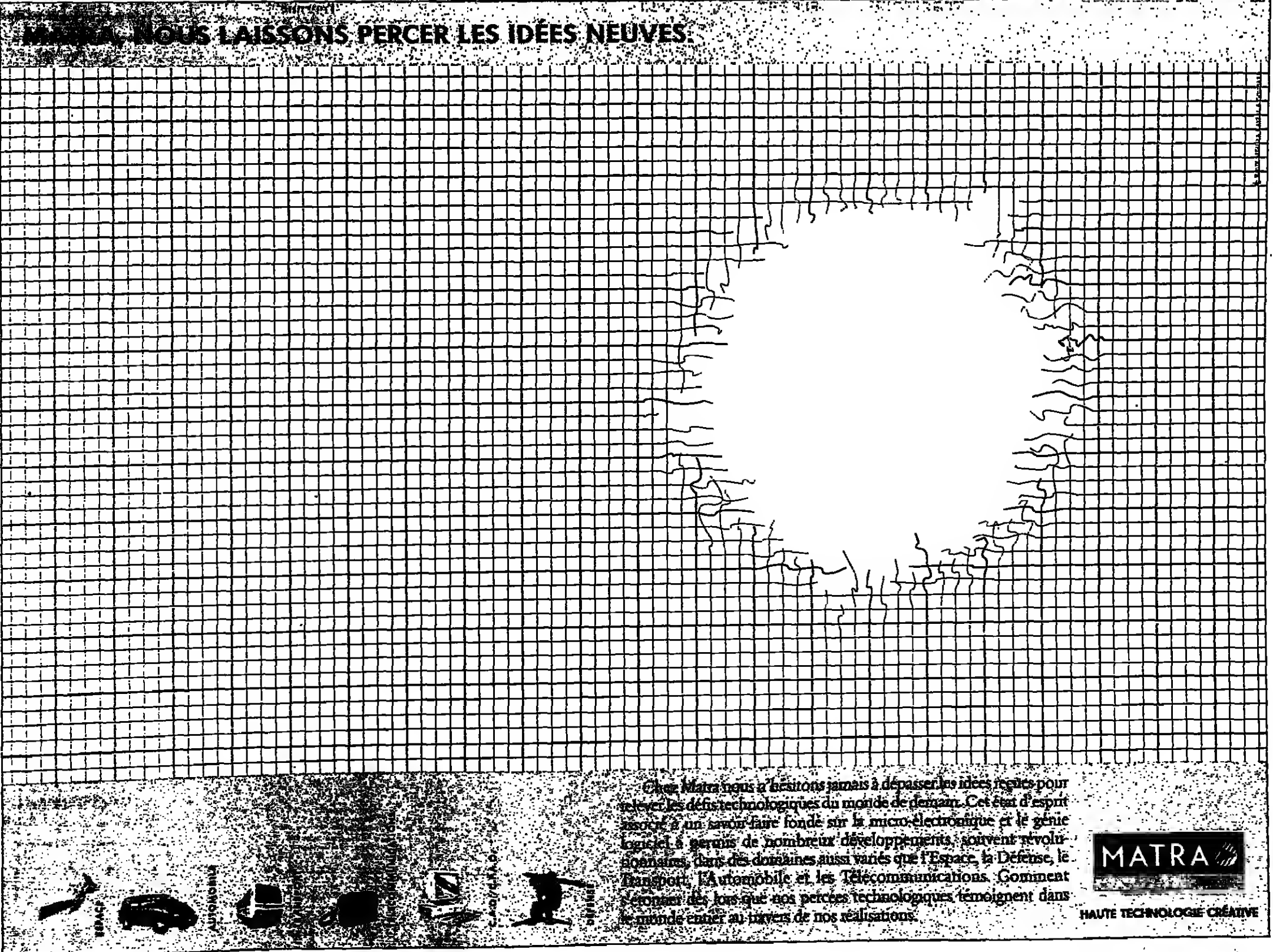
« Cette réunion était différente de toutes les réunions politiques dont nous avons l'habitude, et nous en sommes fiers », affirmait, samedi soir, le directeur de *Témoignage chrétien*, M. Georges Montaron. « C'est un espace de liberté libérée », soulignait M. Jean Le Lagarde, journaliste à *l'Humanité*, signataire, pour la première fois de sa carrière militante, d'un manifeste jugé sulfureux par la direction de son parti. « C'est un bon pied d'appel », estimait M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur socialiste de l'Essonne, venu en curieux. Arrivé trop tard pour prendre la parole, le secrétaire d'Etat aux transports, M. Georges Sarre, se réjouissait de toutes les occasions de dialogue offertes aux hommes de gauche.

Bien qu'il veuille situer son initiative au-delà du champ de faction des partis politiques, le collectif qui est à l'origine de « Refondations » se trouve donc légitimé dans une ambition qui ne sera pas sans effet, à court terme, sur la vie du PC et du PS. Le succès de sa première réunion publique a pour première conséquence, en effet, de renforcer la position de M. Charles Fiterman et de ses amis face à la direction du PCF tandis que, côté socialiste, les « francs-tireurs » Claude Cheysson et Max Gallo, confortés dans leur dissidence idéologique, peuvent espérer faire des émules.

En outre, la crise de défiance dont souffrent les partis crée une situation tellement ouverte, à moyen terme, que tous les espoirs seraient permis à ces nouveaux utopistes s'ils parvenaient à élargir leur audience. C'est déjà, pour eux, tout bénéfice.

ALAIN ROLLAT

MATRA. NOUS LAISSONS PERCER LES IDÉES NEUVES.



Chez Matra nous ne faisons jamais à dépasser les idées reçues pour relever les défis technologiques du monde de demain. Cet état d'esprit nous a permis de fonder sur la micro-électronique et le génie logiciel, à travers de nombreux développements, souvent révolutionnaires, dans des domaines aussi variés que l'Espace, la Défense, le Transport, l'Automobile et les Télécommunications. Comment parvenir des lors que nos perceptions technologiques témoignent dans le monde entier au niveau de nos réalisations.

MATRA

HAUTE TECHNOLOGIE CRÉATIVE

POLITIQUE

M. François Léotard et les primaires à droite

La stratégie du troisième homme pour la présidentielle

M. François Léotard est devenu une sorte de *Pissarro* de la politique. Devant le cheval de la droite, au la nuit de semaine en semaine, avec un air tout personnel de ne pas y toucher, donner le ton de ce qui pourrait être sa stratégie pour le prochain scrutin présidentiel. De l'échec de Foras unie, entreprise de rénovation du printemps 1990 trop brutale, trop dispersée et trop médiatique, il semble avoir retenu une leçon de discrétion et de persévérance.

Son abandon, en novembre 1990, de la présidence du Parti républicain a été une première étape. Cet acte d'indépendance ne semble pas, jusqu'à présent, lui avoir porté préjudice. La parution, la mois dernier, de son « adresse » au président de la République (1) en a été une autre, destinée à signifier que le Léotard nouveau peut allier la goût des apparences et la passion pour la vérité des choses.

« Pourquoi pas... »

Plus de liberté et moins de querelles, plus de grands mots et moins de patates phrases : M. Léotard jadis soupçonné de « faiblesse fébrile » s'essaye à son tour à la « force tranquille ».

Quand, il y a quelques semaines encore, on lui demandait si les primaires à droite étaient susceptibles de l'intéresser, M. Léotard y mettait les formes pour expliquer, sans jamais s'impliquer personnellement, que, bien entendu, il serait bon pour l'opposition et le pays qu'un homme de sa génération puisse s'interposer entre M. Chirac et M. Giscard d'Estaing. Invité dimanche 9 juin de 7 sur 7, à TF1, il est allé plus loin en répondant à la même question : « Pourquoi pas, bien entendu, oui... »

Il ne fait plus de doute que M. Léotard a commencé à croire sérieusement en ses chances. Si son entourage maintient qu'il n'ira pas jouer les Don Quichottes, il paraît de plus en plus convaincu que sa stratégie du troisième homme peut être la bonne. Pour plusieurs raisons. Il a aujourd'hui quarante-neuf ans, le bon âge selon lui pour symboliser à la fois l'expérience et la nouveauté. En 1974, M. Giscard d'Estaing en avait quarante-huit. Avec quatre points de mieux que le dernier baronnet Figaro-Sofres, il mord suffisamment sur l'éco-

torat de gauche pour se placer juste derrière M. Simone Veil au hit-parade des personnalités de droite.

Autre motif d'encouragement : les difficultés de M. Michel Noir. A défaut de s'estimer, ces deux promoteurs de Foras unie ont décidé de s'entraider. Ils ont encore d'indépendance voilé quinze jours. La carte est claire : le mieux placé des deux sa lènera le moment venu. « Peut-être y aura-t-il quelqu'un qui sera plus qualifié que je ne le suis », a d'ailleurs expliqué le maire de Fréjus, dimanche soir. Ses amis manifestant une grande tranquillité d'esprit sur la question.

DANIEL CARTON

(1) Adresse au président des Républiques françaises, de François Léotard, quai Voltaire, 135 p., 80 F.

Après la diffusion d'un texte considéré comme antisémite

Les Verts souhaitent alléger les sanctions contre M. Jean Brière

Le conseil national interrégional des Verts, réuni les 8 et 9 juin à Paris, a repoussé l'idée de conclure des accords avec d'autres mouvements politiques lors des élections régionales de 1992, notamment avec Génération-Ecologie. Cette réunion a également été marquée par les suites de « l'affaire Brière », du nom de cet ancien porte-parole du mouvement qui avait diffusé un texte considéré comme antisémite (le Monde du 9 avril).

De la même manière qu'il avait échoué l'an dernier dans sa tentative d'amener les Verts à pratiquer le « désistement républicain » contre un candidat du Front national susceptible d'être élu, M. Yves Cochet, député européen, n'est pas parvenu, dimanche 9 juin, lors de la réunion du conseil national interrégional (CNIR) du mouvement écologiste, à faire admettre la constitution éventuelle de « listes vertes et ouvertes » lors des prochaines élections régionales. Sa motion a été nettement repoussée au profit de la proposition des députés aux élections de régions, pour lesquels « les éventuels postes d'ouverture ne pourront concerner que des candidats non membres d'un mouvement politique hexagonal ».

En clair, il pourrait donc y avoir des accords avec des organisations régionalistes, mais non avec l'Alter-

native rouge et verte (AREV), ni surtout - le débat l'a montré - avec les « frères ennemis » de Génération-Ecologie, le mouvement de M. Brice Lalonde. A ce propos, le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter, a d'ailleurs estimé qu'il n'était pas sûr que le bilan de l'ouverture pratiquée lors des élections européennes de 1989 soit « positif », avant d'ajouter, à l'adresse du ministre de l'environnement : « Je n'ai plus aucun état d'âme vis-à-vis du président de Génération-Ecologie ».

M. Waechter s'est montré, en revanche, plus discret à l'occasion du long débat consacré aux suites à donner aux écrits considérés comme antisémites et diffusés lors de la précédente réunion du conseil national des Verts par l'un des anciens porte-parole du mouvement, M. Jean Brière (1). Il est vrai que M. Waechter ne souhaitait pas que ce débat ait lieu tant que cette affaire continue d'être vécue dans un climat passionnel. « Jean Brière avait dû démissionner de lui-même et s'abstenir de tout propos, au moins pendant un an », nous a-t-il confié.

Comité de soutien

En fait, c'est tout le contraire qui s'est produit. A trois reprises, en effet, et en présence de l'intéressé, le conseil exécutif des Verts, qui, dès le 16 avril, avait prononcé une mesure de suspension du mouve-

ment pour un an, a été désavoué par les députés du CNIR. Une première fois, une motion destinée à entériner la décision de la direction nationale n'a pas obtenu la majorité requise. Une seconde fois, une motion présentée par le région du Limousin et condamnant « les propos racistes » contenus dans le texte de M. Brière n'a été adoptée qu'à la majorité simple, sans le remplacement du qualificatif de « raciste » par l'expression « à connotation antisémite ».

La troisième fois, enfin, 62,3 % des députés du CNIR ont préféré ne retenir que la sanction prononcée par la région Rhône-Alpes, à laquelle appartient M. Brière, à savoir une suspension, pour celui-ci, de ses fonctions nationales (et non de son appartenance aux Verts), et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale de novembre 1991 (et non jusqu'en avril 1992).

Bien que cassée, pour de simples raisons de procédure, par le conseil statutaire des Verts (leur conseil de discipline), cette dernière motion a révélé l'incapacité du mouvement à se démarquer sans ambiguïté des thèses de l'un de ses membres fondateurs. Celles-ci furent d'ailleurs l'objet d'études lors des journées des Verts au mois d'août prochain.

Un comité de soutien à M. Brière a, d'autre part, été formé par une quarantaine de militants, qui souhaitent que le mouvement apporte « un soutien sans faille, concret et financier » dans le procès (2) en citation directe que la Ligue internationale contre le

racisme et l'antisémitisme a engagé contre l'ancien porte-parole pour « provocation à la discrimination, à la haine et à la violence à l'égard d'un groupe de personnes à raison de leurs origines ou de leur appartenance à une race ou à une religion déterminée ». Enfin, au cours de ce débat, M. Brière lui-même n'a pas cherché à faire amende honorable. « Je n'ai jamais parlé de doctrine raciale, a-t-il notamment déclaré. J'ai fait une analyse honnête, sincère et objective. Si la vérité est antisémite, alors je suis antisémite. Je fais corps avec ce que j'ai pensé à ce moment-là ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Dans ce texte intitulé « Le rôle belligère d'Israël et du lobby sioniste », M. Brière dressait notamment une liste des « révérences déshonorées des auteurs juifs » et estimait qu'il est impossible de recenser les juifs et les non-juifs des médias.

(2) Ce procès devrait avoir lieu le 24 juin, devant le tribunal correctionnel de Lyon.

Précision. - Dans l'article consacré aux faiblesses de l'organisation des Verts (le Monde du 9-10 juin), une erreur nous a fait écrire que « pour la première fois depuis la création du mouvement, en 1984, le conseil national des Verts devait se réunir à Paris ». Ce conseil se réunit en fait tous les deux mois, et il fallait lire qu'il devait « se réunir pour la première fois à huis clos », procédure qui a finalement été repoussée par une majorité de l'assemblée.

Divergences entre le gouvernement et les députés socialistes sur la réforme de la taxe d'habitation à l'Assemblée nationale

Les députés doivent commencer, mardi 11 juin, l'examen du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DOEF), présenté par M. Michel Charasse, ministre délégué au budget. Des divergences sont apparues entre le ministère des finances et le groupe socialiste, qui ne veut pas renoncer à la réforme de la taxe d'habitation et qui s'oppose à l'abaissement du « 1 % logement » versé par les employeurs.

N'en déplaise à M. Edith Cresson, le groupe socialiste risque de ne pas offrir, mardi 11 juin à l'Assemblée nationale, l'image d'harmonie et de « solidarité » avec le gouvernement que le nouveau premier ministre appelle de ses vœux. Une fois de plus sur les questions

budgétaires, les députés de la majorité font la mauvaise tête.

Trois points les opposent au ministère de l'économie, des finances et du budget sur ce projet de loi : la réforme de la taxe d'habitation, l'abaissement de la participation des employeurs à l'effort de construction (le « 1 % logement ») et la réduction de la « taxe locale sur l'électricité ».

La réforme du mode de calcul de la part départementale de la taxe d'habitation (assise sur le revenu et non plus sur la valeur locative de l'habitation), adoptée par le Parlement au printemps dernier, avait été obtenue à l'arraché par un amendement du groupe socialiste, contre l'avis de MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse.

Seule concession au Quai de Brélay, l'entrée en application de la réforme avait été retardée d'un an (1^{er} janvier 1992) afin de permettre aux services du ministère de réali-

ser des simulations complémentaires. Mais ce délai supplémentaire n'a modifié ni l'hostilité des ministres et des quelques députés qui leur sont proches - comme M. Christian Pèteret (PS, Vosges) - ni la volonté de la majorité du groupe, qui veut voir aboutir « sa » réforme. Le bureau exécutif du PS a d'ailleurs pris soin de confirmer, mercredi 5 juin, « la position commune qu'il avait prise avec le groupe parlementaire il y a un an » sur la taxe d'habitation.

« Si on ne fait pas cette réforme, on n'en fera plus aucune », confie un député socialiste, qui, comme les autres partisans de la nouvelle taxe d'habitation, ne veut entendre parler ni du risque de l'effet « poll tax » (1) à quelques mois d'élections locales, ni des concessions que pourrait entraîner le rapprochement récent entre PCF et PS. Les députés communistes ont en effet toujours été farouchement opposés à cette réforme et voteront donc contre l'amendement permettant son entrée en application, que le groupe socialiste doit déposer sur le DOEF.

Le logement social

Deuxième difficulté : l'abaissement du « 1 % logement ». Le projet défendu par M. Charasse prévoit en effet de porter cette contribution des employeurs de 0,65 % à 0,45 % en deux ans. Selon le ministre du budget, cette baisse ne devrait affecter que « faiblement » les ressources consacrées au logement social. Pour les députés socialistes, il est paradoxal de proposer une mesure réduisant de près d'un milliard de crédits au moment où le gouvernement affirme la priorité au logement social, et après avoir déjà prolongé de cinq ans le dispositif fiscal en faveur de l'investissement locatif, contenu dans la loi Méhaignerie, au cours du débat sur le projet de

loi sur la ville, adopté à l'Assemblée nationale le 1^{er} juin.

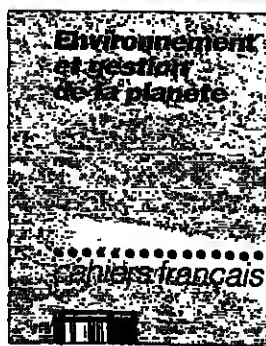
Les députés socialistes ont donc supprimé cet article du projet de loi, lors de son examen en commission des finances, jeudi. Ils ont également voté un amendement de suppression de la réduction de la taxe locale sur l'électricité, qui entraînerait une diminution de recettes de 900 millions de francs pour les syndicats d'électrification et les collectivités locales. MM. Alain Bonnet (PS, Dordogne) et Raymond Douyère (PS, Sarthe) se sont particulièrement opposés à cette mesure qui risque de causer, selon eux, de sérieuses difficultés financières aux collectivités locales.

Outre la mauvaise humeur ponctuelle des députés socialistes, ce projet de loi suscite l'hostilité de tous les groupes de l'opposition et des communistes. Il sera donc, selon toute probabilité, le premier sur lequel M. Edith Cresson sera contrainte d'engager la responsabilité de son gouvernement.

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) Allusion à la politique qui avait opposé le gouvernement de M. Thatcher à l'opinion publique à propos de l'instauration d'un nouvel impôt local, dont le principe a été abandonné depuis.

Objectif terre



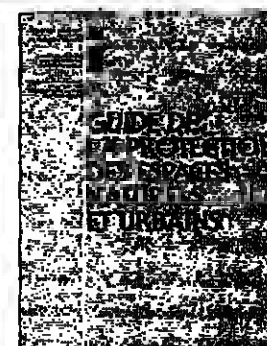
Environnement et gestion de la planète
Sous la direction de Jacques Theys
Collection Cahiers français
Nouveaux enjeux économiques et diplomatiques, nouveaux défis. Pour un apprentissage de la gestion des ressources écologiques.
150 p., 50 F
Parution fin juin.



La forêt en France
Pierre Bazire, Jean Gadant
Collection les Etudes de la Documentation française
Une description concrète appuyée sur des données chiffrées, des réflexions et des questionnements sur la politique forestière actuelle. Une bonne introduction au 10^e congrès forestier mondial.
140 p., 75 F



La sensibilité écologique en France
Pierre Alphandery, Yves Dupont
Collection Problèmes politiques et sociaux
Les thèses contradictoires qui s'affrontent sur les grands thèmes soulevés par l'écologie d'aujourd'hui.
70 p., 27 F



Guide de la protection des espaces naturels et urbains
Direction de l'Architecture et de l'Urbanisme
Une description détaillée de l'ensemble de la législation sur la protection de la nature. Avec la collaboration de trois ministères (équipement, culture, environnement).
222 p., 110 F

29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 4015 7000

La documentation Française

L'ANGLAIS A OXFORD



Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés

O.I.S.E.

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Les événements de Mantes-la-Jolie

L'enquête sur la mort d'une policière et d'un jeune Algérien

Une double enquête était en cours, lundi 10 juin, pour déterminer les circonstances dans lesquelles une femme policière et un Algérien de vingt-trois ans ont trouvé la mort, la veille, à Mantes-la-Jolie (Yvelines). La justice et l'inspection générale de la police nationale (« la police des polices ») doivent établir pourquoi le conducteur d'une voiture volée, qui a pris la fuite, a foncé sur un véhicule de police, heurtant brutalement un

gardien de la paix de trente-deux ans, Marie-Christine Baillet, qui est décédée quelques heures plus tard. Les enquêtes en cours devront également éclaircir les conditions dans lesquelles l'un de ses collègues policiers a ouvert le feu sur une autre voiture volée, apparemment animée des mêmes intentions hostiles, tuant l'un des passagers, Youssef Khaïf.

Il était environ 2 heures du matin, dimanche 9 juin, lorsque des jeunes gens circulant à bord de cinq véhicules volés, selon la version policière, ont été repérés par des gardiens de la paix patrouillant à proximité de la cité du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie. Toujours selon cette version, le conducteur d'une Renault participant à ce « rodéo » nocturne a foncé sur la voiture de trois policiers, incitant ces derniers à en sortir précipitamment. Heurtée de plein fouet, Marie-Christine Baillet a eu la cage thoracique enfoncée avant d'être victime d'un arrêt cardiaque.

Tandis que les deux autres policiers de la patrouille lui prodiguaient les premiers secours, la Renault disparaissait. C'est alors qu'un second véhicule s'est approché des gardiens de la paix, incitant l'un d'eux à ouvrir le feu. La voiture dans laquelle se trouvait le jeune Algérien menaçait-elle, à ce moment-là, les policiers ? Les halles qui ont atteint Youssef Khaïf auraient en tout cas pénétré par la vitre arrière de la voiture.

Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, s'est rendu dimanche au commissariat principal de Mantes-la-Jolie, où il est arrivé à 10 h 45 en compagnie de

M. François Roussely, directeur général de la police nationale. Il en est ressorti une heure et demie plus tard sans faire de déclaration. Au journal de la mi-journée d'Antenne 2, M. Marchand a cependant fait sienne la version des policiers concernant la mort de leur collègue : « Cette nuit, une jeune policière (...) a été percutée, projetée à une vingtaine de mètres par un véhicule dont le conducteur avait délibérément l'intention, j'en suis persuadé, de percuter le véhicule et prenait le risque de tuer. »

« Noyan dur de délinquants »

Pour sa part, M. Roussely, a déclaré le même jour à l'Agence France-Presse qu'il ne faisait pas confondre le problème actuel de la jeunesse « et celui d'un noyau dur de délinquants aux méthodes relevant du crime organisé » comme « voler une voiture, la transformer en beller, cacher ses empreintes ». Le directeur général de la police nationale faisait allusion au fait que Youssef Khaïf a été trouvé les doigts recouverts de sparadrap comme quelqu'un qui cherche à dissimuler la trace de ses actes.

Pas davantage que M. Marchand, M. Roussely n'a fait de

commentaires, ni apporté de précisions sur les circonstances dans lesquelles le jeune Algérien a été tué. De source policière, sur place, on apprendait que Youssef Khaïf avait été soupçonné l'année dernière du cambriolage d'une bijouterie. Incarcéré pendant un mois, il avait été relâché faute de preuve. Il serait soupçonné aussi d'autres délits tels que l'incendie de l'Agora de Mantes-la-Jolie, au cours du week-end précédent. Interrogé par l'AFP, son père, M. Bessafi Khaïf, s'est défendu de ces soupçons : « Mon fils n'était pas un voyou. Il était très ordonné dans le quartier. » Affirmant que son fils avait été « battu » lors d'une garde à vue, il a annoncé son intention de porter plainte pour savoir dans quelles circonstances il a été tué.

De source policière, on indiquait également que les cinq voitures volées ayant participé au « rodéo » du week-end avaient été retrouvées dimanche, certaines incendiées. Trois avaient été repérées au Val-Fourré, où, quelques heures après le drame, l'indifférence dominait dans ce quartier-chaudron dont les autorités redoutent généralement les coups de colère.

B. L. G.

Le malaise grandit chez les policiers

La police a mal aux banlieues. A chaque fois, la même question est posée : quelle peut être la riposte policière à la crise des quartiers difficiles ? Le président de la République ne s'y est pas trompé : « Rien ne saurait justifier la violence gratuite au quotidien », a déclaré M. François Mitterrand dès ce week-end. Les instructions les plus fermes doivent être données pour la combattre et la faire reculer, particulièrement dans les zones difficiles où les habitants en sont les premières victimes. Faute de réponses politiques convaincantes, les policiers se retrouvent, depuis plus d'un an, en première ligne et en position de bouc émissaire.

« L'amertume et la colère sont grandes. Combien faudra-t-il de morts pour que la situation dans les banlieues soit maîtrisée ? », a déclaré dimanche après-midi M. Richard Gerbaud, Depuis octobre 1990, le secrétaire général de la FASP (majoritaire chez les policiers en tenue) se plaint de l'absence de consignes d'intervention dans les quartiers difficiles. « Les policiers ne vont plus pouvoir tenir. Nos collègues sont bien seuls (samedi soir) dans les banlieues. L'ordre peut y être maintenu, mais seulement si des consignes et une ligne de conduite claire nous sont données. » M. Gerbaud avait récemment réclamé que l'Etat devienne systématiquement dans les banlieues difficiles (le Monde du 30 mai).

Le signal d'alarme avait encore été tiré par le syndicat majoritaire des commissaires, qui regrette, dans un récent rapport, que « la loi républicaine ne s'applique plus dans les banlieues avec la même rigueur que dans le reste du territoire national » (le Monde du 25 mai). Les commissaires déplorent particulièrement un manque « catastrophique » d'effectifs dans les quartiers urbains qui en ont le plus besoin. Mais les approches sont aussi différentes

que les solutions proposées. La commission de contrôle du Sénat chargée d'examiner les services de police ne vient-elle pas de proposer d'instaurer un dispositif permanent « Vigibanlieues », comparable au plan antiterroriste Vigipirate installé au moment de la guerre du Golfe ?

Police de proximité

Sur ce fond de polémique, le ministre de l'Intérieur a expliqué ce qui constitue sa politique. Rappelées dans une récente circulaire, les instructions concernant les quartiers sensibles sont « claires », a insisté M. François Roussely, directeur général de la police nationale : « Les policiers de terrain se doivent d'intervenir vite, chaque fois qu'ils le jugent nécessaire et possible. » D'autre part, le ministre de l'Intérieur vient d'annoncer un renforcement des effectifs en banlieue, à dater du 10 juin. Six compagnies républicaines de sécurité (au lieu de quatre actuellement) viendront épauler, de façon permanente, les commissariats de la couronne parisienne. Ceux de Mantes seront ainsi relayés par des effectifs du département, qui connaissent « parfaitement le contexte géographique et sociologique de la grande banlieue » ; une partie de leurs tâches seront, pour ce faire, assurées par les CRS.

La police reste un métier à risques, pas seulement dans les banlieues. Au moment même où la gardienne de la paix était renversée à Mantes-la-Jolie, un de ces collègues était gravement blessé par un malfaiteur dans les Vosges. Fin février déjà, une policière de vingt-sept ans avait été tuée par balles en service. Les policiers ne sont pas à l'abri de la tentation des ripostes expéditives. Il s'agit bien aujourd'hui d'enrayer l'engrenage classique provocation-répression.

Est-il trop tard ? Mercredi, le premier ministre, M. Edith Cresson, présidera une réunion interministérielle consacrée à la crise des banlieues. « Il faut annoncer des mesures », a commenté M. Marchand. Mais en attendant il faut gérer le présent. Et préparer l'été car, par définition, l'été c'est chaud.

ÉRICH INCIYAN

La hantise de « l'été chaud »

par Robert Solé

LE 25 mai, Mantes-la-Jolie (un mort) était en proie au « malaise des banlieues ». Le 8 juin, Mantes-la-Jolie (deux morts) était victime d'un acte de « grand banditisme ». C'est ce qu'ont martelé plusieurs membres du gouvernement, pendant une partie de ce week-end, qui devait être consacré au tennis et au football et non à un sinistre « rodéo ».

Attendons les résultats de l'enquête. Le drame du 25 mai, où tout semblait clair dès la première heure, incite à la prudence. Ne découvre-t-on pas aujourd'hui que le jeune Aïssa Ilich aurait été violemment frappé par des policiers lors de son interpellation ? Le ministre de l'Intérieur a raison de souligner que certains actes nocturnes relèvent de la simple délinquance. Mais il aura du mal à convaincre les Français que le double drame du samedi était totalement étranger aux événements précédents. Entre des jeunes qui pillent des magasins avant d'affronter les forces de l'ordre et des jeunes qui fument sur des policiers après avoir volé des voitures, la frontière n'est-elle pas aussi mince qu'on voudrait le croire ?

Les principaux intéressés, pour leur part - jeunes des banlieues et policiers - ne font guère de distinction. Les premiers « ont été assésés », comme le dit Harlem Désir, président de SOS-Racisme, de voir les enfants des cités mourir de mort naturelle dans les commissariats. Quant aux seconds, ils ne supportent plus de faire les frais d'une situation qui les dépasse et réclament, de plus en plus fort, les moyens d'exercer convenablement leur métier. Au « malaise des banlieues » s'ajoute un « malaise des policiers », tout aussi préoccupant pour le gouvernement.

Renforcer les affectifs ? Sans doute. Mais cela ne signifie pas qu'il faut les quartiers « chauffer ». Ce ne sont pas des cités en état de siège qui régleront le problème. Tout le monde convient plutôt d'être la présence de l'Etat, c'est-à-dire la présence sur place de nombreux fonctionnaires vivant au milieu de la population et capables de prévenir des explosions. Cela coûte cher, mais beaucoup moins que des émeutes urbaines, avec tout leur lot d'indemnités et d'heures supplémentaires à payer aux CRS.

Géographiquement, Poissy n'est pas très éloignée de Mantes-la-Jolie. Le candidat du Front national y a

obtenu dimanche plus de 40 % des suffrages à une élection cantonale partielle, dépassant même son adversaire RPR dans la cité HLM de la commune. M. Le Pen n'a même pas besoin de faire de grandes proclamations pour engranger les fruits d'une situation très préoccupante, que personne ne semble être en mesure de maîtriser vraiment.

Des responsables politiques commencent à se résigner à un « été chaud » et ne se privent pas de le dire publiquement. Michel Noir, maire de Lyon, n'invite-t-il pas les Français à « se faire à l'idée qu'il n'y aura pas un Week-end-Vain ou un Mantes-la-Jolie tous les six mois, mais dix par mois » ? Jolie perspective pour un nouveau gouvernement qui croyait devoir consacrer toute son énergie aux questions économiques ! Par définition, le « malaise » des jeunes en banlieue relève du

ministère de la ville (Michel Delabarre). Mais celui-ci risque de marcher sur les pieds de son collègue des affaires sociales (Jean-Louis Bianco), auquel vient d'être confié « l'intégration ». Sans compter que plusieurs autres ministères (travail, éducation nationale, logement, intérieur, justice) sont directement concernés par ces questions. Autant dire qu'un grand effort de coordination sera nécessaire pour mettre en œuvre des idées qui ne manquent pas. Le projet d'envoyer cet été quatre mille jeunes dans des familles rurales est aussi intéressant que celui d'organiser l'an prochain des « Olympiades » de football en banlieue. Il y en a beaucoup d'autres, mais ne relevant pas toutes du gouvernement. C'est à l'échelon local, d'abord, que se résoudra le « malaise des banlieues ». Faut-il préciser que l'été n'y suffira pas ?

Au « Grand-Jury RTL-le Monde »

M. Delebarre annonce des initiatives pour aider « les jeunes qui ont des projets »

Interrogé, dimanche 9 juin, sur le drame de Mantes-la-Jolie, au cours de l'émission RTL-le Monde, M. Michel Delebarre, ministre de la Ville, a déclaré : « Il faut dissocier cet événement du mal des banlieues. Quand de jeunes adultes voleurs de voitures tuent une fonctionnaire de police, il ne s'agit pas de banditisme qui doit être traité comme tel. A Mantes-la-Jolie, il y a plus de dix mille jeunes de moins de vingt-cinq ans qui veulent s'en sortir. Croyez-moi, il font la différence entre la mort d'Aïssa Ilich et ce qui s'est passé la nuit dernière. A ce propos, je demande aux médias d'être plus attentifs à ce qui se passe de positif dans les grands ensembles où des centaines de groupes de jeunes prennent des initiatives qui témoignent de leur volonté d'en sortir. »

A propos du rôle des policiers dans les banlieues, le ministre a fait le commentaire suivant : « Faisons confiance aux hommes qui sont sur le terrain et généralisons l'usage le plus vite possible. M. Philippe Marchand, le ministre de l'Intérieur, va ouvrir deux écoles de police, l'une à Marseille, l'autre

à Roubaix, pour que ceux qui en sortiront connaissent les risques des quartiers en difficulté. »

M. Delebarre a également indiqué qu'il souhaitait que les fonctionnaires civils nommés dans les banlieues soient polyvalents. Il a confirmé la création de trois ou quatre centres spécialisés pour les former aux multiples tâches qui les attendent, et la mise en place dès cette année d'avantages sous forme d'avancement accéléré.

Questionné sur les mesures que le gouvernement pourrait prendre prochainement, M. Michel Delebarre a annoncé que trois initiatives seraient proposées, dès mercredi prochain, au comité interministériel sur la ville. « Accélérer le déblocage de crédits pour les jeunes qui ont des projets, aider le Centre national des jeunes agriculteurs à recevoir trois à quatre mille jeunes dès cet été dans des familles rurales, organiser pour l'an prochain avec la Fédération française de football et le Comité national olympique une Olympiade des banlieues ayant des quartiers en difficulté. »

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIERES

CORSE 950 F

ROME 990 F

VENISE 990 F

ATHENES 1 150 F

MARRAKECH* 1 000 F

MONTREAL 1 980 F

NEW YORK 2 270 F

DAKAR 2 370 F

LES ANTILLES 2 750 F

LA REUNION 4 100 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS, A CERTAINES DATES
* LES 14, 21, 28/06/1991
TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

SOCIÉTÉ

Malgré une stabilité de ses effectifs globaux

La population étrangère est de plus en plus diversifiée

Quel est le poids, quelle est la place des étrangers en France? L'INSEE tente de répondre à cette question controversée dans un dossier rendu public lundi 10 juin (1). Bien que l'analyse du recensement de 1990 ne soit pas achevée, il semble que le nombre des étrangers n'ait guère varié depuis le recensement précédent, en 1982: il se situe toujours aux environs de 3,7 millions, à 100 000 près (clandestins exclus, bien évidemment, puisqu'on ne peut les compter). Cette population change cependant peu à peu: elle compte moins de citoyens de la Communauté économique européenne, un peu plus de Maghrébins et surtout plus d'Africains (des pays au sud du Sahara) et d'Asiatiques, même si ce dernier groupe reste encore très minoritaire par rapport aux deux premiers.

(1) «Les étrangers en France», revue Économie et Statistique, numéro 242.

Le renouvellement de la population étrangère résulte d'un double mouvement, dans lequel les naissances et les décès comptent autant que les arrivées et les départs. Le nombre des naissances dans les familles étrangères (plus de 400 000) compense peu ou prou les acquisitions de la nationalité française, mais une grande partie de celles-ci est déjà le fait de jeunes nés en France.

Au total, la part des étrangers dans l'ensemble de la population reste au même niveau qu'il y a soixante ans. Mais quelle est leur place dans la société? Ils forment 6 % de la population active: une part plus faible qu'en Belgique ou dans l'ex-RFA. La main-d'œuvre étrangère, qui se transforme en se féminisant et en passant de l'industrie au tertiaire, occupe toujours une place à part: ouvriers et majoritairement intégrés dans les entreprises, contraints à la mobilité, souvent aux travaux les plus durs, les étrangers sont davantage frappés par le chômage.

Cette mobilité imposée, les faibles ressources liées aux emplois occupés, au faible niveau de qualification, mais aussi à la difficulté de maîtriser la culture du pays d'accueil, marquent encore beaucoup d'entre eux dans une position dominée, en marge (par

exemple en matière de logement). Néanmoins au cours des dix dernières années, leur situation moyenne s'est améliorée, tandis que leur mode de vie se rapproche de celui des ménages français. On peut y voir une forme d'intégration: les études de l'INSEE permettent d'en tracer les progrès et les limites.

A ce tableau général, il faut

enfin apporter deux correctifs. D'une part, qu'il s'agisse d'emploi (ou de chômage), de logement, de niveau de vie, la situation diffère beaucoup selon l'origine: les étrangers appartenant à une communauté installée depuis longtemps en France, les Européens — et singulièrement les Portugais — surmontent bien mieux les difficultés. D'autre part, avec le temps et

les générations, par le jeu mêlé des naissances et des naturalisations, les étrangers continuent de participer au renouvellement de la population française: comme le dossier le souligne, quelque dix millions de Français, c'est-à-dire près d'un sur cinq, ont un parent ou un grand-parent étranger. A cet égard, l'intégration continue.

G. H.

L'évolution de 1975 à 1982

	Total	Dont		
		CEE	Maghreb	Autres
Etrangers recensés en 1975.....	3 440 000	1 870 000	1 110 000	460 000
Variation 1975-1982 :				
Immigration.....	+ 820 000	+ 200 000	+ 300 000	+ 320 000
Naissances en France.....	+ 440 000	+ 130 000	+ 230 000	+ 80 000
Départs.....	- 460 000	- 280 000	- 130 000	- 50 000
Acquisitions de la nationalité française.....	- 390 000	- 230 000	- 70 000	- 90 000
Décès.....	- 170 000	- 110 000	- 20 000	- 40 000
Solde.....	+ 240 000	- 290 000	+ 310 000	+ 220 000
Etrangers recensés en 1982.....	3 680 000	1 580 000	1 420 000	680 000

(Source INSEE.)

Des conditions de vie en nette amélioration

Un ménage sur quatre possède son logement

Familles étrangères et familles françaises ouvrières se ressemblent de plus en plus si l'on s'en tient à leurs modes de vie et de consommation. L'analyse des résultats de l'enquête «budget de famille» menée par l'INSEE en 1989 et la comparaison avec les études similaires de 1979 et 1985 mettent en lumière le rapprochement assez spectaculaire opéré depuis dix ans, mais aussi la persistance de certaines spécificités liées aux origines ou à la structure de la famille. Les étrangers restent cependant nettement moins bien logés que les Français.

Les explications à l'évolution positive des conditions de vie des étrangers depuis dix ans sont multiples. Les familles sont moins nombreuses et les femmes travaillent plus souvent (62,9 % en 1989 contre 53,5 % dix ans plus tôt). D'autre part, les étrangers ont bénéficié d'une aide accrue en matière de logement (un tiers habitent en HLM contre un quart en 1979, et 30 % reçoivent une aide au logement). A cause des hausses de loyers, et en dépit des allocations, le poids des dépenses de logement s'est accru, moins rapidement cependant que pour les Français. Près d'un ménage étranger sur quatre possède son logement (contre 58 % des Français), qui est plus confortable que par le passé: 8 % se disposent d'un ou deux logements, contre 25,8 % en 1979. Mais les inégalités restent profondes, et les comparaisons globales avec les Français aléatoires, si l'on tient compte du fait que les familles étrangères sont surtout ouvrières et logées en zone

urbaine. Ainsi, parmi ces dernières, plus d'une sur quatre manque soit de WC, soit d'installation sanitaire, contre 11 % des ménages français. Selon l'INSEE, le niveau de confort du logement des étrangers en 1988 était «égal à celui qui caractérisait les ménages français il y a une dizaine d'années».

L'enquête de l'INSEE permet aussi d'analyser et de comparer le détail des dépenses des ménages étrangers. L'équipement en biens durables a nettement progressé, mais reste inférieur à celui des Français. Les seuls biens possédés plus couramment par les étrangers sont... les magnétoscopes et les résidences secondaires, celles qu'ils possèdent «en pays». En revanche, les étrangers, et singulièrement les Maghrébins, sont moins souvent équipés en appareils ménagers de type lave-vaisselle ou aspirateur, témoignant probablement du travail ménager de la femme restée au foyer.

Les Portugais fous d'automobiles

L'étude plus précise de la consommation spécifique des Maghrébins et des Portugais traduit, en effet, d'intéressantes particularités du mode de vie. Ainsi la femme portugaise est beaucoup plus souvent active (71 %) que la Maghrébine (52 %). Les Portugais semblent portés sur l'automobile, tandis que les Maghrébins, peu motorisés, accordent plus d'importance à l'habillement, aux produits pour bébé, aux communications (téléphone, mandats) et aux transports (avion).

L'engouement des Portugais pour la voiture est spectaculaire: 26 % en France, contre 12 % en Belgique, BMW, R21 ou R25 constituent 12,8 % du parc automobile des Portugais de France, contre seulement 5,8 % pour les voitures de Français. Mais les Portugais sont globalement moins bien logés que les Maghrébins. Les HLM accueillent 29 % des premiers contre 74 % des seconds. L'alimentation est logiquement influencée par la cuisine traditionnelle. Personne ne s'étonnera que les Maghrébins consomment relativement plus d'argent au couscous, à la farine, au mouton, aux légumes secs, à l'huile et au thé mais consomment moins de porc et d'alcool. Les Portugais, eux, se démarquent par une surconsommation de poisson, de pâtes et de vin ordinaire.

L'étude de l'INSEE montre qu'au-delà des traditions spécifiques le niveau de vie des étrangers est conditionné par la taille de la famille et sa structure, surtout lorsque le mari, seul en France, occupe à distance sa famille. Les conditions de logement et de vie de ces «célibataires», forcés ou réels, restent médiocres. La superficie moyenne de leur logement est de 39 mètres carrés. Mais si l'on compare le niveau de consommation moyen de familles ouvrières françaises, maghrébines et portugaises, on parvient à des résultats extrêmement voisins (environ 13 400 F par mois). La taille de la famille, l'absence de deuxième salaire, et les contraintes de l'éducation croisent les écarts, que les diverses allocations ne compensent pas.

PHILIPPE BERNARD

Sur fond de chômage

Un lent déplacement vers le tertiaire

Il n'y a pas eu de montée du travail étranger au cours des années 80. Mais la situation des étrangers s'est modifiée, dans des sens contradictoires. Ils ont été et demeurent davantage touchés par le chômage que les Français. Lente, cependant, comme le confirment les études d'Économie et Statistique, leur situation évolue: ils quittent l'industrie pour le tertiaire et la proportion de femmes au travail augmente, même si, comme les Françaises, elles sont plus exposées au chômage que les hommes (le Monde des 21 février 1989 et 16 mai 1990). Une façon de se rapprocher de la moyenne française, avec le temps.

On comptait en 1990 1,7 million d'«actifs» étrangers — 1,2 million d'hommes, 500 000 femmes: 6 % environ, moins que dans l'ex-RFA ou la Belgique (7,5 %), mais plus qu'en Grande-Bretagne. Ce nombre a un peu augmenté (13 % environ), essentiellement par l'arrivée sur le marché du travail des femmes et surtout de la «deuxième génération». Mais «actifs» ne signifie pas «spécialisés»: 17 % des «actifs» étrangers sont au chômage, contre 8,7 % des Français. La proportion de chômeurs a augmenté de moitié chez les seconds, elle a doublé pour les premiers. Mais elle atteint 23 % pour les Marocains, 28 % pour les Algériens, alors qu'elle n'est pas supérieure pour les Espagnols, les Italiens ou les Portugais.

Toujours par la crise et les restructurations, les étrangers, en particulier, n'ont pas bénéficié de la «reprise» des années 1987-1990.

Mais les restructurations ont paradoxalement contribué à modifier leur situation professionnelle, et à la rapprocher un peu de celle des Français. Ainsi, ils sont moins nombreux que naguère dans l'industrie, aussi bien dans les branches où les emplois ont résisté mais ont changé par suite de l'automatisation (textile, papeterie, carton, construction électrique), que dans celles où ils ont diminué (mécanique, bois, fondrière).

Us n'ont gagné du terrain que là où les conditions de travail sont difficiles, comme dans le textile et l'habillement, où le taylorisme règne et où l'emploi fluctue. De même, si leur qualification a progressé, ils ont proportionnellement moins bénéficié de promotions que les Français. Surtout dans le bâtiment et les travaux publics, où les étrangers tendent à occuper les emplois qualifiés, quand ils ne s'installent pas à leur compte.

«Une spirale de la précarité»

Et revanche, les jeunes et les femmes se dirigent de plus en plus vers le tertiaire, où une partie des chômeurs ont aussi retrouvé un emploi. Mais pas n'importe où. Ils gagnent surtout des secteurs demandant moins de formation, ou qui sont moins stables que les emplois de bureau: commerce, restauration, hôtellerie, surveillance, gardiennage, agents de service des écoles ou des hôpitaux.

Mais ils n'y sont pas confinés: les étrangers sont aussi de plus en plus nombreux à ouvrir des commerces d'alimentation, d'habillement ou des cafés et restaurants, activités que les Français tendent à délaisser, et la proportion d'indépendants est passée de 7 % à 10 %.

La fréquence plus forte du chômage, l'instabilité des emplois ou la rudesse des tâches occupées ne semblent pas dues uniquement au fait que les étrangers sont issus de milieux plus défavorisés (enfants d'ouvriers en majorité) et restent moins formés (45 % sans diplôme, contre 35 % des Français, la proportion atteignant 82 % chez les Portugais): «Il y a, écrit M. Eric Maurin, une spirale de la précarité», et pour éviter le chômage ou en sortir, les étrangers doivent faire preuve de mobilité».

Ils y réussissent inégalement: indépendamment de la maîtrise de la langue française, la proximité culturelle et le fait d'appartenir à une immigration plus ancienne comptent beaucoup. Ainsi ce sont les Portugais qui «contournent le mieux le déclin de l'emploi industriel». Moins souvent au chômage que les Maghrébins, les Turcs ou les Asiatiques, ils sont en même temps plus mobiles, se «croisent» plus facilement dans les services, et y occupent des métiers plus stables; dans l'industrie, ils sont beaucoup plus souvent promus et dans le BTP ils tendent à monopoliser les postes qualifiés ou les emplois indépendants. Des avantages que compte la plus grande fréquence du travail des femmes, qui accroit et stabilise les ressources des ménages.

GUY HERZLICH

Les immigrés, leurs enfants et leurs petits-enfants

Quatorze millions de personnes en trois générations

Si l'immigration donne lieu à tant d'empignades statistiques, ce n'est pas seulement par manque de chiffres précis. En réalité, les termes mêmes du débat prêtent à confusion. On a tendance à mélanger allègrement «immigrés» et «étrangers», ce qui conduit à toutes sortes d'affirmations approximatives, contradictoires, sinon parfaitement erronées.

Qu'est-ce qu'un immigré? C'est une personne d'origine étrangère qui vit en France sans y être née. Un étranger, en revanche, est une personne qui réside en France sans avoir la nationalité française. Comme le souligne justement Michèle Tribalat, chercheuse à l'INED, «tout immigré n'est pas nécessairement un étranger, et tout étranger n'est pas forcément un immigré».

Mais le paysage évolue car la France possède un code de la nationalité relativement généreux. Pour accorder sa citoyenneté, elle ne tient pas compte seulement de la filiation (le «droit du sang») comme l'Allemagne mais du lieu de naissance (le «droit du sol»): un enfant d'étrangers né en France peut devenir français, et le devient même automatiquement si l'un de ses parents est lui-même né en France. Ce qui veut dire que la descendance des immigrés finit, tôt ou tard, par se fondre dans la population française.

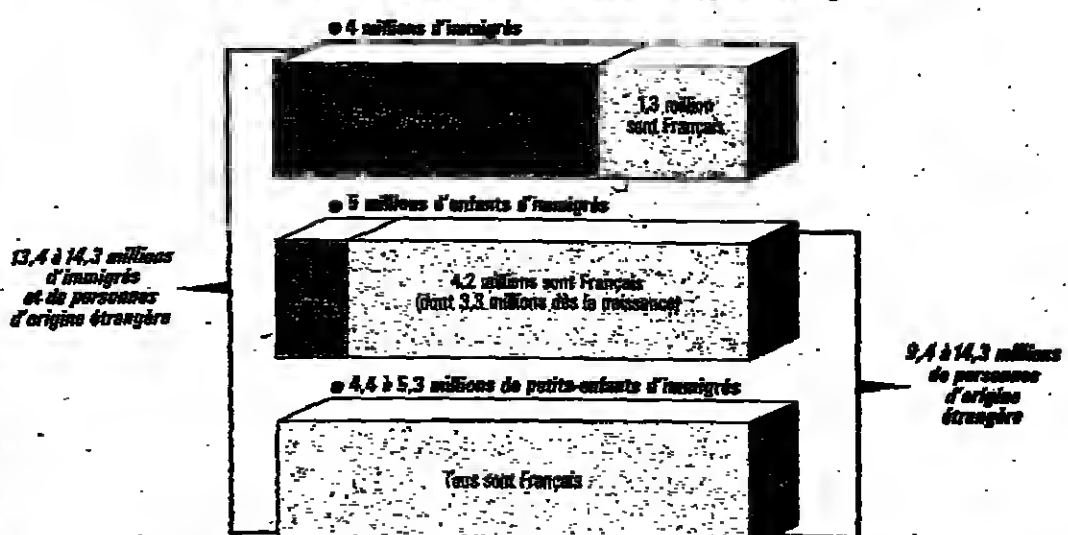
Il faut, comme l'a fait Michèle Tribalat, étudier les personnes d'origine étrangère génération par génération (voir schéma ci-contre). En commençant par les immigrés, venus d'un autre pays et qui sont près de quatre millions. Plus d'un quart d'entre eux ont acquis la

nationalité française. Leurs enfants, nés en France ou nés eux-mêmes des immigrés. On les évalue à quelque cinq millions. Plus des quatre cinquièmes sont français. Enfin, à la troisième génération, il n'y a plus d'étrangers.

Au total, quatorze millions de personnes vivant en France sont soit immigrés, soit enfants ou petits-enfants d'immigrés. Et, parmi elles, plus de dix millions ont la nationalité française.

En installant le Haut Conseil à l'intégration au printemps 1990, M. Michel Rocard, alors premier ministre, lui avait demandé de «dissiper les fantasmes qui entourent la présence des étrangers en France, en substituant aux informations lacunaires, dispersées, parfois incohérentes ou tout simplement inexistantes, une connaissance aussi exacte que possible des

Nombre d'immigrés et de personnes d'origine étrangère



données relatives aux flux d'immigration, à la présence effective et à la situation juridique des étrangers sur le sol français». Le dossier de l'INSEE est une première réponse à cette demande. L'étude de Michèle Tribalat, en partie

liée, a le mérite d'élargir la réflexion. On ne peut plus se contenter, en effet, de ressasser les mêmes chiffres sur les «étrangers», alors que les débats portent plutôt sur les «immigrés», et que l'intégration, qui fait

couler tant d'encre depuis quelque temps, concerne généralement des «personnes d'origine étrangère» n'ayant jamais été elles-mêmes ni des étrangers ni des immigrés.

ROBERT SOLÉ

SOCIÉTÉ

Vague de mysticisme au Pérou

Vierges qui pleurent et guérisseurs

L'épidémie de choléra qui frappe le Pérou depuis le 27 janvier a fait 1 559 victimes et a atteint 193 768 personnes dont 75 740 ont été hospitalisées, selon un dernier bilan, le 21 mai, du ministère péruvien de la santé. Après ce pays, c'est l'Équateur qui est le plus touché avec 270 morts et plus de 20 000 malades, selon les chiffres rendus publics le 17 mai par le directeur général de la santé. Au Brésil, les services de santé comptabilisaient quatorze cas au 23 mai.

LIMA
de notre correspondante

Le Pérou ne sait plus à quel saint se vouer. On a même vu le chef de l'État, le président Fujimori, se rendre dans le bourg de Callao, pour implorer, un rameau de fleur à la main, une Vierge qui pleure. Trois jours plus tard, il a reçu au palais José Teixeira, un guérisseur brésilien qui se fait surnommer « José de Diosa » ou « Meins sacras ».

Depuis le début de l'épidémie de choléra, la société péruvienne cherche un refuge chez les Vierges qui sourient, pleurent ou exhalent un parfum de rose ou chez les guérisseurs. José Teixeira, qui se dit l'envoyé de Dieu, n'est rien d'un illuminé. Superstar, il débarque à Lima après une publicité monstre. Lunettes noires, tige de bon vivant, il est précédé de son émissaire, un colosse manager de spectacles de cabaret et de porno, et talonné par une cohorte de gardes du corps et de médiums. Des groupes distribuent des tee-shirts à son effigie, des casquettes, des cartes de visite, et exhibent les photos-souvenirs de guérisons miraculeuses.

« Je suis un homme heureux », déclare José en toute simplicité, « et je me prépare à la vie éternelle ». Catholique fervent, il croit néanmoins en la réincarnation. D'origine très pauvre, il est aujourd'hui propriétaire d'une

hacienda et d'une mine d'émeraude et règne en seigneur sur Abadiania, hameau situé à une cinquantaine de kilomètres de Brasília où il a installé son quartier général et l'infrastructure nécessaire pour héberger des milliers de patients : hôtels, restaurants, agences de transport, etc.

« Je ne suis ni médecin ni magicien », explique José, « mais médium et voyant. Je ne guéris personne, c'est Dieu qui le fait lorsque telle est sa volonté ». A Abadiania, il opère avec un bistouri. Mais à Lima, à cause de l'opposition du corps médical et du procureur, il se limite à des « cures astrales ».

Sa dernière tournée péruvienne remonte au début du mois de mai. Vingt-cinq mille personnes font la queue jour et nuit sur la trottoir pour obtenir un ticket numéroté leur donnant droit à la consultation gratuite promise par le manager de Teixeira. Puis ils prolongent l'attente devant le stade Mama Ocho, cloué sur des chaises roulantes, chargés sur des brouettes ou couchés sur des journaux.

L'inquiétude du clergé

Teixeira a « trevillé » du lundi au jeudi, « voyant » près de 1 000 patients par jour. Ceux-ci entrent dans le stade par groupes de vingt et franchissent une haie de médiums en transe, avant de se présenter devant le guérisseur. Quelquefois mota en portugais, une imposition des mains, parfois un bref massage ou une simple caresse dans les cheveux. Bénédiction d'une bouteille d'eau minérale et... au suivant. Parfois, un malade jette ses béquilles et, chancelant, s'avance vers la presse en criant au miracle.

Le cinquième jour, Teixeira fait un peu de shopping, puis repart, portes closes, dans la banlieue bourgeoise de Chelacayo, quelques clients triés sur le volet. Quelques journalistes aussi. Le sixième jour, exténué, il se repose dans son hôtel, tandis que des centaines de patients s'agglutinent encore devant le stade Mama Ocho. Une centaine

d'autres le cherchent vainement dans la capitale.

Très sérieux, il déclare avant de s'envoler pour Brasília : « J'ai beaucoup de peine pour tous ces malheureux qui ont attendu jour et nuit. Je ne les ai pas abandonnés. J'ai fait une session spéciale pour que Dieu et les esprits les protègent. Je peux les recevoir à Abadiania. Ceux qui n'ont pas d'argent ? Ils n'ont qu'à m'écrire, je peux les guérir de façon astrale, par courrier ». José Teixeira a la conscience tranquille. Il rappelle que « même le fils de Dieu n'a pas guéri tous les infirmes qu'il a rencontrés ». D'ailleurs, ne peut guérir que celui qui est suffisamment la foi.

Le main de Dieu ou la main du diable ? Pour certains, le guérisseur brésilien a signé un pacte avec Satan ; pour d'autres, il est le treizième épître. L'archevêque de Lima, Mgr Vargas Alzamora, ne voit là rien d'extraordinaire. « Ce sont de simples guérisseurs de maladies psychosomatiques », dit-il. « Il est très facile de tomber dans l'hystérie collective », avertit le Père Clemente, qui répond en direct sur l'antenne aux questions de plus en plus embarrassantes des fidèles.

Il y a vingt-cinq ans, 88 % de la population péruvienne était catholique. Aujourd'hui, les multiples confessions protestantes convertissant de plus en plus de fidèles. Les sectes foisonnent dans les bidonvilles. Récemment, un jeune pasteur s'est laissé mourir de tuberculose, promettant de ressusciter trois jours plus tard. Ses ouailles ont empêché la levée du corps en décomposition. La lendemain, une mère de famille qui se disait possédée par le démon obligeait l'un de ses enfants à l'éventrer pour se purifier. De son côté, le chef des « cardinales du Nouveau Pacte universel » s'est empressé pour viol de mineurs.

On comprend, dans ces conditions, que José Teixeira, simple vendeur d'illusions terrestres, soit un monstre mal. Et les Vierges qui pleurent, apitoyées par la sort des Péruviens, bien inoffensives.

NICOLE BONNET

Scandales dans l'aide sociale britannique

La Grande-Bretagne, effarée découvre ses foyers-prisons pour enfants

Mises au cachot, cruauté mentale, sévices sexuels : une série de scandales, révélés dans la presse britannique ces derniers mois, a conduit le ministre de la santé, M. Virginia Bottomley, à demander une enquête nationale sur le fonctionnement des foyers qui accueillent des enfants en difficulté.

Le suicide récent d'un adolescent au Pays de Galles et les conclusions d'un rapport sur le comité de Stafford montrent que le

personnel de certains établissements n'hésite pas à utiliser des méthodes dignes du Moyen Âge : isolement, coups sur la tête et sur le ventre, cruauté mentale, etc. Il y a quelques temps le quotidien *The Independent* révélait des cas d'abus sexuels commis par le personnel. Un foyer des environs de Londres a été récemment fermé car il était devenu un lieu de rencontre pour drogues. Enfin, jeudi 30 mai, ce même quotidien publiait une enquête sur Bradford où huit filles de moins de quinze ans, placées dans des foyers après avoir subi des sévices sexuels, étaient tom-

bées, lors de leurs sorties, entre les mains de souteneurs et se prostituèrent.

Selon les témoignages publiés par *The Independent*, le directeur d'un établissement n'hésitait pas à mettre au cachot les fortes têtes. Dans le comté de Stafford, on avait trouvé une nouvelle méthode éducative consistant à laisser des adolescents ou préadolescents seuls dans une chambre avec pour tout vêtement un pyjama ou une chemise de nuit, pour toute distraction un annuaire à recopier, et cela pendant des semaines entières.

Cet isolement a fait plonger plus d'un enfant dans la dépression. Certains ont cherché à s'échapper, mais ont été vite récupérés et enfermés dans leur « prison ». Tous, lors de leur fuite, ont tenté d'appeler leurs parents ou des amis, mais personne ne les a crus. De même on n'a pas voulu croire les travailleurs sociaux qui désapprouvaient ces méthodes. Il a fallu plusieurs tentatives de suicide et la mort d'un adolescent pour que la justice s'interroge sur ces foyers. Les auteurs de tels sévices justifient leur attitude en expliquant que les enfants qui leur sont confiés représentent la lie de la société et que l'on ne peut rien en attendre de bon.

Pas dignes d'aller à l'école

La perversion de certains responsables de foyers va jusqu'à faire écouter les communications téléphoniques avec l'extérieur, ouvrir le courrier, décider la mise à l'écart d'un enfant en lui faisant prendre ses repas à part, en lui interdisant d'aller à l'école « car il n'en est pas digne ». Certains ont dû travailler gratuitement pour des associations caritatives et même, dans certains cas, pour des petites entreprises. Ici c'est un enfant que l'on oblige à laver ses draps à la main pour lui apprendre à ne plus faire pipi au lit, là ce sont des filles qui doivent demander des serviettes hygiéniques une par une. « Nous pouvons oser vérifier si elles ne sont pas enceintes », explique-t-on.

Une étude de l'Association nationale de la jeunesse bénéficie d'un placement (NAYPC) montre que 65 % des mineurs placés en institution ont subi des sévices sexuels lors de leur placement. La majorité des enfants délinquants ont fait un passage dans des foyers, et deux fugueurs sur cinq viendraient de ce genre

d'établissement. La situation est telle que la NAYPC et la Société nationale pour la prévention de la cruauté envers les enfants (NSPCC) ont créé une ligne d'écoute téléphonique ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour venir en aide aux enfants. Le président de la NSPCC voudrait que l'école soit menacée dans tous les établissements s'occupant d'enfants, qu'ils soient publics ou privés, spécialisés ou non. L'Association britannique des travailleurs sociaux (ABSW) attribue ces dérapages au manque de qualification du personnel des foyers. Selon cette organisation, seulement un travailleur sur cinq possède les qualifications requises. L'association se plaint du budget réduit de l'aide sociale à l'enfance, qui dépend des autorités locales et régionales. Cependant, en annonçant la création de la commission d'enquête, le ministre de la santé a souligné que les exactions n'étaient, à son avis, aucun lien avec les fonds alloués au secteur social, mais trouveraient plutôt leur origine dans la gestion et la politique des autorités locales.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Presses de la
Fondation nationale
des Sciences Religieuses

LE
FONCTIONNAIRE
détrôné ?

Jean-Luc
Bodiguel

Luc
Rouban

280 p. 120 F

21, RUE SAINT-GUILLAUME
PARIS 10 - TEL. 01 46 33 20 21

Ministère de la Culture
et de la Communication

L'ÉCOLE NATIONALE
DU PATRIMOINE

annonce l'ouverture du
NOUVEAU CONCOURS

de recrutement de conservateur du Patrimoine
(spécialités : Archéologie, Inventaire général,
Monuments historiques, Musées)

EPREUVES D'ADMISSIBILITÉ
8, 9, 10 OCTOBRE 1991

Retrait des dossiers du lundi au vendredi de 9 h à 13 h
Clôture des inscriptions 2 août 1991 à 18 h

Renseignements et inscriptions
École nationale du patrimoine,
266, boulevard Raspail 75014 Paris.
Tél. : 43-21-93-11

*spécialité Archives par concours interne ou après l'école des Chartes

Conférences

Dans le cadre de l'exposition
IMPRIMER, EXPRIMER
mercredi 12 juin à 17h

"L'expression graphique, l'accès aux
textes, la lisibilité du message"
par Massin, graphiste et écrivain, Philippe Apeloig, graphiste,
Joseph Balesse-Pape, concepteur graphiste.

mercredi 19 juin à 17h

"La création d'une affiche de
publicité, l'accès aux messages"
par Jean-Yves Bézoulaud, directeur de l'agence Agora XXI,
Richard Claverie, directeur de création Young & Rubicam,
Hervé Chadenat, rédacteur Young & Rubicam,
Olivier Jean, créatif Bélier.

(accès libre)

Centre des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 72 99

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Beuve-Méry
- Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimé
de « Monde »
12, N. Gendreau
94852 IVRY CEDEX
1990

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEM. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné
de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le
Monde vous arrive en vacances, partant en France métropolitaine. Renvoyez-nous
simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre
numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	450 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____ VILLE _____
CODE POSTAL _____ PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB _____

Expiré le fin _____ Signature _____
obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Sur le thème « Sauvons l'amour »

L'UNESCO lance une campagne de prévention contre le sida

M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a lancé, samedi 8 juin à Venise, un appel à la communauté internationale, en vue d'aider à l'intensification de la lutte contre le sida. L'UNESCO rejoint ainsi l'OMS, l'UNICEF, la Banque mondiale et différentes organisations non gouvernementales. Avec le concours du publicitaire français Jacques Séguéla, une campagne internationale de prévention et de recueil des fonds va être lancée sur le thème « Sauvons l'amour ».

VENISE

de notre envoyé spécial

Sous les ors et les lustres antiques de l'Institut vénitien des sciences, des lettres et des arts, ce fut un grand et beau moment, un instant solennel dans une Venise noyée de pluie. « Il y a quelques années nous lançions un appel au monde pour sauver Venise. Aujourd'hui nous lançons de Venise, un appel pour sauver le monde », dit en préambule le directeur général de l'UNESCO. A midi précisément, son propos doucement souligné par les cloches de Saint-Marc, M. Federico Mayor prononça, ému, le texte de son appel.

On avait auparavant, en quelques heures, brossé le dramatique tableau mondial. A la fin du siècle, trente à quarante millions d'adultes et cinq à dix millions d'enfants seront infectés, auxquels il faudra ajouter dix à quinze millions d'enfants âgés de moins de cinq ans et malheureusement baptisés « orphelins du sida ».

Face à un tel constat, la recherche scientifique et médicale semble, pour l'essentiel, impuissante. Même si, quelques jours avant la réunion internationale de Florence, le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur) a confié à Venise que l'on allait « entrer dans une nouvelle phase de progrès thérapeutiques », grâce

notamment à une meilleure compréhension de la physiopathologie de cette maladie, qui ne peut être réduite au schéma traditionnel d'une infection virale.

Après l'OMS, l'UNICEF, la Banque mondiale et diverses instances non gouvernementales, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a jugé qu'elle ne pouvait rester éloignée de la lutte contre le sida. Elle l'a fait en liaison étroite avec de nombreuses personnalités de différentes confessions, du monde de la culture, du sport ou de l'industrie (1). Il s'agit là d'un appel à la générosité proposant de contribuer, sous forme de dons privés, aux programmes nationaux de lutte dans les pays les plus touchés, en Afrique notamment, afin de renforcer l'éducation préventive, la formation, la recherche et d'aider les orphelins grâce à la prise en charge de leurs frais de scolarité. Cet appel se doublait d'une campagne préventive internationale basée sur le slogan « Sauvons l'amour » (Voir enca-

dré). La présence d'un publicitaire, inusitée en un tel lieu, ne fut pas sans surprendre l'auditoire. Celui-ci eut, en effet, droit à une longue intervention indignée, la grosse colère d'un homme qui découvre brutalement l'ampleur du désastre. « Avec un peu de bonne volonté et suffisamment de moyens on peut tout contre le sida », devait déclarer M. Séguéla, pour qui la protection est d'abord affaire de communication. « On doit avoir honte de la situation actuelle, honte de laisser à nos enfants un monde plus sale, plus pollué que celui que nous avons trouvé. »

L'Afrique isolée

Il s'insista sur le rôle que peut jouer la publicité dans la lutte contre la maladie. « Pour lutter contre le sida il faut que cinq milliards d'hommes saisissent un slogan de quelques mots. Le bouche à oreille, les réseaux, les médias et les Églises feront le reste. Pour qu'il y ait des messages différents

presque toujours négatifs ? Renversons les choses. Il n'en faut qu'un seul, mondial et positif, faisant référence à la valeur universelle que l'amour ».

Intervenant au nom « des artistes africains et des autres », Manu Dibango exprima mieux que personne les menaces à venir. « Avec le sida, l'Afrique est de plus en plus isolée. Nous sommes le foyer de l'épidémie et personne ne veut voir sauter d'innocence. Bientôt nous ne pourrions plus venir faire nos courses à Paris, parce qu'il y a un risque de bronzage s'ajoutant à celui de l'infection. Cet isolement va devenir dramatique. Que les médias nous aident, mais de façon intelligente. »

Longtemps silencieux, les représentants des différentes confessions (chrétiennes, musulmane, bouddhiste) prirent la parole pour dire eux aussi la nécessité du combat contre le mal infectieux. L'absence volontaire de toute référence pratique aux moyens de prévention avait, un instant, permis de croire à une forme de miracle. Mais à l'heure des questions, lorsqu'on interrogea les différents représentants religieux sur le caractère licite ou non de l'incitation préventive à l'usage du préservatif, personne ne jugea nécessaire de répondre.

JEAN-YVES NAU

Pommes d'amour

Sur fond de jazz intimiste, deux gentilles pommes vertes, elles se rapprochent, et discrètement, rougissent. Quelques générations. Le vert à nouveau, puis, venus des profondeurs humaines, une voix solennelle : « Dix millions de Terriens sont aujourd'hui infectés par le virus du sida. Sauvons l'amour. Pour l'amour du monde aidons l'UNESCO à lutter contre le sida. »

Ce spot sera prochainement diffusé sur les chaînes de télévision italiennes. Imaginé par M. Jacques Séguéla et par son équipe de publicitaires, le même message est prêt pour l'affichage et la presse écrite. Verront-ils bientôt de telles images en France ? Après un contact avec M. Federico Mayor, Jacques

Séguéla — qui travaille ici de manière bénévole et ne a alors pas son message — en est persuadé. « Qui peut être contre un slogan disant qu'il faut sauver l'amour ? », demande-t-il. Certainement pas, selon lui, M. Jean-Louis Bianco qui, à l'Elysée, a déjà vu ce message, en même temps que le président de la République. Un message où l'ellipse le dispute au symbole, ce qui n'est pas, dit-on, sans ravir le Vatican. Dans quelques jours, M. Séguéla prendra contact avec le nouveau ministre des affaires sociales et de l'intégration. Et, comme on peut le penser, tout se passe bien, deux pommes, de la rentrée, convoleront sur les écrans français.

J.-Y. N.

CATASTROPHES

Après le Mont Unzen au Japon

Le volcan philippin Pinatubo se réveille

Aux Philippines, le volcan Pinatubo, situé à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Manille, s'est réveillé, au cours de la semaine du 1 au 8 juin, après plusieurs siècles de sommeil, faisant trembler la terre dans son voisinage, émettant des débris de roches et des gaz.

Comme tous les volcans de la ceinture de feu du Pacifique, il est potentiellement dangereux. Dès le début de l'activité du Pinatubo, 12 000 personnes de la région ont été évacuées. Et à la grande base américaine de Clark, située à une vingtaine de kilomètres du sommet du volcan, l'évacuation des 16 000 militaires et civils qui y sont employés a commencé le lundi 10 juin.

Dans la nuit du 8 au 9 juin, le volcan japonais Unzen a été le siège d'une éruption plus violente que celle du 3 juin, qui avait

coûté la vie à au moins trente-huit personnes (dont les volcanologues français Maurice et Katia Krafft). L'Unzen a émis une coulée pyroclastique (des débris volcaniques de taille variable mêlés à des gaz, le tout étant à très haute température et dévalant à une vitesse pouvant atteindre 200 kilomètres à l'heure) qui est arrivée à deux kilomètres de la côte et a submergé les faubourgs sud-ouest de Shimabara, un port de 45 000 habitants.

Risque d'explosion

Plus de 70 maisons et des broussailles ont été incendiées et le lit d'un cours d'eau obstrué. Plus de 9 000 personnes supplémentaires ont été évacuées. Le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, est venu, le 8 juin, assurer les voisins de l'Unzen de

l'aide de l'Etat. Outre d'éventuelles coulées pyroclastiques qui peuvent survenir à n'importe quel moment, deux choses inquiètent tout particulièrement les autorités japonaises.

La première est un dôme de lave très pâteuse qui pousse sur le flanc du volcan — le 8 juin, il avait déjà 30 mètres de haut et 100 mètres de diamètre. La pression interne de l'Unzen ne peut se relâcher et elle pourrait devenir assez importante pour faire exploser le volcan. La seconde est l'abondance des précipitations (normales pour la saison) : l'eau des pluies diluviennes se mêlant avec les débris volcaniques qui s'accumulent sur les pentes de l'Unzen pourrait produire de redoutables avalanches de boue. Le même risque existe sur les autres volcans philippins Pinatubo. — (AFP, AP).

EN BREF

○ Nouvelle revendication d'attentat par les séparatistes basques. — L'organisation séparatiste basque Iparrabarrak a revendiqué, samedi 8 juin, par téléphone, auprès de Radio-France Pays basque, l'attentat commis le même jour vers 1 heure du matin contre une agence immobilière de Biarritz, qui avait fait deux blessés légers dont un enfant de dix-huit mois. C'est un engin artisanal, vraisemblablement du même type que celui utilisé lors de l'attentat de l'avenue de la République par l'Iparrabarrak, qui serait la cause de l'explosion.

○ Disparition d'une « Vierge miraculeuse » en Alsace. — Une statuette de Vierge à l'enfant datant du seizième siècle, objet de pèlerinage de plus de 20 000 Européens par an, a été dérobée, mercredi 5 juin, à la chapelle du Schauenberg à Pfaffenheim (Haut-Rhin). Ce sont des collègues de Mulhouse en visite qui ont remarqué la disparition de la « Vierge miraculeuse », dont la grille de protection n'aurait pas été fermée. Une enquête est menée par la gendarmerie de Rouffach.

ILE-DE-FRANCE

L'aménagement de la capitale

La municipalité précise ses contre-propositions au préfet de région

Un millier d'élus et de représentants d'associations et de syndicats ont examiné, samedi 8 juin, le projet de charte d'aménagement de Paris, présenté il y a quelques jours, par M. Jacques Chirac (le Monde du 4 juin).

Dans la grande salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Paris, les élus de la capitale et des communes voisines, les membres d'associations, de syndicats ou d'organisations professionnelles n'ont pas boudé, samedi 8 juin, leur soutien à MM. Jacques Chirac, Jean Tiberi, Alain Juppé, Camille Cabane ou Roger Roman. Et ceux-ci ont fixé le projet de charte de l'Île-de-France : « Nous avons plus vocation à décider de l'avenir de notre région que des bureaucraties parisiennes ou provinciales » (Jacques Chirac). « Les actions punitives menées par le gouvernement à l'encontre de Paris et de quelques villes n'ont rien à voir avec la nécessaire solidarité entre les villes » (le même). « Le grand dessein du gouvernement socialiste pour la capitale est celui d'une cité en déclin » (Alain Juppé). « Fausse solidarité et vrai socialisme sont une seule et même chose » (Roger Roman).

M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, a noté qu'il se refuse d'envoyer, comme le propose l'esquisse du pré-

fet de région, la diminution du nombre d'emplois à Paris. Plus que lors du débat du 3 juin au conseil de Paris, des suggestions ont été formulées. Le maire de la capitale a réitéré sa proposition d'un fonds régional de coopération alimenté par des contributions des communes, pour partie obligatoires et pour partie volontaires, afin d'aider les quartiers dégradés dans la région parisienne. « Nous sommes prêts, a déclaré M. Juppé, à conclure avec l'Etat des contrats de construction de logements ambitieux ». Des « gares d'éclatement » doivent être construites à la périphérie de Paris, a demandé M. Cabane, pour éviter aux voyageurs des trains de grandes lignes — dont le nombre au départ et à l'arrivée de Paris passera, grâce au développement des TGV, de 80 millions en 1989 à 120 millions en l'an 2000 — d'embarquer ou de débarquer obligatoirement à Paris intra muros.

Le contre-projet lancé par la municipalité de Paris face à l'esquisse du préfet de région devait être, dans quelques semaines, intégré, comme celui des autres départements de l'agglomération, à la charte régionale que le conseil d'Île-de-France rendra publique le 19 juin. La question, désormais, est bien de savoir comment, au-delà des élections régionales de mars 1992, ces différents textes se combineront dans un compromis cohérent.

CHARLES VIAL

La nouvelle taxation des enjeux du PMU

Paris pourrait renégocier les concessions des hippodromes

M. Alain Juppé a qualifié de « véritable hold-up » la décision du gouvernement de supprimer le versement de la taxe de 1,5 % sur les enjeux versés à l'occasion des courses courues sur les trois hippodromes parisiens : Auteuil, Longchamp et Vincennes. La raison en était le dédoublement ainsi accordé à la Ville, propriétaire des terrains de courses, supports légaux des épreuves, et, par voie de conséquence, des paris au PMU.

En 1947, la procédure avait été modifiée. Depuis lors, l'Etat percevait la totalité des sommes jouées, mais versait 1,5 % à la ville de Paris. Les diverses dispositions d'ordre financier (DDOF) adoptées au conseil des ministres du 29 mai ont tiré au trait sur cette procédure, privant la Ville de Paris d'un revenu qui avait atteint 320 millions de francs l'an dernier et devait augmenter cette année.

Cette nouvelle amputation du budget de la capitale vient après la diminution de 175 millions de francs de

la subvention que l'Etat versait en 1991 à la Ville de Paris en application de la loi relative à la dotation globale de fonctionnement (DGF) votée récemment, et après l'obligation faite à la Ville de verser 450 millions de francs au titre de la contribution à la solidarité avec les villes pauvres de l'Île-de-France. Ce qui a permis à l'adjoint de M. Chirac chargé des finances qui s'exprimait à l'occasion de la journée sur la Charte d'aménagement de Paris, de souligner que l'Etat aura au total réduit de 1 milliard de francs le budget de Paris pour cette année, soit de presque 4 %.

Les responsables des finances de la capitale ne cachent pas qu'ils pourraient être conduits à renégocier à la hausse les concessions signées avec les professionnels des courses pour l'exploitation des hippodromes. Cette renégociation interviendrait au moment où les sociétés de courses viennent de perdre, par une décision similaire du gouvernement, la réserve de 400 millions de francs de « fonds impayés », ce qui a motivé les perturbations déclenchées à l'occasion du Tiercé, samedi 8 juin. Les organisateurs des courses hippiques à Paris verseraient ainsi leurs ressources deux fois diminuées.

CH. V.

Les promesses faites à Verneuil

La commune de Verneuil-sur-Seine (Yvelines) n'est pas sortie de l'impasse. Réexaminant la condamnation par le Conseil d'Etat à une amende de 118 millions de francs — deux fois son budget annuel — elle espérait une aide de l'Etat, condamné comme elle. Rien. La chambre régionale des comptes, chargée de la procédure, vient de lui suggérer tout honnêtement de doubler la taxe d'habitation et la taxe professionnelle, et de majorer d'une fois et demi l'impôt foncier.

A l'origine, une affaire vieille de vingt-cinq ans (le Monde du 6 mars). Une société immobilière obtient l'autorisation de défricher un terrain boisé de 130 hectares, où elle projette de bâtir. Les permis de construire lui sont accordés, mais le défrichage ne peut avoir lieu avant la date limite, des militants écologistes occupent le terrain. Le nouveau maire, socialiste comme son prédécesseur, laisse faire. La société immobilière s'estime lésée et saisit la justice.

En condamnant, voici trois mois, la commune et l'Etat à payer chacun une indemnité de 57 812 289 francs, plus les intérêts à compter du 30 septem-

bre 1977 à leur capitalisation, soit 118 millions de francs chacun, le Conseil d'Etat signait une sorte d'arrêt de mort de la commune. Ce ne sont pas les 12 740 habitants qui pourront faire face seuls.

Le maire actuel, M. Jacques Messacré (RPR), a tiré la sonnette d'alarme en soulignant que sa ville était « endettée pour deux siècles ». Il a multiplié les démarches auprès du gouvernement de M. Rocard, élu lui aussi des Yvelines. Un espoir s'est esquivé le 2 mai lorsque, répondant à une question de M. Jacques Messacré, M. Juppé, alors ministre du travail mais parlant au nom du premier ministre, a déclaré à l'Assemblée nationale que, « compte tenu du caractère exceptionnel de la situation et de la disproportion (...) entre la montant de la condamnation et les ressources de la commune, le gouvernement examinait très attentivement ce dossier ».

Videmment, il n'est pas encore arrivé au bout de son examen car, en dépit des promesses, aucune proposition ne se profile à l'horizon.

JUSTICE

Nominations dans la magistrature

M^{me} Jacqueline Cochard présidera le tribunal de grande instance de Paris

Le conseil supérieur de la magistrature, réuni mercredi 5 juin sous la présidence de M. Mitterrand, a nommé M^{me} Jacqueline Cochard président du tribunal de grande instance de Paris. Elle remplacera, le 1^{er} juillet, M. Robert Diet, admis à la retraite, qui occupait cette fonction depuis 1987. M^{me} Cochard est la seconde femme appelée à présider ce tribunal : M^{me} Simone Rozès avait occupé cette fonction de 1976 à 1981 avant de devenir avocate à la Cour de justice des Communautés européennes de 1981 à 1984, puis premier président de la Cour de la cassation de 1984 à 1988.

Le conseil supérieur de la magistrature a également nommé sept nouveaux conseillers à la Cour de cassation : M^{me} Agnès Delarochette, qui était président de chambre à la cour d'appel de Paris depuis

1987 ; M. Daniel Boscheron, qui était président de chambre à la cour d'appel de Paris depuis 1989 ; M^{me} Françoise Ride, qui était président de chambre à la cour d'appel de Versailles depuis 1988 ; M. Jacques Forget, qui était président de chambre à la cour d'appel de Versailles depuis 1988 ; M. Michel Carnet, qui était premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris depuis 1988 ; M. Robert Fahre, qui était président de chambre à la cour d'appel de Grenoble depuis 1988, et M. Michel Tricot, professeur de droit à l'université de Dijon.

Six nouveaux premiers présidents de cour d'appel ont également été nommés. M. Henri Bezombes, premier président de la cour d'appel de Grenoble depuis 1988, a été nommé premier président de la cour d'appel de Nîmes

en remplacement de M^{me} Suzanne Challe, admise à la retraite. M. Jean Levanti, qui était premier président de la cour d'appel de Basse-Terre depuis 1988, est nommé premier président de la cour d'appel de Grenoble en remplacement de M. Bezombes. M. Christian Andouard, qui était conseiller à la cour d'appel de Paris depuis 1989, a été nommé premier président de la cour d'appel de Besançon en remplacement de M. Gustave Theureau, admis à la retraite. M. Olivier Aimot, qui était président du tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand depuis 1988, est nommé premier président de la cour d'appel d'Agde en remplacement de M. Marcel Bonnardieu, admis à la retraite. M. Pierre Vittaz, qui était depuis 1988 président du tribunal de grande instance de Montpellier,

a été nommé premier président de la cour d'appel de Bastia en remplacement de M. Bernard Aubry, admis à la retraite. M. Jean-Paul Sebliau, qui était président du tribunal de grande instance de Grasse depuis 1987, est nommé premier président de la cour d'appel de Basse-Terre en remplacement de M. Jean Levanti.

[Née en décembre 1930, au Grand-Pont (Charente), M^{me} Jacqueline Cochard a été juge suppléant à Colmar et à Paris, avant d'être juge à Melun, puis à Blois et à Gonesse. Nommée en 1970 vice-président au tribunal de grande instance de Melun, M^{me} Cochard était devenue vice-président au tribunal de grande instance de Versailles en 1972. Elle avait présidé la cour d'assises des Yvelines de 1978 à 1983, date à laquelle elle avait été nommée président du tribunal de grande instance de Versailles.]

سكانة المجلد

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France de Roland-Garros

Seles confirmée, Courier consacré

Les Internationaux de France de tennis, qui ont pris fin dimanche 9 juin au stade Roland-Garros, ont vu une confirmation pour le Yougoslave Monica Seles, devenue l'an dernier la plus jeune championne du tournoi, et une consécration pour l'Américain Jim Courier, qui n'avait jamais pu dépasser les huitièmes de

finale d'une épreuve du Grand Chelem. Ce succès rapporte 2 237 000 francs à Monica Seles, qui conforte sa première place au classement mondial des joueuses. Jim Courier gagne 2 448 000 francs et succède à André Agassi, le finaliste malheureux, au quatrième rang des tennismen professionnels. Si Monica Seles, Jim

Courier et André Agassi ont longtemps séjourné à l'«Academy» de tennis de Nick Bollettieri en Floride, la victoire de Courier est aussi un beau succès pour l'Espagnol José Higueras devenu son entraîneur en novembre 1990, après avoir déjà mené Michael Chang au succès à Roland-Garros en 1989.

Beautés des cinquièmes sets

par Bertrand Poirot-Delpech

Tout a commencé après deux heures trente-vingt. Rien d'extraordinaire jusqu'à présent. On a vu, en fait, un match de tennis, avec ses deux joueurs d'habitude si sérieux, se livrer à une lutte acharnée. Les deux joueurs d'habitude si sérieux, se livrent à une lutte acharnée. Les deux joueurs d'habitude si sérieux, se livrent à une lutte acharnée.

on n'y va pas de main morte, car enfin de tels accidents sont rarissimes chez les amateurs, on jurerait que les finalistes ne mettent pas toute leur énergie en jeu. Les reprises après les ondes les trouvent irrémédiablement mornes, hésitant dans leur tactique, pas plus enclins l'un que l'autre à la volée, s'essayant les amorces qu'il coup sûr et les manquant souvent. Ni dramatisation, ni spectacle : un festival de fautes directes, d'absences à tour de rôle. La déception du public est sensible. Le tournoi va-t-il s'achever comme il l'est défilé la plupart du temps, dans la grisaille?

Bâcheron anglique

En fin de quatrième manche, Courier amorce une nette remontée, malgré beaucoup de balles sorties de plusieurs mètres. Il profite des distractions accrues d'Agassi. Un brutal 6-1 sanctionne ce retour en force.

Et soudain, la grâce revient au rendez-vous, comme souvent lors des cinquièmes sets. Un beau ciel

de traîne a succédé aux averse ventées. Le bien s'élargit. Lequel des deux joueurs va décoller l'influx des *sprints*? Il est injuste de renvoyer les cinquièmes manches pour Agassi, qui en a remporté de fameux. Mais c'est un fait que Courier saisis sa chance avec plus de *furia*. Sur un somptueux retour croisé, il prend le service de son adversaire, 4 à 3. Agassi égalise. Va-t-on vers un score astronomique, les jeux décisifs étant exclus au cinquième set?

Non, décidément, Courier est le plus résolu, donc le plus heureux. Il allonge ses coups droits en profondeur. Agassi joue en défense, ce qui ne lui ressemble pas et le déçoit. L'Espagnol José Higueras, qui a entraîné Courier en 1991, conseille déjà Michael Chang en 1989. Cette répétition tend à vérifier le rôle des *coaches* dans le surgissement des éblouissements. Tournois après tournois, leur ombre grandit le long des courts, leur rôle de gourous s'affirme. Les joueurs en tirent un air de soumission aveugle et immature qui ne sert pas le prestige de liberté inventive du tennis. «Il fallait que quelqu'un me rende intelligent», a dit Courier à propos de son entraîneur. C'est beaucoup d'aplatissement.

La victoire de Courier ne manquera pas de redresser son image, encore un peu figée, de bâcheron anglique.

Après un roulé-boulé dans la brique pilée, le vainqueur des Internationaux de France lance l'air sa fameuse esquette blanche, et dédie au public des sourires incroyablement dépourvus de la rage de gagner dont on dit qu'elle conditionne le succès.

L'Espagnol José Higueras, qui a entraîné Courier en 1991, conseille déjà Michael Chang en 1989. Cette répétition tend à vérifier le rôle des *coaches* dans le surgissement des éblouissements. Tournois après tournois, leur ombre grandit le long des courts, leur rôle de gourous s'affirme. Les joueurs en tirent un air de soumission aveugle et immature qui ne sert pas le prestige de liberté inventive du tennis. «Il fallait que quelqu'un me rende intelligent», a dit Courier à propos de son entraîneur. C'est beaucoup d'aplatissement.

La victoire de Courier ne manquera pas de redresser son image, encore un peu figée, de bâcheron anglique.

Lire page 42 la chronique de Pierre Georges

Les métamorphoses de Monica

Monica Seles brandissant audacieusement sa tête à la coupe Suzanne-Lenglen. C'était à y a un an quand la jeune Yougoslave était devenue, à seize ans et sept mois, la plus jeune championne de Roland-Garros. C'était aussi samedi 8 juin, où elle récidivait en battant en finale l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario (6-3, 6-4). Tout juste douze mois s'étaient écoulés et la photographie, comme la publicité, n'avait pas manqué d'impressionner d'avoir devant eux la même championne.

La gemina fluata qui venait alors de remporter son premier tournoi du Grand Chelem n'a pas seulement abandonné, depuis, sa queue de cheval pour une coiffure très courte. Son corps a grandi de quelques centimètres et a été sur-musclé (5 kg de plus) pour martyriser un peu plus la balle avec la plus forte tanelon de raquette (37,5 kg) adoptée à Roland-Garros. Mais le plus grand changement est peut-être venu de l'attitude des autres joueuses à son égard. La petite ténisseuse qui rêvait de déboulonner les idoles est devenue «la championne». Ce deuxième succès à Roland-Garros la conforte au premier rang mondial qu'elle occupe depuis février et lui permet d'ambitionner la Grande Chelem après son précédent succès aux Internationaux d'Australie.

Cette métamorphose physique et ce gain de puissance dans les frappeurs n'ont pourtant pas fondamentalement changé le jeu de

Monica Seles. Prenant la balle très tôt après le rebond, elle attend toujours en fond de court de débordier ses adversaires grâce à la puissance et aux angles que lui permettent ses coups frappés à deux mains. Cette standardisation de son jeu a toutefois ses limites. Avant de pénétrer sur le court pour la finale, Arantxa Sanchez-Vicario savait quelle clé employer pour démonter la tennisseuse à la Yougoslave : «Il faut la faire bouger beaucoup afin qu'elle n'ait pas ses appuis pour frapper la balle de toutes ses forces».

Ce programme, le championne 1989 de Roland-Garros l'a appliqué à la perfection pendant les deux premiers jeux en variant bien la cadence et la longueur de ses frappes, en altérant belles sur les lignes et amorces, mais quelques contestations sur des coups bégayés lui ont momentanément fait perdre sa concentration et le premier set.

Avec la complicité de Mansour Bahrami

Le scénario d'une deuxième manche a été presque identique puisque après avoir fait le break la première, Arantxa Sanchez-Vicario a encore été rejointe, puis débordée par l'agressivité de son adversaire.

Avant de s'avouer battu sur le dernier service de Monica Seles, l'Espagnole a pourtant eu un magnifique saut d'orgueil en obtenant quatre balles d'égalisation à 5-5 et en sauvant trois balles de match. Cette difficulté à

conclure certains points sur ses propres engagements a toutefois convaincu la jeune Yougoslave qu'elle doit faire évoluer son jeu si elle veut avoir à Wimbledon ou à Flushing-Meadow la même ambition qu'à Roland-Garros. «En aucun cas, je ne veux rester une joueuse de fond de court, dit-elle. Dès Wimbledon, je vais devoir monter et mieux servir, mais je me donne deux ans pour bien maîtriser le jeu de service-volée».

Pour assouvir sa nouvelle ambition, Monica Seles gardera son père comme entraîneur, mais elle a peut-être trouvé à Paris l'homme du terrain qui lui manquait à Mansour Bahrami. Cat Iranien, réfugié en France depuis plusieurs années, a effectué une carrière professionnelle modeste, mais excellente aujourd'hui encore par ses talents d'initiateur et d'animateur. Yannick Noah en a fait son complice préféré pour ses exhibitions au profit d'œuvres caritatives. Durant toute la quinzaine de Roland-Garros, Mansour Bahrami n'a été pas contenté de «bien faire réguler» la jeune Yougoslave. Avant chaque match, il reproduit, à l'entraînement, le jeu de ses futures adversaires. L'expérience a été jugée convaincante par Karoly Seles qui a demandé au joueur iranien de préparer sa fille pour Wimbledon et pour Flushing-Meadow. Excellent joueur de double, Mansour Bahrami devrait aussi lui être d'un grand secours dans son apprentissage du jeu de volée.

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL : l'AS Monaco remporte la Coupe de France

L'Olympique de Marseille à l'heure des rumeurs

L'AS Monaco a remporté la cinquième Coupe de France de son histoire (1960, 1963, 1980, 1985, 1991) en dominant l'Olympique de Marseille (1-0), samedi 8 juin à Paris. Le but de cette victoire méritée a été inscrit par Gérard Pissani à la dernière minute de jeu. Les champions de France ont paru fatigués et démotivés. Le club da Bernard Tapie vit déjà à l'heure de la saison prochaine.

considéré comme son homme de confiance au sein de l'équipe, n'a guère apprécié ses reproches et l'a fait savoir.

Le divorce semble d'autant plus inévitable entre «JPP» et son «père spirituel» que l'avant-centre international, sous contrat avec le club jusqu'en 1995, souhaiterait s'exiler au Milan AC (le Real Madrid s'intéresse également à lui). Il l'a d'ailleurs affirmé publiquement dimanche 2 juin, avant de revenir sur ses déclarations quelques heures plus tard, à la demande de Bernard Tapie.

Au-delà du cas Papin, qui reste coiffé des négociations se poursuivent avec le Milan-AC, le président de l'OM est confronté à un dilemme. Convoqué de la nécessité de changer les hommes régulièrement pour éviter l'«embourgeoisement» - il a toujours procédé ainsi, et avec succès, depuis son arrivée à l'OM en 1986 - il aimerait bien rebâtir cette équipe qu'il sait en bout de course. Mais il reste à savoir avec quels joueurs. A l'exception du Néerlandais du Milan AC Marco Van Basten, il ne trouvera pas meilleur attaquant que Jean-Pierre Papin, auteur de vingt-trois buts en championnat cette saison. Dès lors, pourquoi s'en séparerait-il?

De même, il n'est pas de milieux de terrain aussi brillants que l'Anglais Chris Waddle ou le Ghanéen Abedi Pele actuellement disponibles, même à l'étranger. Les ceder à des clubs italiens serait donc très risqué. Quant à Basile Boli, ses prestations européennes ont fait de lui un défenseur de premier plan. Pourquoi Bernard Tapie le laisserait-il filer à la Juventus de Turin, qui lui proposerait pourtant, selon des sources italiennes, 70 millions de francs?

L'avenir de Raymond Goethals

Dans l'immédiat, les seules certitudes concernent en fait des joueurs qui n'ont jamais été des titulaires indiscutables : Eric Cantona, dont le transfert à Nîmes (trois ans de contrat) aurait été négocié, selon les dirigeants marseillais, pour 10 millions de francs, et Jean Tigana, qui a décidé de mettre un terme à sa carrière à l'âge de trentise ans. Les deux hommes n'ont jamais trouvé grâce auprès de l'entraîneur belge Raymond Goethals. D'autres pourraient les imiter et quitter l'OM : Philippe Vercruyse, lassé du rôle de remplaçant ; Bernard Pissani, qui se sent rejeté du groupe ; Manuel Amoros, qui serait également en contact avec Nîmes ; quant au Yougoslave Dragan Stokjovic, il pourrait rejoindre Verone...

Le cas Papin

L'OM vit en fait à l'heure des bruits de couloir et des rumeurs de vestiaire. L'imbricatio est tel que Bernard Tapie lui-même, qui n'a pourtant pas son pareil pour orchestrer le ballet médiatique autour de son club, s'est sans doute égaré dans le dédale des informations contradictoires. Au point d'assurer un jour que «tout le monde est libre de partir : j'ai bien dit tout le monde» et d'affirmer le lendemain que «personne ne partira», surtout pas des vedettes comme Jean-Pierre Papin, Chris Waddle ou Basile Boli.

En tenant un discours très dur à l'ensemble des joueurs au lendemain de la défaite contre les Yougoslaves, le député des Bouches-du-Rhône n'a pas contribué à apaiser les tensions avec certains d'entre eux. Par le passé, les joueurs de l'OM ont souvent été échoqués par le langage et les méthodes de Bernard Tapie. Jamais ils n'ont osé s'en plaindre à haute voix (le *Monde* du 28 mai). Une attitude après le match de Bari a une nouvelle fois déçu. Jean-Pierre Papin, pourtant

RUGBY : la finale du challenge du Manoir

Narbonne prive Bègles du doublé

L'équipe de rugby de Bègles-Bordeaux n'a pas réussi son pari de remporter à la fois le championnat de France et le challenge Yves du Manoir. Une semaine après leur victoire contre Toulouse (19-10) en finale du championnat (le *Monde* du 4 juin), les Bégais se sont logiquement inclinés face à Narbonne (13-12), samedi 8 juin, à Béziers, en finale du challenge organisé chaque année par le Racing-Club de France.

Un essai de Gilles Bouguignon et trois pénalités de Jean-Marc Lescure contre quatre pénalités de Christophe Reigt ont permis aux Narbonnais de dominer des Girondins fatigués. Narbonne, éliminé en quart de finale du championnat par Toulouse, a pris Bègles à son propre jeu en imposant un pressing collectif pour enlever son troisième challenge consécutif. Narbonne est également la dernière équipe à avoir enlevé la même année (1979) le championnat et le Manoir.

PHILIPPE BROUSSARD

VOILE : la course de l'Europe

Florence Arthaud victime d'un abordage au départ de Lorient

Sept trimarans et quatre maxis (monocoques) ont pris, dimanche 9 juin à Lorient, le départ de la quatrième édition de l'Open UAP de la Communauté européenne. Ce départ de la première étape à destination de Torquay a été marqué par une collision entre Pierre-J., le trimaran de Florence Arthaud, et deux bateaux pneumatiques du groupement d'officiers commandés de marine en charge de la sécurité.

Un militaire a été touché au cuir cheville et deux autres choqués. Le voilier a dû être ramené au port pour colmater deux voies d'eau, mais Florence Arthaud espère être au départ de la deuxième étape. Cette course en équipage de six étapes devrait s'achever le 3 juillet, près de Gènes.

HIPPISME : après le prix de Diane

Le malaise du galop

Championnat des pun-sang de trois ans, le prix de Diane a été remporté, dimanche 9 juin à Chantilly, par Caerlina, une pouliche née en Irlande et acquise par un industriel nippon.

Il existe un malaise dans le secteur du galop en Europe. Les propriétaires-éleveurs nationaux traditionnels, français et britanniques, baignés de plus en plus les bras devant la prédominance des écuries de l'émirat de Dubaï (cheikh Al-Maktoum) ou saoudiennes (prince Abdullah) qui, depuis une bonne douzaine d'années, investissent sans compter, achetant tous les meilleurs courants de sang du monde. Seuls quelques riches Américains, l'armateur grec Niaros, le marchand de tableaux Daniel Wildenstein ou le parfumeur Wertheimer (Chanel) tentent de les contrer. Conséquence de ce déséquilibre des forces : comme pour le prix de Diane ce dimanche, le Jockey-Club, la semaine dernière à Chantilly, ne

GUÉ DE LA BROSSE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit d'équipement des PME
NOTE D'INFORMATION

Emprunts du CEPME garantis par l'Etat, juin 1991

La direction du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 30 mai 1991 de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de huit cent millions de francs.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission d'octobre 1991 sera de 795 435 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 783 470 200 F (TVA incluse) sur le produit ci-dessus des remboursements globaux dus aux intermédiaires financiers pour 11 884 800 F (TVA incluse) ainsi que des frais légers et administratifs pour environ 300 000 F.

Le titre subordonné remboursable est distingué de l'obligation par son rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

I. - EMPRUNT 9 % JUIN 1991/1999

assimilable à l'emprunt 9 % Août 1988

Les souscriptions pourront se faire au choix, soit en obligations assimilables à leur cotation à l'emprunt 9 % août 1988 (code SICOVAM 11 197), soit en obligations assimilables à l'emprunt 9 % août 1991 au même emprunt : la répartition du total de 500 millions de francs représentés par 100 000 obligations de 5 000 F, nominale sera portée à la connaissance des souscripteurs par le prospectus de souscription, par publication au Bulletin des annonces légales obligatoires du 1^{er} juillet 1991.

A. Obligations 9 % juin 1991 assimilables le 26 juin 1991 aux obligations 9 % août 1988/1999 (code SICOVAM 11 197).
PRÉ D'ÉMISSION : 109,85 %, soit 5 342,50 F.
dont prix d'émission : 99,231 %,
coupon couru : 7,918 %.

DATE DE JOISSANCE : 19 août 1990.

INTÉRÊT : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9 % soit 450 F par titre, payable en une seule fois le 19 août de chaque année, et pour la première fois le 19 août 1991.

B. Obligations 9 % juin 1991 assimilables le 19 août 1991 aux obligations 9 % août 1988/1999 (code SICOVAM 11 197).

PRÉ D'ÉMISSION : 99,34 %, soit 4 967 F.

DATE DE JOISSANCE : 24 juin 1991.

INTÉRÊT : Les obligations rapporteront un intérêt annuel de 9 % soit 450 F par titre, payable en une seule fois le 19 août de chaque année.

C. Dispositions communes aux obligations 9 % août 1988/1999.

Le premier terme d'intérêt payable le 19 août 1991 et calculé prorata temporis, sera de 69,05.

VALEUR NOMINALE DES TITRES : 5 000 F.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 9,13 %.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTIONS : 24 juin 1991.

DURÉE : 8 ans et 80 jours à compter du 24 juin 1991.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les obligations seront amorties en totalité le 19 août 1999 par remboursement au pair.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre de la régularisation comme indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou d'achats d'obligations, sans limitation de prix.

Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seraient annulés.

ASSIMILATION : Ces obligations seront assimilées aux obligations de 9 % mars 1988/1999, code SICOVAM 11 197.

Le nombre d'obligations 9 % 1988/1999 code SICOVAM 11 197 est de 1 213 413 ; ces obligations étaient cotées 98,70 % au 30 mai 1991.

A compter du 19 août 1991, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un placement unique, code SICOVAM 11 197.

II. - TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES 9,25 % 1991/2004

MONTANT : 300 millions de francs représentés par 60 000 titres de 5 000 F.

PRÉ D'ÉMISSION : 99,79 %, soit 4 988 F.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTIONS : 24 juin 1991.

DATE DE JOISSANCE : 24 juin 1991.

INTÉRÊT : Les titres rapporteront un intérêt annuel de 9,25 % soit 452,50 F par titre, payable en une seule fois le 24 juin de chaque année, et pour la première fois le 24 juin 1992.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 9,25 %.

DURÉE : Treize ans à compter du 24 juin 1991.

AMORTISSEMENT NORMAL : Les titres subordonnés remboursables seront amorties en totalité le 24 juin 2004 par remboursement au pair.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : Le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des titres subordonnés remboursables par remboursement.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces titres en procédant à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre de la régularisation comme indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou d'achats de titres, sans limitation de prix.

Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seraient annulés.

CLAUDE DE SUBORDINATION : En cas de liquidation de la Société, les titres seront remboursés à un prix égal au pair, et le remboursement des titres subordonnés n'interviendra qu'après désintéressement complet de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à la Société et des titres participatifs émis par la Société.

MAINTIEN DE L'EMPRUNT A SON RANG : Ces titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ultérieurement, tant en France, qu'à l'étranger par la Société, proportionnellement à leur montant, le cas échéant.

Ces dispositions ne prennent pas en compte l'incidence favorable pour le porteur de la garantie accordée par l'Etat.

III. - DISPOSITIONS COMMUNES AUX EMPRUNTS

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : Le taux de rendement actuariel est le taux de rendement annuel avant

prélèvement fiscal calculé au jour du règlement sur la durée totale de l'emprunt en actualisant tous les produits versés sous

forme d'intérêts et de remboursements. S'est significatif du rendement effectif uniquement pour le souscripteur qui conserverait

les titres jusqu'à leur remboursement.

PUBLICATIONS-REMBOURSEMENTS : Un avis spécial, portant à la connaissance des obligataires la date de rembourse-

ment, sera publié au Journal Officiel un mois avant cette date.

Les intérêts des titres cessent de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement.

FONDS DE RÉGULARISATION : Le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement

du marché, à racheter des titres en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période

annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % susvisée pour une année considérée, il

pourra procéder à l'acquisition du solde des années suivantes.

Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seront annulés.

FACULTÉ D'ÉMISSIONS ULTÉRIEURES D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES : Au cas où le Crédit d'équipement des PME

émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal,

aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement, aux garanties, ainsi qu'au rang de créance, le Crédit

d'équipement des PME pourra utiliser, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans

aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FORME DES TITRES : Les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de

l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983

relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

— chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur.

— chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

Le SICOVAM assurera la compensation des titres entre les titulaires de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 26 juin 1991.

PRISE FERME : La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par le Crédit

Lyonnais, le Crédit Commercial de France et la Caisse des Dépôts et Consignations.

RÉGIME FISCAL : Le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des

retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les revenus des titres (intérêts et primes de remboursement supérieures à 5 %) perçus par

des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :

— soit sur option, soumis à un prélèvement au taux de 18 % (article 125-A de la CG) libératoire de l'impôt sur le revenu,

auquel s'ajoute :

— la contribution sociale de 1 % (article 1600-0A du CGI) ;

— la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 133 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;

— le prélèvement social de 1 % (recoûté, pour les revenus perçus en 1991, par l'article 43-I de la loi de finances

rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990) ;

— soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :

— à l'impôt sur le revenu ;

— à la contribution complémentaire de 1 % (article 204-A du CGI) ;

— à la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 133 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;

— au prélèvement social de 1 % (recoûté, pour les revenus perçus en 1990, par l'article 43-I de la loi de finances

rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990).

Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenus perçus en 1991.

Par ailleurs, les revenus des titres bénéficient, avec les dividendes d'actions, d'un abattement global annuel de 18 000 F

pour les couples mariés soumis à une imposition commune et de 9 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées.

MASSE DES OBLIGATAIRES : La présente émission faisant l'objet de la garantie de l'Etat, il n'y a pas de masse des

obligataires.

COTATION : les titres feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

GARANTIE D'ÉTAT : le service des emprunts en intérêts, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'Etat.

L'émission sera ouverte le 10 juin 1991 et pourra être close sans préavis.

SUT DE L'ÉMISSION : la présente émission contribuera au financement des activités du Crédit d'équipement des PME et

de ses filiales.

PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION : A notre connaissance, les données

de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à altérer la portée.

Le Président du Directoire

Michel PRADA

Vu pour vérification de ce qui concerne la situation financière et les comptes annuels y compris ceux du

31 décembre 1990.

Les commissaires aux comptes

Etienne CARRE et Cabinet Robert MAZARS

La notice, prévue par la loi, est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 10 juin.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE
Par application des articles 9 et 7 de l'ordonnance n° 87-833 du 29 septembre 1987,
la Commission des Opérations de Bourse a approuvé, sur la présente note,
la visa n° 91-215 en date du 4 juin 1991.

Le rapport annuel de l'exercice 1990 ainsi que la note d'information n° 91-215 du 4 juin 1991
sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME, Service de la Communication,
14, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS - Tél. (1) 42-98-80-88.

COMMUNICATION

Les premiers projets de coproduction du Centre européen cinématographique

Deville, Goretta, Tavernier et Planchon
serviront Rhône-Alpes sur leurs plateaux

Quatre mois après sa mise en place, le Centre européen cinématographique (CEC) - une société anonyme de coproduction dont le conseil régional Rhône-Alpes est le principal actionnaire et dont Roger Planchon, l'initiateur, a été nommé PDG (le Monde daté 17-18 février 1991) - a rendu publics, vendredi 7 juin, les huit premiers projets de films de long métrage auxquels il a choisi de s'associer financièrement. Cette sélection de printemps - qui devrait absorber 12 à 13 des 20 millions que la région s'est engagée à injecter dans le septième art décentralisé, chaque année durant cinq ans - est tirée par quelques « locomotives » comme Michel Deville, Claude Goretta et Bertrand Tavernier, qui vont tourner, ou ont tourné, « de manière significative sur le territoire de Rhône-Alpes », condition sine qua non pour obtenir le partenariat du CEC.

LYON

de notre bureau régional

Déville s'élèvera du huis clos et de l'intimité pour diriger quant à cinq comédiens dans l'adaptation d'un polar américain, (*Sweet Heart*), sur les bords du Léman et à Lyon. Goretta fera faire aux héros genevois de la *Jaune* (Jacques Perrin, Pierre Arditi) un détour final par les Alpes de Haute-Savoie. Et Tavernier, qui achève, en collaboration avec Patrick Rotman, un « documentaire de cinéma », la *Guerre des guses*, sur les appels de la guerre d'Algérie de la région genevoise, est soulagé d'avoir trouvé une rallonge financière pour boucler un montage-fléuve... Voilà comment s'écrit, peut-être, la préface d'une Hollywood-sur-Rhône story.

Parmi les autres « locomotives » du CEC - présents dans une ambiance (vrai-faux suspense, rétrospectives, congratulations...) relevant davantage d'une soirée des Césars que d'une

conférence de presse - figurent Mehdi Charef qui, lui, s'est vraiment laissé inspirer par Lyon pour imaginer *Aux pays des Juifs*, et trois autres cinéastes qui signent leur premier long métrage : Jean-Pierre Améris, qui a perçu une aide à l'écriture (celle du scénariste Jean Gruault) pour faire naviguer le *Bateau de mariage* dans sa Dombes natale, Philippe Lerche, qui tourne déjà, dans le sud de la Drôme, les *Ames campagnoles*, avec Charles Aznavour, François Arnaud et Clémentine Clerici, ainsi que Nicolas Philibert, réalisateur de *La Ville Louve*, dont le projet d'explorer le pays des sœurs a convaincu le CEC de faire une deuxième sélection (après le Tavernier) en s'éloignant de la fiction.

Puis, qu'il concerne Roger Planchon, président du CEC et donc partie prenante d'un comité de sélection qui - par souci d'indépendance, dit-on - ne s'affiche guère et garde secrets « trois experts », le dernier projet retenu peut faire jaser.

« Sans poteaux électriques ni béton »

En lançant l'idée du CEC, le co-directeur du TNP d'avait certes pas cherché à dissimuler ses propres ambitions de cinéaste. « Si j'ai endossé une telle responsabilité, c'est aussi pour faire deux trois petites choses », oserait-il l'auteur-scenariste-metteur en scène, comme pour justifier un acte faisant l'indépendance. Avec *Soleil levant*, il se propose, en un ou deux films, de raconter l'enfance errante de Louis XIV en plantant, cet été, sa caméra à Lyon, à Grenoble et surtout en Ardèche.

Régionalisme outrancier d'un créateur, ordonnance de souche, prêt à démanteler l'histoire? Nenni. « Peut-être que le jeune Louis n'y a pas séjourné, mais l'Ardèche est l'une des dernières régions de France où l'on peut trouver des paysages vierges, sans poteaux électriques ni béton », plaide, farouchement, Planchon.

Si quelques montages bâtifs, un soupçon de bricolage, semblent par ailleurs exister lorsqu'il s'agit d'événement les plaques vides la totale absence d'informations à propos des sommes investies dans tel ou tel pro-

jet déconcerte davantage. « Le montage financier d'un film est trop complexe pour que l'on puisse s'aventurer à donner des chiffres qui ne voudraient d'ailleurs rien dire hors de leur contexte », s'excuse, en substance et en chœur, M. Jacques Ondot, vice-président du conseil régional, délégué aux affaires culturelles, le jeune co-productrice Marie-Pascale Osterrieth, directrice « opérationnelle » du CEC, et plusieurs administrateurs du CEC comme M. Georges Prost, directeur de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC), ou M. Marguerite Ménégoz, productrice de Rohmer, Fesbinder, Eustache et... Planchon.

« Le fric, le public s'en fou », tranche, plus crûment, Bertrand Tavernier, oubliant qu'en l'occurrence ce sont les contributeurs rhodaniens qui « coproduisent ». « Les comptes détaillés seront évidemment publiés ultérieurement », se rassure, avec la même unanimité, alors que tous les professionnels présents - Daniel Toscani du Planter, Alain de Sédouy, Antoine de Clermont-Tonnerre, François Arnaud et l'ensemble des réalisateurs - chantent les louanges de « la première région d'Europe qui ose relever le défi de la création cinématographique ». En évoquant « la prodigieuse pression du cinéma américain » au même « assassinat organisé du cinéma » en Italie.

Une salle de projection double-bande, des tables de montage, voire « une maison technique du cinéma » à mettre en œuvre dans un ancien cinéma-théâtre désaffecté de Lyon, des bureaux pour les équipes de production, des locaux ou des mini-studios dans les grandes villes de la région, des conférences de presse sur chaque tournage, une banque de données répertoriant les lieux, les professionnels, l'intendance, le relais des élus, des petits pots de l'amitié et des grandes premières nationales... Dans un joyeux décor, la région Rhône-Alpes s'invente son cinéma, se projette en Cinémascope, s'étourdit en Dolby. En attendant, dans huit mois, les huit projets sélectionnés devront, contractuellement, bécoter « trois » sur de la pellicule...

ROBERT BELLERET

2000 actions recensées en 1990

Le mécénat en quête de nouveaux territoires

Après avoir rapidement progressé ces dernières années, le mécénat d'entreprise marquerait-il une pause? L'ADMICAL, qui organise les 17 et 18 juin ses XI^{es} Assises internationales (1), a recensé en 1990, comme l'année précédente, environ 2 000 actions de mécénat émanant de 1 000 entreprises, dont 45 % de PME. Les volumes financiers engagés progressent d'environ 50 millions de francs, pour atteindre au moins 650 millions.

Quant à la répartition de ces actions, elle consacre comme à l'habitude la place prépondérante de la musique (27,5 %) et des arts

plastiques/musées (25 %). Derrière ces deux bastions du mécénat, le patrimoine, le théâtre et l'édition attirent davantage l'attention des mécènes, avec une hausse des actions, alors que l'endossement, la danse et l'architecture sont un peu délaissés.

Les chiffres rassemblés par l'ADMICAL (2) attestent de la même stabilité dans l'identité des mécènes et leur origine géographique. Les baques (23,5 % des mécènes) sont encore loin devant les autres secteurs économiques, l'énergie et le BTP accroissant leur effort alors que les assurances et la chimie restreignent les leurs. Et

l'Ile-de-France continue de rassembler 22,4 % des actions, une part qui toutefois diminue relativement au profit de Rhône-Alpes (9,5 %).

Ce constat n'est pourtant pas synonyme d'immobilisme du mécénat, même si la parution toujours attendue des textes d'application de la loi de 1990 sur les fondations d'entreprise peut retarder l'éclosion de certaines fondations.

L'ADMICAL note ainsi la tendance des entreprises mécènes à recentrer leurs politiques sur des blets, souvent plus proches de leurs domaines d'activité. Les entreprises s'efforcent aussi de lier leur interventions dans le domaine culturel à d'autres actions sociales ou humanitaires : ce mécénat « croisé » voit par exemple le Crédit lyonnais former des guides conférenciers sourds ou malentendants pour des visites commentées du Louvre en langage des signes, ou IBM financer une exposition Océanne dont les bénéfices reboiseront le mont Saint-Victor... Parallèlement au mécénat culturel, se développent d'ailleurs d'autres formes de mécénat d'entreprise, dont la protection de la nature bénéficie (voir notre encadré).

Cette exploration de nouveaux territoires d'intervention se double d'une ouverture accrue aux dimensions régionales et internationales. L'ADMICAL vient d'ailleurs de nommer 12 délégués régionaux et de créer avec ses homologues de dix États européens le CERECE, Comité européen pour le rapprochement de l'économie et de la culture (CERECE) (3).

M. C. I.

(1) Association pour le développement du mécénat industriel et commercial, 116, rue La Boétie, 75008 Paris, tél. 02-25-45-93. Les Assises internationales sont organisées à l'UNESCO les 17 et 18 juin et seront conduites par la remise des Océans du mécénat.

(2) Ces chiffres, et bien d'autres informations juridiques et pratiques sur le mécénat ainsi qu'une base de données, sont disponibles sur le service téléphonique 36 15 ADMICAL, récemment créé.

(3) European Committee for Business, Arts and Culture, Nutmeg House, 60 Gainsford Street, Butlers Wharf, London SE 2NY, Grande-Bretagne, tél. : (44) 71 378 8143.

سكوان المشرق

Le Tavernier et Plan...
Alpes sur leurs plan...

CULTURE

La franc-maçonnerie des amateurs de photo

Le marché de la photo est solidement installé. Il s'étioffe lentement mais sûrement

Un rayogramme de Man Ray (1923) a été adjugé 400 000 F à un collectionneur américain lors de la vente Loudner, le 2 juin, à Paris. Par ailleurs, deux ventes entièrement consacrées à la photographie ancienne et contemporaine ont eu lieu à Drouot les 30 mai (Beaussant-Lefèvre) et 31 mai (Binoche et Godeau). Dans la première, qui a totalisé 1 million de francs, une vue de Paris attribuée à Michel (1842) a été préemptée par la Bibliothèque nationale (72 000 F) tout comme un Charles Croe de 1878 (45 000 F). Un portrait signé Man Ray a atteint 49 000 F et un Félix Nader, les Ballons en 1870, estimé 500 F, a été adjugé pour 8 800 F. Dans la seconde — un total de 1 800 000 F — treize images «X» signées Robert Mapplethorpe ont atteint 85 000 F, et un Man Ray de 1930, 62 000 F, un Laure Albin-Guillot estimé 7 000 F est parti à 43 000 F, un portrait d'Andy Warhol par Duane Michals s'est envolé à 55 000 F; en revanche, un portrait de prostituée signé Eugène Atget, estimé 100 000 F, n'a trouvé preneur qu'à 62 000 F. Ces chiffres s'inscrivent dans un marché de la photo, modeste mais solide, qui a vu le jour il y a une vingtaine d'années.

Le marché de la photo est né aux Puces, sur les trottoirs de Paris, les quais de la Seine, dans de vieux cartons poussiéreux, des greniers de famille ou sur les rayons des bouquinistes. Ils étaient une poignée au début des années 70 à fouiller Paris et la province à la recherche de clichés historiques. «Nous étions des ramasseurs», se souvient Roger Théron, actuel directeur de Paris-Match, et qui possède l'une des plus belles collections de photographies

françaises du monde. Pas une seconde nous ne pensions à spéculer, mais à sauver du feu des trésors que nous achetions 50 ou 100 F. Personne ne s'intéressait à ce genre d'images. Les bonnes histoires de «sauvetage» abondent, tel cet amateur ardent in extremis une benne à ordures qui s'apprêtait à brayer des cartons de photos ou tel autre qui achetait sans voir des caisses d'images au kilo.

Vingt ans plus tard, un grand maître du dix-neuvième siècle sauve de l'oubli peut se négocier 300 000 F. Les principaux albums des primitifs ont été achetés à prix d'or par les musées français et américains. Le marchand Alain Paviot vient de vendre trente-trois vintages (voir encadré) de Moholy Nagy pour 1 million de dollars. Lors de la vente Sotheby's à New-York en avril dernier, deux photos ont battu les records: 165 000 dollars pour des Roses (1925) de Tina Modotti et 154 000 dollars pour Palm Trunk, Cuernavaca (1925) signé Edward Weston.

Négatif et tirage

Ces chiffres sont impressionnants et vont bien au-delà des enchères moyennes (de 500 à 3 000 F), mais ils montrent bien qu'un vingt ans le marché de la photo s'est structuré. Pourtant il eût fallu «compter deux idées reçues», affirment les galéristes Michèle Chomette et Agathe Gaillard: le négatif est plus important que le tirage et pourquoi acheter cher une œuvre qui peut, théoriquement se multiplier à l'infini? Michèle Chomette rappelle d'abord que «le négatif n'est qu'une promesse d'œuvre, un peu comme le moule d'un sculpteur».

Quant au second, le commissaire-priseur Pierre Cornette de Saint-Cyr affirme au contraire «qu'il n'y a pas assez de photos historiques sur le marché et que cette rareté est un frein à son développement». Enfin, les galéristes français réunis en 1982 au sein de l'Association pour la défense et la promotion de la photographie originale (APO) écrivaient



Un record: 165 000 dollars pour des «Roses» (1925) de Tina Modotti

dans leur manifeste: «On peut dire que chaque tirage, effectué manuellement, pièce par pièce, est unique».

Sur ces bases, le marché a vu le jour, d'abord aux États-Unis dans les années 60, puis en France (où Agathe Gaillard en 1967 a essayé sans succès de vendre 200 F des tirages présentés en vitrine de la librairie La Hune à Paris), en Grande-Bretagne et en Allemagne, qui sont les seuls pays où se retrouvent musées, galeries, marchands, collectionneurs et salles des ventes. Le marché est structuré en trois périodes: le dix-neuvième (Londres est la place dominante de ce secteur, «le plus stable», selon Pierre Cornette de Saint-Cyr); la photo française et américaine de l'entre-deux-guerres (New-York tient ce marché, le plus prometteur, et qui bat les records de vente); la photo contemporaine («l'événement des années 80», selon Pierre Cornette de Saint-Cyr) que Michèle Chomette définit par rapport au marché de

Adams, le pape de la photo de paysage, qui vendait des T-shirts avec ses images imprimées dessus. Vingt ans plus tard, les clés du marché sont toujours outre-Atlantique, le seul endroit où «il existe une demande intérieure conséquente», selon Pierre Cornette de Saint-Cyr.

Le marché de la photo est un milieu «minuscule» en France, remarque Roger Théron. L'image fixe est «une marchandise pointue destinée à un club très fermé», affirme Alain Paviot qui recense dix gros marchands et dix collectionneurs importants dans le monde, seuls «capables, pour leur plaisir, de mettre de 500 à 500 000 F dans un cliché». Il y a vingt ans, ils se retrouvaient à Londres: «On se connaissait tous, nous étions une poignée d'amateurs qui se détestaient cordialement et poursuivaient les enchères dans les pubs autour des salles de ventes», se souvient Roger Bramly.

Le club est fermé, mais «au moins, on est loin du flic mi de la peinture contemporaine», affirme Pierre Reimer. Chez les collectionneurs de photos, on trouve l'élégance des vrais connaisseurs. Ici, pas de banque japonaise qui chercherait à s'offrir un «Van Gogh de la photo», «car les véritables amateurs n'achètent pas leurs trouvailles au mur, mais rangent soigneusement leurs acquisitions dans des tiroirs ou des chambres froides», affirme Alain Paviot.

Plus solide que rentable

Les spéculateurs sont rares, car le marché est plus solide que rentable. Les photographes américains Robert Mapplethorpe et Cindy Sherman sont bien payés en quelques années de 1 200 F à 100 000 F, un Moholy Nagy a fait un bond de 15 000 à 500 000 F en quinze ans et, selon Alain Paviot, «un Kertész a atteint un jour les 100 000 dollars» mais les très bonnes affaires sont devenues aussi rares que les sautes, sauf évidemment pour ceux qui ont acheté bien avant que le marché ne se mette en place. Ainsi, un *aficionado*

affirmé avoir vendu 1,5 million de francs sa collection montée en huit ans pour un coût de 100 000 F.

Mais les passionnés, comme Roger Bramly, sont d'abord obédés par le fait «de pouvoir posséder des incalculables, des images que personne n'a vues, de trouver à Lisbonne un portrait d'Ingres signé Nadar pour 30 F et de s'offrir une collection pour le prix de trois tableaux d'art contemporain». Chacun possède plusieurs milliers de photos qu'ils revendent rarement, sauf à des institutions: Roger Théron a cédé une partie de sa collection du dix-neuvième français au Musée d'Orsay en 1985, mais continue d'acheter. Au point de posséder, entre autres, une marine de Le Gray, un album de trente-trois Balbus, une solariation de Tabard et des portraits de Man Ray, autant de raretés qu'il devrait exposer au Centre national de la photo (palais de Tokyo) d'ici deux ans.

Si les ventes publiques constituent une part importante du marché à Londres et surtout à New-York, les rendez-vous français — deux à quatre par an, Pierre Cornette de Saint-Cyr, Agathe Gaillard et Alain Paviot avaient lancé le mouvement en 1982 dans le cadre du Mois de la photo — représentent un volume mineur par rapport à l'ensemble des transactions. Il est difficile d'obtenir des pièces de valeur et de proposer des photos que l'on ne trouve pas chez les marchands — une même image peut se vendre deux fois plus cher à Drouot qu'en galerie. Ce sont les principaux obstacles que rencontrent les études Binoche-Godeau et Beausant-Lefèvre dont chaque vente tourne entre 1 million et 2 millions de francs.

En tout cas, ce genre de vente provoque des vocations: Viviane Esders, après douze ans de galerie, se lance à Drouot avec Pierre Cornette de Saint-Cyr, le 24 juin prochain, sur le thème de «la femme et l'élégance».

MICHEL GUERRIN

Le prix d'une image

Le prix d'une photographie varie en fonction de son auteur bien sûr, mais aussi d'une multitude de critères que le marché a mis en place et qui expliquent qu'une matrice de La Gray (autour de 1855) peut se négocier entre 6 000 et 250 000 F; tirage d'auteur ou d'époque, contretype ou retirage, état de conservation, nombre de clichés existant sur le marché, qualité de la photo et importance dans l'œuvre de l'auteur, papier, format, présence ou non de la signature, d'un numéro, d'un cachet, existence ou non du négatif.

Si chaque photo a son histoire, comme le résume joliment l'expert Pierre Reimer, marchande et collectionneurs naissent d'abord que par le «vintage», notamment pour la période qui court du dix-neuvième siècle à la fin des années 60, c'est-à-dire le tirage d'époque, contemporain de la prise de vue mais pas nécessairement réalisé par l'auteur.

«Mieux vaut un Vasego crasseux, tiré vite fait dans sa bagnole avec ses erreurs et ses taches, qu'un bon tirage moderne», explique l'expert Gilles Dusein. «Ridicule !, lui répond la galériste Agathe Gaillard; la tirage devient plus important que le contenu car on finit par n'exposer que des maches brouillons, comme ce fut le cas avec Kertész. De plus ça raréfie le marché».

Le vintage (un terme qui vient du monde du vin et que l'on utilise pour qualifier les millésimes) a été inventé par les Américains dans les années 60 pour fixer un cadre au marché, et faire grimper le prix des images en donnant de la valeur au document le plus rare. C'est ainsi qu'un tirage d'époque de Kertész peut atteindre les 200 000 F, alors qu'un tirage moderne et soigné ne dépassera pas les 15 000 F.

Le dix-neuvième a ses spécificités. D'abord, il perd sa rareté à partir de 1870, quand la photo se banalise et illustre les nombreux voyages vats l'Orient. L'absence de signature, si l'attribution est évidente, ne fait pas perdre de la valeur. En revanche, la qualité de conservation est déterminante dans l'établissement de la cote, tout comme,

dans une moindre mesure, le nombre d'exemplaires.

Le tirage unique donne de la valeur à la photo historique. Outre les daguerrétypes du dix-neuvième, les photomontages, collages, rayogrammes et photographes des années 20 atteignent des prix élevés. La cote de Moholy Nagy est ainsi au plus haut, Alain Paviot venant par exemple d'acheter deux collages du maître du Bauhaus 200 000 dollars. Mele, pour beaucoup d'auteurs, toutes époques confondues, l'argent du nombre n'est pas déterminant.

Les anonymes du dix-neuvième, si le document est remarquable, atteignent des prix surprenants: 90 000 F pour un énigmatique WHG lors d'une vente à Drouot en 1990. En revanche, tout n'est pas bon loin de là, chez les grands maîtres, ce que confirmait à sa façon Kertész: «Je suis heureux si j'ai fait dix bonnes photos dans ma vie», Michèle Chomette donne quatre exemples: «Il y a de mauvais La Gray, contrairement à ce que l'on croit. Atget a produit énormément, et beaucoup de photos ennuyeuses. Nèdar est moins intéressant quand le tirage était fait par son fils. Maxime Du Camp enfin, qui était une valeur sûre au début des années 80, se négocie péniblement aujourd'hui à 4 000 F, car il y en a eu trop sur le marché».

Tous ces critères n'ont plus cours pour la photographie contemporaine. Depuis l'organisation du marché, au début des années 70, la plupart des photographes limitent leurs tirages (de 3 à 50 en moyenne, selon le choix de l'artiste), qu'ils numérotent sans que ça interfère sur le prix des images. Les critères sont alors communs à ceux du marché de l'art, avec des prix beaucoup plus bas.

Certains n'ont jamais voulu jouer ce jeu, comme Cortier-Bresson, dont l'œuvre est à cheval sur les deux époques. C'est ainsi que l'on peut s'offrir un tirage de ce monstre sacré de la photographie à un prix abordable (entre 15 000 et 18 000 F chez Agathe Gaillard).

M. G.

CONSEIL RÉGIONAL
NORD-PAS DE CALAIS

Concours d'architecture et d'ingénierie

Avis d'appel de candidatures de concepteurs

L E F R E S N O Y

1° Identification de la collectivité ou du service qui passe la commande:

Conseil Régional Nord-Pas de Calais
7, square Morrison - BP 2035
59014 LILLE CEDEX

Tel: 20 60 60 60
Téléc: 20 60 60 60
Télécopie: 20 57 39 48

2° Mode de passation:

Concours d'architecture et d'ingénierie

3° Objet du marché: création d'un bâtiment à Tourcoing

Ecole Supérieure d'Art, centre de formation, de création, de production et de diffusion artistique et audiovisuelle.

Le Ministère de la Culture et de la communication et le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, en accord avec la ville de Tourcoing, ont décidé d'imposer un centre de formation, de création, de production et de diffusion artistique et audiovisuelle sur le site du Fresnoy à Tourcoing, ancien complexe de loisirs (cinéma, dancing, piscine, hippodrome, etc.) fermé depuis la milieu des années 70, et toujours très peuplé, être la mémoire collective régionale.

Par ailleurs, un programme d'accompagnement (travaux d'habilitation, d'entretien, de rénovation) sera financé par le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, en relation avec le fonctionnement du centre, par le biais d'un contrat de partenariat.

Ce centre international, unique en son genre, aura pour vocation principale de dispenser un enseignement de haut niveau destiné à des étudiants, à la fois (réorientation par concours au niveau Bac +3), et conçu dans le cadre d'un partenariat tripartite des grandes disciplines artistiques: peinture, sculpture, design, photographie, cinéma, vidéo, image de synthèse, musique et spectacle vivant. Un accent particulier sera mis sur les nouvelles technologies. Les étudiants seront invités à concevoir et à réaliser leurs travaux en grandeur réelle, et bénéficieront pour cela d'un outil de production et de post-production parmi les plus sophistiqués de la création audiovisuelle. Tous les équipements et leurs périphériques seront de gamme professionnelle. Les étudiants seront encadrés par des professeurs invités («visiting professors» non permanents) choisis parmi les meilleurs créateurs et les meilleurs spécialistes internationaux.

4° Organisation de la consultation:

L'appel de candidatures est préalable à l'organisation d'un concours à un degré.

En cas d'impossibilité de départager les candidats à l'issue du premier degré, le jury se réserve le droit de porter le concours à un second degré.

Quatre à six équipes seront admises à concourir sur esquisse au vu du dossier de candidature examiné par le jury.

Chaque équipe retenue pour le premier degré et non retenue après examen des esquisse par le jury, mais ayant remis des prestations conformes au règlement de la consultation, se verra attribuer une prime maximale de 110 000 F HT (maquette comprise).

Pour la lauréat, cette prime de 110 000 F HT constituera une avance sur honoraires.

5° Candidatures:

L'appel de candidatures est ouvert aux architectes et équipes d'architectes ayant la capacité d'exercer en France.

Documents à fournir:

- Composition de l'équipe de conception
- Qualification, moyens et références de l'équipe
- Fiche de renseignements et l'envoi par les candidats aux Marchés Publics, en application de l'article 251-1 du Code des Marchés Publics; les candidats pourront se procurer cette fiche au service désigné à l'article 8.

6° Contenu de la mission qui sera confiée au lauréat du concours:

Le lauréat se verra confier une mission de maîtrise d'œuvre M1, de troisième classe de complexité, comprenant:

- Une recherche formelle de l'APS au D.C.E.
- Une recherche conditionnelle de l'A.M.T. au D.C.E.
- L'élaboration préliminaire des travaux de planification, hors équipements, à 51 500 000 F HT (valeur novembre 1989).

7° Délai d'exécution:

Esquisser trois mois à compter de la remise du dossier de consultation des concepteurs.

8° Date limite de réception des candidatures:

1er juillet 1991 à 17 heures, bureau du concours.

Adresser au service désigné ci-dessous, ou, si elles sont envoyées par la poste, devant être à cette même adresse, par pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à destination avant le date en heures indiquées.

Conseil Régional Nord-Pas de Calais
Direction des Services Financiers
Bureau des Appels d'Offres - 6ème étage
7 square Morrison - BP 2035
59014 LILLE CEDEX

Avec la mention: AO n° 91.13, appel de candidatures pour l'Ecole Supérieure d'Art du Fresnoy à Tourcoing.

Les candidatures ne peuvent être rédigées en langue étrangère.

9° Date d'envoi de l'avis d'appel de candidatures à la publication chargée de l'insertion: 31 mai 1991

10° Adresse du service où l'on peut demander des renseignements:

Renseignements techniques: Direction de l'Ingénierie
Monsieur Naels - Tel: 20 60 63 52

Renseignements administratifs: Direction des services financiers
Bureau des appels d'offres
Monsieur Olive - Tel: 20 60 63 27

Le Président du Conseil Régional
Monsieur Joseph

TOURCOING

Le Fresnoy

CULTURE

Claudio Arrau un musicien sans vanité

Suite de la première page

Il part ensuite se perfectionner à Berlin où il travaille avec Martin Krause, le dernier grand élève de Liszt, qui avait déjà formé Edwin Fischer et Rosita Renard. Dans la capitale prussienne, il donne son premier récital à l'âge de onze ans, joue avec Arthur Nikisch et la Staatskapelle de Dresde.

Martin Krause le traite en fils, lui transmet les secrets d'une technique pianistique et des méthodes de travail si accomplies que jusqu'à la fin, elles permettront à Arrau de jouer un répertoire beaucoup plus étendu que celui de la majorité de ses confrères.

Il lui enseigne aussi la ferveur, la soumission totale à la musique. Le public lui fait des triomphes partout où il se produit en Allemagne. La mort de son maître en 1918 lui fait perdre peu à peu de son assurance. Ses concerts s'espacent dans une Allemagne qui ne reconnaît plus dans ce garçon de quinze ans l'enfant prodige qu'elle admirait pourtant deux ans auparavant.

Arrau joue cependant avec succès en Europe du Nord, en Yougoslavie, en Roumanie, remporte deux fois le prix Franz Liszt de Budapest. Un prix qui n'avait pas été attribué depuis quarante-cinq ans. Mais sa tournée américaine de 1923-1924 tourne au fiasco. Les réactions sont mitigées et le public, si clairsemé, qu'il doit rentrer d'urgence en Allemagne.

Là, ses problèmes s'aggravent : « plus d'une fois, il m'arrivait de m'empêtrer dans des passages que j'aurais pu jouer les yeux fermés. Il y avait quelque chose en moi qui faisait obstacle au fait de jouer, de me produire en public ». Il suit alors le conseil d'Edwin Fischer, déjà passé par là, et décide d'entreprendre une analyse. Elle durera jusqu'en 1973, date de la mort d'Hubert Abrahamson, son psychanalyste et ami.

Claudio Arrau ne voulait plus jamais plaire au public ou à qui que ce soit. Sa carrière en souffrit notamment aux États-Unis où il s'installe en pleine

Seconde Guerre mondiale, fuyant l'Allemagne nazie, peu après l'exécution de Karl Robert Kreiten, un de ses jeunes élèves fusillé, malgré l'intervention de Furtwängler.

Son jeu ne ressemble en rien à celui des grandes stars du piano qui règnent sur les scènes des Amériques. Il n'a ni le charme et la sonorité miroitante de Josef Hoffman, ni la virtuosité fracassante de Vladimir Horowitz, ses programmes sont sérieux, très sérieux, constitués de grandes pièces soigneusement associées, son approche musicale s'impose par son absence de vanité digitale.

Consacré par l'Europe

Cela ne l'empêche pas, bien sûr, de faire une splendide carrière dans ce pays, de jouer avec les plus grands chefs et les plus grands orchestres (les musiciens l'ont toujours reconnu) mais c'est tout de même de l'Europe que viendra sa consécration, les grands journalistes américains ayant toujours été plus respectueux que franchement admiratifs. De la Grande-Bretagne d'abord, puis de l'Allemagne, du bloc socialiste, de la Hollande et enfin de la France.

De l'Europe, et grâce aux disques. Après des tentatives infructueuses pour CBS et EMI, Claudio Arrau signe un contrat pour Philips. Dans les studios de cet éditeur, il va patiemment élever un monument pianistique sans équivalent dans l'histoire du disque, renouvelant fondamentalement l'approche des musiques de Beethoven, Brahms, Schumann, Chopin, Mozart, Liszt, Debussy et Schubert.

Le jeu d'Arrau, et cela dérangeait quelques auditeurs, avait la faculté de rendre perceptibles l'anxiété, l'angoisse, la douleur présentes dans les œuvres. Son attitude au piano traduisait cette descente dans la musique : assis près du clavier, le bras gauche collé au buste, la main droite largement déployée au-dessus des touches, le corps tendu dans un effort surhumain



vers l'avant, Arrau imposait son match de souffrance au public. Lorsqu'il jouait avec un chef qu'il aimait - Daniel Barenboim, par exemple - il lui lançait des regards terrifiants d'angoisse. Rien de ce que jouait Arrau n'était indifférent. Il n'y avait dans ses interprétations ni note de passage, ni moment d'absence, ni sommet d'intensité longuement préparé dans le secret de son studio.

Son art si particulier des transitions, des attaques, l'attention de ses phrases en faisaient en quelque sorte l'unique artiste à avoir su reprendre l'héritage du chef d'orchestre Wilhelm Furtwängler. D'un autre côté, sa sonorité chantante et grasse évoquait l'art des plus grandes chanteuses d'opéra.

Un technicien hors norme

Si Arrau répugnait aux effets de virtuosité, il n'en était pas moins un technicien hors norme, dont l'interprétation des Etudes de Liszt est entrée dans le légende. L'homme était d'une gentillesse et d'une modestie extrêmes. Lorsqu'il portait un jugement sévère sur ses confrères, cela n'était jamais de façon gratuite ou agressive. Il

pouvait pourtant être très dur pour les coquetteries et les « éclairs de génie » de Vladimir Horowitz, comme pour Maurizio Pollini qu'il respectait profondément, mais auquel il reprochait il y a quelques années une approche technique si immaculée qu'elle évacuait les tensions nées de la difficulté même.

Nous lui avions demandé s'il lui arrivait parfois de faire des arrangements pour rendre l'exécution de certains passages plus commode : « jamais ! et je n'en ferai jamais ! Si un jour je ne peux plus jouer la Sonate Waldstein de Beethoven, telle qu'elle est écrite, ou les trilles du premier concerto de Brahms, eh bien ! je ne jouerai plus ces œuvres ».

Pour d'autres de ses confrères, il avait une tendresse particulière, même si leur monde lui était totalement étranger, qu'ils soient célèbres ou pas, vivants ou morts. Le hasard fait que Claudio Arrau disparaît quelques semaines après Wilhelm Kempff qui était le pianiste de sa génération qu'il aimait le plus, dont il se sentait le plus proche.

ALAIN LOMPECH

Un interprète infatigable

Claudio Arrau a beaucoup enregistré. Ses premiers enregistrements pour un grand éditeur datent des années 40. Chez CBS, il s'est gravé, sans grand souci de cohérence, des programmes, des pièces de Chopin, Liszt, Debussy, Ravel, Albeniz, Brahms et Schumann, dont des Rhapsodies hongroises et une Fantaisie hongroise de Liszt qu'il ne réenregistrera jamais. Ces disques CBS sont, pour le moment, indisponibles.

Son passage chez EMI, quelques années plus tard, allait lui donner l'occasion de travailler pour un éditeur soumis au diktat de Walter Legge. Le mari d'Elisabeth Schwarzkopf savait ce qu'il voulait et, d'une certaine façon, avait les mêmes exigences musicales que le pianiste. Ensemble, ils ont réalisé quelques disques dans lesquels le grand style d'Arrau se fait jour pour la première fois : les Sonates Op. 110 et 78 de Beethoven, le *Konzertstück* de Weber, avec Alceo Galliera, et, en apothéose, les deux concertos pour piano de Brahms avec l'Orchestre Philharmonie et Carlo Maria Giulini.

Tout Liszt tout Schubert

En 1965, Claudio Arrau entre chez Philips. Cet éditeur lui sera fidèle, ne ménageant pas sa peine pour imposer les disques d'Arrau dans le monde entier. C'est pour Philips, le plus souvent dans le studio de La Chaux-de-Fonds, en Suisse, qu'Arrau bâtit son monument discographique. Ce pianiste est bien l'un des seuls artistes qui, tout en ayant beaucoup enregistré, n'a jamais publié de disque sans s'investir totalement dans sa réalisation.

A notre avis, le disque le plus représentatif du style d'Arrau est celui sur lequel il joue *Après une lecture du Dante*, de Liszt. Toutes les autres interprétations de cette pièce ne réussissent pas à en donner le caractère fiévreux ou la virtuosité creuse. Arrau ne transfigure pas cette pièce,

il sait retrouver son vrai caractère grandiose et douloureux. Mais il ne faudrait pas s'arrêter là. Il faudrait aussi découvrir son premier enregistrement de la *Sonate Waldstein* de Beethoven, puis son Opus 111 et son *Hammockvievier*. De Liszt, bien sûr, tout ce qu'il a enregistré est à acquiescer. Ses *Études transcendentes*, les concertos (avec Colin Davis), la *Sonate en si mineur*, la *Deuxième Ballade* et les paraphrases sur les opéras de Verdi.

De Chopin, les *Préludes*, les *Nocturnes*, les *Veliss*. Les *Nocturnes* furent d'ailleurs le premier disque d'Arrau plébiscité par le public et la critique française. De Brahms, la *Troisième Sonate* et les *Ballades* Op. 10, sans oublier la remède du *Premier Concerto* avec Hartink dirigeant l'Orchestre du Concert Egebow d'Amsterdam, en rien inférieur au disque enregistré avec Giulini dix ans auparavant, malgré une légende tenace, tout sans exception, les dernières sonates, les *Klavierstücke* Op. posthume.

Restent Debussy et Schumann. Arrau joue ses *Préludes* et ses *Images* avec une densité sonore assez incroyable, des couleurs fondues et un sentiment d'enfermement, d'étouffement insupportable dans la plus belle acception du terme. Avouons que, malgré de nombreuses tentatives, nous n'avons toujours pas réussi à comprendre le Schumann d'Arrau.

La lecture nous paraît tantôt maniérée, tantôt trop légère, toujours décalée à quelques exceptions et passages d'œuvre près. Mais nous ne désespérons pas, un jour, de comprendre le cheminement de ces interprétations paradoxales. Claudio Arrau ne pouvait pas se tromper.

Philips prépare depuis quelques mois une monumentale édition Claudio Arrau qui devrait bientôt sortir chez les disquaires.

A. L.

BALANCE PRODUCTIONS, EN ACCORD AVEC LEON SAYAN, présente



AZNAVOUR

PALAIS DES CONGRES

MINNELLI

20 NOVEMBRE / 15 DECEMBRE 1991

LOCATION

3 FNAC / VIRGIN MEGASTORE / AGENCES / PALAIS DES CONGRES / TEL 40.68.00.72 / 10.00.00 / 18.00.00 / MINITEL 3615 FNAC

مكتبة الأمل

CULTURE

MUSIQUES

Johnny Hallyday, des copains aux potes

Pour la fête de SOS-Racisme, une expérience d'intégration musicale réussie



C'était ou pari, artistique et politique. Johnny Hallyday, pilier de Berry, auxiliaire de campagne de Jacques Chirac, allait-il trouver sa place sur l'esplanade du Château de Vincennes, chez les potes, presque trente ans après avoir fait danser les copains place de la Nation ?

Sur le coup de 1 heure du matin, quand Johnny est enfin monté sur scène, plus tard que prévu, il suffisait de regarder dans le public les B-Boys qui dansaient le hip-hop sur *Gabrielle* ou *Déjà*, sous les yeux des familles venues applaudir leur idole, pour constater le succès de cette opération d'intégration musicale. Qu'il aient été deux cent mille devant les remparts, comme l'ont annoncé les organisateurs, ou moins, la présence de ce public mélangé, essentiellement hétérosexuel, justifiait, mieux que les interventions militantes à prime écoutées, le thème de ce septième concert : la lutte contre les ghettos.

avaient cours dans les coulisses de la grande scène dressée sous les remparts du Château de Vincennes. C'était de toute façon la pièce maîtresse d'un dispositif dressé à la hâte après la fin de la guerre du Golfe. Un moment remis en question dans son principe même par le conflit, la logistique de la fête en a de toute façon subi les conséquences. Pierre Bergé ayant rompu avec l'organisation animée par Harlem Désir, il manquait au budget de l'édition 1991 (3,2 millions de francs, au total, selon Patricia Philippe, responsable de la production du concert), le million qu'avait versé Saint Laurent en 1990. Il semble que le textile aime les potes puisque Chevignon et Tati se sont retrouvés au chevet de l'organisation, apportant un total 900 000 francs. Le reste des subventions est venu des ministères de la culture (deux millions) et des affaires sociales (300 000 francs). Un budget éti-

importance. Il a fallu se contenter d'une scène unique (d'où les retards entre chaque prestation). De plus, SPS, la société qui assurait la production du concert depuis 1985, a rendu son tablier, et ses successeurs Synchrolight et ASAP, semblent avoir eu par moment des difficultés à maîtriser la machine.

Il fallait également combler l'éventuel déficit artistique provoqué par les prises de distances qu'avait eues la position de SOS-Racisme pendant la guerre. Pas de Patrick Bruel, donc, qui a rompu avec l'organisation à ce moment. Mais, de Johnny à Joe Cocker en passant par Mory Kanté (qui triompha dimanche matin, à 3 heures, presque par surprise), l'organisation a trouvé une oreille attentive à partir du moment où elle s'est réveillée. Les potes préfèrent parler de défrètement, mais la plupart des artistes ont demandé leur cachet habituel.

THOMAS SOTINEL

Un budget éti-

Après Joe Cocker, qui avait joué son enième remake de Woodstock, plus comprise, avec son habituelle sincérité, le succès de Johnny Hallyday, plus rock, plus approximatif et plus chahuté que lors de son Club Mait' d'été à Berry, constituait le test décisif pour le succès de cette fête, transférée au dernier moment de la place de la Bastille à l'esplanade du Château de Vincennes. Le reste - les problèmes techniques qui n'ont cessé d'allonger les intervalles entre le passage de chaque artiste (au point que Chab Mait' s'est vu sans avoir chanté), les performances en playback orchestra (seul le chanteur chante vraiment) de certains groupes, les bagarres de fin de soirée qui ont éclaté sporadiquement vers 4 heures du matin, n'avaient du coup plus guère d'importance.

La venue du rock à la fête de SOS-Racisme était pourtant apparue à beaucoup comme une incongruité. Tentative de retrouver l'image muséifiée du rock, après les divisions provoquées par la guerre du Golfe ou simple assurance contre une éventuelle perte d'audience, toutes les explications

Retour au pays

Un hommage, un spectacle : Marianne Oswald a retrouvé sa ville natale

A droite, dans une allée du cimetière, un tombeau attend. La cérémonie se déroule dans une atmosphère de personnes sont là, recueillies. Ce sont des obèses un peu surréalistes, sous un ciel gris. Marianne Oswald rentre à Sarreguemines, son pays natal. Elle est morte en 1985, mais les restes de la diseuse magnifique, qui avait si bien crier les malchances, avaient été ensevelis dans la fosse commune de Limsel-Brévaux, près de Paris.

Cette petite ville plantée à la lisière de la Sarre se souvient donc aujourd'hui de Marianne Oswald, jugée scandaleuse au début des années 30, trop oubliée désormais. Au cimetière, le Père Duplessis, l'un de ses vieux compagnons de route, a parlé de la petite sœur des poètes, qui chanta Prévert ou Cocteau d'une voix si vraie, d'une

voix si rauque. Il a rappelé que Marianne Oswald a terminé sa vie à l'hôtel Lutetia de Paris, dans une chambre encombrée de tous ses souvenirs, qu'une association s'efforçait de tirer des obsessions depuis six ans. Plus tard, Claude Rolland, pianiste de la chanteuse pendant seize ans, et Marie-Agnès Courroux, ont visité personnellement son répertoire. Anna la bonne, le Voleur d'enfant, ou petit bout d'Opéra de quat'sous.

Les enregistrements de Marianne Oswald seront réédités à la rentrée. Depuis vendredi, une plaque inaugurée à l'angle de la rue de l'Eglise et de la rue de Verdun, à Sarreguemines, tordique l'immeuble où elle est née. Bien sûr, celui-ci a été détruit pendant la guerre...

B. M.

THÉÂTRE

Berlin-Paris-New-York

Sur les traces d'un exilé dont la musique semble venir du fond de nos larmes

KURT WEILL REVUE à l'Odéon

Dans la partie ouest de Berlin existe un théâtre principalement consacré aux spectacles musicaux, le Westen, dirigé par un chorégraphe, Helmut Baumann. Il y a joué la *Cage aux folles*, son grand succès, y a monté un magnifique *Cabaret* resté au répertoire pendant plusieurs années - fortement expressionniste, et qui se passait dans ces cours intérieures des vieux immeubles berlinois, où tout le monde peut épier tout le monde. Les éléments du Kit-Kat venant s'y insérer, ajoutant leur dureté fardée à l'ambiance étouffante. « Si on monte *Cabaret* à Berlin, disait Helmut Baumann, on doit le faire avec violence, sinon ce serait génant. »

Des musiques balancées, Helmut Baumann sait tirer la violence, cerner les équivoques. Il fallait bien qu'un jour il affronte Kurt Weill. Il a accueilli dans son théâtre un *Opéra de quat'sous* superbement mené par un Macky voyou, tout droit sorti de *Berlin Alexander Platz*. Et dans une harmonieuse petite salle en bois, le théâtre, une *Kurt Weill Revue* (le Monde du 15 juillet 1989) qui vient au Théâtre de l'Europe du 11 au 30 juin, suivie, les 1^{er} et 2 juillet, par un spectacle, *Lost in the Stars* et *Stripes* ou l'œil en chansons.

La revue se divise en trois parties, trois périodes de la vie de Kurt Weill. La première, la plus connue, celle de la collaboration avec Brecht : l'*Opéra de quat'sous*, traité en ballet, mais surtout les songs de *Mahagonny* et de *Hoppy End*, avec en vedette Angelika Milster, blonde plantureuse sonnée par le rêve américain, rêve pauvre dans une Allemagne exsangue qui allait se plier au nazisme. A l'arrivée des nazis, Kurt Weill est parti, pour Paris d'abord, où il a écrit des chansons suaves et amères,

comme le *Grand Lusternu*, et aussi cette merveille sur des paroles de Maurice Maeterlinck, *Le Comte de la Seine* (Au fond de la Seine, il y a des morts, des bateaux rouillés, des bijoux, des larmes...) créée par Lys Gauty, chantée ici (en français) par une femme brune, Hana Heggerova, longue dans son manteau de voyage, le long voyage des exilés.

Mais Paris n'a pas su retenir Kurt Weill. Invité par Max Reinhardt, il est parti pour New-York, où il a perdu bien des illusions. Il s'est lancé à la conquête de Broadway. Il était assez habile pour y réussir. Cette période, on se souvient surtout de *September Song*. Il a écrit plusieurs comédies

musicales, dont *Lady in the Dark*. Gaye MacFarlane, Australienne pleine de punch, mène le jeu de cette troisième partie, d'un glamour follement kitsch... « Weill était enfin parvenu à dépolluer la musique de toute trace personnelle d'origine ou d'éducation musicale », écrit-il, soulageant, un critique. Helmut Baumann se moque, et rend justice à un talent unique.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinées samedi et dimanche à 15 heures. *Kurt Weill Revue* du 11 au 30 juin. *Lost in the Stars* et *Stripes* les 1^{er} et 2 juillet. Réservations : 43-25-70-32.

ARTS

La dation Edmond de Rothschild exposée au Louvre

Il y a dix mois, les ministres de la culture et du budget acceptaient une importante dation proposée par M. Edmond de Rothschild pour acquiescer des droits de mutation. Celle-ci est exposée au Louvre dans une salle qui porte le nom de son grand-père.

Elle comporte treize et une pièce exceptionnelle, un ensemble de meubles du dix-huitième siècle dont le musée n'avait pas l'équivalent, en particulier les rares spécimens signés Carlin, Saurier, Welscheller ou Lelou, tous orfèvres de la famille Rothschild, et de nombreux dons à l'Etat français. En dehors du trésor de Boscoreale déjà cité et de nombreuses pièces d'art français du dix-huitième siècle, il faut noter l'énorme collection d'estampes (quarante mille gravures et trois mille dessins) donnée par Edmond de Rothschild - encore lui - en 1936.

E. d. R.

SPECTACLES

LUNDI 10 JUIN

CINÉMAS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Le Cinéma australien : On the waves of the Adriatic (1990, v.o. traduction simultanée), de Brian McKinnon ; Jeddé (1985, v.o. s.t.), de Charles Chauvel, 17 h 30 ; Les Sorcières d'Eastwick (1987, v.o. s.t.), de George Miller, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
AKIRA (Jap., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
L'ALLÉE DES OSMANTHES (Chin., Tai-wan, v.o.) : Utopia, 6 (45-33-10-82).
ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
AN ANGEL AT MY TABLE (photo-son, v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LES AVENTURIERS DU TIMBRE (Pérou, Can.), Latine, 4 (42-76-47-85).
LE BERRY ZÈBRE, 11 (43-57-51-55).
BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 6 (45-33-10-82).
SIX (It., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (43-43-04-67).
Fauvette, 13 (47-07-55-88).
Panthé Wepier, 18 (45-22-48-01).
OAKSIDE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 6 (45-33-10-82).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DELICATESSEN (Fr., v.o.) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
Cinoches, 6 (45-33-10-82).
Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).
CLASSACTION (A., v.o.) : George V, 8 (45-33-10-82).
CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6 (42-22-57-97).
Ambassade, 8 (43-59-19-08).
v.f. : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-10-82).
Les Nations, 12 (

SPECTACLES

LUNDI 10 JUIN

Suite de la page 19

LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (48-33-87-77) 14 h 10, 18 h 10, 20 h 10, 22 h 10.
AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 21 h.
AUDURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) 16 h 20.
AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 22 h.
BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 17 h.
BLADE RUNNER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 20 h.
LE BUCHER DES VANITES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 19 h.
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.
LA CITÉ DES FEMMES (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 16 h.
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88) 14 h.
LE CUIRASSÉ POTEMKINE (Sov.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 16 h 30.
LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).
DESSOUZAL (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.
LA DÉSENCHANTEE (Fr.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) 18 h 10.
DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 20 h.
DON GIOVANNI (Fr.-A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 15 h 30.
ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 18 h 30.
L'ÉVIL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 18 h.
LA FEMME FLAMBEÉE (Ail., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.
LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 18 h.
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 30.
LE GRANO BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 14 h.
L'HOMME AU COMPLET BLANC (Brit., v.o.) : Mac-Mahon, 17 (43-29-79-88) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.-Ail.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

L'INCINÉREUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5 (46-53-86-98) 14 h 30.
INDIA SONG (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-88) 16 h 30.
L'ABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 22 h 15.
LÉON MORIN, PRÊTRE (Fr.-Ail.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 30.
MAMMA ROMA (It., v.o.) : Accatone, 5 (46-53-86-98) 17 h 40.
1884 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 20 h 30.
LE MIRDIR (Sov., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 18 h 30.
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88) 22 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 21 h 30.
LES PETITES MARGUERITES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5 (46-53-86-98) 18 h 20.
OUERELLE (Fr.-Ail., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.
SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-25-19-09) 14 h.
STRANGER THAN PARADISE (A.-Ail., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85) 22 h 10.
THE TEMPEST (Brit., v.o.) : Accatone, 5 (46-53-86-98) 21 h 50.
THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 14 h.
TILAI (tchèque, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 18 h.
LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Danfort, 14 (43-21-41-01) 21 h 40.

LES GRANDES REPRISES

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).
ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80).
ARIZONA JUNIOR (A., v.o.) : Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71).
CENORILLON (A., v.o.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-50).
EASY RIVER (A., v.o.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).
EN QUATRIÈME VITESSE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-28-44-40).
FANTASIA (A.) : Cinoche, 6 (46-33-10-82).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).
L'HOMME AU COMPLET BLANC

(Brit., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-88).
JEZEBEL (A., v.o.) : Racine Odéon, 6 (43-26-18-68).
LES TROIS BALZAC (45-61-10-60).
LOLITA (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-28-44-40).
MANHATTAN (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-28-44-40).

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

APÉRO-SWING. Aktéon-Théâtre (43-39-74-82) (jun.) 19 h 15 (5).
LE SÉJOUR. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.) 21 h (7).
ESTHER. Versailles, La Grand Trianon (39-60-71-18), jeu., ven., sam., 21 h (8).
LE VERT PARADIS. Lucernaire Forum, Centre national d'art et d'essai (45-44-67-34) (5).
ESA FORMA DE VIVIR. Edouard-Vaughan (47-42-69-82) (dim. soir, lun.) 20 h 45 ; dim. 17 h (7).
ROSENCRANTZ ET GUILDENSTERN

TERN SONT MORTS. Dix-huit Théâtre (42-28-47-47) (dim. soir, lun.) 20 h 45 ; dim. 18 h (7).
LES NO MOOERNES. Hôtel des Monnaies (48-33-39-55) (dim. soir, lun., mer.) 20 h 30 ; dim. 15 h (8).
LA TRACÉDIE DU ROI CHRISTOPHE. Comédie-Française (40-15-00-15), sam., dim., 20 h 30 (8).
OESTINÉES. Guichet Montparnasse (43-27-68-61) (dim., lun.) 18 h (10).
CHAIRS BAPQUÉS. Barry (43-57-51-65) (dim., lun.) 20 h 45 (11).
LA CRÈCHE, LES RÉGLES DE L'ÉCOLE, LES GLANDEURS. Espace Acteur (42-82-35-00), mer., jeu., ven., sam., 20 h 45 (11).
LE FOU DE BASSAN. Barry (43-57-51-65) 21 h (11).

AKTEON-THÉÂTRE (43-39-74-82). Riez pendant que c'est chaud : 20 h 30. Adoptez-le : 21 h 30.
ARCANE (43-38-19-70). Architecture : 20 h 30.
ATELIER (46-08-48-24). La Société de chaises : 21 h.
BATACLAN (40-00-30-12). Le Journal perdu d'une assemblée sociale : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Orde de galat : 21 h.
COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). Toussaint-Louverture : 19 h 30.
CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Révolte : 20 h 30.
EDGAR (43-20-95-11). Les Faux Jurons : 20 h 15. Les Balles-Océans : 22 h.
GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-90-09). Océanographie Immédiate : 20 h 15.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-68-61). Destinées : 18 h. L'intervention : 20 h 30.

HUCHETTE (43-28-38-88). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Léon : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-67-34). Théâtre noir. La Part Prince : 18 h 45. Le Vert Paradis : 20 h. Le Sujet déperdu : 21 h 30. Théâtre rouge. Duende : 18 h 30 et 20 h. Huis clos : 21 h 30.
MONTPARNASSE (43-27-77-74). Les hommes naissent tous âgés : 21 h.
MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Les Mémoires d'un fou : 21 h.
PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Timal : 20 h 30.
POCHE-MONTPARNASSE (45-48-82-97). Salle L. Les Empailleurs : 21 h.
RENAISSANCE (42-08-18-50). Le Vent du gouffre : 20 h 30.
SENTIER DES HALLES (42-38-37-27). L'Épave des glandeurs : 20 h 30.
THÉÂTRE DE DIX-HEURES (48-06-10-17). Les Fous du rire : 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Alphonsine revient, d'après Alfie : 20 h 30.

MR HOBBS PREND DES VACANCES (A., v.o.) : Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60).
SATYRICON (It., v.o.) : Accatone, 5 (46-53-86-98).
LE SOUPRANON (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LA STRADA (It., v.o.) : Action Christine, 6 (43-28-11-30).
LE TROU (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

LES CAFÉS-THÉÂTRES

AU SEC FIN (42-88-29-38). Le Portrait de Dorian Gray : 20 h 30. A la recherche du sexe perdu : 22 h.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Finissez les melons je vais chercher le rôt : 22 h 30. Salle L. Salades de nuit : 20 h 15. On fait ça pour l'argent : 21 h 30. Salle L. Les Sacré Monstres : 20 h 15. Comment j'ai réussi à mourir : 21 h 30.

PARIS EN VISITES

MARDI 11 JUIN

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autotour).
 « Rodin en juin ou le jallissement des formes », 10 h 30, musée Rodin, 77, rue de Varenne (l'art et la maison).
 « L'architecture gothique et la nécropole royale de la basilique de Saint-Denis », 14 h 30, devant la basilique (Paris passatour).
 « Promenade dans le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Le Caverlier bleu).
 « Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul/Le Marais (L'art et la maison).
 « Les demeures Renaissance au Marais », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Paris historique).
 « Les salons de l'hôtel de Lassay, hôtel du président de la Chambre », 14 h 30 la visite peut être annulée, tel. le matin au 45-74-13-31, Carte d'identité, 33, quai d'Orsay (E. Roussel).
 « Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis de la Madeleine (M. Polyer).
 « Des églises sur Bergonielle et la Cité des fleurs », 14 h 30, métro Porte-de-Saint-Ouen, angle avenue de Saint-Ouen-rue Leibnitz (M.-G. Labrand).
 « La Conclargerie, la Sainte-Chapelle et l'histoire de la Cité », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (Connaissance de Paris).
 « Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque », 14 h 40, sommet du funiculaire, au faubourg Paris autotour.
 « Le sculpteur du quartier Montparnasse », 14 h 45, métro Monceau (V. de Langhe).
 « Les jardins du souvenir : le cimetière du Père-Lachaise », 15 heures, sortie métro Père-Lachaise.
 « Le théâtre de l'Athénée - Louis-Jouvet et ses abords », 15 heures, entrée du théâtre, square Louis-Jouvet.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Mario d'Albe : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Nous on fait ça nous dit de faire : 22 h 30.
SUNSET (40-26-48-80). Le Lundi des copains : 18 h.

RÉGION PARISIENNE

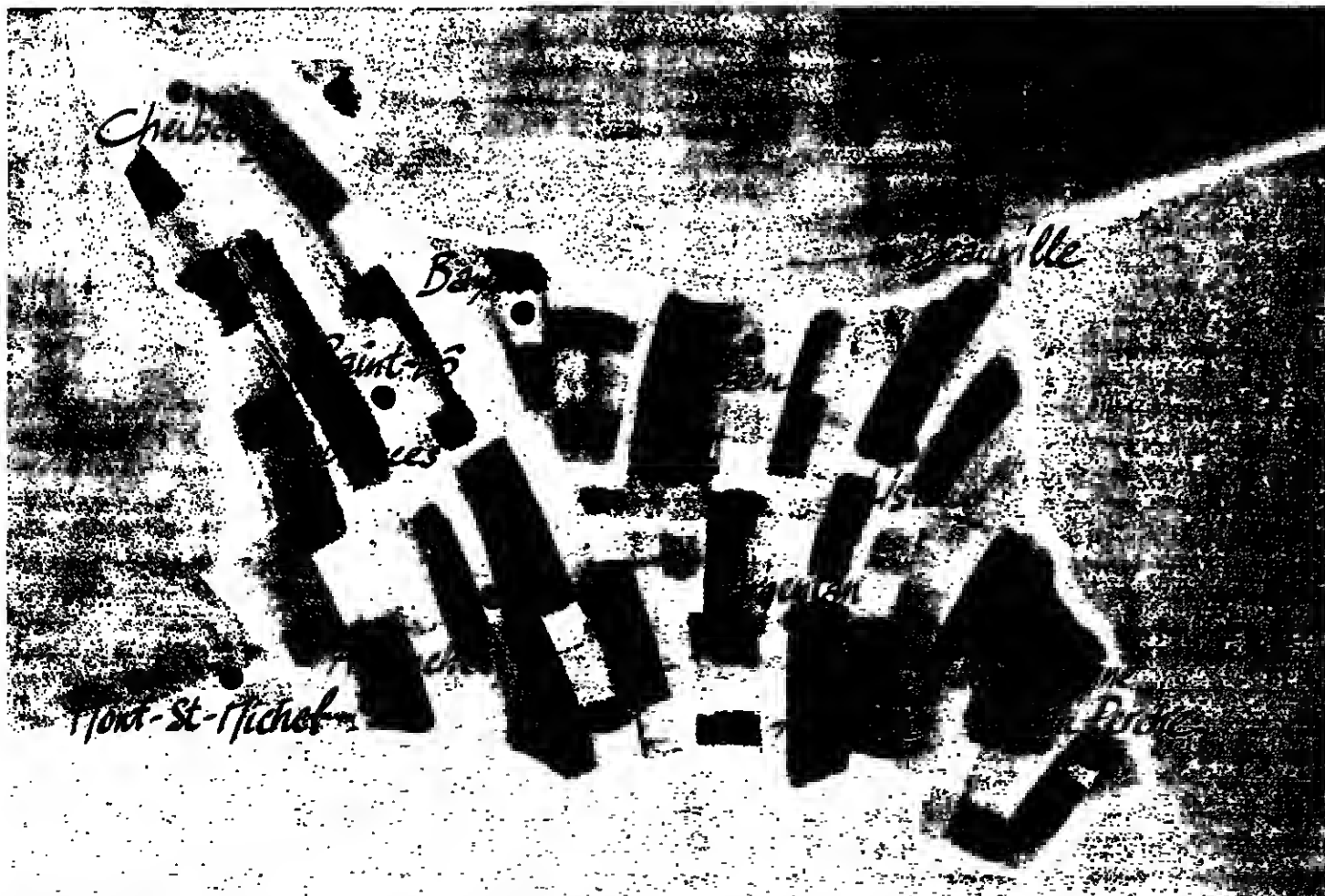
CLICHY (PETIT THÉÂTRE DE CLICHY) (47-30-43-04). Les Dactylos : 20 h 30.
SAINT-GENIS (THÉÂTRE GÉNARD-PHILIPPE) (42-43-17-17). Salle Le Ténier. Exécuteur 14 : 20 h 45.

vet (Monuments historiques).
 « Cryptes et souterrains de l'église Saint-Sulpice », 15 heures, parvis de l'église (P.-Y. Jostet).
 « Un atelier d'éventails et sa collection », 15 heures, 8, boulevard Saint-Denis (Tourisme culturel).
 « Trésors de la cathédrale russe. Offrandes de tradition et de dogme entre les églises de Rome et de Constantinople. Grammaire et facture des icônes », 15 heures, 12, rue Daru (J. Haudry).
 « Quand l'Amérique prie... à Paris. Deux églises inconnues du public », 16 heures, sortie métro Invalides (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : « Une œuvre, un regard : quel âge a-t-elle ? Jeunesse, maturité, vieillesse », par G. Audinat (Musée d'art moderne).
 30, avenue George-V, 14 heures : « La désert oubliée, Namibie », film de A.-M. Blanc et H. de Turenne : 19 heures : « Écrivains voyageurs en Égypte et au Soudan », par M. Dewachter : 19 heures : « Rencontre entre des écrivains et la ville qui les fascine », soirée animée par J. Téphany (Espace Krenzenbourg Avenue).
 Mairie, 3, rue de Liebanne, 17 h 30 : « Un maître du 8^e arrondissement sous le Second Empire : le général Ambart », par J. Long (Société historique et archéologique des 8^e et 17^e arrondissements).
 Auditorium de la galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 19 heures : « Des tableaux sans commencement ni fin : Pollock », (Hors Cadre).
 Le Forum, 104, rue de Vaugirard, 20 heures : « Mémoires, d'au-delà et renaissance », par J. Barbin (CRHE).

Région de Basse-Normandie, toutes les couleurs de l'action.



Bleu de la mer qui borde ses côtes, vert des pommiers du bocage, blanc du lait qui a nourri sa richesse et sa renommée, la Basse-Normandie tisse sa personnalité de couleurs fortes. Elles sont le véritable trait d'union entre la Basse-Normandie de toujours, fière

de son histoire et de ses racines, et celle d'aujourd'hui, une région qui agit sur tous les terrains de son avenir. Sur celui des voies de communication pour que cette région idéalement située entre Paris et l'Angleterre renforce son rôle de plaque tournante

des transports et des échanges. Sur celui de la recherche et du développement industriel pour la création de pôles de compétences à Caen, Saint-Lô, Cherbourg, Alençon... Sur celui de l'environnement en préservant la beauté

de ses paysages, de ses sites et sa qualité de vie. C'est ainsi qu'au fil des années, ces couleurs de la Basse-Normandie, porteuses de tradition, sont devenues celles de toutes les actions de la région et de son Conseil Régional.

CAVADOS • MANCHE • DRNE

CONSEIL RÉGIONAL DE BASSE-NORMANDIE. TRADITION AU CŒUR, FUTUR EN ACTION.

مكتبة القاهرة

22 Le frère de M. Bush et la pègre nipponne
L'endettement extérieur des États-Unis

23 Les agriculteurs du Gers mécontents
40 Le rapport annuel de la BSE

40 Marchés financiers
41 Bourse de Paris

BILLET

L'Europe réunie face au Japon

«Le Japon — ce pays raciste, non démocratique et sans morale — cherche à dominer économiquement le monde...» L'avertissement n'est pas de M. Cresson, mais d'experts travaillant pour le compte de la CIA américaine. A la «une» du *International Herald Tribune* du samedi 8 juin, la conclusion de ces experts est naturellement élargie à l'ensemble des échanges économiques et gouvernementaux, — qui réunissent, du 6 au 9 juin, aux Baux-de-Provence, une cinquantaine de personnalités européennes et japonaises de très haut rang. Les débats ont certes confirmé la belle assurance des patrons japonais. Mais ils ont aussi permis de révéler une cohésion accrue des Européens. La prise de conscience de l'ampleur des déséquilibres entre le Japon et l'Europe, dans les échanges commerciaux, dans les investissements et dans les technologies de pointe, croît. La reconnaissance de la nécessité d'agir ensemble aussi.

Comme à l'habitude, les Japonais n'ont pas manqué d'expliquer leur succès économiques par les faiblesses de leurs homologues européens. Sur le vieux continent, les consommateurs sont trop conservateurs et la main-d'œuvre n'est pas bien formée, ont-ils expliqué. Si les investissements directs japonais en Europe devaient être de vingt fois supérieurs aux investissements européens au Japon en 1991, c'est que les grandes entreprises européennes n'ont pas de stratégie mondiale. Ce n'est donc pas à cause d'un quelconque protectionnisme de l'archipel.

Face à ces propos, les Européens, jusqu'à présent très divisés, semblent faire aujourd'hui preuve d'une cohésion croissante. Hormis une petite note britannique toujours discordante, la musique européenne entendue aux Baux était relativement harmonieuse. Plusieurs participants ont exprimé la nécessité d'organiser une apostrophe. «Dans les hautes technologies, la situation est inacceptable. Les Européens doivent réagir», nous a expliqué M. Konrad Seitz, l'un des conseillers du ministre allemand des affaires étrangères, M. Genscher. Dans son livre (1), M. Seitz appelle la Communauté à l'action. Le grand succès de son ouvrage dans les milieux économiques outre-Rhin laisse à penser que le volontarisme industriel affiché de M. Cresson n'est pas sans écho chez nos partenaires européens.

ÉRIK IZRALEWICZ

M. Jacques Calvet (PSA) s'inquiète du projet d'accord entre Volvo et Mitsubishi

Interrogé dimanche 9 juin en Club de la presse d'Europe 1 sur la perspective d'un accord entre le japonais Mitsubishi et le groupe Volvo, lui-même lié au français Renault, M. Jacques Calvet, président du groupe automobile PSA (Peugeot et Citroën) a affirmé qu'il «avait peine à croire qu'il se fera avant données les positions du gouvernement français...». Si on fait des accords avec les Japonais, ce sont l'emploi, le niveau de vie, la technologie et même la souveraineté politique européenne qui pourraient en souffrir gravement, a-t-il estimé.

M. Calvet a une fois de plus tiré la sonnette d'alarme à propos des «négociations suicidaires» avec les Japonais sur l'ouverture du marché européen aux automobiles nipponnes.

A propos de la conjoncture automobile, M. Calvet a expliqué qu'à son avis, la croissance du marché allemand ne suffirait pas en 1991 à compenser la chute des ventes dans les autres pays européens. Le prési-

Le rapport annuel de la Commission des opérations de Bourse

La COB présente un «programme d'action» pour protéger l'épargne

Le vingt-troisième rapport annuel de la Commission des opérations de Bourse (COB), rendu public lundi 10 juin, présente, pour la première fois, un programme de travail détaillé concernant la protection de l'épargne. L'une des préoccupations de la Commission est la solidité des intermédiaires après la faillite de la société de Bourse Tuffier. Le rapport relate aussi les différentes enquêtes effectuées et insiste sur «le caractère de plus en plus complexe de certaines investigations».

La Commission des opérations de Bourse vient de reprendre dans son vingt-troisième rapport annuel une idée esquissée trois ans plus tôt, consistant à présenter un programme d'action pour les mois à venir afin de protéger l'épargne. Au lendemain du krach d'octobre 1987 et de la multiplication des scandales financiers, le souci essentiel était l'élaboration de règles de déontologie, l'amélioration de procédures pour écarter les fraudes ou encore la révision de la définition des infractions boursières. Trois ans plus tard, ces réformes ayant été menées, la COB présente son programme de travail et n'hésite pas à le détailler. Cela va de la solidité des intermédiaires financiers à une information des sociétés adaptée aux épargnants individuels en passant par une réflexion sur le second marché.

Tout d'abord, la COB tire les leçons de l'année 1990 où, dans un marché devenu mondial, fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, «un relâchement de l'activité a entraîné la fragilité de certains intermédiaires financiers et a mis au premier plan des préoccupations la sécurité des marchés».

«La France n'a pas fait exception» avec les difficultés de nombreuses sociétés de Bourse, et surtout la faillite récente de l'une d'entre elles, Tuffier, dont les quelque 5 800 clients n'ont toujours pas récupéré leurs avoirs un an après le sinistre. Même si le système financier français est fondamentalement sûr, «un marché financier performant doit, pour garder la confiance des investisseurs, fonctionner dans le cadre de règles garantissant le respect des droits de ses clients. Aussi l'amélioration de la protection de l'épargne figure-t-elle en tête du programme de travail de la COB».

La solidité des intermédiaires

La commission propose donc une série d'axes de réflexion, en insistant tout d'abord sur la solidité des intermédiaires financiers et sur la rentabilité suffisante de leurs activités. «Des règles du jeu équilibrées doivent permettre à ces derniers d'obtenir une juste rémunération des services rendus à leur clientèle, même dans les périodes où le ralentissement de l'activité tend à exacerber la concurrence». Pour protéger les investisseurs individuels et l'épargne collective, la COB s'efforcera d'obtenir un renforcement de la séparation entre les avoirs de la clientèle et ceux appartenant aux intermédiaires financiers. Elle envisage aussi «de proposer des solutions pour donner une meilleure efficacité aux textes et aux procédures mises en

œuvre en cas de défaillance d'un intermédiaire». D'autre part, «une réflexion est engagée sur la réparation civile des dommages résultant des manquements aux lois et règlements en matière boursière. Il est en effet important que les victimes d'agissements irréguliers sur les marchés financiers puissent obtenir, chaque fois que cela est possible, l'indemnisation des préjudices subis».

La COB évoque aussi, en chapitre de la sécurité des investisseurs, l'information financière lors d'un appel public à l'épargne. La commission pense réformer sa réglementation en tenant compte de l'ensemble des directives européennes. «Cette amélioration passe notamment par une adaptation du fonctionnement du Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) en matière d'émission».

Côté actionnaires, la commission sera «attentive à ce que l'information sur les sociétés et l'information de marché soient adaptées aux épargnants individuels, confrontés à des techniques ou des produits financiers de plus en plus complexes». Cette difficulté se retrouve aussi dans les investigations du gendarme de la Bourse. «Il faut souligner, est-il indiqué dans le chapitre sur l'intégrité du marché, le caractère de plus en plus complexe de certaines investigations, mêlant les aspects comptables, juridiques et fiscaux à des techniques de marché complexes. Ce phénomène apparaît au travers du nombre d'auditions réalisées: 215 en 1990 contre 190 en 1989».

75 enquêtes en 1990

Sur les 75 enquêtes décidées en 1990, contre 52 en 1989, la recherche du délit boursier, notamment d'initié, a représenté 40 % des travaux. Selon la COB, quatre faits nouveaux sont apparus en 1990: la vérification de la fiabilité des informations diffusées par les sociétés cotées, en particulier avant l'annonce de graves difficultés, le placement d'écarts rapides suite à des mouvements sur le marché, des recherches pour le compte d'autorités étrangères dans le cadre de la coopération internationale, et enfin des investigations approfondies tant en auditions qu'avec des moyens importants lors des enquêtes sur les sociétés de Bourse Tuffier et Girardet.

La COB rappelle qu'en 1990 les enquêtes ont abouti à une quinzaine de transmissions de dossier à l'autorité judiciaire. Dix affaires ont par ailleurs été communiquées au Conseil des Bourses de valeurs (CBV), un conseil des marchés à terme (CMT) et à la Commission bancaire. Une quinzaine d'enquêtes ont conduit la Commission «à formuler des observations à des émetteurs ou des opérateurs, soit à dénoncer publiquement des faits répréhensibles» qui auraient pu, s'ils avaient été postérieurs aux nouveaux règlements de la COB de juillet 1990, être sanctionnés.

Parmi les dossiers relatés, la plupart ont déjà connus, à l'exception notamment de ceux relatifs à des transactions importantes de titres Total ou d'actions de la Compagnie du BTP. Dans les deux cas, des mouvements de titres conséquents sont intervenus durant une séance en juin 1990. Enquête faite, il s'agissait à chaque fois d'opérations effectuées pour des raisons fiscales à l'approche des dates de versement de dividendes. Or l'accroissement des échanges sur le marché du certificat Total a donné lieu à différentes rumeurs et à des interprétations fantaisistes (achats massifs en provenance de l'étranger, transformation probable du certificat en action) qui ont conduit à une hausse des cours du titre. Selon la COB, même si l'opération ne portait pas sur une quantité de titres soumise à déclaration, il eût été souhaitable que l'opérateur ou les intermédiaires «fissent le nécessaire pour éviter les interprétations erronées rapportées par la presse». Dans le cas de la Compagnie du BTP, 10 % de titres ayant été échangés de mains en une seule séance, la commission a exigé de l'opérateur concerné qu'il procède aux déclarations légales de franchissement de seuil. Enfin, au terme de la présentation de son programme, la COB laisse clairement entendre qu'elle compte bien exercer cette année ses nouveaux pouvoirs de sanction.

DOMINIQUE GALLOIS

Lors du 52^e congrès du mouvement à Toulouse

Les responsables des HLM ont souhaité une modulation des aides de l'Etat au logement social

Réuni à Toulouse du 6 au 10 juin, le 52^e Congrès des organismes d'HLM avait pour thème «Vie et habitat». Derrière la neutralité de cette appellation, il s'agissait de traiter du financement du logement social et de son adéquation avec les problèmes des quartiers en difficulté, symbolisée par la loi d'orientation pour la ville, dite «LOV», en discussion au Parlement. Le constat sur l'état des lieux est amer, dans l'attente de réformes qui tardent à venir. Les bêtisseurs sociaux de tous horizons semblent se retrouver sur la nécessité d'une «modulation» des aides... La tout nouveau ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, a insisté sur la nécessité d'alliance entre la social et l'économique.

Grand-messe, quelque peu morose, dans la ville rose, pour le millier de représentants du mouvement HLM, qui se retrouvent chaque année pour confronter leurs expériences, échanger leurs analyses, et attendre de leur ministre de tutelle, sans illusions excessives, une bonne parole et l'annonce de mesures toujours insuffisantes. Le changement de gouvernement leur a envoyé M. Paul Quilès, qui vient de retrouver un poste ministériel qu'il avait déjà occupé de 1983 à 1985, et son secrétaire d'Etat au logement, M. Marcel Debarge. Clôturant le congrès, lundi 10 juin, M. Quilès ne leur a pas caché que la réponse à trouver aux problèmes du logement ne pouvait venir «que de l'alliance fructueuse, de l'équilibre entre des considérations sociales et économiques», sans perdre de vue la nécessité de prendre en compte «la dimension économique du secteur du bâtiment».

Insistant sur l'«artifice» qui consiste à trop séparer les sphères publique et privée, M. Quilès a affirmé: «Je compte rechercher l'action combinée de tous les acteurs concernés, avec un objectif: celui de dynamiser la construction». Et encore: «Nous n'obtiendrons de diversité dans l'habitat et dans la ville que par la fluidité du marché». Au-delà, les organismes d'HLM doivent surtout compter sur eux-mêmes: «Profitez de la richesse de votre mouvement pour développer, entre organismes HLM, des actions communes pour intégrer le quartier à la ville et pour permettre une composition sociale diversifiée». Pas

de grands effets d'annonce ni de mesures miracles, donc, mais l'engagement de M. Quilès de «prendre le temps nécessaire pour établir une stratégie de l'action, puis [s'y] tenir fermement». Pour sa part, M. Debarge a affirmé que le logement social restait une «priorité» pour le gouvernement.

Un constat amer

En attendant, le constat dressé sur le financement du logement et les ébauches pour les organismes HLM de répondre à ce qu'on attend d'eux est plutôt amer. On construit de moins en moins de logements aidés en France. En 1985 encore, 51 % des logements neufs étaient construits grâce aux prêts locatifs aidés (PLA) ou au prêts à l'accession à la propriété (PAP). En 1990, ces types de financement ne contribuent plus qu'à la construction de 27 % des logements mis en chantier... Le désengagement de l'Etat dans la construction est devenu patent: les aides, qui absorbaient 2,06 % du produit intérieur brut (PIB) en 1985, n'en représentaient plus que 1,79 % en 1990. Simultanément, la bourse des emplacements est telle qu'il devient difficile de monter des opérations de construction de logements locatifs sociaux sans une aide accrue des collectivités locales ou du «1 % patronal».

Cette contribution des employeurs à la construction, qui n'est plus de 1 % des salaires mais de 0,65 %, doit être ramenée d'ici 1992 à 0,45 % et ce n'est pas sans inquiéter les maîtres d'ouvrage HLM. Quant au livret A des caisses d'épargne, pourvoyeur de fonds peu enclins pour le logement locatif aidé, ses moyens ne cessent de s'affaiblir, les épargnants choisissant de plus en plus de confier leurs économies à des systèmes plus rémunérateurs, SICAV ou PEP. Et l'épargne des ménages a globalement fléchi. La «décollecte» du livret A (soldes des dépôts sur les retraites), qui avait atteint 36,3 milliards de francs en 1989, a été de 51 milliards en 1990... Et pour la première fois, en 1990, les encours du livret A ont baissé (de 3,3 %)...

Des besoins importants

Pourtant, les besoins restent importants. Les ménages à faibles ressources, dans l'impossibilité de se loger dans le parc privé, sont de plus en plus nombreux à rechercher un logement HLM, et pas seulement en région parisienne, où

le marseb est particulièrement tendu. Et les ménages logés dans le parc locatif HLM (3,3 millions de logements) s'appauvrissent: 63 % d'entre eux, en 1988, avaient des revenus inférieurs au revenu moyen de l'ensemble des ménages; ils n'étaient que 59 % en 1984 et 48 % en 1978. Rien d'étonnant que le nombre de logements vacants baisse fortement (de 3,4 % en 1985 à 2,1 % en 1990). De plus, malgré la généralisation des aides personnelles au logement, la part du revenu consacrée par les ménages à leur logement devient excessive: un ménage disposant d'un SMIC doit consacrer 24 % de son revenu à un logement HLM terminé en 1990... «Il est intense qu'un couple d'insulteurs ne puisse entrer dans un logement HLM car leur revenu est supérieur au plafond de ressources autorisé», dit M. Jacques Badet, président de la Fédération nationale des offices d'HLM.

Pourtant, il faut que les organismes d'HLM logent les plus défavorisés, luttent contre la dégradation des quartiers à problèmes, réduisent les ghettos, et accueillent les ménages à revenus modestes, tout en conservant une gestion équilibrée. Il est vrai que, malgré les efforts accomplis, certains organismes manquent encore de rigueur dans leur gestion, mais il faut bien reconnaître que les exigences auxquelles le logement social doit répondre sont quelque peu contradictoires...

Que faire? Demander à l'Etat d'assurer une ressource longue, suffisante et peu ébère pour le logement social, comme le font les responsables d'offices d'HLM? Ou «essayer de se débrouiller pour entretenir, aménager, construire, en tenant compte de la durée des temps», selon la formule de M. Marcel Lair, président de la Fédération des sociétés anonymes d'HLM? Faut-il d'attendre une grande réforme du financement du logement social, qui ne semble pas être à l'ordre du jour, un consensus semble se dégager chez les responsables HLM pour accepter que les aides de l'Etat (aides à la pierre, aides à la personne, aides fiscales) au logement social soient «modulées», en fonction de la situation géographique, des besoins locaux, de l'urgence de certaines interventions, et non plus attribuées selon des critères uniques et catégoriels. Un débat devrait s'amorcer, dans le mouvement HLM, pour mesurer l'ampleur réelle de ce consensus et pour discuter des modalités possibles et souhaitables d'une telle modulation.

JOSÉE DOYÈRE

L'ASSEDIC du Val-de-Marne accepte l'accompagnement des chômeurs dans leurs démarches

Le conflit qui opposait, depuis 1988, l'ASSEDIC du Val-de-Marne à l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (APEIS), proche du PCF, est sur le point de trouver une issue (Le Monde du 13 février). Au cours d'une réunion qui s'est tenue le 31 mai dernier, sous l'égide du préfet du Val-de-Marne, les représentants de l'ASSEDIC se sont engagés à attribuer une aide de secours d'un montant moyen comparable à celui constaté dans les autres départements d'Ile-de-France. L'APEIS reprochait en effet à l'ASSEDIC locale de sous-utiliser le fonds social destiné à venir en aide aux personnes en difficulté.

Sur l'autre point en litige, les représentants de l'ASSEDIC ont indiqué qu'ils ne s'opposent plus au principe d'accompagnement individuel pour les chômeurs rencontrant des difficultés particulières dans la mesure où ils «respectent le bon fonctionnement des services». Parallèlement, la délégation de l'ASSEDIC a annoncé la création d'un groupe de travail comprenant des représentants des services sociaux de l'Etat, du département, de la Caisse d'allocation familiale et de l'ASSEDIC. Ce groupe devrait se réunir régulièrement pour examiner les dossiers cas par cas et veiller à la bonne orientation des demandes d'aides. (Corresp.)

Le monde regarde vers l'Est

MASTÈRE

EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES OUEST-EST

Accrédité par la Conférence des Grandes Écoles

- ☐ Vous êtes diplômé(e) d'une Grande École, de l'Université, ou vous occupez un poste à responsabilité.
- ☐ L'ESSCA vous propose son Mastère, formation spécifique directement liée au développement des échanges Est-Ouest, conclue par un stage de 4 mois dans une grande Entreprise.
- ☐ Sélection sur dossier et entretien avec un jury.
- ☐ Contact: Direction du Mastère ou + 41.73.47.85.

ESSCA

1 rue Lokanol - BP 2007 - 49016 ANGERS CX 01
PARIS-ANGERS: 11 30 EN TGV!

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Selon des documents de la US Securities and Exchange Commission

Le frère de M. Bush s'est porté garant d'investissements de sociétés appartenant à un « parrain » de la pègre nippone

TOKYO

de notre correspondant

Le frère aîné du président Bush, Prescott, s'est porté garant d'investissements réalisés aux États-Unis par des sociétés appartenant à l'un des « parrains » de la pègre nippone. Selon des documents de la US Securities and Exchange Commission, obtenus vendredi 8 juin par l'agence de presse Kyodo, M. Prescott Bush a personnellement garanti pour 2,5 millions de dollars (soit 15 millions de francs) une prise de participation de 40,1 % du capital de Assets Management International Finance and Settlement, de New-York, par deux sociétés japonaises, West Tusho et Hokusho Sangyo.

Or ces sociétés sont contrôlées par Susumu Ishii, qui jusqu'à octobre dernier était le chef du plus puissant syndicat du crime de la région de Tokyo, Inagawa-kai. L'un des trois plus importants gangs du Japon, Inagawa-kai est présent dans vingt et une préfectures et dispose de près de huit mille membres répartis en trois

cents sous-groupes. Lorsque l'opération a été réalisée, en 1989, Ishii était le chef, connu de tout le monde, de cette organisation.

Susumu Ishii est déjà impliqué dans une autre affaire douteuse à laquelle sont mêlées, par l'entremise de leurs filiales, deux des plus grandes maisons de titres du Japon (Nomura et Nikko Securities). C'est au cours d'une enquête sur les exportations illégales de devises aux États-Unis par Hakusho Sangyo que la police japonaise a découvert les liens entre M. Prescott Bush et la pègre nippone. Selon la police nippone, M. Bush aurait également aidé West Tusho, filiale financière de Hakusho Sangyo, à prendre une participation dans une entreprise du Texas, en violation des dispositions légales nipponnes sur les changes.

Assets Management vient, pour sa part, de déposer une plainte contre West Tusho pour des traites omo honorées, assortie d'une demande en dommages et intérêts.

Ph. P.

L'endettement extérieur des États-Unis est moins important qu'on ne l'estimait jusqu'à présent

L'endettement extérieur des États-Unis est moins important qu'on ne l'estimait jusqu'à présent, selon un rapport publié par le département américain du commerce. Selon de nouvelles méthodes de calcul, le montant des investissements directs américains effectués à l'étranger a été réévalué en fonction d'estimations nouvelles basées sur des valeurs aux coûts de remplacement ou aux prix du marché.

Une grande partie de ces investissements directs avaient été effectués au cours des années 50 par les États-Unis et étaient largement sous-évalués. Depuis quelque temps, les services statistiques américains étaient surpris de ne pas voir se dégrader la balance des services qui aurait dû devenir de plus en plus déficitaire, du fait des intérêts à verser par les États-Unis sur les investissements croissants

de portefeuilles effectués par les étrangers qui achètent des valeurs mobilières américaines.

On comprend mieux maintenant cette contradiction : la véritable valeur du patrimoine américain à l'étranger avait été assez largement sous-estimée. Dans leurs calculs de balance des paiements, les Américains avaient - contrairement à la France - de tenir compte des revenus réinvestis sur place à l'étranger à partir de leurs investissements outre-mer. Du coup, le stock de la dette américaine jusqu'à présent évaluée à 663,7 milliards de dollars fin 1989 ne serait plus que de 463,9 milliards de dollars, si l'on prend en compte la valeur des investissements à leurs coûts de remplacement, au même à 281,4 milliards si ceux-ci sont comptabilisés au prix du marché.

A. V.

La société américaine KKR entre dans le tour de table du groupe Bolloré. La société d'investissements new-yorkaise Kohlberg Kravis Roberts (KKR) a pris à l'automne dernier un peu moins de 5 % d'Albatros Investissements (100 millions de francs), le holding coté en Bourse qui contrôle directement le groupe Bolloré Technologies, présidé par M. Vincent Bolloré. Le groupe Bolloré a confirmé l'entrée minoritaire du banquier

Jean-Marc Vernes dans Sofical, un holding coté en Bourse contrôlant les activités du groupe dans l'industrie, le transport et l'énergie.

Bâtiment et travaux publics : Spie Batignolles s'associe avec un groupe portugais. - Spie Batignolles vient de créer avec le groupe portugais Quintas E Quintas une filiale commune, Quintaspie, dont le capital est réparti à raison de 60 % pour le français et 40 % pour son partenaire.

A l'issue d'une conférence ministérielle

La Corée du Sud et l'URSS engagent une coopération technologique

TOKYO

de notre correspondant

La Corée du Sud et l'Union soviétique viennent de signer un accord scientifique permettant les transferts de hautes technologies et les échanges de chercheurs entre les deux pays. Cet accord est intervenu à la suite de la première conférence ministérielle coréano-soviétique sur les sciences et technologies qui s'est achevée mercredi 5 juin à Séoul.

Par cet accord, l'URSS s'engage notamment à transférer au cours des cinq prochaines années quarante-cinq technologies industrielles destinées à des usages commerciaux. Les deux pays ont décidé en outre de créer des centres de coopération scientifique. La Corée du Sud, dont les avantages commerciaux ont été fortement entamés par les augmentations de salaires de ces dernières

années, qui ont fait perdre à son économie une bonne partie de sa compétitivité, est en quête de technologies. De sa capacité à les obtenir et à les intégrer dépend la poursuite de son expansion (le Monde du 10 mai).

Or, Américains et Japonais sont réticents à opérer des transferts de technologies en Corée du Sud de peur de renforcer un pays qu'ils pourraient retrouver demain sur leur chemin. Les Européens, plus ouverts en ce domaine, sont néanmoins géographiquement éloignés. L'accord scientifique avec l'URSS constitue donc un élément important du programme scientifique et technique sud-coréen. Les deux pays ont établi des liens diplomatiques en septembre dernier et Séoul s'est engagé à verser une aide de 3 milliards de dollars à l'URSS.

Ph. P.

INDUSTRIE

Importante société régionale britannique de distribution d'eau

Thames Water veut gérer son développement avec prudence

Le succès ne tourne pas la tête aux responsables de Thames Water, la plus grosse des sociétés régionales britanniques de distribution d'eau privatisées en décembre 1989, avec 11,5 millions de clients et un chiffre d'affaires de 835 millions de livres (835 milliards de francs), en 1989-1990, en augmentation de 37 %. Celle-ci tient notamment à l'acquisition de PWT International, société d'ingénierie et de traitement de l'eau. La progression (11 %) dans la distribution d'eau et l'assainissement est due à la hausse des prix autorisée par le gouvernement (4,5 % au-dessus de l'inflation jusqu'en 2000).

Le bénéfice net par le groupe (192 millions de livres) n'a progressé que de 15 %, par suite des pertes enregistrées par PWT sur deux contrats prévus en Irak, mais Thames a réussi à faire passer de 26,6 % à 29,1 % sa marge d'exploitation dans la distribution d'eau et l'assainissement, malgré

390 millions de livres d'investissements, première tranche d'un programme de 4 milliards qui comporte notamment la construction d'une canalisation de 60 kilomètres autour de Londres.

Cependant, les dirigeants de Thames demeurent prudents en matière de diversification. Ils ont réduit leurs projets de développement immobilier, car les vastes terrains que la société possède sont en bonne partie situés dans des zones « sensibles ». En matière de déchets, ils s'intéressent seulement au stockage et, à plus long terme, à l'incinération des résidus d'assainissement : bientôt ceux-ci ne devront plus être déversés en mer du Nord. Mais contrairement à d'autres (Sewer Trent, Wessex), ils ne veulent ni se lancer dans la collecte et le traitement, ni acquérir des entreprises spécialisées. A l'étranger, ils entendent se limiter à l'ingénierie, secteur d'activité de PWT.

G. H.

La CGPME demande la suspension des négociations sur la formation professionnelle

Seule négociation interprofessionnelle de l'année, la discussion sur la formation professionnelle a été suspendue, le 8 juin, à la demande de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) et de l'UPA (Union professionnelle de l'artisanat).

Dans un communiqué, le CNPF a fait savoir que la prochaine réunion, le 2 juillet, était maintenue, mais qu'il se trouve « contraint de reconsulter ses instances pour confirmation de son mandat ». « Les incertitudes de la politique gouvernementale » et « la détérioration de la situation économique » ont été invoquées par la CGPME pour justifier son attitude.

Lors de la dernière séance, le 28 mai, la délégation patronale

avait proposé de porter de 1,2 à 1,4 % la contribution basée sur la masse salariale et d'instaurer une cotisation de 0,15 % pour les entreprises de moins de dix salariés. Depuis plusieurs semaines, la CGPME expliquait que sa « base » était de plus en plus réticente à l'idée de faire un effort qui se traduirait par une augmentation des charges.

Elle avait protesté contre le projet d'une cotisation de 0,2 %, envisagée par M. Jean-Pierre Soisson pour financer les œuvres sociales, et pour l'instant « repoussé » par M. Martine Aubry, ministre du travail. Les déclarations de M. Cresson sur l'apprentissage et la nécessité d'un projet de loi ont sans doute ajouté au trouble des dirigeants de la CGPME.

NOMINATION

Commerce extérieur

M. François Auvigne directeur du cabinet de M. Jean-Noël Jeanneney

M. François Auvigne a été nommé directeur du cabinet de M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'État auprès du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce extérieur, chargé du commerce extérieur.

[M. Auvigne, né le 13 mai 1937 à Paris, est ancien élève de l'ENA. Il a été chargé de mission (affaires multilatérales) à la Direction des relations économiques extérieures (juin 1984 à mai 1988) puis fut conseiller technique au cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense (mai 1988 à janvier 1991). Depuis février 1991, M. François Auvigne était conseiller technique au cabinet de M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur.]

FINANCES

L'URSS envisagerait la création d'une banque pour l'exportation

Profitant de la réunion de la Banque des règlements internationaux, l'URSS a annoncé son intention de créer une banque pour l'exportation, dans laquelle les institutions financières occidentales seraient autorisées à investir.

Selon le Financial Times du 10 juin, les responsables soviétiques auraient demandé à la Banque d'Angleterre de les assister dans la mise en œuvre du projet. Un tel organisme aurait pour objet de stimuler les ventes de produits soviétiques à l'étranger et d'intervenir dans la privatisation d'entreprises étatiques. Cette proposition intervient alors que les financiers occidentaux adoptent une attitude de plus en plus prudente à l'égard de l'URSS.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES
Le Monde ET MÉDECINE

SICAV ET FCP

Guide semestriel 1991 des SICAV et FCP de la BNP
Voici pourquoi vous allez le trouver transparent.

Les gestionnaires sont nommément désignés.

Nom de la SICAV ou du Fonds Commun de Placement.

Catégorie de la SICAV ou du Fonds Commun de Placement.

Les frais réellement perçus vous sont clairement annoncés.

En quelques mots simples, le gestionnaire vous définit sa stratégie et les objectifs de la SICAV ou du FCP.

La composition du portefeuille vous permet d'appréhender en un coup d'œil la ventilation des placements.

Immédiatement, vous percevez la valeur liquidative et la performance.

Un historique sur 5 ans ou depuis la création vous présente les performances réalisées.

Ce guide est destiné à vous donner une information complète et claire sur les SICAV et FCP de la BNP. Deux pages sont consacrées à chaque produit : celle de droite résume les critères financiers et celle de gauche, la fiche signalétique, vous apporte toutes les données réglementaires. Le guide des SICAV et FCP de la BNP vous permet ainsi de faire votre sélection.

Dans toutes nos agences, nos conseillers sont bien entendu à votre disposition pour conforter votre choix. Ce guide est disponible dans toutes les agences BNP.

BNP

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS OFFRIRE

مكتبة الأهل

ÉCONOMIE

Quatre ans d'intempéries dans le département

Les agriculteurs du Gers protestent contre le système d'indemnisation des calamités agricoles

Le département du Gers est le plus agricole de France. Il vient de subir, quatre années de suite, les méfaits des inondations, de la sécheresse et du gel (notamment dans la nuit du 20 au 21 avril). Et à ce propos le système d'indemnisation des calamités agricoles suscite de très vives critiques, sans que l'on sache exactement par quoi le remplacer.

AUCH

de notre correspondant

De mémoire de paysan, l'agriculture du département traverse la période la plus difficile de son histoire. Quatre années successives de calamités ont frappé durement une activité qui constitue l'essentiel de la richesse du Gers, considéré comme « le département le plus agricole de France ».

L'agriculture, dans le Gers, c'est près de la moitié du produit intérieur brut départemental (4 milliards de francs sur un total de 8,7 milliards), plus des deux tiers si on y ajoute le para-agricole (environ 2 milliards). Autant dire que l'agriculture, source de toute richesse, y conditionne développement et pros-

périté, même dans le secteur industriel centré autour de l'agroalimentaire. Un contexte économique bien particulier qui permet de mieux comprendre les traumatismes provoqués par les calamités successives. Cela commence en 1988 : une pluviosité excessive sur les céréales provoque des pertes indemnisables évaluées à 360 millions de francs. En 1989, c'est la sécheresse sur toutes les cultures d'été et les fourrages, et des pertes avoisinant les 250 millions. En 1990, à la sécheresse sur les cultures d'été s'ajoute le gel sur le blé et l'orge : les pertes - dont les experts n'ont pas encore fait le tour - se monteront à 250 millions. Enfin, au cours de la nuit du 20 au 21 avril dernier, survient l'ultime « coup d'assommoir », un gel jugé historique, qui frappe de plein fouet les vignes de l'Armagnac et, à un degré moindre, les zones d'opé-

Ces régions, jugées riches, et parfois enviables par les agriculteurs qui s'accrochent aux flancs des coteaux gersois, sont à leur tour victimes des calamités. Et les premiers chiffres avancés font déjà peur : « Environ 300 millions de pertes directes sur la viticulture, confie Jean Soenen, directeur de la chambre d'agriculture du Gers, auxquels il faut ajouter 200 millions de pertes au niveau des coopératives et des unités de trans-

formation. » La Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) a aussitôt sonné le tocsin en évoquant le « cercle infernal des calamités » et en réclamant des mesures d'urgence.

Les élus politiques et l'administration ont répondu présent en décidant, selon le terme employé, de « jouer groupés ». Dès le 3 mai, une « cellule de crise » s'est constituée avec la participation de tous et sous la présidence du préfet. Objectif : faire des propositions concrètes pour les calamités de 1991. Une « union sacrée » qui tranche avec le climat politique tendu qui règne au plan local : certains élus de la FNSEA, qui y jouent volontiers le rôle de « faucons », multiplient les prises de position virulentes à l'encontre des parlementaires gersois, tous socialistes.

Ces querelles ne sont pas toujours comprises par les agriculteurs : le conseil général ne montre-t-il pas, chiffres à l'appui, que l'agriculture est « sa priorité des priorités budgétaires » ? Sur le terrain, en tout cas, nombreux sont les agriculteurs qui pensent désormais comme Yves Rispat, président de la chambre d'agriculture et conseiller régional d'opposition, que « la situation est trop grave aujourd'hui et qu'il faut traiter le dossier agricole en dehors des querelles politiques ».

Des moyennes théoriques

Il serait vain de nier le traumatisme qu'infligent aux agriculteurs les procédures d'indemnisation. Il suffit de prononcer le mot « indemnités » dans la campagne gersoise pour que l'interlocuteur lève les bras au ciel. A la direction de la chambre d'agriculture, on a fait les comptes. En 1988, 2 500 dossiers ont été rejetés sur 6 600 présentés, et 51 millions de francs ont été obtenus sur 360 millions de pertes évaluées. En 1989, 3 500 dossiers rejetés sur 5 600 présentés et, pour l'heure, 20 millions de francs redistribués.

Pour 1990, les dossiers sont en cours de constitution. A l'évidence, le décalage est grand entre les espérances et les indemnités versées : « Nous sommes extrêmement critiques sur le fonctionnement de la Caisse nationale de calamités », plaide Yves Rispat, qui met en cause « la lenteur et la lourdeur administrative de cet organisme » ainsi que « le plafond indemnisable jamais supérieur à 35 % des pertes dans le meilleur des cas... »

Parmi les dispositions contestées, l'une d'entre elles est particulièrement mal ressentie par les agriculteurs : « Pour être indemnisé, explique Bernard Malabride, président des Jeunes agriculteurs, il faut répondre à deux critères : avoir perdu 27 % de la production concernée et, en même temps, 14 % de son chiffre d'affaires. Le tout calculé sur des moyennes théoriques départementales... »

Ce règlement paraît si aberrant que certains agriculteurs ont décidé de le contourner : ce qui a largement alimenté la polémique entre exploitants et administration les années passées. Aujourd'hui, plus personne ne nie dans les milieux agricoles que certaines déclarations de pertes aient pu faire l'objet d'« exagérations ». « Il s'agit d'un comportement minoritaire », les agriculteurs ne sont pas des tricheurs », affirment toutefois les responsables agricoles, qui préfèrent mettre en cause le système d'indemnisation. Et avancent des propositions pour le réformer.

Une réforme délicate

Pour leur part, les jeunes agriculteurs du CDJA affirment « ne pas craindre une transparence des revenus », même s'ils n'ignorent pas que cette idée suscite encore des réticences chez leurs aînés : « C'est vrai, expliquent les jeunes, les Gascons n'aiment pas se dévoiler, même quand ils sont paumés. Mais ce que nous souhaitons en cas de calamité, c'est une expertise rigoureuse ».

Reste à trouver un mode de financement qui soit suffisant en terme de liquidités et juste en terme de répartition. Les responsables agricoles gersois songent à deux types de solutions complémentaires.

En premier lieu, le système de l'assurance : « Outre une réforme générale, le traitement des calamités doit être confié aux compagnies d'assurances », affirme le président de la Chambre d'agriculture. « D'accord, mais il faut une assurance obligatoire et que tout le monde cotise », renchérit-on du côté du CDJA, tout en restant sceptique : « Au nord de la Loire, les coups de chaleur sont rares. La solution de l'assurance généralisée n'est certainement pas un enjeu pour les agriculteurs du nord du pays ». D'autres, à l'image d'André Fontan, plaident « pour un statut fiscal normalisé qui permette aux exploitations agricoles d'effectuer des provisions pour risques ».

Viticulteur (on le compte parmi les victimes du dernier gel), président de cave coopérative, président de la caisse régionale de Crédit agricole, André Fontan est un homme couturé qui a son franc-parler : « Il faut gonfler l'image d'associé dans souffrir trop souvent l'agriculture, a-t-il déclaré publiquement, il faut désormais traiter le problème en amont et en finir avec les aides et les prêts à posteriori, souvent vécus par les agriculteurs et les Français comme une nouvelle calamité... »

Il faut maintenant convaincre le ministère des finances de l'urgence d'une telle réforme. Rude tâche en perspective pour les organisations agricoles.

DANIEL HOURQUEBIE

JARDY : UN PRESTIGIEUX DOMAINE DE LOISIRS A GERER

OBJET DU MARCHE

Appel d'offres restreint pour la conclusion d'un contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du domaine de Jardy (75 hectares sur les communes de Marnes-la-Coquette et de Vaucresson).

ACTIVITES CONCERNEES :

- Activités équestres et sportives (golf, tennis...)
- Accueil et restauration
- Entretien du domaine
- Sous-traitance possible pour l'entretien du parc et la restauration.

Les candidatures seront remises le mardi 18 juin 1991, à 16 heures au plus tard. Les conditions de participation, conformes à la réglementation des marchés publics, sont précisées dans les annonces légales envoyées au BOAMP et au Moniteur le 28 mai 1991. Tous renseignements complémentaires seront obtenus auprès du service consultant : Téléphone : (1) 47 29 30 31 postes : 53660-53662-55884



CONSEIL GENERAL DES HAUTS DE SEINE

Hôtel du Département
2-16, boulevard Soufflot - 92015 NANTERRE CEDEX

eslsca

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ "GESTION DE PATRIMOINE"

Formation de haut niveau à la gestion, la protection et le développement des patrimoines. De l'immobilier, aux actifs financiers, de la gestion de portefeuille aux aspects internationaux et fiscaux de l'investissement.

Pédagogie et corps professoral : Spécialistes experts et Entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCE APPLIQUÉES

fondateur 1970 - directeur p.d. 1981
1, rue Bougainville - 75007 PARIS - Tél. : (1) 45.51.32.59

Le Monde ÉDITIONS

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

Le N° 16 est paru
AU SOMMAIRE

- ♦ Crises financières, théorie et témoignages (E. P. Davis)
- ♦ Dossier : Le financement de l'industrie. Une étude sur l'efficacité allocative des marchés et des intermédiaires financiers (C. Murbach, M. Casel, Y. Ullman, J.-J. Hauraud, F. Portier, C. Soulligues, D. Riand-Danset)
- ♦ La Bourse d'Athènes (V. Paraghis)
- ♦ Les moyens de paiement dans les principaux pays développés (M. Perdris)
- ♦ La présence des banques étrangères aux États-Unis (M. Uzan)
- ♦ L'histoire au présent : l'ère des tyrannies et l'économie de guerre : naissance d'une théorie (1930-1940) (J.-M. Thivaut, V. Fekesse).

A lire également : Le financement de l'économie mondiale. L'expérience historique (REF n° 14). Les perspectives (REF n° 15).

EN VENTE EN LIBRAIRIE

IFAM, the best way for the M.B.A.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet à ses étudiants de déboucher en quatre années après le baccalauréat (trois après une prépa) sur le diplôme MBA des meilleures universités américaines et sur le diplôme IFAM.

Outre ses partenaires associés, University of Hartford, Northeastern University à Boston, Pace University à New York, Temple University à Philadelphie, chez qui les étudiants effectuent leur troisième ou quatrième année, l'IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des étudiants de l'IFAM ont terminé ou terminent actuellement leur MBA à l'University of Pennsylvania (Wharton), University of Chicago, Indiana U., University of Wisconsin, Duke U., George Washington U., Mac Gill U. Enfin, le développement de l'IFAM a entraîné la création en 1986 du programme "MBA University" en association avec plusieurs business schools américaines. Ce programme offre aux diplômés de l'enseignement supérieur et aux cadres, la possibilité d'obtenir le MBA en un an. Un atout supplémentaire pour l'IFAM, établissement pionnier de la formation franco-américaine au management.



INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
Etablissement d'enseignement supérieur privé, 19, rue Cépé, 75015 Paris-France. Tél. : 47 34 38 23

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



G. H. MUMM & Cie

L'assemblée générale ordinaire de G.H. MUMM & Cie, réunie le 31 mai 1991 sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, a approuvé les comptes de la société et les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1990.

Ces comptes consolidés font ressortir les résultats suivants (en milliers de francs) :

	1990	1989
• Chiffre d'affaires hors droits et taxes	3 184 700	3 407 488
• Bénéfice d'exploitation	744 216	668 873
• Bénéfice courant avant impôts	303 110	286 601
• Bénéfice net (part de la société consolidante)	182 614	182 893

On rappelle que le périmètre de consolidation du groupe comprend les sociétés G.H. MUMM & Cie, société-mère, MARTELL et ses filiales, Champagne PERRIER-JOUET et MUMM-CORIMA DISTRIBUTION.

Compte tenu du résultat net déficitaire de la société G.H. MUMM & Cie dû à l'importance des frais financiers relatifs au financement de l'achat des titres MARTELL en 1988, l'assemblée générale ordinaire a décidé de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 1990.

Elle a par ailleurs élu M. Philippe Pascal, ancien Directeur général de la société BARTON & GUESTIER S.A., autre société faisant partie du groupe SEAGRAM, administrateur de G.H. MUMM & Cie.

Le Conseil d'Administration qui a suivi l'assemblée générale ordinaire a, pour sa part, nommé M. Philippe Pascal Directeur général de G.H. MUMM & Cie.

Il est précisé par ailleurs que l'assemblée générale ordinaire de Champagne PERRIER-JOUET, filiale de G.H. MUMM & Cie, réunie le 31 mai 1991, a élu M. Philippe Pascal administrateur et que le Conseil d'Administration qui a suivi cette assemblée l'a nommé Président-directeur général de Champagne PERRIER-JOUET, en remplacement de M. Hubert Millet, appelé à d'autres fonctions très importantes au sein du Groupe SEAGRAM. M. Hubert Millet demeure administrateur de Champagne PERRIER-JOUET.

Le Conseil d'Administration

Le Monde des Dirigeants

Postés à + de 400 KF

Electronique professionnelle

Directeur Général.

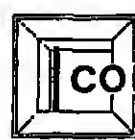
Ingénieur électronicien, avec peut-être un 3ème cycle en gestion ou en marketing industriel, vous avez une solide pratique de la direction d'équipes technico-commerciales dans l'ingénierie ou la vente de biens d'équipement industriels. De culture internationale, complètement opérationnel en anglais, vous pouvez mener avec aisance des négociations pointues avec des Américains ou des Japonais...

Nous sommes un groupe actif dans la distribution de composants et de biens d'équipement électroniques. Nous recherchons l'animateur de l'une de nos filiales - 50 personnes, 100 millions de francs - qui distribue en France et en Europe des produits d'instrumentation spécialisés.

Nous avons certainement des choses à nous dire... Pour un premier contact, qui sera bien sûr mené très confidentiellement, écrivez à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann - 75008 Paris sous référence 302 570 LM en précisant votre rémunération actuelle. Le poste est basé à Paris, proche banlieue sud.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec



COMPAGNIE FINANCIERE DE L'ARCHE

DIRECTEUR ADJOINT

Paris-La Défense

La COMPAGNIE FINANCIERE DE L'ARCHE dont la vocation est d'offrir aux professionnels de l'immobilier, en France et en Europe, une gamme complète de financements, de services et de produits exclusivement axés sur l'immobilier, recherche un DIRECTEUR ADJOINT pour une de ses filiales. La Financière de Promotion, spécialisée dans la prise de participations en fonds propres dans des opérations de promotion immobilière et de marchands de biens. Il sera chargé de développer un portefeuille de partenaires de l'immobilier - promoteurs et marchands de biens - désireux d'ouvrir le capital de leurs opérations ou de leurs sociétés. Il leur apportera son soutien dans la recherche de nouvelles opérations et il interviendra en tant que conseil et appui pour le montage de ces opérations sur les plans financier, technique et commercial. Il assistera le Directeur de la Société en matière de contrôle des engagements et du suivi de l'ensemble des opérations. Ce poste sera confié à un professionnel de l'immobilier âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure - option gestion - et qui justifiera d'une dizaine d'années d'expérience professionnelle acquise en montage d'opérations d'aménagement et de promotion immobilière en habitation, immobilier commercial et d'entreprise ou loisir. Homme d'analyse et de synthèse, il sera également un homme de terrain capable de développer un excellent relationnel. Ce poste basé à Paris-La Défense implique de fréquents voyages en province. Ecrire sous référence 1341M à

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 72012 PARIS

Discrétion assurée

Société d'Ingénierie dans un secteur de pointe lié à l'informatique technique, leader mondial sur son marché, recherche pour Paris

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

chargé du Commerce

Votre mission :

- En charge de la coordination et du pilotage du commerce, vous êtes responsable du développement commercial de la société
- Vous assisterez directement les acteurs commerciaux dans les grandes affaires, notamment dans les secteurs relevant de la Défense Nationale.

Vous êtes :

- Agé de 35 ans minimum, de formation supérieure (BAC + 5)
- Francophone mais maîtrisant parfaitement la langue anglaise
- Disponible, actif et mobile (déplacements fréquents à l'étranger)
- Pouvant justifier d'une expérience équivalente de préférence dans une PME.

Nous proposons :

- Un projet d'entreprise ambitieux et une perspective d'évolution rapide de la taille de la société
- Un salaire motivant en rapport avec le challenge.

AXIEM
Général Jean Comblanc

 Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV et photographie sous référence ED501 à Françoise LALANNE - GERARD JEAN CONSULTANTS
68, boulevard Bourdon - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Futur Directeur Commercial du Département "Energie"



Située au sein du groupe SAGEM, SILEC et ses filiales réalisent un CA de 2,3 milliards de francs principalement dans l'activité câbles. Au sein du département énergie de sa division câbles, il s'agit de succéder au directeur commercial, lors du départ à la retraite de celui-ci, dans un an environ. Après une période de formation aux produits et au marché, ce collaborateur prendra en charge les ventes à une partie de la clientèle, puis supervisera l'ensemble de l'activité commerciale. Il participera à la définition de la politique et la mettra en œuvre sur le terrain au travers d'un réseau national d'agences et d'un service export. Il s'appuiera sur un service ventes aux administrations et services publics et un service ventes aux industries privées et aux installateurs/distributeurs. Ce poste basé à Paris convient à un ingénieur grande école (Centrale, Supélec, etc...) ayant une expérience commerciale réussie acquise au sein d'une entreprise de biens d'équipements électriques. Ses qualités de négociateur (contrats importants s'inscrivant dans la durée) et ses capacités de management feront la différence. Il devra impérativement parler anglais.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1283.91 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.


Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

DIRECTEUR COMMERCIAL

FRANCE - EXPORTATION

MONACO

Un groupe performant (CA 400 MF) recherche le directeur commercial d'une de ses branches en expansion (CA actuel 60 MF).

Rattaché au P.D.G. du groupe, il assumera avec autonomie et dynamisme la responsabilité de l'élaboration de la politique commerciale, de l'animation du réseau de ventes et du développement de l'exportation.

Ce poste qui ouvre de réelles perspectives de carrière (accession à la direction d'un centre de profits) conviendrait à un candidat ESC ou équivalent, désireux de valoriser une expérience de 5 à 10 ans dans le marketing et la vente de produits non consommables destinés au grand public.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Deuxième langue étrangère souhaitée.

Ordre de grandeur de rémunération : 500.000 Frs.

Ecrire sous réf. 23 A 1928-IM. - Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Directeur Financier



Nous sommes une entreprise de recherche et développement en biotechnologie créée en 1989. Notre financement (50 MF) issu du capital-risque européen en fait la plus grande start-up de biotechnologie jamais réalisée en Europe. Son but est de fournir au corps médical des tests de diagnostic originaux. Notre futur directeur financier, directement rattaché au Président du Conseil d'Administration, aura en charge l'ensemble des tâches comptables, financières, budgétaires et fiscales. Il devra aider la direction générale en proposant des solutions techniques aux problèmes de financement. Son service (3 personnes) gère le paye et les déclarations sociales. A la demande de la direction générale, il exécutera des missions ponctuelles : élaboration de contrats, préparation des assemblées... Ce poste, basé à Bonneuil sur Marne (94), s'adresse à une personne d'environ 30/35 ans, de formation ESC + DECS, ayant eu des responsabilités opérationnelles de contrôle de gestion, comptabilité et gestion de trésorerie dans une PME. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1279.91 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.


Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec



Nous sommes un élément majeur du 3ème groupe caribéen français.
L'approche de nouveaux marchés, les évolutions internes qui en découlent nous conduisent aujourd'hui à rechercher pour l'Aquitaine, notre nouveau :

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

400 KF +

Homme d'animation, maître d'œuvre de la stratégie définie avec la direction générale du groupe, il gère au quotidien son établissement de Beaulac (33), 200 personnes en milieu fortement automatisé et coordonne l'action des différents services (commercial, technique).

Nous souhaitons un authentique manager, issu du monde industriel et dont la pratique de l'entreprise est globale.

Envoyer CV + lettre + photo sous réf. A591N à notre conseil FLORIAN MANTIONE INSTITUT, 18 rue Fauriel 33000 BORDEAUX, et consulter la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOFIE.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil

Important groupe cimentier

Directeur d'usine

Après 10 ans dans une industrie de process en continu, vous avez couvert la fabrication, l'entretien, le process et, surtout, la conduite intelligente des hommes.

Vous vous sentez à présent prêt à prendre vous-même en main une unité de taille moyenne et souhaitez, en outre, rester pour l'instant en France.

Après ou moins 3 ans de réussite dans ce poste, la dimension de notre groupe et son développement vous garantiront d'autres opportunités, tant en France qu'à l'international.

Nous aurons plaisir à vous rencontrer et vous demandons de communiquer votre dossier à notre conseil qui vous assure une complète confidentialité.

Ecrire sous réf. M/197 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden

Ingénieur d'affaires

400.000 ±

Recherché pour société fabriquant des produits industriels à forte valeur ajoutée.

Minimum 30 ans, Ingénieur Grande Ecole et expérience concrète de la vente de produits industriels à l'exportation.

Nous invitons les personnalités intéressées à consulter les spécifications détaillées et confidentielles sur Minitel sans dévoiler leur identité avant de nous adresser leur dossier de candidature (3615 code ICA taper 5 et envoi pour Ingénieurs et Cadres).

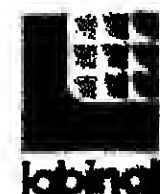
Après consultation adressez tout courrier à I.C.A. 3, rue d'Hauteville - 75010 Paris - sous réf. correspondante.

I.C.A. International Classified Advertising

RESPONSABLE DES AFFAIRES



MANITOU est un leader mondial dans le secteur des équipements de travaux publics. Nous recherchons un responsable des affaires pour notre filiale française. Ce poste est basé à Paris et implique des déplacements fréquents à l'étranger.

EGOR S.A.


18 000 personnes dans le monde : 12 filiales françaises, 57 filiales étrangères. 10 divisions dans les secteurs industriels de l'automatique et de l'hydraulique. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

JURISTE CONT

Paris - Une banque d'affaires française à taille humaine recherche pour sa direction des affaires juridiques, un juriste expérimenté. Ce collaborateur se verra confier une double mission : il devra d'une part assurer la gestion de contentieux complexes dans leurs phases pré-contentieuses et contentieuses, et d'autre part, un rôle de conseil juridique auprès du réseau. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de moins 35 ans, possédant une

EDITIONS LEG

Pour prendre la responsabilité de la direction permanente du DDT SOCIAL RURAL. Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez une expérience dans le secteur social ou de la Mutualité. Le poste requiert de réelles aptitudes à l'analyse et de précision dans l'analyse et de méthode et le goût du travail.

هكنا من الأمل

Région Nantaise RESPONSABLE DES AFFAIRES JURIDIQUES



MANITOU BF, est avec 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires dont 50 % à l'export et 68 millions de francs de bénéfice net consolidé, le leader mondial du chariot élévateur tout terrain. Elle crée la fonction de Responsable des Affaires Juridiques.

Dépendant du Directeur Général et secondé par une petite équipe, vous prendrez en charge les affaires juridiques et plus largement l'administration des risques de l'entreprise et de ses filiales (établissement et gestion des contrats, contentieux, crédits et risques financiers français et export, propriété industrielle...).

Ce poste est basé à ANCENIS. Il conviendrait bien à un Juriste diplômé en droit des affaires âgé d'au moins 32 ans. Il aura acquis en cabinet et/ou en entreprise une expérience large dans un contexte industriel très ouvert à l'international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/2126 2B à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni - 75006 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BENELUX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Multinationale américaine (2 Milliards de \$ de CA) recherche pour son siège Europe un

Fiscaliste International

Grenoble

Vous créez cette fonction, rattaché au Directeur des Taxes Europe (25 unités réparties sur 15 pays). Vous prenez en charge tout type d'études liées à l'activité internationale de la société et participez à l'élaboration de montages spécifiques.

Agé de 30 ans environ, Ecole Supérieure de Commerce ou Bac + 5 avec une spécialisation juridique, fiscale ou comptable, vous avez une expérience d'au moins 3 ans de la fiscalité internationale acquise en entreprise ou en cabinet.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et êtes disponible pour des déplacements fréquents à l'étranger.

Votre esprit d'initiative et votre capacité à vous adapter seront des atouts pour évoluer rapidement vers des responsabilités élargies.

Contactez Florence Couraud au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de l'Id + rém. actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf. FC6840MO.



Michael Page Rhône-Alpes

"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"



18 000 personnes dans le monde, 12 filiales françaises, 37 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

Juriste

Intégré au Service international de la Direction des Services Administratifs et Juridiques, vous participerez ou secrétarierez les filiales étrangères et à l'élaboration des contrats internationaux.

Vous assisterez et conseillerez les Directions opérationnelles du groupe.

De formation supérieure en droit (DEA ou DESS), vous avez cinq ans d'expérience dans une entreprise de dimension internationale qui vous permet de maîtriser les différents aspects du droit dans l'entreprise, la pratique courante de l'anglais parlé et écrit est indispensable pour réussir dans ce poste. L'allemand serait un plus.

Ce poste est basé à Montigny-Le Bretonneux (78).
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des cadres, Direction des Affaires Sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

POUR UNE ENTREPRISE

DU BTP,

QUOI DE MIEUX

QU'UN ESPRIT D'ENTREPRISE.

JURISTE

De formation juridique (niveau DESS) ou commerciale (niveau BAC + 5), vous êtes débutant ou avec une première expérience réussie.

Grand nom du BTP, avec 4,5 milliards de CA, notre succès repose sur le dynamisme et l'investissement de nos 5 000 collaborateurs qui, chaque jour, font avancer nos chantiers.

Nous vous confierons la gestion des risques et la gestion immobilière ou niveau du groupe. Vous participerez aussi à la gestion du droit des sociétés.

Dynamisme, sens de la rigueur et de la communication sont vos principaux atouts pour une bonne intégration dans notre équipe dirigeante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Philippe BOUDIN CHANTIERS MODERNES - 85, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET



JURISTE CONTENTIEUX Banque

Paris - Une banque d'affaires française à taille humaine recherche, pour sa direction des affaires juridiques, un juriste contentieux. Ce collaborateur se verra confier une double mission : il devra, d'une part, assurer la gestion de dossiers difficiles dans leurs phases pré-contentieuses et contentieuses. Il aura, d'autre part, un rôle de conseil juridique auprès du réseau. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 25 ans, possédant une forma-

tion juridique (maîtrise en droit ou plus) et justifiant d'une expérience similaire de l'ordre de 2 années acquise au sein d'une banque ou d'un établissement financier. Autonome, il devra allier rigueur et pragmatisme dans ses approches. Ecrire à M. de SOUZA en précisant vos prétentions et la référence A/F9893M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.70.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Nous sommes un des tout premiers groupes européens dans le domaine de l'équipement automobile.

Nous recherchons pour notre filiale française (proche banlieue ouest) notre

RESPONSABLE JURIDIQUE

Vous intervenez sur toutes les questions juridiques relatives à notre activité (droit des contrats, droit des sociétés, droit de la concurrence...) pour les différentes sociétés du groupe en France.

Agé de 30-35 ans, de niveau DEA ou DESS, vous êtes juriste généraliste en droit des affaires, avec une expérience de 5 à 10 ans acquise dans le service juridique d'une entreprise ou au sein d'un cabinet d'affaires.

Anglais juridique indispensable.

Rémunération : 320 KF +

Merci de téléphoner ou adressez votre CV sous réf. 3003.

FAIRWAY Horizon Juridique,
27 rue Marbeuf, 75008 Paris. 47.23.32.75.

FAIRWAY
H O R I Z O N

EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS

recherchent

**JURISTE DE DROIT
SOCIAL**

Pour prendre la responsabilité de leur DICTIONNAIRE PERMANENT DROIT SOCIAL RURAL.

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur, vous avez une expérience réussie du Droit de la Sécurité Sociale ou de la Mutualité Sociale Agricole.

Le poste requiert de réelles aptitudes rédactionnelles, de rigueur et de précision dans l'analyse, des qualités d'ordre et de méthode et le goût du travail en équipe.

Conditions proposées : statut de journaliste (presse périodique), salaire en rapport avec le poste, avantages sociaux.

Poste basé à Montrouge (N° Châillon-Montrouge).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions aux EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

- Direction du Personnel - 80 avenue de la Mame 92130 MONTRouGE.

CONTEXTE

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde
est
la première
source
d'information
des
cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)

Le Monde Juristes



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

(25 Etats membres)
cherche

TRADUCTEUR/TRICE JURISTE

pour traduire en français des textes de la Commission européenne des Droits de l'Homme rédigés en anglais et le cas échéant, dans d'autres langues européennes.

Les candidats devront :

- être ressortissants d'un Etat membre du Conseil de l'Europe ;
- être de langue maternelle française ;
- avoir une excellente connaissance de l'anglais et d'au moins une autre langue étrangère européenne ;
- avoir moins de 35 ans (dérogations possibles) ;
- posséder un diplôme universitaire au moins du niveau maîtrise ;
- avoir une bonne connaissance des systèmes de droit européens (notamment français et anglais) ;
- avoir une expérience professionnelle de plusieurs années, en particulier dans le domaine de la traduction des textes juridiques.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Traitement net mensuel 26 500 FF (taux célibataire), auquel s'ajoutent le cas échéant une indemnité de résidence et des allocations à caractère familial.

Envoyer CV et demander formulaire de candidature obligatoire (qui doit parvenir avant le 15 juillet 1991) en précisant Réf. 34/91 à l'adresse suivante :

Mlle Janet HUGHES - Division du Personnel
CONSEIL DE L'EUROPE
BP 431 RG - F - 67008 STRASBOURG Cedex
Fax n° : 88 41 27 81 / 82 / 83

Juriste droit des sociétés

Un des leaders de la grande distribution en France (37 000 personnes - CA consolidé de 60 milliards de francs) recherche pour sa Direction Juridique un Spécialiste du droit des sociétés.

Vous serez chargé du suivi juridique des filiales françaises du Groupe (environ 100 sociétés), vous participerez aux opérations de restructuration du Groupe et vous contrôlerez les aspects relatifs au droit des marques.

De formation Droit des Affaires (maîtrise), fort



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS - LILLE - LYON - SOFIA - ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

Organisation professionnelle nationale (Paris) regroupant des établissements publics locaux, recherche

Juriste

En collaboration avec le Service des Ressources Humaines, vous serez chargé(e) de la gestion des études de la situation juridique des établissements publics locaux, de la mise en œuvre de la réglementation, de l'aménagement du territoire, de la construction. Cadre diplômé de droit public, vous avez une expérience, vous avez une fonction similaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo, 3 photos) sous référence 7591 à ORGANISATION ET PUBLICATION, 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Notre Groupe, associé à un réseau international apporte à ses clients des prestations de haut niveau en structure financière, audit, fiscalité, comptabilité. Nous recherchons un

FISCALISTE H/F

Vous avez un DESS de droit fiscal avec 4 ans d'expérience en cabinet d'audit ou en grande entreprise qui vous ont apporté une bonne maîtrise en fiscalité.

Vous exercerez votre mission en soutien de nos équipes de conseil et d'audit et vous superviserez le suivi juridique de notre groupe. Vous deviendrez à terme associé animateur d'une société de conseil juridique et fiscal dans le cadre du groupe.

Merci d'adresser sous réf. M/108/H (portée sur la lettre et l'enveloppe), lettre manuscrite, CV, photo à notre Conseil Synergies Recrutement : Pierre LEMAHIEU - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS.

Un groupe important de BTP,

situé dans l'ouest de la région parisienne, recherche un

Juriste

Vous avez une formation maîtrise de droit, avec 2 à 3 années d'expérience acquises de préférence dans le secteur du BTP.

Vous serez principalement chargé du contentieux (privé et public), du droit des contrats, des marchés, et de la gestion des sociétés.

Des déplacements en région parisienne et en province sont à prévoir (une fois par semaine).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 1224 à NC COMMUNICATION 6, Cité Paradis 75010 PARIS, qui transmettra.

Jeune Juriste

Convention Collective Secteur Santé et Social

Notre Fédération Professionnelle du secteur associatif sanitaire et social à but non lucratif gère une convention collective nationale du travail.

La diversité des établissements hospitaliers et services adhérents qu'elle réunit (1 500 Etablissements sanitaires et sociaux - 140 000 salariés) lui permet de constituer aujourd'hui un poids important dans le secteur de la santé. Son action, son éthique la rendent crédible auprès des pouvoirs publics et lui assurent le soutien de ses adhérents. Elle recherche un jeune juriste.

Sous l'autorité du Responsable du Service, il aura notamment pour mission le conseil aux adhérents sur l'application du droit du travail et de la Convention Collective (congrès, téléphones), la constitution et le suivi de dossiers.

De formation supérieure, maîtrise en droit du travail ou DESS en question du personnel, doté d'une expérience d'1 ou 2 ans, il s'investira pleinement dans ce secteur associatif dont la qualité du service est importante.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3428.



12, rue Hamelin - 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Afin de renforcer notre service de rédaction des Codes Dalloz, nous recherchons un

rédacteur juridique

La formation DEA de Droit public, voire Droit européen, vous offre une première expérience professionnelle, spécialisée dans la documentation juridique. Vous possédez, outre une grande rigueur intellectuelle, des capacités d'application et de suivi de la production.

Responsable dans un premier temps de l'un des Codes Dalloz, vous serez chargé de son contenu et de sa mise à jour. Vous serez en charge de la production de la suite des Codes Dalloz.

Vous recevrez une formation approfondie à nos méthodes.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil en indiquant la référence 87/27 sur l'enveloppe. OMICAR, 5, rue Hooley, Etage de l'Opéra - 75009 PARIS.

omicar

Grand Groupe diversifié recherche pour l'une de ses branches (produits de grande consommation) en fort développement

JEUNE JURISTE GENERALISTE

- Débutant de formation DESS, DEA ou DJCE de Droit - Anglais courant.

Il secondera le Responsable Juridique pour toutes les questions relevant du :

- Droit des Marques
- Droit du Marketing
- Rédaction de contrat
- Droit Social
- Droit des Sociétés
- Contentieux

Poste très varié, relationnel et évolutif.

Basé à Paris La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. JJG 05 à SEVEL - BP 88 - 56703 HENNEBONT Cédex qui transmettra

GROUPE DE SOCIÉTÉS DE SERVICES...

Un groupe privé d'importance nationale (150 filiales) recherche, dans le cadre de sa croissance interne et externe, un

JURISTE D'ENTREPRISE

Dépendant directement du Directeur Administratif, sa mission principale est d'animer une équipe de 4 juristes diplômés qui assurent, sous ses directives, la gestion administrative et juridique de la vie sociale des filiales du groupe.

Il assurera également la charge de l'étude et de la mise en place des procédures juridiques internes, de la négociation de contrats divers et plus généralement, de l'assistance et du conseil aux filiales pour toutes les questions contentieuses.

Le poste convient au titulaire d'une maîtrise de droit des affaires, ayant de bonnes connaissances de droit public et 5 années de pratique dans des responsabilités similaires en entreprises ou en cabinets de conseils ou d'avocats d'affaires. Anglais et espagnol souhaitables. Lieu de travail : Paris-La Défense. Rémunération annuelle : 250 000 F. Adressez lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. GE428, à A.S. CARME, Tour Gambetta 338, 2, square H. Rénault, Défense 6, 92400 COURBEVOIE.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL JURIDIQUE EN CRÉATION

recherche

un(e) collaborateur(trice) conseil

ou

stagiaire de droit privé et affaires

- Dans un secteur d'activité dynamique et au sein d'une équipe jeune et performante, il (elle) aura en charge le conseil auprès des professionnels et des particuliers dans les domaines les plus divers.
- Première expérience demandée (au moins 2 ans) au sein d'une société de conseil juridique, d'un cabinet d'avocat, d'une compagnie d'assurances en protection juridique.
- Rigoureux, à fort potentiel, il (elle) aura l'esprit d'analyse et de synthèse lui permettant d'évoluer.

Poste basé à BREST

Merci d'adresser lettre, CV, photo à : MEDIA S.A.
Bât. Grand Large - BP 334
Port de commerce - 29274 Brest Cedex

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER
Aménageur-Constructeur recherche

L'adjoint de son Directeur Juridique

La trentaine, formation juridique supérieure, 5 ans d'expérience en droit de la construction et des affaires immobilières (procédures, fiscalité, rédaction d'actes).

Si vous êtes particulièrement à l'aise dans le montage juridique d'opérations immobilières (entreprise et logement), vous pourrez accéder rapidement à des responsabilités importantes.

Pour nous joindre en toute discrétion, adressez CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 4384/M à CURRICULUM 8, passage Lathuille - 75018 Paris, qui transmettra.

Société de Conseil et Formation recherche pour son siège PARIS IXe, Juriste-Fiscaliste.

Juriste Fiscaliste

Vous possédez une formation DESS Droit des Affaires et une première expérience en Cabinet : Sociétés, rédaction d'actes, Fiscalité d'Entreprise...

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 7591 à AXIAL, 27 rue Taibout, 75009 Paris, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde de la Gestion

RESPONSABLE DEPARTEMENT AUDIT Banque - 300/350.000 F

Un important établissement financier, très implanté sur la région ouest de Paris, recherche son responsable audit. Basé au siège et rattaché au directeur général, il prendra en charge l'ensemble de la fonction audit (commercial et financier) pour l'ensemble du réseau (90 agences) et les différents départements du siège. Assisté d'une équipe, il sera chargé de la rédaction de notes et synthèses à destination de la direction générale et du contrôle à posteriori des anomalies constatées. Ce poste évolutif conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une bonne technicité dans le domaine de l'audit bancaire. La rémunération de l'ordre de 300/350.000 francs sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/F9855M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.74.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Leader sur son marché d'activité dans le domaine de l'assurance IARD, cette société mutualiste renforce ses structures et crée le poste de responsable de l'organisation. A la tête d'une équipe de 5 personnes, il sera chargé d'analyser les circuits d'informations de l'entreprise en les optimisant, de rationaliser les outils de gestion en liaison avec les responsables de service concernés. Il en contrôlera la bonne application et le suivi. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat âgé d'au

moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience minimum de 3 ans en organisation. Le candidat retenu aura une réelle capacité à animer et coordonner une équipe et devra posséder de réelles qualités d'écoute et de rigueur. Le poste est basé à Paris. Ecrire à Catherine VERDIER en précisant la référence A/S8690M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.52.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Avec l'informatique en plus Partez gagnants

Bac + 4 ou 5



SEMA GROUP est passé maître dans l'art d'adapter les connaissances et les aspirations des jeunes diplômés aux métiers de l'informatique. Pour FRANCE LOTO qui optimise son système d'information, nous recherchons plusieurs jeunes, débutants, de bon potentiel, motivés à qui nous proposons de démarrer leur parcours professionnel dans l'informatique.

Diplômés d'une grande Ecole ou de l'Université (3ème cycle scientifique ou de gestion), vous recevrez à SEMA GROUP, au cours d'un stage intensif de 3 mois qui débutera le 16 septembre, une formation solide aux méthodes et outils de l'informatique, qui sera pour vous un véritable quatrième cycle. Ensuite, vous rejoindrez à Moussey-le-Vieux (près de Roissy en France), dans un cadre naturel agréable, les équipes informatiques de FRANCE LOTO et vous évoluerez sur des projets motivants et pointus : réseau d'entreprise, bases de données distribuées, systèmes ouverts (UNIX)...

Merci d'adresser votre candidature sous la référence P 132/M à Bernard BEAUNOIR, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA SELECTION
Paris - Lyon - Toulouse

Dans le cadre de son développement, cette banque française de tout premier plan recherche son

Gestionnaire actif-passif

Paris

300 KF

Vous aurez dans un premier temps, à participer à la mise en place de l'application informatique de gestion et à l'établissement du Comité de gestion actif-passif.

Vous aurez ensuite bien sûr la mission de développer le système et de le faire vivre : coordination avec les différentes directions de la banque, conception de tableaux de bord et d'indicateurs de gestion de bilan et de hors bilan. Vous aurez aussi à conduire l'analyse de situations spécifiques et à proposer des actions correctives auprès de la Direction Générale, à assurer l'interface avec la direction de la trésorerie afin de veiller à l'application des décisions de la Direction Générale relatives aux réajustements choisis.

Agé de 27 à 32 ans, après des études supérieures alliant idéalement des compétences scientifiques et de gestion, vous disposez d'une expérience bancaire similaire, ou qui vous a amené à effectuer du contrôle de gestion dans une optique bilantielle, et vous maîtrisez les principaux aspects de la gestion du risque de taux.

Contactez Jacques Mirante-Pérez au 45.62.90.00 ou adressez votre dossier de candidature sous référence JMP 1139 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

Adjoint au directeur financier

Avec 1 100 personnes et un profit de 35 MF, la filiale Gestetner France est la plus importante du groupe, lui-même premier distributeur mondial de photocopieurs. Nous recherchons pour notre siège parisien un Adjoint au Directeur Financier.

Rattaché à notre Directeur Financier, vous assisterez dans les dossiers d'acquisition d'activités extérieures et vous développerez les outils de gestion de trésorerie.

Vous superviserez également le contrôle de gestion et la comptabilité générale tout en étant garant de nos marges, de nos résultats, de nos budgets, du reporting mensuel auprès de notre holding, de la comptabilité analytique et des comptes sociaux.

Vous avez complété votre formation ESC au maîtrise de gestion par un DECS et pratiquez la langue anglaise.

Votre solide expérience (5 années dont 3 dans un cabinet d'audit) ainsi que vos qualités d'organisation et de rigueur vous permettront de mener à bien votre mission.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM. 10.06 à GESTETNER - Département Recrutement - Europarc - 5, av. Fernand Pouillon BP 117 - 94003 CRETEIL CEDEX.

Gestetner

Les communicants de l'Écrit

Consolidation et reporting



Danone, Poulain, L. Kronenbourg, Evian... BSN est le 5e groupe alimentaire européen : 50 Mds de F de CA, 50 000 personnes dont 5 000 cadres, une implantation industrielle dans 20 pays, une politique de développement axée en priorité sur l'Europe.

Au sein de la Direction Générale des Affaires Financières, le Directeur de la Consolidation et du Reporting renforce son équipe et recherche un Cadre Financier.

Responsable d'une des branches d'activité du Groupe, il aura pour mission :

- la consolidation annuelle et semestrielle,
- le reporting mensuel d'activité et de résultat,
- l'assistance aux filiales françaises et étrangères.

De formation Ecole de Commerce et DECS, vous avez acquis une bonne expérience des principes comptables et des techniques de consolidation, au sein d'un groupe ou d'un cabinet d'audit.

Ce poste basé à Paris offre, à terme, de larges possibilités d'évolution dans le Groupe, en France ainsi qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous la réf. BSN/AM, à notre conseil : INFRAPLAN, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Le Groupe Industriel de Mode GASTON JAUNET - est une des toutes premières entreprises européennes de prêt-à-porter féminin de luxe (600 personnes), jouissant d'une excellente image par la qualité de sa production et par les marques qu'il fabrique :

GUY LAROCHE

TARLAZZI

MOHEL KLEN

Leila Lampada

PRENEZ EN CHARGE LE CONTROLE DE GESTION

Vous avez une formation supérieure de gestion et de comptabilité (DECF), et déjà 7/8 années d'expériences du contrôle de gestion acquises, ou moins pour partie, dans une société industrielle et commerciale. Vous êtes fortement motivé pour vivre en province - le poste est basé à Cholet -.

Sous l'autorité directe de la Direction Générale, vous assurerez une fonction très complète de contrôleur de gestion : élaboration des budgets, tableaux de bord, analyses de gestion et recommandations. Votre mission au-delà des compétences techniques doit être celle d'un conseil et d'un facilitateur...

Vous êtes donc un homme de communication. La complexité de notre organisation (haut ou niveau production, logistique, suivi des marques) implique une forte capacité à maîtriser les outils de gestion tant sur le plan commercial que production.

Serifo
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 5473, à SERIFO Groupe Eurosearch, 47 bis avenue Basquiat, 75007 Paris.

Membre de Syntec

ANALYSTE FINANCIER

JACOBS SUCHARD/
KRAFT GENERAL FOODS.

FRANCE,

filiale agro-alimentaire

du groupe Philip Morris,

avec 2 800 collaborateurs et

7 milliards de francs de CA,

nous sommes leader sur la

plupart de nos marchés

(café, confiserie,

chocolaterie).

Au sein de notre Direction Contrôle de Gestion France, vous participez à la consolidation des résultats prévisionnels et aux analyses spécifiques. Dans le cadre de l'optimisation de nos transferts d'informations financières, vous assurez la conception d'outils informatiques et veillez à l'harmonisation des systèmes.

Issu(e) d'une grande Ecole de Commerce ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience réussie de 2 à 3 ans en Contrôle de Gestion. Vos qualités relationnelles, votre sens de l'analyse et votre sensibilité informatique ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais seront indispensables.

Si vous désirez aujourd'hui rejoindre un groupe international qui saura vous offrir de véritables perspectives d'évolution en France comme à l'étranger, merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions), sous référence AF, à Laurent AMELINEAU - JACOBS SUCHARD FRANCE - 16, avenue Jean-Jaurès 94601 CHOISY-LE-ROI.

JACOBS SUCHARD
KRAFT GENERAL FOODS.FRANCE

2ème SESSION 1991

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons eu depuis plus de vingt-cinq ans une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 4 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures • dégages des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M106G4, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

Administration comptabilité Contrôle de gestion

Nous sommes un Groupe de sociétés de services en pleine expansion. Avec un CA supérieur à 600 MF, nous nous situons parmi les tout premiers sur notre marché. Notre niveau de développement nous amène à renforcer notre potentiel gestionnaire par le haut.

Rattaché au Directeur Général de la société mère, vous assurez l'ensemble de la fonction : coordination effective des Services administratifs et comptables (15 personnes), participation au développement de l'informatique, mise en place du contrôle de gestion, gestion de la trésorerie. Vous êtes le pivot du Groupe en organisation, gestion, comptabilité, procédures... dans un souci d'adaptation constante des structures de l'entreprise. ESC, DECS, IEP (Ecof), à 30-35 ans, votre expérience vous a familiarisé avec des postes opérationnels à fonctions globales (audit, animation, contrôle, etc.), vous a confirmé dans vos compétences techniques (comptabilité, consolidation, gestion, etc.) de préférence dans des environnements service, ingénierie... Soucieux de résultats, vous souhaitez aujourd'hui mener un projet global dans un environnement en plein mouvement, valorisant parce qu'exigeant.

Pour ce poste basé à Boulogne (92), merci d'adresser votre candidature, sous la réf. MC259A, à OC Conseil, Olivier Chaumette, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Répondeur réunit : 42 36 10 30.

OC CONSEIL
Paris
Ressources Humaines

Un poste clé dans un groupe international à taille humaine.

CAMPING GAZ, 1 Milliard de F de CA dont plus de 50 % à l'export, recherche pour sa filiale MILLET située à ANNECY, 100 personnes, leader sur le marché de la randonnée dans la distribution spécialisée, un

Véritable bras droit de la direction générale, il est responsable du reporting à la direction du groupe, prend en charge les fonctions comptable, financière, administrative et gestion du personnel, optimise les procédures existantes et assure le contrôle de gestion du site sur l'ensemble des aspects (plan, budget, écart, flux...).

Responsable d'une petite équipe de 5 personnes, il assume une mission essentielle de conseil auprès des responsables de l'entreprise en leur apportant les informations nécessaires aux prises de décision et à la mise en place des actions correctives.

Ce poste constitue une excellente opportunité pour un diplômé d'une école de commerce ou équivalent, complété si possible du DECS, possédant une expérience significative (5 ans environ) de la gestion comptable et financière acquise en entreprise. Son professionnalisme, ses qualités de contact et de rigueur et son goût pour l'action lui permettront de réussir à ce poste et lui ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.



camping gaz

PREDICA

Importante société d'assurance-vie et de prévoyance, groupe à taille humaine, renforce son équipe à la Direction Technique.

PARTICIPEZ AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL EN TANT QUE CHARGÉ(E) D'ÉTUDES À LA DIRECTION TECHNIQUE (ANGLAIS COURANT)

Votre formation supérieure en gestion (université, école de commerce, de gestion...) et une première expérience acquise ou seini d'une compagnie d'assurance, vous ont permis de vous forger un savoir faire technique et une connaissance du fonctionnement d'une compagnie.

En relation étroite avec l'équipe du secteur international, vous serez chargé(e) de réaliser les analyses techniques des sociétés étrangères ou avec lesquelles une prise de participation est prévue. Vous analyserez la réglementation applicable aux sociétés étrangères afin de maîtriser le contenu réglementaire du partenariat.

Par votre expertise technique, vous déterminerez les risques encourus. Cette analyse de l'état des sociétés en matière de technique d'assurance vous conduira à établir les indicateurs de suivi de la performance des sociétés, pour suggérer à la Direction Technique des conseils d'amélioration et des plans d'action.

Si vous maîtrisez une troisième langue européenne de préférence latine, et si participer activement à la création d'une nouvelle fonction vous intéresse, merci de nous envoyer sous la référence 4464M, CV, lettre manuscrite, et préférences, à SERIFO, 47, bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Membre de Syntec

IMPORTANT GROUPE D'INVESTISSEMENTS

(8 milliards de F d'actifs, coté en Bourse)

Recherche un

Analyste Financier pour la Direction des Participations

Chargé

- d'étudier des projets d'investissements du point de vue stratégique et financier
- de suivre des participations existantes

Profil

- Grande école d'ingénieur ou de gestion
- Formation complémentaire comptable ou juridique appréciée
- Deux à trois ans d'expérience à la Direction Financière d'un grand groupe industriel (finance, contrôle de gestion, développement) ou dans un cabinet d'audit.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence 5023 à Sources, 108 rue Saint-Honoré, 75001 PARIS, qui transmettra.

Entreprise du secteur tertiaire liée à un puissant groupe financier, nous recherchons votre

Chef comptable

Animateur d'une équipe de 12 personnes, vous prenez en charge les comptabilités générale, analytique et le contrôle budgétaire de la société. Élément moteur du développement du secteur, vous êtes responsable de l'évolution de nos outils de gestion (informatiques notamment) et de l'amélioration des procédures.

Votre formation supérieure (ESC ou équivalent + DECS), votre expérience comptable (4 ans minimum) et vos qualités personnelles (rigueur, aptitudes à l'organisation et à l'animation, qualités relationnelles) vous permettront de prétendre, à terme, à des responsabilités élargies.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 20130, à Média-System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17, qui transmettra.

ALTUS FINANCE, Groupe CRÉDIT LYONNAIS, cherche pour renforcer l'équipe consolidation son

ADJOINT(E) AU RESPONSABLE CONSOLIDATION

De formation supérieure, école de commerce ou de gestion, DECF/DESCF, vous avez environ 2 à 3 ans d'expérience de la comptabilité en cabinet ou en grande entreprise, vous êtes familiarisé avec la micro-informatique. Une expérience spécifique dans le domaine de la consolidation serait un plus. Rigoureux, curieux, autonome et organisation sont vos atouts. Le sens du concret et la capacité à vous investir sur le terrain feront la différence.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 91102 à notre Conseil : PROFIL PARTNER'S, 62 rue Legendre 75017 PARIS

PROFIL PARTNER'S

BERNARD MONTAGNE ANDRÉ AMIC ET ASSOCIÉS

MEMBRE DE DELOITTE ROSS TOHMATSU

recherche pour ses bureaux PARIS ET LYON des auditeurs financiers confirmés

CHEFS DE MISSION

Les candidats retenus auront, après une expérience d'au moins 4 à 5 ans dans un Cabinet d'audit externe, acquis une bonne maîtrise des techniques d'audit et de consolidation.

La connaissance d'une langue étrangère européenne sera également appréciée.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo sous référence CMJC/1A191 à Bernard MONTAGNE André AMIC et Associés 79, rue de Miromesnil - 75008 PARIS



ORGANISME DE SÉCURITÉ SITUÉ A NANTES RECHERCHE LE RESPONSABLE DE SON SERVICE D'ANALYSE DE GESTION

Fonction :

Comptabilité analytique, Contrôle de gestion, analyse budgétaire et financière, Analyse des dépenses de santé.

Profil souhaité :

Niveau licence ou maîtrise sciences économiques, ou équivalent, diplômé d'école supérieure de gestion. Une première expérience en entreprise et une connaissance de la micro-informatique seraient très appréciées.

Qualités requises :

Autonome et ayant le sens de l'initiative, il anime une équipe de 4 personnes et possède de solides qualités relationnelles et d'organisation. Rattaché au Directeur financier, il met en œuvre la politique de la Direction générale dans son secteur d'activité. A ce titre, les candidats devront apporter la preuve de leur capacité à évoluer vers des postes de responsabilité accrue.

Adresser dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) à :

M. P. PERENNES, CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE 9, rue Gaston-Rondeau - 44045 NANTES CEDEX 02.

Le Monde de la Gestion

La gestion au GAN, une assurance de réussite...

Contrôleurs de gestion

Vous assurez une double mission :
 • suivi de l'activité des filiales étrangères • participation à l'ensemble des travaux d'analyse dans le cadre de la démarche prévisionnelle menée par les filiales.
 Vous analysez les résultats des filiales étrangères sur la base des informations remises dans le cadre du reporting, après en avoir assuré la remontée, vous participez au processus prévisionnel relatif aux filiales (budget annuel, plan à 3 ans). Enfin vous menez plus largement des études spécifiques relatives à un marché, une filiale...
 Une première expérience similaire réussie serait un atout.

Chargé d'études d'acquisition

Vous avez une double mission :
 • participation à l'évaluation des Sociétés d'Assurances étrangères susceptibles de faire l'objet d'une acquisition • suivi des participations minoritaires et de la réorganisation des intérêts du Groupe dans les filiales étrangères.
 Vous étudiez et appréciez les dossiers d'acquisition qui parviennent à la Direction Internationale, déterminez nos cibles sur le marché étranger. Enfin vous élaborez les dossiers d'évaluation.
 Vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 5 ans, acquise au sein d'un Groupe du secteur tertiaire financier de préférence et incluant une pratique significative de l'analyse financière.

L'ouverture du nouveau marché européen, l'évolution des besoins d'assurance, le développement des nouvelles technologies : voilà les principaux défis que le GAN doit relever dans les années à venir.
 Pour atteindre ces objectifs, nous optons résolument pour la performance. Nous renforçons notre Direction Internationale en proposant des opportunités de carrière à des professionnels de la gestion.

Au-delà de votre formation supérieure, de vos solides compétences techniques, d'une pratique courante de l'anglais complétée par une bonne connaissance d'une 2^e langue, vos qualités relationnelles affirmées vous permettent d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de l'entreprise.
 De vos nombreux contacts à l'intérieur du Groupe, vous acquerez une solide connaissance de nos activités, vous permettant ainsi d'évoluer vers toute autre fonction, tant en France qu'à l'étranger.
 Pour poser votre candidature, merci d'adresser votre curriculum vitae, CV, photo et prétentions, sous réf. MED161, à notre Direction Gestion et Recrutement des Cadres, 2 rue Pille-Vill, 75448 Paris Cedex 09.



L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

Grand Groupe bancaire et financier nous sommes placés au tout premier plan de la compétition internationale.
 L'activité de nos implantations régionales connaît un fort développement.

Gestionnaires de patrimoine

GRANDES ECOLES DE COMMERCE

Diplômé d'une grande école ou équivalent, vous êtes débutant ou vous possédez déjà une expérience similaire. Aujourd'hui, vous souhaitez exploiter à fond votre goût pour l'économie dans toute sa diversité.
 Après une période de formation très complète, nous vous confierons une clientèle privée que vous gèrerez et développerez. Analyse des besoins, diagnostic financier et force de proposition vous permettront de conseiller vos clients en leur

ouvrant des champs d'investissement dans tous les domaines de l'activité économique.

Vous l'avez compris, pour écouter, cerner et anticiper les attentes d'une clientèle de très haut niveau, vous étiez à votre sens psychologique et relationnel une solide culture générale. Pour réussir et évoluer dans votre mission, nous vous donnerons tous les atouts logistiques et le professionnalisme d'un Groupe renommé pour son image de haute technicité.

Vous souhaitez en savoir plus ?
 Contactez ALLO-CARRIÈRES au (1) 49.09.09.49 du lundi au vendredi de 9h à 17h (précisez la réf. A449) ou adressez votre dossier de candidature sous réf. A449/LM à ALLO-CARRIÈRES, 50-54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

(1) 49.09.09.49

LVMH
 MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

Attaché à la Direction de la Communication Economique et Financière

Vos principales responsabilités seront :
 • Préparation des présentations et manifestations pour les investisseurs (Siège, France, Etranger).
 • Assistance pour la préparation et la réalisation des supports de communication, notamment documents financiers.
 • Diffusion des supports de communication.
 • Publicité financière (préparation et suivi des parutions, suivi du budget).
 • Suivi de la réglementation en matière d'information des marchés boursiers.
 • Suivi de l'environnement du titre LVMH (Bourse, Etudes, Publications, Concurrents).

Le candidat recherché, homme de finance et de communication, âgé de 27/28 ans, aura un passé d'Analyste Financier en banque ou en entreprise, de formation Sciences Po, Ecole Supérieure de Commerce ou Universitaire, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Contactez Gilles de Montequ, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + tél. actuelle à des marchés boursiers, Michael Page Finance, 30 bis, rue Sponville, 75116 PARIS, sous réf. GM7039MO.

Michael Page Finance
 Spécialiste en recrutement Financier

HIER 13 mai 1991
AUJOURD'HUI 10 juin 1991 Villepinte
DEMAIN septembre 1991 Créteil

Exploitation PME/PMI

En rejoignant nos équipes techniques et motivées, vous bénéficierez des conseils et du savoir-faire des départements spécialisés du siège pour créer et gérer une clientèle sélectionnée d'entreprises.

Diplômé de l'enseignement supérieur BAC + 4/5 ou ITB, vous possédez 3 à 4 ans d'expérience en exploitation entreprise. Vos qualités commerciales ne sont plus à démontrer. Votre sens du risque et votre esprit d'initiative vous permettront de réussir pleinement dans cette fonction où de larges possibilités d'évolution sont ouvertes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) à Marie-Dominique KHAROUNI, Banque HERVET, Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M21CE

1 450 personnes - 70 agences - 10 filiales - CA 2,5 Mds F

BANQUE HERVET



LA VIE DE SON APPETIT

RESPONSABLE CONSOLIDATION ETUDES

Notre groupe de sociétés de restauration collective, appartenant au groupe Wagons-Lits, est un des leaders de ce marché. Nous recherchons aujourd'hui notre Responsable Consolidation - Etudes.
 Vous mettez en place et assurez la consolidation des comptes de 10 sociétés représentant un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de francs à l'aide d'un outil micro-informatique (logiciel Concept) ; vous procédez également aux analyses financières.
 Vous effectuez les études fiscales et comptables, contribuez à l'amélioration des procédures et veillez à leur bonne application.

La trentaine, de formation ECS éventuellement complétée par un DECS, vous avez acquis une expérience professionnelle significative en cabinet et/ou en entreprise vous ayant permis de pratiquer la consolidation.
 Votre sens relationnel, votre esprit d'initiative sont des qualités essentielles pour progresser au sein de notre groupe. Ce poste est basé à Levallois Perret.
 Corinne Langourieux vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à EUREST - BP 327 - 92307 LEVALLOIS PERRET Cedex.



PRECEPTA
 Groupe

Société leader dans l'analyse des stratégies d'entreprises, recherche, pour renforcer ses équipes de Consultants

ECONOMISTES en STRATEGIES D'ENTREPRISES H/F

Profil souhaité :
 - 3 ans d'expérience minimum dans un bureau d'études ou une société de conseil,
 - Excellentes capacités de communication écrite et orale,
 - Anglais courant, seconde langue souhaitée,
 - Diplômés d'une grande école ou d'un 3ème cycle en économie ou gestion.

Envoyer dossier de candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions) s/réf. 507 à Mme Anne LE FEVRE, PRECEPTA - 85, rue La Fayette - 75009 PARIS.

En audit et contrôle de gestion votre ascension passe par Schindler !

Que vous soyez sup de co, maîtrise de gestion ou ingénieur, après 2 ou 3 ans en cabinet d'audit ou en société (contrôle de gestion ou audit), votre aspiration aujourd'hui est d'être acteur dans une entreprise qui "bouge". Développer et mettre en place des outils de gestion, créer une fonction, intervenir dans un secteur d'activité diversifié - à la fois services et industriel - voilà ce qui vous attire désormais.

Filiale du groupe suisse Schindler, n° 1 en Europe pour les ascenseurs et les escalators, nous concevons, fabriquons, installons et maintenons des appareils à forte technologie. Après la mise en place d'un logiciel performant et convivial (SAP sur gros système IBM), nous sommes en phase active de décentralisation. Nous créons 2 postes d'audit au sein d'une nouvelle cellule de contrôle comptable et opérationnel, ainsi que 2 postes de contrôleur de gestion pour dialoguer avec les directeurs régionaux et la production/logistique.

A 26/27 ans, professionnels rigoureux, vous êtes également autonomes et disponibles. L'anglais et surtout votre équilibre et un bon sens de la communication vous seront utiles. Ils vous permettront d'évoluer dans un groupe en croissance rapide (1,5 Md de francs - 3 000 personnes en France ; 15 Md de francs - 32 000 personnes dans le monde). Pour en savoir plus sur ces postes situés à Vélizy (78), écrivez à notre conseil Anne Cousin, Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris, en précisant la référence 272 412 C LM (contrôle de gestion) ou 272 412 A LM (audit).

Sirca

Paris - Lyon - Madrid - Lisbonne

Membre de Syntec

Schindler

Lyon

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF
ET FINANCIER MF**

Fort de la notoriété de ses marques, notre groupe agro-alimentaire, occupe une position dominante sur chacun de ses marchés.

Dans un secteur très porteur, notre filiale produits frais (190 MF de CA) connaît une forte croissance qui justifie le renfort d'un cadre de haut potentiel.

Membre du Comité de Direction, vous animez une équipe de 12 collaborateurs avec la responsabilité pleine et entière sur l'ensemble des fonctions financières et juridiques de la société : comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, trésorerie, informatique, contrôle interne et reporting groupe.

A 35 ans environ, de formation financière supérieure (HEC, ESCP DECS, ...) vous justifiez d'une expérience significative de la fonction acquise dans un environnement comparable.

Réalisateur sachant s'impliquer dans des tâches concrètes, rigoureux et méthodique, vous disposez d'une autorité naturelle reconnue et d'un excellent sens relationnel.

Nos prévisions de croissance et l'appartenance à un groupe puissant vous garantissent un développement de carrière à hauteur de vos compétences.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 54/4212 A à :

EGOR RHONE-ALPES

Tour du Crédit Lyonnais

128, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGORPARIS ALGER PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM**PREDICA**Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LA COMPAGNIE
D'ASSURANCE-VIE DU
CREDIT AGRICOLE.
1ERE COMPAGNIE
D'ASSURANCE-VIE
FILIALE DE BANQUE.
CONFIRME SA
DYNAMIQUE DE
SUCCES.

**JEUNE CADRE COMPTABLE**

PARIS

POUR SA DIRECTION ADMINISTRATIVE

Vous participerez, dans le service comptable (13 personnes) et au sein du groupe comptable centralisation et consolidation, à l'élaboration et à l'analyse des comptes mensuels de la société.

Vous assurerez le suivi des comptes techniques : analyse, ajustement, recherches comptables et tenue directe des comptes.

Vous mettrez également en place les procédures comptables nécessitées par le développement de la société.

Votre diplôme supérieur en comptabilité ou votre formation ESCAE, ainsi qu'une première expérience professionnelle réussie dans l'assurance-vie sont indispensables pour assumer toutes les responsabilités de ce poste.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 108/Bis à notre Conseil

FINANSEARCH - 10, rue du Colisée
75008 PARIS.

**TAILLANDIER CONSEIL
FINANSEARCH**
ETHIQUE ET RECRUTEMENTS**■ SODECIF ■**

Notre société (effectif 12 personnes), filiale du Crédit Agricole d'Ile de France, est spécialisée dans le crédit à la consommation. Notre croissance actuelle nous amène à recruter un

**JEUNE
RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
COMPTABLE
ET FINANCIER
CONFIRME**

Avec l'aide de l'outil informatique, vos responsabilités couvriront :

- le suivi comptable, fiscal et obligations légales et la mise en place des procédures,
- la trésorerie et le contrôle des flux financiers et le refinancement.

De formation supérieure comptable et financière, vous avez une expérience de 2 à 3 ans de gestion comptable dans une PME ou en Cabinet d'expertise. Venez poursuivre votre carrière au sein de notre groupe financier.

Lieu de travail : Paris - Gare de Lyon.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous réf. SRC/LM05 au Service de Recrutement Crédit Agricole - 26, Quai de la Rapée - 75012 PARIS.

NC communication

Du conseil au "facilities management", en passant par l'intégration de systèmes, EDS est la première société mondiale de services qui exploite les technologies de l'information pour le succès de ses clients. Avec 62 000 collaborateurs, EDS est présente dans 28 pays.

**CONTROLEUR
DE GESTION**

Jeune diplômé d'enseignement supérieur de gestion, vous parlez l'anglais.

En rejoignant notre contrôle de gestion, vous intégrerez un groupe international en croissance rapide.

Vous assurerez progressivement la responsabilité comptable et financière d'un de nos secteurs d'activité.

Vos qualités de communication alliées à vos compétences techniques vous permettront de jouer un rôle actif dans le développement de notre organisation.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 91/12, à EDS, Département Recrutement, Le Guillaumont, Cedex 70, 92046 Paris-La Défense.

LE BENEFICE DES TECHNOLOGIES
DE L'INFORMATION

**Enfin un guide
pour recruter des
universitaires...**



850 DESS, DEA,
MIAGE, MSTCF,
MAGISTERES,
140 LABORATOIRES
ET 69 UNIVERSITES
ANALYSES EN
FONCTION DES
METIERS DE
L'ENTREPRISE

PEBLISCITE PAR LES PROFESSIONNELS
ET LA PRESSE

- "Ce Guide Université Entreprise est un outil précieux pour les recruteurs" M. de Bary (Citroën)
- "Enfin un document qui permet de mettre fin à la méconnaissance réciproque des entreprises et des universités" M. Schier (Bouygues)
- "Excellente initiative!" Mme Momméja (Alcatel Alsthom)
- "Ce guide devrait aider les professionnels à mieux connaître les compétences qui sont à leur disposition" Frédéric Gausson (Le Monde)
- "Bien pratique pour un recruteur!" Agnès Baumier (Express)

Contact : La lettre Recrutement & Formations (1) 42 02 01 60

OPÉRATION SPÉCIALE EMPLOI**« LES MÉTIERS DES INGÉNIEURS »**

22 pages d'offres d'emploi

DANS LE MONDE INITIATIVES

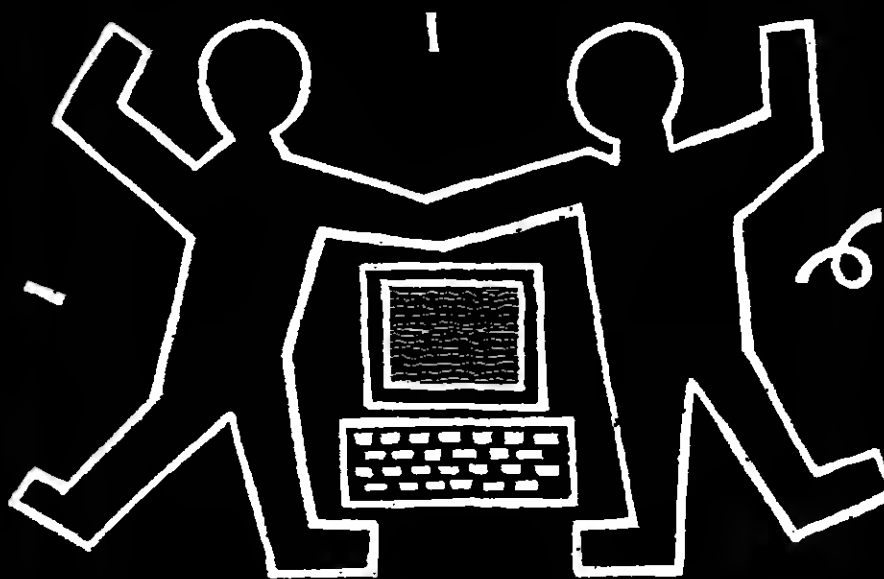
du mardi 4 daté mercredi 5 juin

Vous trouverez la rubrique

LE MONDE DES CADRES

dans le Monde du mercredi 5 daté 6 juin

Maintenant, vous pouvez contacter
directement votre futur employeur



Maintenant, 36 15 I M vous permet de contacter directement votre futur employeur. Plus de 36 15 I M ont été créés exclusivement dans une optique de recrutement. Ils regroupent la réponse de votre futur employeur. 36 15 I M c'est aussi un moyen

d'annonces parues dans le Monde. Consultez cet annuaire et la sélection de pages des offres d'emploi correspondant à votre profil. Avec 36 15 I M vous êtes assurés d'être informés de toutes les offres importantes pour votre carrière.

**36 15
I M**

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

هكنا من الأمل

Grand laboratoire pharmaceutique international, notre gestion complexe et performante s'adapte aux besoins les plus divers du groupe. Le département Contrôle de Gestion recherche pour l'un de nos sites de production basé à 70 km au Sud Ouest de Paris, un

Contrôleur de Gestion industrielle

Bac + 5, de formation ESCAE ou équivalent, vous possédez nécessairement une expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel si possible au sein d'une multinationale. Vous pratiquez l'anglais technique et usuel et êtes familiarisé avec l'informatique (micro + gros systèmes). Assisté de 2 comptables, vous prendrez en charge l'ensemble du contrôle de gestion et la comptabilité analytique du site de production. Vous superviserez les travaux budgétaires, ainsi que la mise en place des méthodes de coûts standards de production. Vous serez responsable du reporting de l'activité du site.

En liaison permanente avec les opérationnels et les services financiers de notre siège, vous ferez preuve d'assurance et de diplomatie et serez disponible pour des déplacements réguliers en Région Parisienne.

A l'issue vous pourrez intervenir sur d'autres sites de production ou évoluer vers le contrôle de gestion "Business".
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 26701 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



BANQUE INDOSUEZ

Le privilège de l'expertise.

Nous pouvons vous décrire nos métiers, banque d'affaires internationale, ingénierie financière, marchés des capitaux, évoquer la puissance et la diversité de notre réseau international. Nous y sommes prêts, si vous souhaitez partager l'expertise qui est la nôtre.

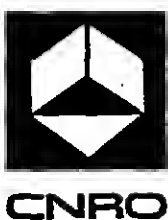
Vous êtes un banquier pour qui les mobilités géographique et fonctionnelle sont des atouts dans une carrière. Votre expérience de 3 à 5 ans dans la relation avec les entreprises a fait de vous un généraliste, multispécialiste, capable de créer et de développer une relation de confiance. En outre, votre formation supérieure (Grande Ecole ou Bac + 5) vous a préparé aux métiers de la finance.

Nous vous proposons l'autonomie. Vous gérerez une clientèle exigeante et développerez la relation avec des entreprises et des collectivités locales. Dans notre réseau, tant en France qu'à l'international, le responsable de clientèle reste maître de l'exigence de ses clients, mais bien sûr, pour toutes vos démarches, vous trouverez l'appui d'équipes de haute technicité et de grande expérience. Grenoble aujourd'hui... d'autres fruits de votre action demain. Si la différence vous motive, écrivez à notre conseil Philippe Vuittey, associé du cabinet Sirca, 140 boulevard Haussmann, 75008 Paris, sous la référence 310 882 LM.

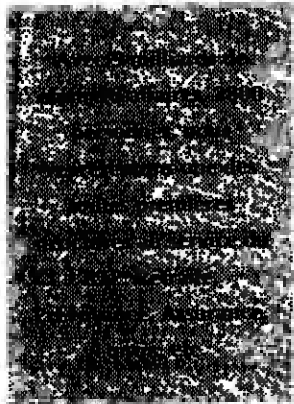
Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec



RESPONSABLE GESTION COMPTABLE



Au sein de la Direction de l'administration générale, vous aurez à gérer et animer une équipe d'une dizaine de professionnels en comptabilité. Outre des objectifs comptables traditionnels, votre mission consistera à créer les outils et procédures liés aux nouveaux produits, en liaison avec l'informatique et le terrain.

A 30 ans environ, diplômé(e) d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co...), vous avez une très solide compétence en comptabilité et vous maîtrisez les applications informatiques.

Vous serez basé dans notre Centre Technique National de Cagnes-sur-Mer. Votre potentiel et votre mobilité vous ouvriront de larges possibilités d'évolution dans l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier à notre Directeur des Relations Sociales, CNRO, BP 300, 06808 Cagnes-sur-Mer Cedex. Tél. (16) 93 22 36 01.

Au service de l'ETP
Avoir et réussir ensemble

Caisse Nationale de Retraite des Ouvriers du Bâtiment et des Travaux Publics

Réviseur comptable international et... amateur de voyages ?

Si vous devez choisir, n'hésitez plus : rejoignez une des plus grandes enseignes françaises du tourisme bénéficiant d'une forte expansion à l'international. Vous interviendrez pour le compte de la Direction générale, auprès de toutes nos filiales à l'étranger (agences de voyages et hôtellerie, 700 millions de CA) sur la tenue des comptabilités, la gestion des budgets, la consolidation des comptes et l'établissement des bilans.

A bientôt 30 ans, vous avez validé votre diplôme MSTCF ou DECS par une expérience réussie de 3 à 4 ans de l'audit comptable (en entreprise de préférence ou en cabinet). Professionnalisme, rigueur et maîtrise du détail vous caractérisent. Disponible ? USA, Canada, Suisse, Italie... de fréquents déplacements en perspective. Vous parlez bien sûr couramment l'anglais.

Vos autres atouts pour réussir dans notre groupe ? Savoir anticiper mais aussi savoir communiquer. Pour ce poste basé à Paris, mais essentiellement tourné vers l'international, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence KM0691/FS, au Cabinet Noray Consultants, 41 boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.



CONTROLEUR DE GESTION Sur site (36)

N°1 mondial
des pompes centrifuges,
nous sommes un puissant
Groupe international
doté d'une organisation
franco-allemande.

Dans le cadre
d'une croissance
soutenue de nos activités,
la Direction du Groupe
recherche

Vos responsabilités sont multiples : préparation et suivi du budget annuel, reporting au Contrôleur de la Division, assistance au marketing, à la production et à la vente, tableaux de bord mensuels et bilan annuel.

Vous êtes l'interface entre les différents services du site et la Direction de la Division. Vous portez une analyse permanente sur les informations afin d'être une force de conseil, de contrôle et de proposition d'actions.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous justifiez d'une première expérience réussie en contrôle de gestion en milieu industriel. La maîtrise de l'allemand est indispensable.

Le poste est basé dans l'Indre.

(réf. CGN)

ASSISTANT(E) DE GESTION Sur site (74)

Dans le cadre de la mise en place de notre nouveau système de gestion, vous travaillerez avec le Contrôleur de Gestion sur les missions suivantes : préparation et suivi des budgets, prévisions trimestrielles, analyses et études économiques diverses, commentaires des tableaux de bord.

Diplômé(e) d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous êtes débutant et vous maîtrisez l'allemand.

Le poste est basé à Annecy.

(réf. AGY)

Merci de nous adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. à l'attention de Mme PELLETIER POMPES GUINARD - 179, bd Saint-Denis BP 320 - 92402 COURBEVOIE cedex

POMPES GUINARD



Une image d'excellence

KODAK PATHE, avec un CA de 7,7 milliards de francs et 7700 personnes, occupe une place enviable dans de nombreux domaines : photo, cinéma, santé, bureautique... Sa maîtrise des techniques de pointe qui concourent à l'élaboration de l'image et son exigence de qualité lui assurent un brillant avenir.

Jeune HEC, ESSEC...

C'est dans un esprit d'équipe et de recherche de l'excellence que nous vous proposons de débiter avec nous, si à un diplôme HEC, ESSEC ou équivalent, vous joignez de préférence une option organisation ou système.

Dans un 1er temps et pour environ 2/3 ans, vous mettrez en place un important système informatique pour la Comptabilité.

CORRESPONDANT INFORMATIQUE, vous assurerez l'interface entre l'informatique et les services comptables et financiers.

Au-delà de ce premier poste, vous évoluerez vers le contrôle de gestion ou la responsabilité d'un service comptable ou financier, en France ou dans un contexte international. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adressez votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous référence GC23 à la Direction des Ressources Humaines - 24 rue Villot - 75394 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image



Jeune Contrôleur de Gestion

Ingénierie et Réalisation de Grands Projets

RHONE-ALPES

Après une première expérience professionnelle de quelques années, vous souhaitez évoluer dans un contexte international sur un marché en fort développement et dans un secteur à forte valeur ajoutée intellectuelle.

Au sein de cet important établissement de l'un des tout premiers groupes industriels européens, votre mission sera de suivre le déroulement de projets importants et variés afin d'optimiser la rentabilité.

Votre rôle sera aussi très relationnel pour conseiller les responsables techniques de ces projets et assurer les liaisons avec le siège.

La réussite dans ces responsabilités peut servir de tremplin à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESCC... ou Ingénieur + IAE...) pour évoluer tant dans cet établissement que dans le groupe.

Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant une première expérience de gestion soit de projets (Ingénierie, BTP...) soit du milieu industriel acquise en entreprise ou en cabinet.

Au-delà des compétences en gestion, les qualités humaines et relationnelles seront déterminantes. La rémunération sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 91861 à

REFERENTIEL

54 Cours Lafayette, 68003 LYON.

LVMH**MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON**

LVMH le premier groupe mondial de produits de prestige (chiffre d'affaires de 20 Mds de F, 14 000 personnes) recherche un

Attaché à la Direction de la Communication Economique et Financière

Vos principales responsabilités seront :

- Préparation des présentations et manifestations pour les investisseurs (Sûreté, France, Brangier).
- Assistance pour la préparation et la réalisation des supports de communication, notamment documents financiers.
- Diffusion des supports de communication.
- Publicité financière (préparation et suivi des parutions, suivi du budget).
- Suivi de la réglementation en matière d'information des marchés boursiers.
- Suivi de l'environnement du titre LVMH (Bourse, Etudes, Publications, Concurrents).

Le candidat recherché, homme de finance et de communication, âgé de 27/28 ans, aura un passé d'Analyste Financier en banque ou en entreprise. De formation Sciences Po, Ecole Supérieure de Commerce ou Universitaire, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Contacter Gilles de Montequ, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + 02 tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. GM7039MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

JEUNE CADRE FINANCIER

elf antargaz recherche pour sa Direction Financière, l'ASSISTANT du chef de Service budget-contrôle de gestion.

Il interviendra sur l'élaboration du budget, l'établissement du reporting et le développement du contrôle de gestion.

Nous souhaitons recruter pour ce poste, de jeunes diplômés Ecole de Commerce (option Finances), Maîtrise de Gestion ou DECS, Débutants ou justifiant d'une première expérience.

A terme, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions de l'entreprise ou du groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à **ELF ANTARGAZ - DRS - Tour ELF - 92078 PARIS LA DEFENSE Cedex 43**

elf aquitaine
LA PASSION A TOUJOURS RAISON

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Sup. de Co - IFAG - 3/5 ans d'expérience.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé :
- de participer à l'élaboration des budgets prévisionnels, d'établir les tableaux de bord, d'assurer le suivi des résultats et d'en faire l'analyse,
- d'assurer le respect des procédures et des échéances, de participer à la mise en place d'un audit interne, il aura la responsabilité d'informer la Direction Générale des dysfonctionnements qu'il pourrait constater.

Envoyer CV + photo et prétentions réf. 7188 à ORC Rhône-Alpes

Tour Suisse - 69443 LYON cedex 03 qui transmettra.

PREDICAimportante société
d'assurance-vie et de
prévoyance, groupe à
taille humaine, renforce

son équipe à la Direction Technique.

PARTICIPEZ AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL EN TANT QUE CHARGÉ(E) D'ÉTUDES À LA DIRECTION TECHNIQUE (Anglais courant)

Votre formation supérieure en gestion (université, école de commerce, de gestion...) et une première expérience acquise au sein d'une compagnie d'assurance, vous ont permis de vous forger un savoir-faire technique et une connaissance du fonctionnement d'une compagnie.

En relation étroite avec l'équipe du secteur international, vous serez chargé(e) de réaliser les analyses techniques des sociétés étrangères ou avec lesquelles une prise de participation est prévue. Vous analyserez la réglementation applicable aux sociétés approchées afin de maîtriser le contrôle réglementaire du partenariat.

Par votre expertise technique, vous déterminerez les risques encourus. Cette analyse de l'état des sociétés en matière de technique d'assurance vous conduira à établir les indicateurs de suivi de la performance des sociétés pour suggérer à la Direction Technique des conseils d'amélioration et des plans d'action.

Si vous maîtrisez une troisième langue européenne de préférence latine, et si participer activement à la création d'une nouvelle fonction vous intéresse, merci de nous envoyer sous la référence 4466LM, CV, lettre manuscrite, et prétentions, à SERIFO, 47, bis avenue Bouché, 75007 PARIS.

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Membre de Syntec

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Agro-alimentaire
Ouest

Un des groupes français leader de l'agro-alimentaire (CA supérieur à 4 milliards de francs), recherche un **CHEF DES SERVICES COMPTABLE, FINANCIER ET ADMINISTRATIF** pour l'une de ses filiales spécialisée en alimentation animale (CA 300 millions de francs - Effectif 70 personnes). Sous l'autorité de la Direction Générale de la société et en liaison avec les services opérationnels, il prendra en charge, pour la société et ses filiales, l'ensemble des fonctions comptable (bilan, compte d'exploitation mensuel, comptabilité clients et fournisseurs), financière (élaboration et suivi des budgets, tableau de bord de gestion, suivi de la trésorerie avec le pool bancaire du groupe...) et administrative (personnel, paie, suivi de la vie juridique de la société et de ses filiales, déclarations sociales et fiscales). Il sera le correspondant informatique du siège. Il coordonnera et contrôlera les activités d'une quinzaine de personnes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation supérieure comptable type DECS et possédant une dizaine d'années d'expérience dans une fonction semblable acquise au sein d'une PME mettant en œuvre des moyens de gestion informatique. Ce poste est à pourvoir dans une ville universitaire de l'Ouest. Ecrire sous référence 1342M à

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups, 75012 Paris.

Discrétion assurée.

**IMPORTANT GROUPE
INGENIERIE**

VAL DE SEINE, recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (ESSEC, SUP de CO ou équivalent)

- Il prendra en charge la responsabilité de la comptabilité, de la gestion des centres de coûts et gèrera les investissements.
- Il supervisera les services administratifs du Groupe et sera rattaché à la Direction Générale. Connaissances juridiques appréciées.
- Lieu de travail 78.
- Expérience souhaitée dans le secteur PME ou PMI.
- Bons contacts relationnels.

Envoyer Curriculum-Vita, prétentions et photo à **ESTA**, Boîte Postale 40 - 78480 VERNEUIL.

PROFESSEUR DE DESSIN ET DE MECANIQUE

De formation DUT ou Ingénieur, vous avez une bonne connaissance de la DAO. Réf. 9120 LM.

PROFESSEUR DE GESTION, ECONOMIE ET CULTURE GENERALE

Titulaire d'une Maîtrise en Economie ou en Gestion. Réf. 9121 LM

Pour ces deux postes, une expérience professionnelle ou professorale confirmée est indispensable. Une formation à la pédagogie est assurée.

Postes basés à Andrézy (78). Proche gare SNCF. Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) en précisant la référence du poste choisi à la C.C.L.P. - DRH - 8, rue Chateaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Banque d'affaires et de marchés, nous bénéficions d'une solide réputation et d'un actionariat prestigieux. Nous cherchons pour notre siège à Paris

un adjoint au chef comptable H/F

Au sein d'une équipe de sept collaborateurs, vous seconderez le responsable dans la supervision du service.

Vous élirez une bonne connaissance des produits financiers à une solide compétence en comptabilité bancaire. Votre capacité d'adaptation, votre sens du travail en équipe sont des atouts pour réussir dans cette fonction.

Ecrivez à M.C. TESSIER, consultante (réf. 5754 LM)

"Carrières Gestion Finances"

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LILLE - NANTES - STRASBOURG

LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

ORGANISME DE SÉCURITÉ SOCIALE SITUÉ A NANTES RECHERCHE LE RESPONSABLE DE SON SERVICE D'ANALYSE DE GESTION

Fonctions :

Comptabilité analytique,
Contrôle de gestion, analyse budgétaire et financière,
Analyse des dépenses de santé.

Profil souhaité :

Niveau licence ou maîtrise sciences économiques, ou équivalent, diplômé d'école supérieure de gestion.
Une première expérience en entreprise et une connaissance de la micro-informatique seraient très appréciées.

Qualités requises :

Autonome et ayant le sens de l'initiative, il anime une équipe de 4 personnes et possède de solides qualités relationnelles et d'organisation.
Rattaché au Directeur financier, il met en œuvre la politique de la Direction générale dans son secteur d'activité. A ce titre, les candidats devront apporter la preuve de leur capacité à évoluer vers des postes de responsabilité accrue.

Adresser dossier complet (lettre, CV, photo et prétentions) à :
M.L. PERENNES, CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE,
9, rue Gaétan-Rondeau - 44045 NANTES CEDEX 02.

La filiale française d'un groupe international anglo-saxon cherche à renforcer son département de gestion privée

Profil du gérant souhaité

- Minimum 5 années d'expérience en gestion de portefeuilles.
- Connaissances approfondies en économie, fiscalité et analyse financière.
- Un contact personnel permettant l'accès à une clientèle de haut niveau.
- Une volonté de travailler en équipe et de participer au développement du département.
- Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) ou **Monde Publiaté** sous n° 8322
5, rue de Montessuy - 75007 Paris

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE

recherche

pour son Département « finances budget »

un(e) assistant(e) de « contrôle budgétaire »

Sous la responsabilité du chef du service « contrôle budgétaire », il (elle) participera à la planification budgétaire prévisionnelle et à la gestion des investissements dans l'enveloppe de référence.

Titulaire du baccalauréat et d'un diplôme de 1^{er} cycle universitaire (DUT...), il (elle) sera de préférence familiarisé(e) avec la pratique de matériel informatique connaissance de la comptabilité publique souhaitée.

Merci d'envoyer CV et prétentions au département « personnel » Bibliothèque de France, 1, place Valhubert - 75013 Paris

36 15
TM

Le service télématique
expert de l'emploi des cadres

Arjobex
SYNTHETIC PAPERS **CONTROLLER**

Cette joint-venture a été constituée entre deux groupes industriels, ARJOMARI et BP CHEMICALS.

Son siège recherche son Controller.

A la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous aurez des responsabilités larges, reporting, plan à 3 ans, consolidation, trésorerie, respect des procédures comptables des trois entités : française, britannique et américaine. En outre vous superviserez l'administration interne.

A 30/35 ans, vous disposez d'une formation supérieure et d'un DECS. Votre expérience se situe en cabinet et/ou entreprise en tant qu'auditeur ou contrôleur de gestion.

Basé au centre de Paris, la fonction vous amènera à vous déplacer à l'étranger et requiert l'anglais courant.

Engagez RIEDINGER, vous remercie de lui faire parvenir
lettre, CV et photo, sous réf. 3331A/LM

BOSSARD
Carrières

BOSSARD CARRIÈRES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

un adjoint au chef comptable

Recherchons un adjoint au chef comptable, titulaire d'un diplôme de comptabilité, expérimenté, capable de gérer un service comptable. Poste à pourvoir rapidement. Renvoier CV et références à : **STANISLAS**, 10 rue de la Harpe, 75005 Paris.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

BILINGUE ANGLAIS

Notre société est la filiale française d'un groupe américain réputé. Nous recherchons un candidat doté d'une grande souplesse et d'un fort esprit d'équipe, qui saura s'intégrer dans une organisation dynamique où le marketing est prioritaire.

Vous avez une expérience dans le milieu de la distribution et une formation école de commerce, DECS, audit. Vous avez 35/40 ans, possédez un savoir faire technique en comptabilité, reporting international ainsi qu'une expérience en gestion de personnel et logistique.

Salaires motivants, opportunités de développement personnel. Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 44.4722/LM MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 PARIS Cedex 08.

Mercuri Urval

La direction des marchés de capitaux de cette grande banque française est organisée par type de marchés. Pour les activités Trésorerie-Changes, elle renforce sa cellule organisation et recherche un

Organisateur junior marchés de capitaux

Au sein de cette cellule, vous participez à l'organisation des départements de la salle des marchés et des back-offices pour l'ensemble des instruments financiers Français et Devises.

A partir de l'analyse des besoins utilisateurs, vous élaborez des solutions dont vous pilotez la réalisation. Ces missions couvrant une large gamme de sujets vous positionnent au carrefour de multiples interlocuteurs - traders, informaticiens, comptables, fournisseurs...

Nous proposons ce poste à un candidat de formation supérieure, de niveau Bac+5, ayant une première expérience, même réduite, en entreprise ou société de conseil. Cette expérience le prédispose à exercer un rôle d'organisateur sur les marchés financiers.

Bruno RAMEAUX étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BR0 06.484 ou cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

PLAIN CHAMPS

Groupe de services anglo-saxon en forte croissance recherche pour ses filiales France, Belgique et Hollande un

Controller Futur Directeur Financier

Paris

320/360 KF

Rattaché à l'actuel Directeur Financier, vous êtes en premier temps responsable des reportings mensuels, des consolidations trimestrielles, des clôtures annuelles et du suivi de trésorerie des différentes sociétés situées dans votre zone. A court terme, vous élargissez vos fonctions et assurez le montage financier des projets ainsi que toutes études de faisabilité et rentabilité.

Agé de 26/30 ans, de formation type ESC plus DECS, vous justifiez d'une expérience d'au

moins 4 années acquise en cabinet d'audit ou en entreprise internationale. Pour réussir à ce poste très évolutif, vous êtes familier des contextes anglo-saxons : langue, culture, principes comptables et financiers.

Contactez Charles Chabod, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. CCH7052MO

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

LM

Une des plus grandes banques mondiales recherche pour sa succursale française un

Directeur des Comptabilités

Paris

350 KF +

Rattaché au Directeur Financier, vous animez une équipe de trois personnes et supervisez, en plus des services comptables, le contrôle de gestion et le département fiscal. En véritable « patron » de votre service, vous assurez la validité des chiffres, les relations avec les autorités de tutelle et le reporting vers la maison-mère.

Vous avez 30/35 ans, vous êtes de formation supérieure, vous disposez impérativement d'un anglais opérationnel et l'expérience que vous avez acquise au sein d'un cabinet d'audit vous a permis d'occuper pendant au moins trois ans

des responsabilités très opérationnelles au sein d'une direction comptable ou financière de banque. Disposant d'une vaste culture bancaire, vous serez donc à même d'accompagner la croissance de notre établissement dans un environnement technique et humain de qualité.

Contactez Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking & Insurance**, 10, rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. CK5613MO.

MP

Michael Page Banking & Insurance

Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

LM

Auditeur / futur controller

PARIS

300-350 KF

LA SOCIÉTÉ : Un important groupe multinational, leader sur ses marchés de haute technologie recherche un auditeur/futur controller pour une division Europe/Afrique (CA \$ 330m).

LE POSTE : Rattaché au Controller de la division, vous effectuerez des missions d'audit et de contrôle interne à travers l'Europe et l'Afrique avec un taux de déplacements d'au moins 50 %. Ce poste devrait déboucher rapidement sur une direction financière en France ou à l'étranger.

LE CANDIDAT : De formation supérieure et fort d'une première expérience réussie de 2 à 4 ans en cabinet d'audit "Big Six" (ou équivalent), vous recherchez une carrière internationale au sein d'un groupe dynamique. L'anglais courant est indispensable.

Merci de contacter Ivor ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui adresser un dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 1285/1AM à **NORMAN PARSONS**, 12 rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
FINANCE ET GESTION

PURISPAUL

Contrôleur de gestion

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain (CA > 6 milliards de dollars) leader dans le secteur médical. Nous recherchons pour notre usine située à 80 km à l'ouest de Paris notre

Membre à part entière de l'équipe financière, vous êtes détaché au sein de l'usine (240 personnes) afin d'apporter votre soutien aux opérationnels. Bon communicateur, vos qualités d'analyste et d'organisateur sauront vous faire gagner la confiance de ces derniers. Vous êtes capable de vous impliquer dans des tâches très concrètes (budgets, analyse des écarts, prévisions, reporting) et de vous intégrer dans une équipe dynamique et performante proposant d'excellentes perspectives d'évolution en France ou à l'étranger.

Diplômé d'une grande école de commerce (ou équivalent) ou d'une école d'ingénieur vous avez acquis une expérience réussie d'au moins deux ans en audit ou en contrôle de gestion. La pratique de la micro-informatique et un anglais courant sont impératifs.

Merci de contacter Vincent SAMUEL, notre conseil, au (1) 42.89.09.17 ou lui adresser un dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 1285/VSM à **NORMAN PARSONS**, 12 rue de Pontbieu, 75008 Paris.

Norman Parsons
FINANCE ET GESTION



Ensemble entreprenons le futur

Aujourd'hui la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS représente une quarantaine d'établissements industriels, commerciaux et d'enseignement ainsi qu'un budget de plus de 2 Milliards de Francs. Le Contrôle de Gestion y est donc indispensable, passionnant et varié. Nous recherchons :

CONTROLEUR DE GESTION

Agé de 28 ans environ, de formation supérieure plus DECS, vous êtes vif, ouvert, adaptable et autonome. Vous aimez former et encadrer des équipes. Grâce à une expérience de 6/8 ans dans les fonctions Comptabilité/Gestion au sein d'organisations performantes, vous dominez bien la technique et vous souhaitez, à présent, évoluer.

Nous vous offrons de secondar le Responsable du Contrôle de Gestion dans l'animation des quatre équipes du Service (20 personnes), la coordination et le contrôle de leurs missions, la recherche d'harmonisation et d'amélioration des procédures ainsi que la consolidation des résultats.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous la référence F304 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

DESSEIN

Responsable Audit et Contrôle de Gestion

L'expansion récente du Groupe TAT et l'objectif annoncé d'un CA de 3 milliards de francs pour l'exercice 1992 entraînent une réorganisation interne et le développement indispensable d'un véritable outil de décision.

Rattaché au Directeur Financier, à l'aide d'une équipe de 5 personnes, le Responsable de l'Audit et du Contrôle de Gestion : - est en contact permanent avec les différentes directions, - pilote le montage de leur budget et participe à leur révision, - est garant de leur bonne réalisation dans le cadre fixé, - assure mensuellement un double

contrôle, - conçoit et met en place les rapports de performance mensuelle. A 30 ans environ, issu d'une grande école de commerce + DECS, vous avez une expérience opérationnelle réussie d'au moins 5 ans comme contrôleur de gestion.

Homme de terrain, capable de dialoguer, vous souhaitez évoluer dans une société en forte croissance.

Poste basé à Tours. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 1052/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

K

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

36 15
E M

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CRÉDIT
AGRICOLE O'ILE DE
FRANCE CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCÈS :
PREMIÈRE BANQUE
RÉGIONALE,
252 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.



AUDITEURS INTERNES

PARIS

De formation supérieure comptable et financière, fort d'une expérience en commissariat aux comptes ou en cabinet d'expertise comptable de 2 ans minimum, nous vous proposons d'assurer le contrôle des procédures comptables et financières des agences et des services centraux de la Caisse Régionale, ainsi que l'identification et la qualification des risques.

Votre mission vous ouvrira d'importantes possibilités de réalisation de carrière.

Pour nous rencontrer, adressez votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence AL/LMO5 au Service de Recrutement du Crédit Agricole d'Ile de France 26, Quai de la Rapée - 75561 PARIS CEDEX 12.

Vous disposez d'une
formation supérieure
(ESC. Maîtrise de gestion...) si possible une 1^{re} expérience

Un groupe international de 8 500
personnes (Paris), leader sur son
marché vous propose un poste de :

JEUNE AUDITEUR INTERNATIONAL

Rattaché à notre service audit, vous aurez à :

- effectuer des missions d'audit comptable auprès de nos filiales à l'étranger et de nos agences régionales ;
- détecter les anomalies de fonctionnement ;
- préconiser et mettre en place des solutions améliorant la gestion de ces unités.

Ce poste suppose de fréquents déplacements de courte durée.

De formation supérieure en gestion, vous avez de bonnes connaissances en comptabilité et disposez :
- d'une réelle aisance relationnelle
- de capacités d'analyse et de synthèse.

Votre réussite et la dimension de notre groupe vous permettront d'envisager d'intéressantes perspectives de carrière au sein de notre Direction Financière.

Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions sous référence 06002LM à notre Conseil :



ceforpe marc forget et associés 10, rue de la Victoire 75009 PARIS

PARIS NANTES STRASBOURG

Etablissement financier multirégional recherche son

Responsable communication

Mission : gérer, avec une équipe motivée, le budget communication interne/externe, proposer des actions à la DG, aider les services opérationnels à monter leurs propres actions.

Profil : à 30-35 ans, vous êtes diplômé d'études supérieures (Bac + 4/5), vous avez une expérience minimum de 5 ans en communication d'entreprise. En plus de vos qualités de créativité, vous êtes un excellent gestionnaire et vous avez l'habitude de diriger une petite équipe.

Pour ce poste basé à Clermont-Ferrand (63), adressez CV, photo et prétentions à Claude Vincens, Florian Mantione Institut, 33 bis bd Bertholot, 63400 Chamalières, sous la réf. AU0581K, ou consultez la définition de fonction sur Minitel 3615 code SOTTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

ALIMENTAIRE

AUDIT

Une voie d'accès à nos futurs postes de managers

France - International

Notre groupe est un des grands mondiaux de l'alimentaire. C'est une expérience chez un des grands mondiaux de l'audit que nous recherchons.

Nos exigences sont à la mesure des opportunités d'évolution de carrière que nous vous offrons.

HEC, ESSEC, ESCP...MBA poursuivez une carrière à la hauteur de vos ambitions et qui vous permettra d'atteindre le niveau de la holding du Groupe :

- de valoriser une première expérience d'audit de 2 ou 3 ans acquise de préférence chez un des "big six",
- d'intégrer un environnement international, de conseiller et d'assurer une aisance technique diversifiée (finances, comptabilité, gestion, organisation...) auprès de nos filiales France et étranger,
- de participer aux différentes études financières dont celles concernant les nouvelles acquisitions.

Anglais indispensable et espagnol apprécié.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 23 A 2191-IM. - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



STEIN INDUSTRIE

1400 personnes, 1,6 MDF de CA.
Leader dans le domaine des chaudières et équipements pour centrales thermiques

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

Au sein de la Direction Financière, vous animerez notre contrôle de gestion, fondé sur un dialogue de qualité avec les opérationnels.

Vos principales missions comprendront l'établissement des budgets et du reporting mensuel, le contrôle des programmes d'investissement et l'amélioration des procédures de gestion.

Après une formation ESC ou équivalente, vous avez acquis de solides compétences en contrôle de gestion par une pratique similaire de 5 ans en entreprise et/ou une expérience de l'audit.

Familier de l'informatique et de la comptabilité anglo-saxonne, vous parlez couramment l'anglais.

Qualités relationnelles, rigueur et fort potentiel seront indispensables pour évoluer au sein du groupe, en France et à l'étranger.

Poste basé à Velfy (78).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 3957LM à notre conseil, Alcan, 26 rue du Quatre Septembre 75002 PARIS.

GEALSTHOM

BATIR, filiale Bouygues Immobilier, promoteur d'envergure nationale recherche pour son nouveau siège (au Levant un(e)

Contrôleur de gestion

BATIR réalise le futur siège de TF1

De formation type ESC, vous justifiez d'une expérience réussie en contrôle de gestion ou en audit dans laquelle vos qualités de rigueur et d'autonomie se sont révélées. Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser ces compétences qui vous permettront de participer au contrôle de gestion des opérations immobilières. Vous serez en contact constant avec les Directions Parisiennes et Provinciales à qui vous apporterez aussi vos conseils.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre, photo et prêt.) à Anne-Marie PEGE 152, rue Gallieni 92100 BOULOGNE



LA QUALITÉ : UN ENGAGEMENT DE CHAQUE INSTANT

Important groupe de Service, spécialisé dans le nettoyage industriel, nous regroupons aujourd'hui 17 sociétés d'exploitation en France (63 agences, 8000 personnes).

Notre siège basé à Sophia Antipolis gère l'organisation administrative de ce vaste réseau et recherche un

JEUNE AUDITEUR INTERNE

Avec une formation supérieure spécialisée (Ecole de Commerce et de gestion ou équivalent) et de bonnes connaissances en micro-informatique, vous serez capable d'analyser objectivement les méthodes et procédures de gestion du groupe, avant de proposer, s'il y a lieu, une organisation plus efficace dont vous garantirez ensuite le respect.

En liaison avec les services du siège, vous effectuerez de nombreux déplacements dans les agences (50% de votre temps) et entretiendrez des relations avec les opérationnels dans un souci constant d'objectivité et de pragmatisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo sous réf. 1591 (à préciser sur l'enveloppe) à GSF Service Recrutement - 45, rue de Trévise - 75009 PARIS.



Le Département des Yvelines
1.300.000 habitants - 2.000 agents
Budget de 3,6 milliards de francs

RECRUTE

Par voie de mutation ou détachement
UN ADMINISTRATEUR TERRITORIAL
ou équivalent

qui assurera les fonctions de
DIRECTEUR DES FINANCES
collaborateur direct du Directeur Général

Il assurera

la conception, la mise en œuvre et le développement d'une politique de gestion financière faisant ressortir les coûts de services et de programmes ; la gestion de trésorerie et le recours à l'emprunt ; l'élaboration et le suivi des documents budgétaires, l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrôle de gestion ; l'analyse prospective des décisions de l'Assemblée Départementale en matière de finances.

En complément de ces missions, il pourra se voir confier, selon ses centres d'intérêt, la création et le développement d'un service juridique ou la direction du service informatique.

Rémunération motivante et avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photographie) à Monsieur le Président du Conseil Général Direction Générale des Services du Département Direction des Ressources Humaines 2, place André-Mignot - 78012 VERSAILLES CEDEX

Chefs de missions

Membre de l'un des premiers réseaux mondiaux d'audit international, notre cabinet développe son secteur Banque et Assurances.

Vous serez responsable de missions importantes et vous évoluerez rapidement vers la fonction de Directeur.

De formation supérieure et de niveau expertise comptable, vous avez une expérience confirmée de l'organisation des circuits d'information bancaire/assurance acquise soit en cabinet d'audit, soit en milieu banque ou assurances.

Rigueur, dynamisme, sens pédagogique sont vos principales qualités pour réussir dans un environnement exigeant mais convivial.

Postes basés à Paris.

Merci d'adresser : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 91/18 à notre Conseil : ER RESSOURCES HUMAINES - 118, rue de Tocqueville 75017 Paris.



Ressources Humaines



LES EDITIONS NATHAN recherchent

UN CONTRÔLEUR DE GESTION JUNIOR (H/F)

Au sein du Groupe de la Cité (Bordas, Larousse, Presses de la Cité, Dictionnaire, etc.), les éditions NATHAN - 500 personnes, 1 milliard de CA - produisent des ouvrages scolaires et de référence, des livres pour la jeunesse, des logiciels et du matériel éducatif, des beaux-livres.

Vous avez une formation supérieure type Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESC, ...) ou maîtrise de gestion (Dauphine, ...) 2 années d'expérience professionnelle, et un solide bagage financier et comptable. Votre mission : assister un senior dans le contrôle de gestion de plusieurs départements : examen de la rentabilité, préparation des tableaux de bord et des budgets annuels.

Outre ce contrôle de gestion traditionnel, vous aurez également un rôle de conseil auprès des opérationnels.

Personnalité, capacité à dialoguer avec différents interlocuteurs, goût du travail en équipe sont des qualités indispensables pour ce poste.

Merci d'adresser, sous référence CG2, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions aux Editions Nathan - Direction des Ressources Humaines - Laurence BERTIN - 9, rue Méchain 75014 PARIS.



NATHAN

Une direction générale en milieu médico-social associatif

Partenaire reconnu des pouvoirs publics, l'ASSOCIATION LE MOULIN VERT, depuis des décennies, intervient dans le domaine de l'action sanitaire et sociale au service des familles en difficulté. Elle emploie 375 personnes dans ses 17 établissements ayant, chacun, une vocation spécifique auprès d'enfants, adolescents, adultes, ou personnes âgées en difficulté. Ces maisons, dispersées géographiquement, sont dirigées par des professionnels du travail social, compétents et motivés.

Le poste de Directeur Général de l'Association est à pourvoir au 1^{er} septembre prochain. Basé à Paris, auprès d'une équipe administrative restreinte, son rôle consistera à diriger et développer l'association avec ses administrateurs. A l'écoute des directeurs d'établissement, il leur fait confiance, délègue largement tout en les épaulant efficacement. Mais il est également très présent à l'extérieur, actif auprès des conseils généraux, des administrations, des entreprises faisant connaître l'association, ses réalisations comme ses projets de développement.

Vous avez déjà exercé un poste de Direction Générale. Diplômé d'études supérieures, dans la quarantaine, vous avez une bonne expérience de gestionnaire (budget de fonctionnement 100 millions de francs auxquels s'ajoutent 10 à 20 millions de francs d'investissement annuel), un fort intérêt pour le secteur sanitaire ou social non lucratif, pour vous y être impliqué à titre professionnel ou, à défaut, dans le cadre associatif. Vous savez animer, communiquer. Bref, vous êtes un patron. Alors écrivez sous réf. 9149/LM aux consultants de CLEAS, ils vous en diront plus sur cette passionnante tâche.

CLEAS

6, place de la République Dominicaïne 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC

Directeur des services comptables et financiers, et bientôt plus !

Leader mondial de stockage souterrain d'hydrocarbures, notre société, *Geostock*, est filiale commune de quatre grands groupes pétroliers. Son chiffre d'affaires se partage à égalité entre la gestion de centres de stockage en France et l'ingénierie de stockage à l'étranger.

Dans un premier temps, vous devrez renforcer et maîtriser les systèmes comptables et financiers complexes du siège et d'une douzaine de sociétés - CA cumulé 300 MF - Organiser une équipe de 8 personnes, gérer la trésorerie et la paie, mettre en place un contrôle de gestion plus performant feront aussi partie de vos responsabilités. Rapidement ensuite, en tant que secrétaire général adjoint, vous les tiendrez aux relations avec les banques et les actionnaires, en même temps que vous deviendrez le conseil juridique et fiscal avisé de nos ingénieurs d'affaires.

Dans une société à taille humaine - 100 personnes - et un environnement intellectuel de haut niveau, c'est de votre polyvalence et votre ouverture internationale autant que de votre technicité que nous avons besoin. A 35 ans environ, de formation commerciale supérieure plus un DECS, une expérience professionnelle de dix ans environ vous donnera accès au cœur de notre gestion. L'anglais opérationnel est indispensable. Pour ce poste basé à Rueil-Malmaison (92), notre conseil Anne Cousin attend votre résumé de carrière et votre lettre de motivation sous la référence 944 412 LM à Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

gestionnaires de patrimoine

HAUT NIVEAU

Grande banque d'affaires de dimension internationale, dans le cadre de développement de l'activité de nos implantations dans les grandes métropoles françaises, notamment Toulouse, Marseille, Strasbourg, Nancy et Lille..., nous recherchons des professionnels de la gestion patrimoniale.

A 28/32 ans environ, diplômé d'une grande école (ou équivalent), aujourd'hui vous souhaitez valoriser votre expérience et vous donner de larges perspectives d'évolution.

Après une période d'intégration, nous vous confierons une clientèle privée haut de gamme que vous gèrerez et développerez.

Analyse des besoins, diagnostic financier et force de proposition vous permettront de conseiller vos clients en leur ouvrant des champs d'investissement dans tous les domaines de l'activité économique.

Pour réussir dans votre mission, vous bénéficierez des atouts logistiques et du professionnalisme d'un groupe renommé pour son image de haute technicité.

Vous souhaitez en savoir plus ? Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au (1) 49 09 09 49 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (prévoies la réf. A438) ou adressez votre dossier de candidature complet sous réf. A 438/LM à ALLO-CARRIERES 50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

(1) 49.09.09.49
ALLO CARRIERES

FISCALISTE

La filiale d'un groupe agro-alimentaire français international, mondialement connu, qui gère et administre plus de 100 entreprises, recherche un fiscaliste.

Rattaché à la direction des services comptables et en relation avec les dirigeants des différentes divisions de cette filiale, ce fiscaliste a pour mission d'optimiser la gestion fiscale de l'entreprise.

Pour ce poste à très forte incidence pour l'entreprise, nous recherchons un collaborateur diplômé de l'Ecole de la Vérification Nationale ou diplômé de l'enseignement supérieur juridique et fiscal, qui dispose d'une expérience acquise en administration et/ou en cabinet ou en entreprise. Outre ses compétences techniques, seront prises en compte ses qualités d'imagination et de rigueur.

Poste basé à proximité immédiate d'une ville universitaire du Sud de la France.

Olivier RANDON vous remercie de lui faire parvenir
lettre, C.V. et photo, sous réf. 3516A/LM.
BOSSARD CARRIERES
Tour du Crédit Lyonnais
129 rue Servient
69003 LYON

**BOSSARD
Carrières**

Accompagner la transformation des sociétés d'assurances

Avec un effectif
de plus de
200 personnes
à Paris,
Peat Marwick
Consultants,
membre du réseau
mondial KPMG,
accompagne les
sociétés françaises
et étrangères dans
leur évolution.

Le fort développement de Peat Marwick Consultants dans le secteur des services financiers nous conduit à rechercher un responsable de mission assurances.

Une expérience variée d'environ 10 ans au sein d'une compagnie d'assurances, d'une mutuelle ou d'un cabinet de courtage vous permettra de développer notre activité dans le secteur et d'encadrer nos équipes de consultants.

De formation supérieure, maîtrisant parfaitement l'anglais ou l'allemand, vous souhaitez maintenant valoriser votre expérience. Peat Marwick Consultants, par la variété de ses missions et son environnement international, vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Isabelle Régner vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-63 à Peat Marwick Consultants - Tour Fiat - Cedex 16 92084 Paris La Défense.

KPMG

Peat Marwick Consultants

SI VOUS SUTEZ CE QU'EST LE CONSEIL CHEZ PEAT MARWICK, VOUS Y SERIEZ DEJA

Devenez le n°2 financier de notre groupe

HEC, ESSEC, ESCP...

Prestataire de services français, nous occupons, sur notre marché, une place de tout premier plan. Le développement, au travers des 30 filiales de notre groupe situées dans le monde entier, passe par une réflexion stratégique et par la dynamique d'une gestion moderne. HEC, ESSEC, ESCP... vous avez au moins 30 ans, l'ambition de démontrer tout le potentiel acquis au cours d'une première expérience d'audit et de l'entreprise d'environ 5 ans. En étroite collaboration avec notre Directeur Financier, vous rechercherez et réaliserez nos montages financiers et fiscaux, menez une réflexion sur nos placements, gérez notre trésorerie et assurez le suivi de nos filiales par leur contrôle, par l'amélioration des procédures, et également par la consolidation et le conseil auprès de nos opérationnels. Communicant, diplomate et homme de terrain, vous possédez un intérêt intellectuel marqué pour les techniques complexes.

Evelyn LEVY, SV & GM, 31, rue Daru, 75008 PARIS

Réf. 4389/M

SV & GM

CONSEIL EN RECRUTEMENT

ANALYSE FINANCIERE ET CONTRÔLE DE GESTION

KIMBERLY CLARK SOPALIN, filiale française du Groupe international KIMBERLY CLARK Corporation souhaite intégrer deux Analystes Financiers Contrôleurs de Gestion.

* SECTEUR MARKETING / VENTE (Saint-Cloud)

Dans un contexte de développement rapide des activités de nos marques Kleenex et Sopalin, vous assurez l'établissement des prévisions, l'analyse et le suivi des résultats. Vous coordonnerez l'activité d'autres Analystes Financiers et Contrôleurs de Gestion intervenant sur d'autres marques.

Vous êtes un véritable partenaire des Chefs de Produits et de la Direction des Ventes. Vous êtes également l'interlocuteur de vos homologues dans les autres filiales européennes du Groupe (quelques déplacements à l'étranger).

Diplômé d'une grande école de Commerce, vous avez 4 à 5 ans d'expérience du Contrôle de Gestion. Réf. SC/06

* SECTEUR LOGISTIQUE EUROPE CONTINENTALE (Rouen)

Ce poste formateur, mobile et diversifié couvre l'analyse et le contrôle de l'ensemble de nos activités et de nos projets de distribution et de logistique en Europe continentale. Membre de l'équipe de Direction des Opérations de Distribution, vous assurez à ce titre l'analyse stratégique et l'élaboration des systèmes comptables et financiers, la mise en œuvre et la coordination des procédures correspondantes, le conseil et l'assistance aux responsables de nos structures industrielles en Europe (fréquent déplacements de courte durée).

Diplômé d'une grande école de Commerce, vous avez environ 2 ans d'expérience du Contrôle de Gestion. Réf. AR/062

Pour ces deux postes comme pour les évolutions auxquelles ils préparent au sein de notre Groupe, la maîtrise de l'anglais et de réelles qualités de contact et de communication sont nécessaires.

Merci d'adresser lettre C.V. et photo sous la référence du poste concerné à François ROBERT

Kimberly-Clark

Sopalin

Bureaux de la Colline
92213 Saint-Cloud Cedex

Sopalin

Freedom

Kleenex

Kleenguard

Kimberly-Clark

VELVET

AD/COM

Audit-Consolidation

SNECMA

AU CARREFOUR
DES HAUTES
TRAJECTOIRES
L'un des 4 grands motoristes
mondiaux, la SNECMA conçoit
et réalise des moteurs d'avions
civils et militaires.

Dans le cadre d'une nouvelle organisation des fonctions Audit
et Consolidation du Groupe SNECMA (25 milliards de CA,
28 000 personnes), plusieurs postes sont à pourvoir à Paris :

- Auditeurs internes confirmés pour mener à bien des
actions d'audit de procédures et de comptabilité, dans les
différentes sociétés du Groupe, principalement en Région
Parisienne.

- Cadre chargé d'établir la consolidation du groupe à l'aide
du logiciel Concept, et de veiller à l'application des
procédures comptables.

*Diplômés d'une Ecole de gestion + DECF ou équivalent,
vous avez une première expérience de 2 à 3 ans de
l'audit et/ou de la consolidation industrielle, acquise
soit en cabinet soit en entreprise. Ecrivez vite à notre
Conseil - EGOR GESTION ET FINANCE - 8 rue de Berri
75008 PARIS, sous référence M11/1296 AD qui traitera
votre dossier confidentiellement.*

Groupe
SNECMA

COURBEVOIE - LA DEFENSE - Structure Para-Bancaire
recherche

FONDE DE POUVOIR H/F

Ecole de Commerce, Maîtrise - DESS

Expérience au sein d'une banque ou d'un service financier.

Bonne connaissance de l'entreprise.

Après une période de formation, il sera responsable du développement de
nouveaux produits financiers haut de bilan en partenariat avec les
établissements financiers et ceci sur toute la France.

Qualités relationnelles et goût pour l'initiative indispensables.

Possibilités d'évolution au sein d'une société dynamique.

Adresser C.V. sous réf. 954 en indiquant dernière rémunération annuelle
au Cabinet Joubin - 62, avenue de Wagram - 75017 PARIS

Notre groupe, partenaire industriel majeur, est
présent dans toute la France. Nous cherchons pour
notre siège à Lyon

le responsable de nos services comptables

Avec l'équipe comptable (une vingtaine de
personnes, vous produisez notre comptabilité
générale, supervisez notre trésorerie et êtes notre
expert en fiscalité.

A 35 ans, de formation supérieure (ESC, ESCAE)
confirmée par le DESCF, vous assumez des
responsabilités similaires en milieu industriel ou
dans la distribution.

Rejoignez une entreprise qui gagne en écrivant à
Mme C. de LAPORTE, consultante (réf. 1599 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIERE - 69003 LYON
PARIS - NANTES - STRASBOURG
LILLE - GRENOBLE - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

SOCIETE DE SERVICES

recherche

pour son département Ressources Humaines

FUTUR RESPONSABLE

Gestion administrative et suivi juridique
du personnel (1000 employés).

Expérience dans la fonction indispensable et
disponibilité pour fréquents déplacements
dans l'hexagone.

Poste basé à BREST 29 N

Adresser CV + photo + prétentions sous réf.
77227 M à : BLEU Publicité,
17 rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX

Nous sommes les spécialistes de la communication interactive et
des réseaux de télécommunication. Nous innovons sans cesse en créant,
développant et commercialisant des produits électroniques
et informatiques grand public et professionnel.
Nous souhaitons intégrer à notre équipe un

Directeur Administratif et Financier

Chargé de l'administration comptable et juridique de nos sociétés.
Vous disposez d'une expérience de la fonction DAF réussie dans un
environnement international.

Vous êtes intéressé par les technologies modernes et vous souhaitez
intégrer une structure légère et innovante dans ses modes de raisonnement
et d'organisation.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et
prétentions) sous référence M/DAF à OGIVES COMPORTEMENT,
83, rue Henri Barbusse 92110 CLICHY. Discretion totale assurée.

Ville de SAINT HERBLAIN
(Loire Atlantique - 43 000 habitants).
Agglomération de NANTES.
recherche son

DIRECTEUR DES FINANCES (H/F)

Vous êtes cadre A, Attaché, Ingénieur ou intéressé par un recrutement à
titre contractuel, vous êtes motivé par la comptabilité publique, les finances
et la gestion.

Votre rôle :

- Mise en œuvre et développement d'une politique financière dynamique et
d'une pratique budgétaire innovante.
- Animation et coordination de la Direction des Finances.
- Gestion de la Trésorerie et de la dette - fiscalité - Analyse Financière.

Avantages : - prime annuelle - prime spéciale

Adresser les candidatures et CV à : Monsieur le Maire de SAINT HERBLAIN
Hôtel de Ville - BP 167 - 44802 St Herblain cedex, avant le 25 juin 1991



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

niveau Professeur ou Maître de Conférences

Spécialités recherchées : Organisation et économie industrielle,
économie et management de gestion de l'innovation, gestion
de projet, contrôle de gestion, économie de l'information,
management des systèmes d'information.

Qualités requises : Expérience pédagogique et publications
exigées, capacités éprouvées à l'encadrement et à la réalisation
de recherches industrielles, ouverture internationale souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : Telecom Paris,
M. le Responsable du Département Economie et Management
46, rue Barault - 75634 Paris Cedex 13

Nous sommes filiale d'un grand groupe industriel (19.000 personnes - 13 Milliards de CA),
présent dans le secteur de la construction et de l'environnement.

Notre siège, implanté dans le parc de CERGY SAINT CHRISTOPHE,
coordonne l'activité de 1 100 personnes en France.

Notre croissance rapide (30%) nécessite une organisation rigoureuse,
ce qui nous amène à créer le poste d'

ORGANISATEUR

Rattaché au Responsable du Contrôle de Gestion et en contact direct avec les utilisateurs, vous
interviendrez, notamment pour :

- définir et suivre les principes applicables en comptabilité analytique
- mettre en place des procédures de gestion compatibles avec celles de la comptabilité générale
- permettre l'intégration des nouvelles entités
- participer à la conception des systèmes d'information en relation avec le reporting et l'analytique.

Vous possédez une formation supérieure Ecole de Commerce ou de Gestion et une expérience de
3 ans minimum de l'audit ou de l'organisation en milieu industriel et de l'informatique sur mini ou
gros systèmes.

Votre sens du dialogue et votre rigueur vous permettront de réussir pleinement cette mission.

Bordeaux - Bruxelles - Caen
Düsseldorf - Genève - Grenoble
Lyon - Marseille - Metz - Montpellier
Nantes - Nice - Orléans - Paris
Rennes - Rouen - Strasbourg
Stuttgart - Toulouse



Adresser lettre manuscrite, CV, photo
s/réf. 91.05/8T à Isabelle SALVIA - CREFORM
7, rue Louis David - 75116 PARIS

CREFORM

RESPONSABLE D'AGENCE

Première société
d'affacturage
néerlandaise, nous
avons développé
notre expertise dans
la gestion
des comptes clients
et la couverture de
risques.
Principalement
implantés en
Hollande et en
Allemagne, nous
renforçons notre
présence en Europe
et recherchons pour
notre agence
récemment créée à
Paris, un jeune
Responsable
d'Agence.

A 30 ans environ, de formation supérieure Bac + 4 (Dauphine,
Maîtrise, DESS Gestion ou Commerce) ou diplôme néerlandais
équivalent (HBO/Universitaire), vous maîtrisez la langue anglaise.
Bien sûr, vous justifiez d'une expérience de quelques années, acquise
par exemple au sein d'une société financière.

La connaissance des méthodes d'affacturage n'est pas indispensable
pour réussir dans la mission que nous vous proposons. En effet, vous
serez chargé de gérer et développer l'activité commerciale de notre
agence. Vous superviserez la gestion des contrats de nos clients
(essentiellement sociétés allemandes ou néerlandaises exportatrices).
Force de proposition, vous mettrez à profit votre goût de l'innovation
pour élaborer des produits adaptés au marché français.

Homme de terrain, votre dynamisme, votre motivation et votre
implication seront vos atouts pour évoluer au sein de notre groupe.

Bien sûr, nous vous offrons tous les moyens pour réussir : l'appui d'un
grand groupe, une expertise reconnue, une formation à notre activité
et nos techniques de quelques mois aux Pays Bas.

Merci d'adresser votre candidature (français ou anglais
ou allemand), sous référence RA/LM, à
MEDIA PA 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-
BILLANCOURT cedex FRANCE, qui transmettra.

36 15

AM

CONTROLEURS DE GESTION

Notre Direction "Dommages de Particuliers"
(automobile, habitation, commerces et services)
CA 5 Mds, effectif 1 200 personnes, recherche
deux Contrôleurs de Gestion expérimentés.

• CONTROLEUR DE GESTION "MOYENS"

Vous aurez en charge l'animation du processus
budgétaire de la Direction visant à la détermination
de ses objectifs. Vous assurerez le suivi périodique,
l'analyse et l'étude des réalisations ainsi que
l'évolution du système d'information du contrôle
de gestion, et ceci pour tout ce qui concerne les
moyens et les frais de la Direction.

• CONTROLEUR DE GESTION "ACTIVITE"

Vous serez chargé de l'élaboration et l'analyse des
comptes d'exploitation prévisionnels, de la production
du compte d'exploitation mensuel, du suivi des écarts sur les objectifs commerciaux et
techniques.

De formation supérieure, vous avez une expérience
de 2 à 3 ans du Contrôle de Gestion. Postes basés
à Paris.

Merci d'adresser votre candidature à Christine
Labbe sous référence M14P - AGF - Département
Ressources Humaines - 33, rue La Fayette
75009 PARIS.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes
évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des
produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire
progresser le métier de l'Assurance.

Nous sommes 25000 personnes. Nous réalisons un CA de
40 milliards en France et dans plus de 40 pays.
Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.

AGF

مكتبة النهر

Le Monde de la Gestion

Directeur Administratif et Financier

Vous possédez une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans en cabinet d'audit ou commissariat aux comptes. Vous valoriserez vos compétences dans le cadre de missions variées auprès d'une clientèle nationale et internationale.

Apporter en permanence un service conforme aux exigences de nos clients : c'est l'objectif que vous partagerez avec des hommes et des femmes riches en potentiel, prêts à investir au plus haut niveau.

Exercez votre goût de la performance, votre sens des responsabilités, affirmez votre esprit d'initiative. Pour réussir, vous bénéficierez d'un plan de formation, d'un réel soutien dans la préparation des examens professionnels. Vous progresserez dans un environnement propice à la diversité des carrières en France et à l'étranger.

Rejoignez nos équipes à Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille ou Strasbourg.

Adressez votre dossier de candidature sous référence M/50/1, à notre Conseil 8, av. Delcassé 75008 Paris.

Coopers & Lybrand Consultants

RECRUTEMENT

C&L

Jeune Trésorier Devises

En relation avec le Directeur Général, vous assurerez le développement, le suivi et la valorisation de notre portefeuille de participations et animerez notre équipe opérationnelle.

Vous serez également l'ambassadeur de notre société auprès de nos partenaires régionaux et nationaux.

A 35 ans environ, de formation Sup de Co dominante Gestion, plus DECS ou équivalent, vous possédez une expérience réussie dans le domaine de la finance, de l'audit ou du contrôle de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à PROFIL - Anne Coutagne 132, cours Charlemagne 69002 LYON.

PROFIL Consultants

Groupe archipel

Important organisme d'assurance maladie implanté dans toute la France recherche des cadres dans les perspectives d'occuper la fonction de Responsable Régional.

Responsable régional

A 26-30 ans, de formation supérieure Bac + 3 + 4 (gestion, sciences économiques, Droit...), vous avez nécessairement acquis une première expérience dans un régime d'assurance obligatoire maladie ou d'assurance complémentaire maladie.

Après une période de formation auprès d'un Responsable Régional, nous vous confierons la responsabilité totale (gestion et promotion) d'un Centre Régional.

Véritable manager de votre équipe, vous serez l'interlocuteur des autorités de tutelle.

Autonome, force de caractère et sens des initiatives seront vos meilleurs atouts pour réussir cette mission stratégique et nouer des liens avec les représentants et les organismes professionnels.

Affectation possible sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en indiquant les régions choisies, sous la réf. 4347 M à JONCTION - 32, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE LOISIRS

Leader sur le marché européen, 400 personnes, 4 milliards de Francs. Pour faire face à un rapide développement, la Direction des approvisionnements, basée au siège Europe à Paris 17, crée le poste de

ANALYSTE DE MARCHÉ

Rattaché à la Direction, et au sein d'une petite équipe très motivée, il aura pour tâche d'être l'interface entre les besoins exprimés par les commerciaux et les achats auprès des fournisseurs : il analysera les chiffres et les transmettra en termes d'approvisionnement. Il participera à la gestion des achats sur l'ensemble Européen.

Ce poste essentiel concerne un diplômé de l'Enseignement Supérieur de formation comptable ou commerciale (BAC + 4), débutant ou première expérience en entreprise, au service comptabilité ou contrôle de gestion. Il sera très à l'aise avec les chiffres, et aura la pratique quotidienne de l'informatique. Anglais courant indispensable.

Discretion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9383 à notre Conseil.

sélection conseil

18 RUE MEDERIC, 75017 PARIS.

CHEZ BOURDAIS, LE N°1 C'EST VOUS

Cabinet International, membre de l'un des tout premiers réseaux mondiaux d'Audit et de Conseil

Vous possédez une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans en cabinet d'audit ou commissariat aux comptes. Vous valoriserez vos compétences dans le cadre de missions variées auprès d'une clientèle nationale et internationale.

Apporter en permanence un service conforme aux exigences de nos clients : c'est l'objectif que vous partagerez avec des hommes et des femmes riches en potentiel, prêts à investir au plus haut niveau.

Exercez votre goût de la performance, votre sens des responsabilités, affirmez votre esprit d'initiative. Pour réussir, vous bénéficierez d'un plan de formation, d'un réel soutien dans la préparation des examens professionnels. Vous progresserez dans un environnement propice à la diversité des carrières en France et à l'étranger.

Rejoignez nos équipes à Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille ou Strasbourg.

Adressez votre dossier de candidature sous référence M/50/1, à notre Conseil 8, av. Delcassé 75008 Paris.

Coopers & Lybrand Consultants

RECRUTEMENT

C&L

Jeune Trésorier Devises

En relation avec le Directeur Général, vous assurerez le développement, le suivi et la valorisation de notre portefeuille de participations et animerez notre équipe opérationnelle.

Vous serez également l'ambassadeur de notre société auprès de nos partenaires régionaux et nationaux.

A 35 ans environ, de formation Sup de Co dominante Gestion, plus DECS ou équivalent, vous possédez une expérience réussie dans le domaine de la finance, de l'audit ou du contrôle de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à PROFIL - Anne Coutagne 132, cours Charlemagne 69002 LYON.

PROFIL Consultants

Groupe archipel

Important organisme d'assurance maladie implanté dans toute la France recherche des cadres dans les perspectives d'occuper la fonction de Responsable Régional.

Responsable régional

A 26-30 ans, de formation supérieure Bac + 3 + 4 (gestion, sciences économiques, Droit...), vous avez nécessairement acquis une première expérience dans un régime d'assurance obligatoire maladie ou d'assurance complémentaire maladie.

Après une période de formation auprès d'un Responsable Régional, nous vous confierons la responsabilité totale (gestion et promotion) d'un Centre Régional.

Véritable manager de votre équipe, vous serez l'interlocuteur des autorités de tutelle.

Autonome, force de caractère et sens des initiatives seront vos meilleurs atouts pour réussir cette mission stratégique et nouer des liens avec les représentants et les organismes professionnels.

Affectation possible sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en indiquant les régions choisies, sous la réf. 4347 M à JONCTION - 32, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE LOISIRS

Leader sur le marché européen, 400 personnes, 4 milliards de Francs. Pour faire face à un rapide développement, la Direction des approvisionnements, basée au siège Europe à Paris 17, crée le poste de

ANALYSTE DE MARCHÉ

Rattaché à la Direction, et au sein d'une petite équipe très motivée, il aura pour tâche d'être l'interface entre les besoins exprimés par les commerciaux et les achats auprès des fournisseurs : il analysera les chiffres et les transmettra en termes d'approvisionnement. Il participera à la gestion des achats sur l'ensemble Européen.

Ce poste essentiel concerne un diplômé de l'Enseignement Supérieur de formation comptable ou commerciale (BAC + 4), débutant ou première expérience en entreprise, au service comptabilité ou contrôle de gestion. Il sera très à l'aise avec les chiffres, et aura la pratique quotidienne de l'informatique. Anglais courant indispensable.

Discretion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9383 à notre Conseil.

sélection conseil

18 RUE MEDERIC, 75017 PARIS.

CHEZ BOURDAIS, LE N°1 C'EST VOUS

Grande banque française recherche

RESPONSABLE DU SERVICE ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

- Vous assurez le suivi de l'analyse des données économiques et financières nécessaires aussi bien aux orientations stratégiques de la banque qu'à l'activité opérationnelle de notre salle des marchés.
- Vous êtes chargé de la rédaction d'une lettre hebdomadaire d'information économique et financière destinée à la clientèle.
- Vous animez les réunions périodiques avec les opérateurs, les responsables de clientèle entreprise et institutionnelle.
- Vous participez à l'élaboration des prévisions budgétaires et à la gestion financière de la banque.

Utilisateur averti de l'outil informatique et des bases de données, vous avez 3 à 5 ans d'expérience, de préférence dans le milieu bancaire, une bonne aisance orale et une excellente expression à l'écrit.

Merci d'envoyer CV, photo et prêt. sous réf. : 323 à M E D I A P A

50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX.



Un esprit d'entrepreneur pour financer des PME en expansion.

Société financière, implantée à Clermont-Ferrand, nous investissons dans le capital d'entreprises régionales en expansion ou en création.

En relation avec le Directeur Général, vous assurerez le développement, le suivi et la valorisation de notre portefeuille de participations et animerez notre équipe opérationnelle.

Vous serez également l'ambassadeur de notre société auprès de nos partenaires régionaux et nationaux.

A 35 ans environ, de formation Sup de Co dominante Gestion, plus DECS ou équivalent, vous possédez une expérience réussie dans le domaine de la finance, de l'audit ou du contrôle de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à PROFIL - Anne Coutagne 132, cours Charlemagne 69002 LYON.

PROFIL Consultants

Groupe archipel

Important organisme d'assurance maladie implanté dans toute la France recherche des cadres dans les perspectives d'occuper la fonction de Responsable Régional.

Responsable régional

A 26-30 ans, de formation supérieure Bac + 3 + 4 (gestion, sciences économiques, Droit...), vous avez nécessairement acquis une première expérience dans un régime d'assurance obligatoire maladie ou d'assurance complémentaire maladie.

Après une période de formation auprès d'un Responsable Régional, nous vous confierons la responsabilité totale (gestion et promotion) d'un Centre Régional.

Véritable manager de votre équipe, vous serez l'interlocuteur des autorités de tutelle.

Autonome, force de caractère et sens des initiatives seront vos meilleurs atouts pour réussir cette mission stratégique et nouer des liens avec les représentants et les organismes professionnels.

Affectation possible sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en indiquant les régions choisies, sous la réf. 4347 M à JONCTION - 32, av. Charles de Gaulle - 92200 Neuilly sur Seine, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE LOISIRS

Leader sur le marché européen, 400 personnes, 4 milliards de Francs. Pour faire face à un rapide développement, la Direction des approvisionnements, basée au siège Europe à Paris 17, crée le poste de

ANALYSTE DE MARCHÉ

Rattaché à la Direction, et au sein d'une petite équipe très motivée, il aura pour tâche d'être l'interface entre les besoins exprimés par les commerciaux et les achats auprès des fournisseurs : il analysera les chiffres et les transmettra en termes d'approvisionnement. Il participera à la gestion des achats sur l'ensemble Européen.

Ce poste essentiel concerne un diplômé de l'Enseignement Supérieur de formation comptable ou commerciale (BAC + 4), débutant ou première expérience en entreprise, au service comptabilité ou contrôle de gestion. Il sera très à l'aise avec les chiffres, et aura la pratique quotidienne de l'informatique. Anglais courant indispensable.

Discretion absolue. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9383 à notre Conseil.

sélection conseil

18 RUE MEDERIC, 75017 PARIS.

Contrôleur de Gestion

SNECMA

AU CARREFOUR DES HAUTES TRAJECTOIRES

L'un des 4 grands motoristes mondiaux, la SNECMA conçoit et réalise des moteurs d'avions civils et militaires.

Au sein de la Direction "Plans, Economie, Finance", vous serez responsable pour une ou plusieurs sociétés du Groupe :

- du reporting et du contrôle de la réalisation des budgets et objectifs annuels,
- de la préparation des orientations à moyen terme dans le cadre de l'élaboration des plans soumis à la Direction Générale du Groupe.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent et possédez une expérience industrielle confirmée. Une connaissance approfondie des outils comptables et financiers est nécessaire ainsi qu'une pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions), sous référence FG/AD, à la Direction de l'Encadrement - Groupe SNECMA 2, Bd du Général Martial Valin 75724 PARIS Cedex 15.

Groupe SNECMA

CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

Au sein de la direction financière de la division internationale, vous assisterez nos filiales dans leur gestion et leur développement.

Par vos propositions, vous participerez à l'amélioration de notre système d'informations et contribuerez à la croissance de notre groupe à l'étranger.

De formation supérieure, type ESC complétée d'un DECS, vous avez une expérience de 5 ans en contrôle de gestion.

La pratique de l'espagnol, en plus de l'anglais, est indispensable.

Au delà de vos compétences techniques, rigueur, qualités relationnelles, et esprit d'initiative seront déterminants.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous référence - 38 CLM à notre conseil : Alcan, 26 rue du Quatre Septembre 75002 Paris.

ALCAN

Noos sommes un des tout premiers groupes français de l'édition et le développement de nos activités à l'international nous conduit à créer un nouveau poste au sein de la société holding.

Poste basé à Paris.

ALCAN

Société leader en réseaux d'entreprises, recherche pour prendre la responsabilité du service Approvisionnement - Achats, (Electronique, Informatique).

Un Acheteur

- BAC + 2 minimum (UT, DUT, etc...).
- 5 ans d'expérience minimum en industrie électronique ou télécommunication.
- Précis sur les règles de gestion de stock et des techniques d'achats.
- Bonnes connaissances des domaines techniques : composants, câblage, matériels réseaux, etc...

Maitrise de l'Anglais courant pour achats aux USA.

Le candidat qui devra avoir une personnalité dynamique, sera appelé rapidement à prendre des responsabilités dans un rayon de volume croissant des achats (plus de 40 M€) et des missions de négociation qui lui seront progressivement confiées.

Salaire : 180.000 à 220.000 F/an (ou plus selon la compétence et l'expérience).

Lieu de travail : Benelux Sud-Ouest.

Merci, pour plus d'informations ou saisir votre C.V. de taper 3617 Code PLURAL/Ref : A21C26 ou d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite + photo à l'Agence PLURAL 43, rue Carnot 92761 ANTONY CEDEX.

vos dynamisme au service des achats.

MAISON DE LA CULTURE DE CRÉTEIL recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Poste de Direction Générale, son titulaire conçoit et met en œuvre la politique de communication, anime l'équipe de communication et de relations publiques, et coordonne son action.

Ce poste est ouvert à des candidats de grande culture, motivés par le spectacle vivant. Expérience du poste exigée.

Ecrire à M. l'Administrateur MAISON DES ARTS Place Salvador-Allende - 94000 Créteil avec CV, photo + prétentions.

FORMATION
PROFESSIONNELLE

Un objectif : former ou perfectionner des professionnels capables de maîtriser l'ensemble des enjeux et des outils de la formation au service d'un projet d'entreprise, sur le marché européen.

Deux modalités :

Le DUFA à temps plein

*mention "Responsable de Formation et Consultant" (1 an)

(Conditions : Diplôme de 2ème cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans + anglais)

*mention "Expert Européen en Formation" (1 an)

(Conditions : Diplôme de 2ème cycle + expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le champ de la formation d'adultes + 2 langues européennes dont l'anglais)

Le DUFA à temps partiel dans le cadre de l'une ou l'autre mention

(Conditions : Diplôme de 2ème cycle + 3 années d'expérience professionnelle + être en fonction dans le champ de la formation d'adultes + 1 ou 2 langues européennes selon la mention choisie)

Renseignements et retrait des dossiers :

DUFA (Diplôme Universitaire de Formateurs d'Adultes)

Date limite de dépôt des dossiers : 24 juin 1991

DEPARTEMENT D'EDUCATION PERMANENTE - Université de Paris-Dauphine

Place du Mal de Tassigny - 75775 PARIS CEDEX 16 - Tél : (1) 47.27.28.37.

THE
AMERICAN UNIVERSITY
OF PARIS

département de formation permanente

Une nouvelle profession pour
un nouveau siècle : l'assistant juridique

- Formation d'assistant juridique permettant d'exercer dans des cabinets juridiques français et des entreprises internationales ; cours du jour ou cours du soir de droit français et de droit des affaires, dispensés par des avocats qualifiés.
- Agréé en tant qu'organisme de FPC ; assistance dans la recherche d'un emploi ; assister à une session gratuite d'information à Paris le 20 juin à 18 h 30 ou le 22 juin à 10 heures.

Pour réserver votre place contactez :
The Institute for Paralegal Studies, 88, bd de Latour-Maubourg,
75007 Paris. Tél : 45-51-64-58. Fax : 45-51-56-20.

TÉLÉCOMMUNICATIONS... INFORMATIQUE... RÉSEAUX...

JEUNES DIPLOMÉS
UNIVERSITAIRES BAC+4 OU 5, ÉCOLES D'INGÉNIEURS

L'UNIVERSITÉ PARIS 7 et CITCOM vous proposent
un programme européen franco-allemand de 7 mois en :

INGÉNIERIE DES TECHNOLOGIES
DE LA COMMUNICATION

une connaissance de l'allemand
et d'un langage de programmation est nécessaire
Stage agréé pour les demandeurs d'emploi - Bourses COMETT
au titre du programme européen

SESSION : 1er juillet 1991 - 31 janvier 1992

Réception des candidatures : dernier délai 20 juin 1991
Contacteur : Mme MICHELI au 44 27 69 00 ou au 44 27 69 27
Université PARIS 7, FORMATION CONTINUE (Gé. P01)
2, place Jussieu - 75251 PARIS cedex 05

TOURISME, LOISIRS, CULTURE

Licence et Maîtrise d'Université

- Management ; ingénierie
- Aménagement du territoire
- Communication interculturelle

FORMATION CONTINUE

UNIVERSITÉ PARIS 3

Renseignements le mardi (14 h.-17 h.) au 45-87-41-92
ou écrire : TLMC-FCP3 bureau 218 b
CENTRE CENSIER
13, rue de Santeuil - 75005 Paris

PERSPECTIVES DE
L'AUDIOVISUEL

Câble, satellites, hertzien

19-20 Juin 1991 - PARIS

Les implications des nouvelles technologies
sur le marché des programmes audiovisuels.

Intervenants : Marie Christine Grollemond, Consultante, CARAT
ESPACE ; André Lange, Responsable du Département Audiovisuel
et Industrie Culturelle, IDATE ; Michel Libermann, Conseiller du
Président, ARIANE ; Cyrille du Peloux, Directeur Général Adjoint,
TF1 ; Jacques Peskine, Directeur Général, SYNCOM ;
Marc Tessier, Directeur Général, CANAL PLUS International ;
Patrick Vitet-Philippe, Attaché culturel et audiovisuel, Ambassade
de France, New York ; Pierre Wiehn, Président, WA
Communications.

Animation et conception : Sophie Jabès/PASHA International.
Organisation TELECOM PARIS.

Informations :

Laurence Lindenmann/Monique Mariani

Téléphone : 45 81 73 69

Télécopie : 45 80 84 77

UNIVERSITÉ PARIS
DAUPHINE

Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 Paris Cédex 16

Devenez **EXPERT** ou **CHERCHEUR**
en CALCUL SCIENTIFIQUE,
TRAITEMENT D'IMAGES,
AUTOMATIQUE,
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

■ **FORMATION** sur 3 ans : licence de Mathématiques
Appliquées, Maîtrise Ingénierie Mathématique, DEA
Mathématiques Appliquées à l'Ingénierie.

■ **ADMISSION** : retrait et dépôt des dossiers du 3/6 au
6/7/91 à l'U.F.R. Mathématiques de la Décision

■ **INFORMATION** : (1) 47 27 28 09

INTÉRIMAIRES
MANPOWER:
PARTICIPATION
AUX BÉNÉFICES

Vous avez travaillé chez Manpower
au moins 4 mois entre le
1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 1990

Vous êtes parmi les
36119 ayants droit à une
participation aux bénéfices

Venez vite chercher votre titre de participation
à votre agence pour encaissement rapide.

DEMANDES
D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.F. 25 ans - MBA marketing Chicago associé, vente 12 mois chez Tiffany
and Co - bilingue anglais - notions allemand - bonne connaissance milieu
industriel, collectivité U.S. - goût du risque, créative, apprécié travail en
équipe.

RECHERCHE : situation dans toute entreprise désirant développer une acti-
vité commerciale par un renforcement de son service marketing (déplacements
étrangers acceptés) (Section BCO/JCB 1985).

ANALYSTE FINANCIER - J.F. 29 ans - maîtrise de sciences économiques
et diplôme d'études de commerce en gestion financière - connaissances en infor-
matique (DBASE III Wordstar saisie multiplan) - 1 an 1/2 expérience dans
grande banque.

RECHERCHE : poste dans département financier Paris ou R.P. (Section
BCO/MS 1986).

PROFESSIONNELLE DE LA COMMUNICATION - solide bagage à
déposer - J.F. 40 ans - 15 ans expériences.

RECHERCHE : poste lié à une communication institutionnelle et/ou
événementielle, animateur (directeur communication, directeur relat. publ.,
dir. médias) ou agence (consultant senior) (Section BCO/JV 1987).

JEUNE DIPLOMÉ EN GESTION D'ENTREPRISE (BAC + 4 Dauphine)
et développement social (BAC + 5) avec expérience approfondie secteur per-
sonnes âgées.

RECHERCHE : poste cadre en gestion sociale en SEINE-MARITIME - dis-
ponible immédiatement (Section BCO/HP 1988).

JOURNALISTE ÉCONOMIQUE - H. 25 ans - expérience agences presse,
quotidiens, hebdomadaires, magazine - anglaise - direction rédaction.

RECHERCHE : poste direction presse entreprise ou écrite - éventuellement
poste chargé relations avec presse - Paris voire province (Section BCO/JV
1989).

CADRE INSEAD ÉCONOMIE DROIT - anglaise - allemand - français -
grec - coréen - 12 ans analyse, montage, négociation, réalisation de projets
européens Est/Ouest, Asie du Nord, Asie.

RECHERCHE : direction projets d'implantation commerciale/industrielle,
Europe, Amérique du Nord, Asie (Section BCO/DDS 1990).

CADRE COMMERCIAL - bilingue allemand, français + connaissances
anglais - Formation école de commerce - 43 ans.

OFFRE : son expérience ventes, négociations tous niveaux en milieu indus-
triel-germanique - Habitué au rôle d'interface usine/clients - disponible
pour déplacements.

SOUHAITE : poste base Paris - R.P. (Section BCO/MH 1979.)

JEUNE DIPLOMÉE 23 ans - Ecole de commerce BAC + 4 - Expérience
marketing import-export - Parlant anglais, espagnol, italien.

RECHERCHE : 1^{er} poste commercial au sein d'une entreprise leader dans son
domaine - de préférence secteur des services. Localisation souhaitée Paris.
(Section BCO/JV 1980.)

CADRE DE DIRECTION - 42 ans - Formation études supérieures en infor-
matique et logistique - 15 ans expérience dans la grande industrie - organi-
sation, informatisation, encadrement de services - grande disponibilité.

RECHERCHE : poste hautes responsabilités tous secteurs - Paris. (Section
BCO/JV 1981.)

HEC COMMERCIAL haut niveau - Plusieurs années directeur exploitation
- Ventes établissement financier important (crédit bail) + banques spéciali-
sées (moyen - long terme) - Habitué animation réseau intégré (agences +
exploitants - Réseaux Sés n°6 (grande banque) - apporteurs - courtiers
financiers.



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

IMPORTANT
SOCIÉTÉ
BANQUE SUD

UN RESPONSABLE
SERVICE SOCIAL

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

MARCHÉS FINANCIERS

Le rapport annuel de la Banque des règlements internationaux

La BRI s'inquiète de la croissance des besoins financiers mondiaux

Une croissance de l'économie mondiale (en 1990) qui n'avait jamais été aussi faible depuis 1985, après une année 1989 exceptionnellement bonne ; d'énormes besoins de financement en provenance de régions aussi diverses que l'Europe de l'Est et le Golfe ; une poursuite de la diminution des taux d'épargne dans la plupart des États... Le titre du rapport annuel de la Banque des règlements internationaux publié lundi 10 juin, « Un monde pas si tranquille après tout », illustre la somme des incertitudes auxquelles est actuellement confrontée l'économie mondiale.

La première incertitude provient de la conjoncture des pays industrialisés. Les pays actuellement en récession, les États-Unis en premier lieu, connaissent-ils un rebond avant que d'autres plongent dans la crise, ou une période de croissance économique négative pour l'ensemble des pays industrialisés va-t-elle débuter ? De l'évolution de la conjoncture dépendra l'apparition d'un véritable « crédit crunch » que le monde de la finance redoute tant à l'heure actuelle. Les experts de la BRI estiment que ce risque d'épuisement des crédits bancaires ne se concrétisera que si les établissements bancaires continuent à enregistrer de très mauvais résultats pendant une période prolongée.

La BRI est en revanche plus pessimiste sur l'évolution de l'épargne mondiale, face aux besoins de l'Europe de l'Est et à la nécessité d'augmenter les transferts financiers vers le monde en développement. Le rapport souligne que le déclin de l'épargne depuis les années 60 est principalement attribuable aux comptes publics (plutôt qu'à l'épargne des ménages) : « Le renversement de cette tendance au cours des années 90 serait le moyen le plus direct et le plus sûr de parvenir à des résultats significatifs ». Il faut pour cela que les États assainissent leurs comptes budgétaires, en profitant par exemple des recettes fis-

cales accrues issues de la prochaine phase d'accélération de la croissance.

A propos de l'Europe de l'Est, la BRI insiste sur la nécessité de la libéralisation des prix, couplée à l'adoption de politiques monétaires restrictives. Cette stratégie a été adoptée en Pologne notamment, mais la banque souligne que la stimulation de l'offre y a été insuffisante, tandis que l'inflation continue de croître à un rythme de 3 à 5 % par mois. La BRI s'inquiète aussi de la lenteur du développement des marchés financiers à l'Est, sur lesquels l'absence de concurrence, la faiblesse du capital, et des pratiques comptables parfois douteuses permettent d'obtenir des taux de rendement très intéressants. Les banques y sont de plus sous-capitalisées, malgré l'adoption par plusieurs pays (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Yougoslavie) de normes minima en matière de capital.

Une union à plusieurs vitesses

A propos de l'Union économique et monétaire européenne (UEM), les experts de la BRI hésitent pas à prendre cette position : en faveur d'une union à plusieurs vitesses. Les pays devraient participer à l'UEM « seulement lorsque leurs économies auront convergé suffisamment avec celles des États centraux de la CEE et qu'il auront obtenu un consensus social global ». Une affirmation qui devrait plaire davantage à Francfort qu'à Paris.

« La désynchronisation des cycles d'activités parmi les pays industrialisés, le Japon et certains pays européens, en particulier l'Allemagne d'un côté, et la plupart des autres pays industrialisés de l'autre, n'a pas créé de problèmes écartant de la coordination des politiques en matière de taux de change », estime enfin le rapport de la BRI. Les experts de Bâle notent que la forte poussée du dollar au cours des dernières semaines a été accompagnée d'interventions des banques centrales moins efficaces que les précédentes (qui visaient à prévenir une chute trop importante).

F. L.

Les compétences de M. Paul Quilès sont étendues au tourisme

Un décret arrêté en conseil des ministres modifie les attributions de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace. Outre les compétences précédemment dévolues au ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, il reçoit la responsabilité du tourisme, précédemment rattaché au ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire. Dans le domaine de l'espace, il exerce les responsabilités antérieures du ministre des postes, des télécommunications et de l'espace. A ce titre, il exerce avec le ministre de la recherche la tutelle sur le

Centre national d'études spatiales (CNES). Par délégation du premier ministre, il préside le comité interministériel de la mer et dispose de la mission interministérielle de la mer.

M. Quilès partage avec M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, la responsabilité des actions d'amélioration de la qualité architecturale et de la politique générale de l'enseignement de l'architecture. M. Lang assure le contrôle de la qualité et de l'esthétique de l'art urbain et des sites protégés autres que les sites naturels (le Monde du 7 juin).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Francie
La Sicav France des années 90

Comptes de l'exercice 1990-1991 clos le 28.03.1991, approuvés par le Conseil d'Administration du 23 mai 1991 présidé par M. Jacques GUENNET.

Actif net au 28.03.1991 : F 2.801.132.847
Evolution du 30.03.90 au 28.03.91 : - 7,04 %
Valeur liquidative au 21.05.1991 : F 440,02
Performance du 28.12.1990 au 21.05.1991 : + 16,57 %
Dividende proposé : F 8,32 + F 2,95 d'avoir fiscal pour mise en paiement le 24 juillet 1991
Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires le 23 juillet 1991 à 15 heures 30.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	30 mai 1991
Total actif	640 077
dont	
Or	181 543
Disponibilités à vue à l'étranger	108 969
Ecos	55 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 978
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 540
Concessions au Trésor public	41 330
Titres d'Etat (hors et obligations)	30 144
Titres d'Etat des marchés monétaires et obligataires	669
Effets privés	99 876
Effets en cours de recouvrement	36 194

Total passif	640 077
dont	
Émissions en circulation	251 086
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	55 843
Compte courant du Trésor public	20 228
Reprises de liquidités	10 726
Compte spécial de Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	7 827
Ecos à l'envoyer au Fonds européen de coopération monétaire	55 069
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	182 056

TAUX DES OPÉRATIONS	
Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

Le LIFFE lance un contrat à terme sur les bons du Trésor italien

La London International Financial Futures Exchange (LIFFE) lancera un contrat à terme sur les obligations d'Etat italiennes en septembre, à savoir le 10 juin, le mois à terme londonien. Grâce à la gigantesque dette publique italienne et à l'épargne importante des habitants de la péninsule, le marché italien des fonds d'Etat est le troisième du monde en termes nominaux après celui du Japon et des États-Unis. Les transactions commenceront le 19 septembre, sera basé sur les Bons du Trésor Poliennali (BTP), des bons du Trésor à durée comprise entre quatre et dix ans.

Le LIFFE traite déjà des contrats sur obligations d'Etat britanniques, américaines, japonaises, allemandes et sur obligations en francs.

F. L.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100 : 28 décembre 1989

	31-05-91	24-05-91
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7

Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7

Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7

Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7

TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10 %
Taux des avances sur titres	12 %

Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7
Valeur Index	118,4	118,7

FAITS ET RÉSULTATS

■ SDR Centre-Est : augmentation de capital. - La Société de Développement régional (SDR) du Centre-Est procède jusqu'au 21 juin à une augmentation de capital de 80 millions de francs. Cette émission de 802 729 actions d'un nominal de 100 francs à un prix de 240 francs, doit faire passer le capital de la SDR, dont le siège social est à Besançon (Doubs) de 321 millions à 401,36 millions de francs. Les principaux actionnaires de la SDR sont le G.A.N.-Vie (11,03 %), les AGF (12 %), l'UAP-Vie (11,03 %), Axa (6,15 %), treize groupes possédant chacun entre 1,1 et 5,3 %, et cinquante-trois détenteurs au total 7,97 %, et le public pour 18,22 %. Le secteur des assurances détient actuellement 51,81 % du capital. Au 31 décembre 1990, le Centre-Est présentait un total de bilan de 6,5 milliards de francs et a dégagé pour l'année un bénéfice net de 75,3 millions de francs.

■ Cédex : modalités de l'augmentation de capital. - Cédex, filiale de la Compagnie bancaire spécialisée dans le prêt aux particuliers, a présenté les modalités de son augmentation de capital, qui doit se solder par un apport de 61 millions de francs. L'opération se fera par l'émission d'une action nouvelle pour six anciennes, à souscrire au prix de 570 francs. La souscription des actions nouvelles sera ouverte du 10 juin au 10 juillet inclus, et leur cotation interviendra fin août. Les actions nouvelles porteront jouissance à partir du 1^{er} janvier 1991 et seront assimilées aux anciennes dès leur émission. Elles ouvriront droit comme les actions anciennes à l'attribution d'une action gratuite pour trois actions détenues par réduction du nominal de 30 à 45 francs.

■ Exor : les plus-values gonflent le bénéfice de l'exercice 1990-91. Le groupe Exor (Perrier, Château Margaux...) a réalisé un bénéfice net consolidé part du groupe de 185,4 millions de francs au cours de l'exercice 1990-91 (qui prend fin en janvier) contre 11,1 millions de francs lors de l'exercice précédent. Ce résultat s'explique par les plus-values nettes de 160 millions de francs générées par la vente de murs de magasins. Au cours du dernier exercice, ces plus-values s'élevaient à 15 millions de francs. Le bénéfice net social retraité à fin janvier (l'exercice social se termine le 31 juillet) s'est monté à 135,5 millions de francs contre 46 millions précédemment.

PARIS :

Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3880	3880	ATA	384	384
Amstel Assoches	271	271	Idem	140 80	140 80
S.A.C.	151 50	151 50	Idem	830	830
Bois Vanner	850	850	Idem	100 50	100 50
Borcia S.A.	385	385	Idem	282	282
Boisier (Lyon)	206 50	206 50	Idem	87	87
C.A.I.-de-Fr. (C.I.)	1020	1010	Idem	118	117 80
Calsonic	415	410	Idem	144 10	144 10
Cand	851	851	Idem	85	85
C.E.G.P.	158	158	Idem	375	375
C.F.P.I.	274	274	Idem	890	890
C.N.I.M.	970	974	Idem	172 50	172 50
Codeur	303	303	Idem	307 80	307 80
Conforama	854	854	Idem	435	435
Credis	405	405	Idem	130	130
Daphne	1104	1113	Idem	208 50	208 50
Dumoulin Women Co.	450	450	Idem	323 80	323 80
Dynalene	1080	1080	Idem	289 50	289 50
Devle	375	375	Idem	218	218
Dofos	133	133	Idem	98 30	98 30
Edisons Refroid	225	207 40	Idem	750	748
Europ. Propriété	315	310	Idem		
Finacor	128	113 30	Idem		
Frankopar	127	132 10	Idem		
G.F. (group. J.M.)	288	282	Idem		
Grand Livre	387 40	387 40	Idem		
Gravograph	218	218	Idem		
Grupa Orlay	751	751	Idem		
Galat	950	950	Idem		
I.C.C.	257	257	Idem		

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 juin 1991

Nombre de contrats : 103 446

COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	185,26	185,32	185,28
Précédent	185,34	185,40	185,34

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
105	1.14	1.60	0.86	1.34

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Jun	Juillet	Août
Dernier	1 946	1 940	1 963
Précédent	1 964	1 957	1 975

CHANGES

Dollar : 6 F ↑

A Paris, lundi 10 juin, le dollar a commencé la semaine en forte hausse en dépassant la barre des 6 francs à 6,01 francs, avant de se replier légèrement après une vague d'intervention des banques centrales européennes. Vendredi, le dollar américain avait été coté 5,945 francs au fixing puis avait oscillé progressivement après l'annonce de créations d'emplois aux États-Unis en mai.

FRANCORF	7 juin	10 juin
Dollar (en DM)	1,7675	1,7725
Yen	164,17	164,17
Dollar (en yen)	136,39	141,17

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (10 juin) : 9 15/16 - 10 1/16 %

New-York (7 juin) : 5 5/8 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente
\$ E.-U.	6,0070	6,0090	+ 172	+ 182	+ 332	+ 380
\$ can.	5,2258	5,2298	+ 34	+ 47	+ 137	+ 197
Yen (100)	4,2482	4,2527	+ 62	+ 71	+ 127	+ 174
DM	3,3837	3,3857	+ 15	+ 20	+ 42	+ 48
Flia	3,6943	3,6953	+ 9	+ 10	+ 20	+ 26
FB (100)	16,4340	16,4378	+ 88	+ 130	+ 120	+ 160
ES	3,9544	3,9590	+ 48	+ 60	+ 115	+ 150
L (1 000)	4,5463	4,5496	- 67	- 46	- 135	- 165
S	10,0170	10,0200	- 170	- 140	- 320	- 710

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16
Yen	164 1/8	164 1/8	164 1/8	164 1/8	164 1/8	164 1/8	164 1/8
DM	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
Flia	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
FB (100)	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
ES	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4
L (1 000)	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
S	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Lundi 10 juin
Luc Dublet
PDG de la société fabriquant les drapeaux Doublet, interviewé par Jean-Noël Coche.

Mardi 11 juin
Jean-Claude Serraz
PDG de La Redoute Catalogue.

BOURSE

Cote des actions	
Alcatel Cités	3880
Amstel Assoches	271
S.A.C.	151 50
Bois Vanner	850
Borcia S.A.	385
Boisier (Lyon)	206 50
C.A.I.-de-Fr. (C.I.)	1020
Calsonic	415
Cand	851
C.E.G.P.	158
C.F.P.I.	274
C.N.I.M.	970
Codeur	303
Conforama	854
Credis	405
Daphne	1104
Dumoulin Women Co.	450
Dynalene	1080
Devle	375
Dofos	133
Edisons Refroid	225
Europ. Propriété	315
Finacor	128
Frankopar	127
G.F. (group. J.M.)	288
Grand Livre	387 40
Gravograph	218
Grupa Orlay	751
Galat	950
I.C.C.	257

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 JUIN

Réglement mensuel																			
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compt.	VALEURS	Cours préc.	Précédent cours	Dernier cours	% +/-	Composants	VALEURS	Cours préc.	Précédent cours	Dernier cours	% +/-	Composants	VALEURS	Cours préc.	Précédent cours	Dernier cours	% +/-	Composants	
4085	CNE 2%	4005	4025	-0.25		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
816	B.A.P. T.P.	900	900	+2.01		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
975	C.Lyon. T.P.	877	877	-0.21		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
1571	Pharm. Ind. T.P.	1286	1281			230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
1570	Pharm. Ind. T.P.	1144	1144			230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
500	Thomson T.P.	970	970			230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
745	ACCOR	790	795	-0.90		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
710	Al. Liquides	860	862	-0.15		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
575	Al. Médicaments	582	586	-0.34		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
140	Al. Suppléments	1080	1080	+0.47		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
300	A.L.S.P.I.	386	386			230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
2150	Asseco. Prém.	2003	2110	+0.33		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
1180	Asseco. Prém.	517	518	-0.10		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
1180	Asseco. Prém.	1180	1180	-0.89		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
220	Asseco. H. Médic.	219	218			230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
1040	Asseco. H. Médic.	1040	1040			230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
120	Asseco. H. Médic.	286	285	-0.34		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
120	Asseco. H. Médic.	181	181	+0.53		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
120	Asseco. H. Médic.	880	880	-1.12		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
805	Asseco. H. Médic.	840	840	-0.18		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
540	Asseco. H. Médic.	765	765			230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
700	Asseco. H. Médic.	820	820	+0.80		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
1140	Asseco. H. Médic.	1140	1130	-0.88		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
735	Asseco. H. Médic.	735	735	-0.58		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	230	
320	Asseco. H. Médic.	320	320	-0.65		230	230												

COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations						Etrangères					
Emp. Ext. 8,967/7...	0,94	C.I.T.R.A.M. (R)	1025	.....	Migroni	750	.....	A.E.G.	700	....
Emp. Ext. 8,967/7...	0,93	Coligny	2000	2080 d	Milér Déloyé	580	583	Alco. H. Soc.	350	....
10,80% 79/94	8,25	Cogef	594	.....	Mess	121	124	Alcan Alumin.	124	....
10,80% 83/93B3	108 24	8,25	Cogef	594	.....	Navigant (M)	218	.....	Alcan Alumin.	124	....
Emp. Ext. 12,26 94	8,18	Com. J.M. Prov.	4385	440	Orléans	281	.....	American Bann.	238	....
Emp. Ext. 11% 95	108 55	8,18	Car Ligus Alumin.	404	405	Orléans	281	.....	American Bann.	238	....
10,26% mars 86	104 50	2,52	Concorde	825	820	Palm Novembre	1094	.....	Arbed	705	....
OAT 10% 5/20/90	106 26	3,04	Com. J.M. Prov.	361	36 50d	Palm Novembre	585	595	Asphéne Mines	150 60	....
OAT 9,25% 12/18/97	104 12	4,85	Colfax (Sud Ind)	620	620	Parifrance	173 20	173 50	Banco Portugal Expt.	580	....
OAT 8,5% 11/18/96	102 76	3,51	Co Unimont (Sud)	650	651	Parifrance	650	648	S. Bégoum (Ind)	240 0	....
OAT 10,25% 1985	Colfax	126	.....	Paris France	285	.....	Co. Pacific	101	....
PTT 11,25% 85	105 40	5,44	Deleloy	700	.....	Paris France	285	271 80	Cylinder Corp.	50	....
CF 10,50% 86	3,56	Duguesnon	1060	1070	Paris France	245	350	Chlor	12 80	....
CF 10,25% nov 80	2,43	Duguesnon	1530	1510	Paris France	786	786 d	Comptech	850	....
CNA 10,50% 87	101 30	2,43	Edison Village	3800	.....	Paris France	1620	.....	Dea	15 57	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Edison Village	1085	.....	Parthen	646	619 a	Dea	28 25	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Basse Vlt.	2750	2570	Parthen	1140	.....	EL (S. Pans) Ltd.	680	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	1040	.....	Parthen	810	801	Ges. (S. Pans) Ltd.	150	....
CNB 85% 5000F.	101 50	4,48	Elec. Vlt.	300	.....	Parthen	100	.....	Goodyear Tire	178	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	774	.....	Parthen	480	.....	Gres. and Co (N.R.)	388 20	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	324 80	.....	Parthen	265	.....	Howell Ind.	150	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	3690	.....	Parthen	485	446	Industrie	150 50	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	1800	.....	Parthen	215	220	Kalots	30	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	280 10	.....	Parthen	215	220	Kalots	310	310
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	150	.....	Parthen	1282	.....	Midland Bank	21	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	1470	1478	Parthen	317	317 50	Norfolk	100 0	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	686	666	Parthen	124	124	Oldfield prop.	588	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	750	750	Parthen	676	678	Pier Inc.	330	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	882	.....	Parthen	180	.....	Proctor Equip.	30 80	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	845	828	Parthen	010	.....	Rebo	303 80	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	580	.....	Parthen	415	415	Rebo	187 80	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	1500	1500	Parthen	674	674	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	672	672	Parthen	574	574	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	313 80	612	Parthen	260	260	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	520	498 20b	Parthen	307	306	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	386	386	Parthen	323	290 a	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	280	283	Parthen	413	424 90	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	1380	.....	Parthen	1350	1350	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	1138	1178 d	Parthen	71	71	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	474	476	Parthen	1269	1269	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	340	340	Parthen	423	420	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	682	.....	Parthen	184	180	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	5330	5450	Parthen	675	675	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	330	310 816 80	Parthen	368	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	446	457	Parthen	700	598	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	3400	3230	Parthen	371	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	290	276 400	Parthen	3408	3394	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	1388	1388	Parthen	700	700	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	518	498 a	Parthen	230	230	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	185	.....	Parthen	1038	1038	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	675	.....	Parthen	2220	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	3880	.....	Parthen	282	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	1636	1650	Parthen	2450	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	36	37 40d	Parthen	145	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	200	.....	Parthen	217 80	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.	4,48	Elec. Vlt.	.....	.....	Parthen	.....	.....	Rebo	301 70	....
CNB 85% 5000F.										

SICAV (selection)[illegible]

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	préc.	10/6	achat	vente
Euro-Unit (1 unit).....	5 554			
Ecu.....	3 367			
Allemagne (100 dm).....	338 850			
Belgique (100 P).....	16 468			
Pays-Bas (100 fl.).....	300 770			
France (100 fr.).....	5 566			
Italie (1000 lire).....	88 240			
Danemark (100 kr.).....	10 013			
Grèce (1000 drachmes).....	3 103	3 103		
Irlande (100 p.).....	385 430			
Suède (100 kr.).....	94 240			
Norvège (100 kr.).....	88 900			
Autriche (100 sch.).....	48 155			
Espagne (100 pes.).....	5 474			
Portugal (100 esc.).....	3 884			
Canada (1 \$ can.).....	5 195			
	4 177	4 196		

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/6
1 franc (bole en barre).....	69800	.....
1 franc (en lingot).....	69800	.....
1 écuillon (20 f).....	395	.....
1 franc (10 f).....	390	.....
1 franc Suisse (20 f).....	401	.....
1 franc Lixine (20 f).....	395	.....
1 franc suisse.....	502	.....
1 franc 20 dollars.....	2125	.....
1 franc 10 dollars.....	1010	.....
1 franc 5 dollars.....	600	.....
1 franc 50 pesos.....	2585	.....
1 franc 10 florins.....	401	.....

Hoogovens.....	297
INZ.....	300
.....	138 20	

Jaguar	128	20
Lacrosse du Monde	300	.....
Nicolas	775	.....
Pasadena RD.	1905	.....
Paripio, Percier	362	.....
Quachon	240	.....
Roranto N.V.	188	40
St-Gabriel-Emballage	3300	.....
Sava Melka	211	.....
S.E.P.R.	1536	.....
S.P.R. et L.	348	.....
Télécanique Elect.	3350	.....
Ulfers	380	.....
Waterman	1500	.....

Euro Gen	6788 83	85
Forsicay	13127 60	131

France-gén.	9648 73	52
France Garantie	260 18	2
France Index Slow	109 56	1
France Investiss.	343 31	3
France Obligations	458 44	4
France	468 44	4
France Pierre	112 69	1
France-Regions	1225 66	11
Frucht-Asociaciones	32 62	
Frucht-Capi	38 80	
Frucht-Cover	129 92 25	129 92
Frucht-Com	236 76	2
Frucht-Espagne	32 05	

48	Creation	1048 89	10
50	Creator	6722 97	64
51	Creation Date	1000 01	10

74	Paribas Capitalisation	1 382 21	13
56	Paribas Energie	19 088 34	190
37	Paribas Opportunities	132 67	1
94	Paribas Participations	584 07	5
89	Paribas Reventon	64 24	2
08	Paribas Retraite	205 83	2
01	Parivest	637 71	6
95	Placement A	1 353 30	13
52	Placement J	6808 69	68
21	Placement M	60 593 08	607
15	Placement Nord	10 118 10	9
28	Plasma	1 150 40	11
2	Plénitude	127 84	1

81	Univers Actions.....	1302 62	12
39	Univers Obligation.....	1796 91	17
35	Univers	1000 00	10

Valeur	1886 25	1886 25
Valeur	489 17 09	489 17 09
Valeur	28454 01	28454 01

PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements
45-55-91-82, poste 4

: marché continu

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

CARNET DU Monde

Mariages

Nicole LEVASSEUR
et
Michel SOUSSAN

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 6 juin 1991.

75, cours de Vincennes,
75020 Paris.

Décès

Milana. Bures-sur-Yvette.

M. et M^{me} Elie Adira,
Alain et Danielle Abou,
Michel, Emmanuelle, Roland, Pierre,
Judith.

Toute sa famille,
Tous ses amis,
L'école ORT de Strasbourg,
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Benjamin ABOU,

à l'âge de vingt et un ans.

Il laisse un immense désarroi.

Les obsèques ont eu lieu, le 6 juin,
aux Ulla.

2, rue François-Couperin,
91440 Bures-sur-Yvette.

M^{me} Raymonde Ancier,
Jacques et Danielle Rancière,
Romain et Camille,
Jacques-Henri et Liliane Brissac,
Et Antoine,
ont la douleur de faire part du décès de

Charles ANCIER,
avocat honoraire à la cour de Paris,
combattant
des Forces françaises libres,
officier de la Légion d'honneur,
survenu, à Boulogne, le 6 juin 1991.

22, rue de Bourgogne,
75007 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-84

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 92 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communicat. diverses 95 F

Thèmes étudiants 50 F

Paris

Florence du Castel Bernard,
Irène et Thierry,
Vincent et José,
Cécile et François,
Denis et Hélène,
Alain,
Cécile,
Et ses huit petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice BERNARD,
président de chambre
à la Cour des comptes,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,
chevalier de l'Ordre
des Arts et des Lettres,
survenu le 4 juin 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe sera célébrée à son intention le jeudi 13 juin, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris-7^e.

28, boulevard des Invalides,
75007 Paris.

Le premier président,
Le procureur général,
Les magistrats, anciens magistrats et
fonctionnaires de la Cour des comptes,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice BERNARD,
président de chambre
à la Cour des comptes,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,
chevalier de l'Ordre
des Arts et des Lettres,
survenu le 4 juin 1991.

M. Jean-Jacques Bertrand,
son fils,
M^{me} Nicole Hart,
sa nièce et ses enfants,
Sandie et John,
Ainsi que la famille,
ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline BERTRAND,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre du Mérite,
survenu le 1^{er} juin 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 6 juin.

9, rue de Montesson,
75007 Paris.

M. et M^{me} Sylvain Dauban,
M. et M^{me} Jacques Lebert,
M. et M^{me} Charles Daunois,
M. et M^{me} Jean Daunois,
Leurs enfants, petits-enfants,
Les familles Ton Thiet, Tran, Le Van,
Hu Dao et Nguyen,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Charles DAUNOIS,
née Ton Thi Loc,

le 6 juin 1991, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Inhumation le 11 juin, à 10 h 30, au cimetière de Saint-Michel-sur-Orge (Essonne).

Famille Dauban,
20, allée Fleurie,
92260 Fontenay-aux-Roses.

M. Thierry Nicolas,
Charles, Marie,
ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Laure NICOLAS,
née Foglia,

survenue accidentellement le 6 juin 1991 dans sa trente-cinquième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 13 juin, à 15 h 30, en l'église de la Collégiale, à Montmorency, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Cour du Château,
77620 Egreville.

M^{me} René Romain,
M^{me} Chantal Szelow
et ses enfants,
Soren et Aurélie,
M^{me} Marie Chomar,
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère et grand-père,

M. René ROMEUF,
président honoraire
du tribunal administratif de Nice,
officier dans l'Ordre
de la Légion d'honneur,
survenu, à Nice, le 1^{er} juin 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

A sa mémoire, des dons peuvent être adressés à Amnesty International,
4, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris.
(Réf. : C. Rom.)

Jeanne Teissedre,
son épouse,
Claudine Bibet,
sa fille,
Laurent Bibet,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston TEISSEDERE,
trésorier principal honoraire,
survenu le 6 juin 1991.

L'inhumation au cimetière de Saint-Cloud a eu lieu dans la plus stricte intimité.

2 et 3, résidence Beausoleil,
92210 Saint-Cloud.

Avis de messe

La famille et les amis de

Patrice BROHAN,

décédé le 25 avril 1991,

se réuniront samedi 15 juin, à 14 h 30, pour célébrer une messe à sa mémoire en l'église Notre-Dame-de-la-Tronçaye, à Rochefort-en-Terre, dans le Morbihan.

Anniversaires

Le 11 juin 1990 nous quitte à

Elisabeth GENG,
née Jung.

Ceux qui l'ont connue et aimée auront une pensée pour elle.

Soutenances de thèses

Université Paris-IV (Sorbonne),
le mercredi 12 juin 1991, à 14 heures,
salle des Actes, 1, rue Victor-Cousin,
Jean-Pierre Molénat soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat : « Campagnes et mentalités de l'Etat du XII^e au XV^e siècle ».

LOTTO 50/50

RESULTATS OFFICIELS

MATCH DU JOUR

MATCH DU JOUR de la loterie officielle

MARSEILLE MONACO

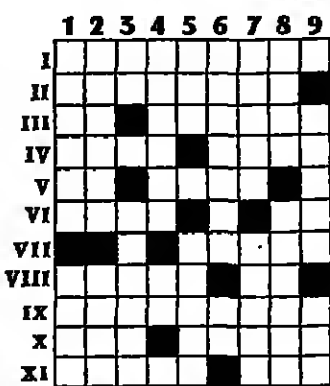
NUMERO DE CHIFFRE CHANGEMENT 15 F

18 334 58 F

5

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5538



vent faire des calculs. - 4. Sont très lourds quand ils sont grands. D'un audacieux. - 5. Un homme qui n'a pas de veste. Fermée comme une maison. - 6. Le lotus sacré, par exemple. Conjonction. - 7. Un culte rendu au patron. Est toujours un peu à la bourre. - 8. De grosses tranchées. Imitent les pontes. - 9. Peut finir dans les soldes. Ne garde pas le silence.

Solution du problème n° 5537

Horizontalement

1. Baptême. Dépassé. - 2. Loser. Umar. An. - 3. Qui. Upes. Mère. - 4. Ut. Acéré. Ensilé. - 5. Salutations. Da. - 6. Embrasse. Bâti. - 7. Muté. Magnum. - 8. Isal. Carabier. - 9. Do. Soir. Emule. - 10. En. Insulte. - 11. Créant. Igne. - 12. Neuf. Ta. Inné. - 13. XIV. Ura. Guf. NO. Est. - 14. Ester. Ximé. - 15.

Verticalement

1. Blousser. Détenu. - 2. Août. Iote. Era. - 3. Psi. Lema. Riguet. - 4. T4. Aumusse. - 5. Eucation. Or. - 6. Pège. Inerte. - 7. Ecarté. Créneau. - 8. Séisme. FI. - 9. D0. Ars. Inn. - 10. Emménagement. Né. - 11. Pains. Nauru. Ion. - 12. Ares. Bulletin. - 13. Vidémie. Ignée. - 14. Saret. Elues. - 15. Enée. Im-tée. Tu.

GUY BROUTY

LOTTO

SAMEDI 9 JUIN 1991

10865

16 18 19 24 35 43 32

6 numéros 2 661 310 F

5 numéros 87 580 F

4 numéros 9 940 F

3 numéros 30 858 F

2 numéros 178 F

1 numéro 18 F

20836

4 7 13 30 31 42 35

6 numéros 25 818 285 F

5 numéros 58 520 F

4 numéros 815 F

3 numéros 47 131 F

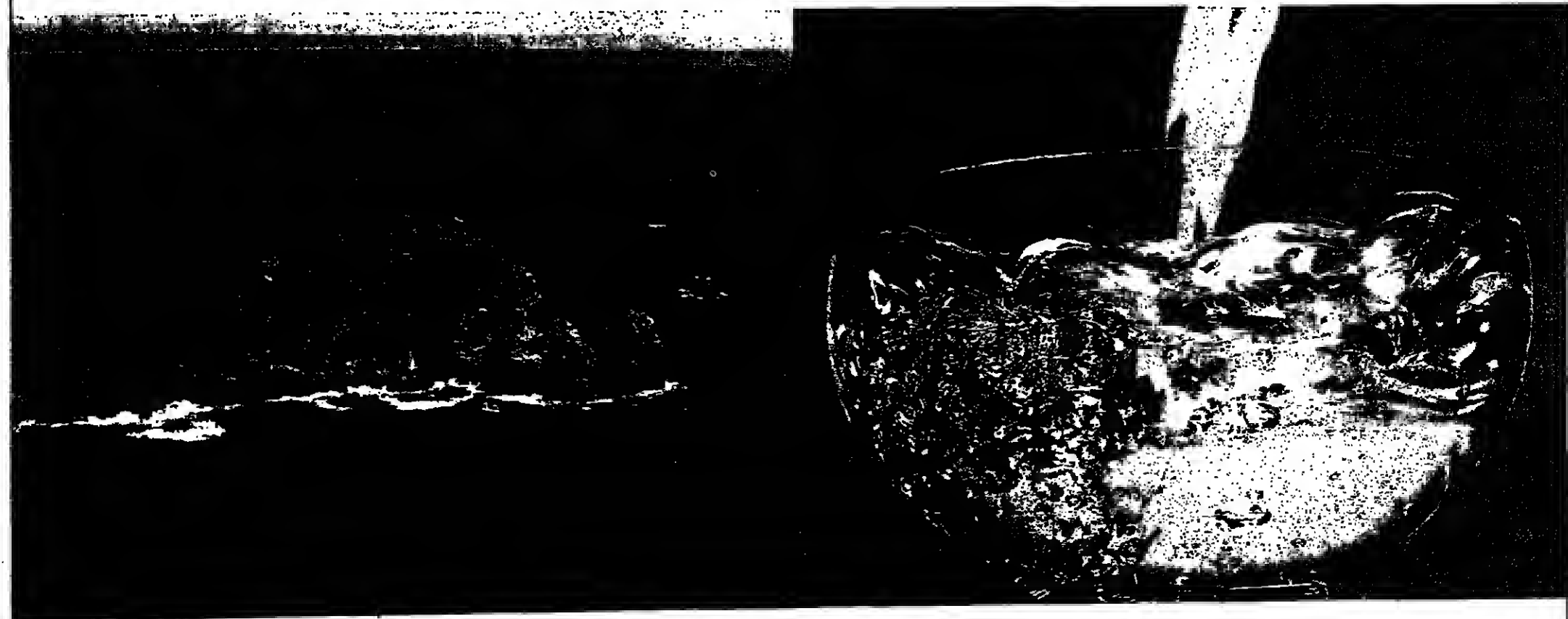
2 numéros 109 F

1 numéro 12 F

Des études universitaires de théologie ouvertes aux laïcs. - L'Institut catholique de Paris propose aux laïcs deux voies qui, l'une et l'autre, peuvent conduire à une licence de théologie : la formation A qui organise ses activités selon le rythme étudiant hebdomadaire. Elle dure quatre ans. La formation C organise ses activités en soirée et en fin de semaine et s'adresse notamment à des personnes exerçant par ailleurs une profession. La licence peut se préparer en sept ans.

Modalités d'inscription : prendre rendez-vous entre le 27 mai et le 4 juillet et entre le 9 et le 19 septembre en téléphonant (sauf le samedi) au secrétariat, 21 rue d'Assas, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 42-22-41-80, poste 323.

Bleu de Basse-Normandie, couleur de vie et de qualité de vie.



Région de Basse-Normandie, toutes les couleurs de l'action.

Bleu comme l'eau de mer
et bleu comme l'eau pure.

Le bleu en Basse-Normandie, c'est la couleur des côtes, la couleur de la tradition perpétuée qui place notre région au tout premier plan de la pêche et

des cultures marines. Saviez-vous qu'une huitre sur quatre produites en France est normande ? Bleu, c'est aussi notre tourisme : bleu des plages, sites prestigieux tel que le Mont-St-Michel qui attire chaque année en Basse-Normandie des centaines de milliers de visiteurs. C'est pourquoi la Conseil Régional o

favorisé le développement du parc hôtelier, des structures d'accueil et des lignes de ferry avec l'Angleterre, afin d'ouvrir la Basse-Normandie sur la grande Europe. Aujourd'hui et de plus en plus, le bleu de Basse-Normandie est couleur d'environnement : la couleur de nos rivières assainies, de nos

rivages entretenus et aménagés, la couleur de l'eau pure que nous consommons chaque jour. Bleu, c'est la couleur de l'action du Conseil Régional qui bâtit l'avenir sur les richesses naturelles de la Basse-Normandie.

CALVADOS • MANCHE • ORNE

CONSEIL RÉGIONAL DE BASSE-NORMANDIE. TRADITION AU CŒUR, FUTUR EN ACTION.

Photos : Campagne, Campagne et Dior.

S'arrogeant le droit de réviser toute loi de la colonie

Pékin proteste contre l'adoption d'une charte des droits de l'homme à Hongkong

La Chine populaire s'est réservée le droit, le 6 juin, de réviser à l'avenir toutes les lois en vigueur à Hongkong, en représailles contre l'adoption par la colonie britannique d'une charte des droits de l'homme.

PÉKIN

de notre correspondant

Le ton faussément désolé de la déclaration du ministère des affaires étrangères chinois — exprimant ses « regrets » face à ce qui est perçu par le régime communiste comme un échec fait accompli — ne trompe pas. La Grande-Bretagne est accusée d'avoir « insisté » pour faire passer ce Bill of Rights, en dépit des avertissements chinois.

Il se trouve que, du point de vue de Pékin, la Déclaration conjointe sino-britannique de 1984

garantissait déjà à la population de Hongkong des droits et libertés — dont celle de pratiquer le capitalisme — supérieures à ce qui est admis sur le continent. En conséquence, la Chine s'arroge le droit de réviser (c'est-à-dire d'abolir) toute loi de Hongkong qui ne lui conviendrait pas lorsqu'elle en prendrait effectivement le contrôle, le 1^{er} juillet 1997.

Londres a cherché à minimiser l'impact de cette déclaration. « Il n'y a rien de nouveau dans le commentaire chinois. Les Chinois avaient déjà fait connaître leurs inquiétudes concernant les possibilités de contradiction entre la loi sur les droits et la Loi fondamentale (de Hongkong) », a déclaré un porte-parole du Foreign Office. « Nous leur avons régulièrement expliqué qu'il n'y avait aucune raison d'être inquiets. »

Il n'empêche que le processus de rétrocession de Hongkong est entré dans une zone de turbulence à côté de laquelle la polémique, toujours en cours, sur le nouvel aéroport international pour la colonie paraît planer. Pour Pékin, en raison du souvenir des « traités inégaux » du XIX^e siècle, les questions de droit n'ont d'importance que lorsqu'elles ont un caractère international.

Peu importe dès lors, aux yeux de Pékin, que le Bill of Rights soit aussi vague que la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies. Ou que les milieux d'affaires de Hongkong voient dans cette mise en garde une preuve supplémentaire, plus nette encore que les précédentes, de la volonté de la Chine populaire de régenter dès aujourd'hui l'usage des plus importantes places financières du monde.

« C'est une question de principe, nous ne pouvons accepter cette action unilatérale », a insisté un fonctionnaire chinois. C'est surtout une question de principe liée à l'avenir du système politique chinois, à la fois avide de faire main basse sur le trésor de Hongkong et terrorisé par la perspective de voir une base « bourgeoise » le défer sur son propre territoire.

FRANCIS DERON

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 juin

Nouveau repli

Pour la deuxième séance consécutive, la tendance s'est alourdie lundi matin à la Bourse de Paris. En retrait de 0,65 % au début des échanges, les valeurs françaises ont ensuite régressé quelque peu leur perte. Aux alentours de 11 heures, le retard n'était plus que de 0,29 %. Dans ce contexte, on relevait les baisses de Navigation Mixte, Pechiney. Du côté des hausses, on notait celles de Ingénierie, Lebon.

« Le Point » au secours de la pointe du Raz

Le Point de cette semaine est vendu exceptionnellement 35 F, au lieu des 30 F habituels. Le bénéfice de cette opération sera reversé au Conservatoire du littoral, et chaque numéro vendu permettra, selon l'hebdomadaire, de racheter un mètre carré de la pointe du Raz. Le Conservatoire du littoral veut en effet sauver ce symbole breton, qui résiste depuis toujours à la mer, mais moins bien à l'envahissante marée du tourisme.

Le Point, surfant sur la vague verte de l'écologie, espère faire école. L'hebdomadaire propose également à ses futurs abonnés de participer au sauvetage de la pointe du Raz. Sur les 728 F de leur abonnement préférentiel (soit une économie de 312 F par rapport à la vente au numéro), 50 F seront reversés au Conservatoire.

o Décès de l'espion australien Ian Milner. L'espion Ian Milner, qui avait transmis en 1945 et 1946 des documents secrets à l'Union soviétique, alors qu'il travaillait au département des affaires extérieures à Canberra, avant de « passer à l'Est » en juillet 1950, est décédé le 5 juin à Prague. Cet ancien professeur d'université avait fait ses études à Oxford, à la différence d'autres célèbres espions de l'époque — MacLean, Burgess et Philby — qui s'étaient tous connus à Cambridge.

La rencontre entre M. Kohl et M. Major

Les positions de Bonn et de Londres sur les questions européennes se rapprochent

Le premier ministre britannique et le chancelier Kohl se sont rencontrés dimanche 9 juin dans la résidence d'été de M. John Major, aux Chequers, près de Londres. L'entretien a porté sur l'union européenne et sur l'éventuelle présence de Mikhail Gorbachev au prochain sommet des sept nations les plus industrialisées, en juillet, dans la capitale britannique.

Le gouvernement de Londres est partisan de ralentir la marche vers l'unité politique et monétaire européenne. L'Allemagne, autrefois proche de la France pour promouvoir une unité rapide, a aujourd'hui rejoint le camp de la prudence. Pour la Grande-Bretagne, comme pour l'Allemagne, l'union monétaire ne devrait voir le jour qu'une fois renforcée la conver-

gence entre les politiques économiques des membres de la CEE. A la fin du mois, les dirigeants de la Communauté se rencontreront au Luxembourg. MM. Kohl et Major ont souhaité que ce sommet se contente d'enregistrer les progrès déjà notés dans les deux conférences intergouvernementales.

Les deux chefs de gouvernement ont d'autre part discuté des modalités de la participation de M. Gorbachev au sommet des sept pays les plus industrialisés (G7) à Londres le mois prochain. A Halle où il était reçu par M. Genscher, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a estimé qu'aucune aide financière ne serait proposée à l'URSS à l'occasion du G7. (AFP, Reuter.)

Après la censure de « Tous à la Une »

TF 1 s'explique

La direction générale de TF 1 a indiqué que la séquence présentant le futur quotidien La Truffe avait été supprimée vendredi 7 juin dans l'émission « Tous à la Une » de Patrick Sabatier parce qu'elle relèverait du domaine de la publicité (le Monde daté 9-10 juin).

En l'absence de M. Etienne Maugeotte, vice-PDG de TF 1, la direction générale de TF 1 a consulté son service juridique et envoyé un fax de quelques lignes à Patrick Sabatier, une heure et demie avant le début de son émission, lui indiquant « avoir décidé de retirer la séquence relative au journal La Truffe (...) car elle contient plusieurs éléments contraires à la déontologie et à la réglementation en vigueur ». « Nous sommes très vigilants pour qu'il n'y ait pas de mélange des genres », a précisé ensuite la direction générale de TF 1, « cette séquence faisait appel à l'argent et de plus dans le secteur de l'édition, secteur interdit à la télévision ».

Cette « vigilance » a cependant été prise en défaut : Patrick Poivre d'Arnav avait présenté le projet de quotidien La Truffe et son fondateur Jean Schallit, pendant le journal télévisé de TF 1 du 7 mai, en montrant à l'écran le numéro de téléphone du journal auquel s'adresser pour souscrire, sans attirer les foudres de sa direction.

Quant au ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, invité de « Tous à la Une » au cours de laquelle il voulait faire part à Jean Schallit de son souhait de souscrire une ou plusieurs actions de 500 F du quotidien, il a déclaré samedi 8 juin à l'AFP :

« Le Monde Publicité » change d'adresse

A compter du 10 juin, « Le Monde Publicité » et le groupe Régie Presse s'installent dans de nouveaux bureaux situés dans l'immeuble Péri 15, à la limite du quinzième arrondissement et d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

Voici les nouvelles coordonnées de « Le Monde Publicité » : Adresse postale : 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15. Téléphone : numéro d'appel général du « Monde Publicité » : 46-62-72-72. Télécopieur : 46-62-98-73.

Pour les annonces du carnet, s'adresser au journal, 15-17, rue Feignière, 75001 Paris Cedex 15. Tél. : 40-65-25-25.

DÉCOUVREZ LA SUÈDE

MINITEL

36-14 SUÈDE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Le ciel sur la tête

VOUS avez vu un peu ce qui se passe dans nos aéroports ? C'est démentiel. Depuis plus d'une semaine grèves sauvages, grèves perlées, grèves surprises se succèdent et s'enchaînent en foutant un bordel noir. Lundi dernier déjà, j'étais à Bruxelles, je vais pour rentrer sur le vol de 18 h 40 et je déboule en salle d'embarquement devant un panneau indiquant départ : 19 h 35. A Paris, les aiguilleurs du ciel se croisent les bras. Une demi-heure plus tard le vol est encore retardé de cinquante minutes et aucun des passagers, visiblement blasés, ne songe à protester. Du coup, j'écrase, moi aussi.

Seulement voilà, vendredi soir, rebelle. Je me pointe à Roissy, pas Roissy 2, attention, où Air France avait cloué la veille la moitié de ses appareils au sol pendant vingt-quatre heures, Roissy 1, le terminal des compagnies étrangères, pour venir chercher un capitaine retour de Cologne à 19 h 55. Je consulte le tableau des arrivées pour voir à quelle porte il va débarquer. Nulle part ! Tous les vols ont suivi de la

mention ou « annulé » ou « retardé » (de trois heures et demie pour un vol, celui d'Amsterdam, de quarante minutes) ou d'un simple rectangle noir. De temps en temps chiffres et lettres se mettent à cliqueter, racontant le troupeau hébété des curieux : Enfin, qu'est-ce qu'il y a ?

Rien de spécial ! Encore un mouvement de mauvaise humeur des bagagistes ou des contrôleurs. C'est tous les jours pareil. Ça bloque au départ et ça pousse à l'arrivée. Plaqueurs derrière leur comptoir, trois hôtesses pianotent distrairement sur des ordinateurs totalement largués eux aussi : Le BA 322 ? Le KL 0917 ? Le LH 5802 ? Attendez voir... Désolée, je sais pas. Aucune nouvelle. Tant que les avions n'ont pas décollé, nous ici on peut pas vous dire quand ils vont partir !

Et quand ils atterrissent enfin, tard dans la nuit, les haut-parleurs qui rouillent à micros fermés ne se réveillent même pas pour vous le signaler. Résultat : après l'attente pendant quatre heures d'affilée, j'ai raté la sortie de mon ami à cinq minutes près !

Les réactions aux événements de Mantes-la-Jolie

« Aux franges de la guerre sociale »

« Rien ne saurait justifier la violence gratuite au quotidien », a estimé, dimanche 9 juin, le président François Mitterrand à propos du drame de Mantes. Dans un message adressé au ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, le chef de l'Etat demande à celui-ci de « renouveler, à l'ensemble des personnels de police, [sa] confiance, car je sais les conditions difficiles dans lesquelles ils exercent leur métier pour assurer la sécurité de leurs concitoyens ».

Dans un télégramme adressé aux parents de la jeune policière tuée, Marie-Christine Baillet, M. Mitterrand souligne que, « victime en service, Marie-Christine a droit à la reconnaissance des Français ». « Je rends hommage à son courage et à son sens du devoir. Je tiens à vous dire ma peine et ma grande tristesse devant le malheur qui vous frappe ».

SOS-Racisme, dans un communiqué, estime que l'on a désormais atteint « la limite d'une spirale infernale ». « Il faut tout tenter pour l'enrayer. Nous savons que ce sera extrêmement difficile, dans le contexte de chômage massif qui désespère les jeunes et le climat sécuritaire qui envahit les esprits. Mais il n'y a pas d'autre choix que d'engager un processus de dialogue si l'on ne veut pas en arriver aux franges de la guerre sociale ».

France-Plus juge que le seuil de tolérance est « dépassé ». « Il faut une bonne fois pour toutes en finir avec les tolérances hypocrites qui rongent la société : tolérance vis-à-vis de certains policiers qui se conduisent comme des cow-boys, tolérance vis-à-vis de la facture en vies humaines qui s'alourdit au fil des week-ends, tolérance vis-à-vis de la misère et de la pauvreté qui sévissent dans les banlieues, tolé-

rance vis-à-vis de groupuscules religieux qui manipulent impunément des jeunes exclus sociaux ». Le MRAP, qui demande la mise en place d'un plan d'urgence contenant des « mesures visibles » en faveur de l'insertion, estime que « seules la concertation et l'action pour une nouvelle citoyenneté briseront la logique de l'amalgame entre immigrés, chômage et délinquance exploités à des fins électorales ».

« Renforcement des Martiens »

Les hommes politiques ont eux aussi réagi au drame de Mantes. Le ministre de la fonction publique, M. Jean-Pierre Soisson, qui a déclaré dimanche sur RMC que « l'ordre public devait être assuré », a plaidé en faveur d'une « loi de M. Cresson » : le renforcement des « Martiens », ces jeunes aux épaulettes vertes qui font leur service militaire dans la police. M. Michel Noir a estimé, sur la 5, qu'il faudra « entre cinq et dix ans pour résoudre une crise urbaine qui est de l'ordre de grandeur de celles des agglomérations américaines il y a trente ans ». Pour le maire de Lyon, « c'est une cause nationale sur laquelle il n'y a pas à perdre son temps avec des affrontements politiques ».

M. François Léotard, maire de Fréjus, invité de TF 1, a jugé qu'« un voyou, cela se combattait ». « Il est temps en France que des gens soutiennent ce que fait la

police et j'aimerais être de ceux-là. » Enfin, M. Le Pen a déclaré craindre des « conclusions qui s'apparenteraient à la guerre civile ». S'exprimant sur le problème des banlieues, dimanche à Tournai (Saxe-et-Loire), il a estimé, à propos des immigrés, que « les pauvres chéris sont malheureux dans le béton ». Mais, « c'est bien parce qu'il est arrivé en France, en vingt ans, six ou sept millions d'étrangers qui se sont imposés et qui n'étaient pas désirés ».

(Publicité)

Métros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :

Pantalons d'été 1991

249 F en polycoton et toujours 189 F en flanelle doublée ; les hommes ont intérêt à fréquenter ces champions du prêt-à-porter de luxe qui proposent aussi des vestes légères à partir de 595 F, un costume en tissu Dormeuil à 1.245 F (un des plus beaux et des plus intéressants vêtements actuellement proposés), un smoking laine mohair 1.385 F. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. Deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (3^e) et 112, rue de la Charité-Midi (6^e). De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Mouvements : « Cachez ce féminin », par Bonita Groult..... 2

Indonésie :

un quart de siècle d'un ordre nouveau » L'après-Suharto au cœur du débat politique..... 7

Le colloque

de « Refondations » Les animateurs du mouvement vont mettre en place une coordination nationale..... 9

Le conseil national

des Verts La préparation des élections régionales et les suites de l'affaire Brière..... 10

La réforme

de la taxe d'habitation Divergences entre le gouvernement et les députés socialistes..... 10

Double enquête

à Mantes-la-Jolie La justice et l'inspection générale de la police saisies après la mort d'une femme policière et d'un jeune Algérien..... 11

L'UNESCO et le sida

M. Meyer lance un appel à la communauté internationale pour intensifier la lutte..... 14

Les projets

du Centre européen cinématographique Plus de 12 millions de francs pour huit films de long-métrage..... 16

Photographies

aux enchères Solidaires installés, le marché s'affaît lentement mais sûrement..... 17

Kurt Weill Revue à l'Odéon

Un cabaret de l'exil..... 19

SECTION B

Le vingt-troisième rapport de la COB

La « gendarme de la Bourse » présente un « programme d'actions » pour protéger l'épargne..... 21

Les relations

avec le Japon M. Jacques Calvet critique l'accord entre Volvo et Mitsubishi..... 21

Le congrès des HLM

Réunis à Toulouse, les responsables des HLM souhaitent une modulation des aides de l'Etat..... 21

Services

Abonnements..... 13
Annonces classées..... 24 à 39
Carnet..... 43
Loto et Loto sportif..... 43
Marchés financiers..... 40-41
Météorologie..... 42
Mots croisés..... 43
Radio-Télévision..... 42
Spectacles..... 19-20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9-10 juin 1991 a été tiré à 529 765 exemplaires.